

REVUE HISTORIQUE

Paraisant tous les deux mois.

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.
Cicéron, *de Orat.*, II, 15.

VINGT-QUATRIÈME ANNÉE.

TOME SOIXANTE-DIXIÈME

Mai-Août 1899.

PARIS
ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET C^e
FÉLIX ALCAN, Éditeur
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN
AU COIN DE LA RUE HAUTEFEUILLE
1899

~~4~~
~~R3282~~
~~70~~

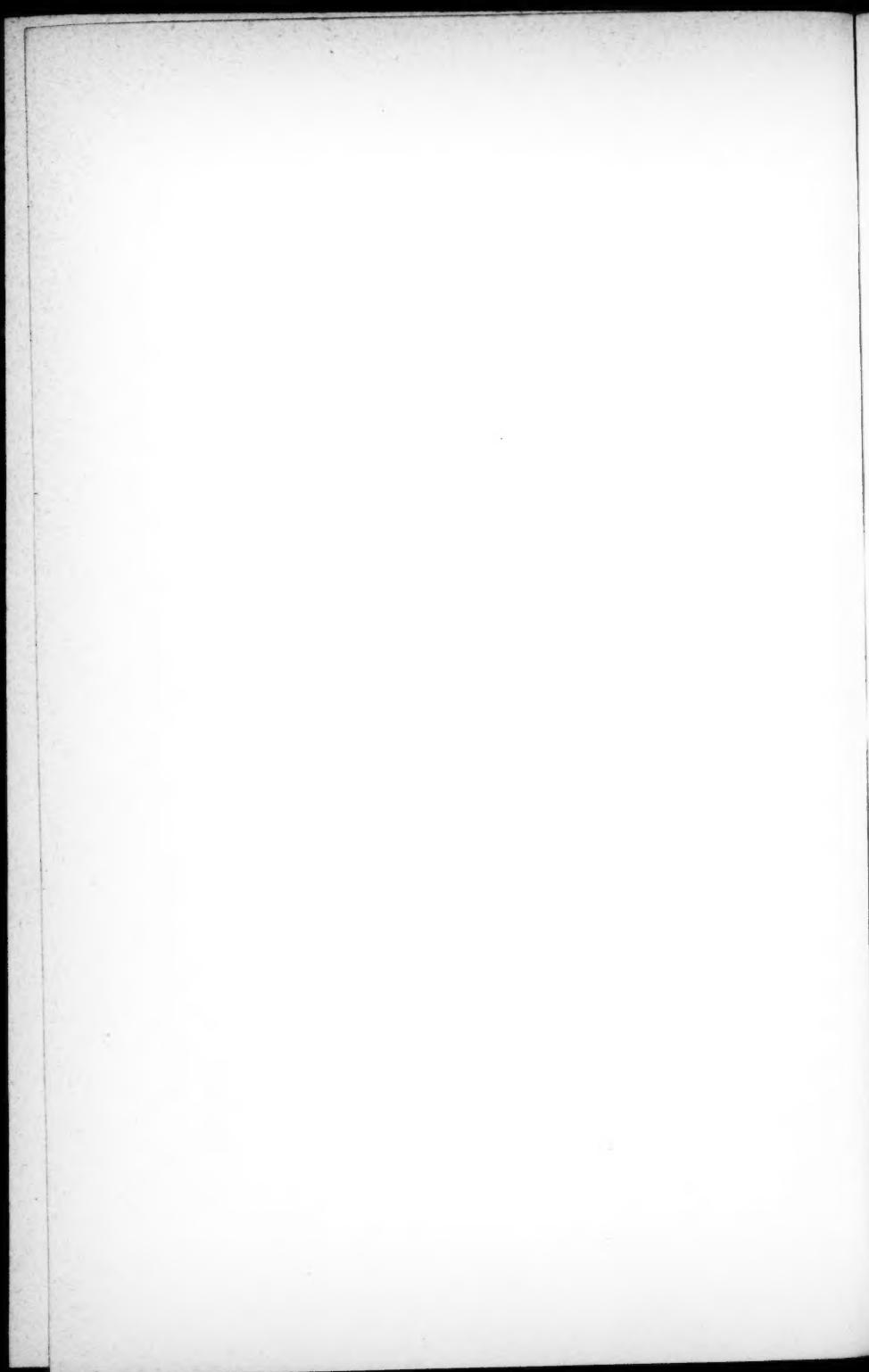
SPHINX

S p. Hist.
152513

D
I
. R6
t. 70
1899

ДАЯВАЯ СОЛНЦЕ
СОЛНЦЕ ДАЯВАЯ

**REVUE
HISTORIQUE**



LE CONGRÈS DE VIENNE

ET

LA POLITIQUE DE TALLEYRAND

La France a reçu à maintes reprises depuis deux siècles des offres d'alliance de la Russie, et elle a été blâmée, trop à la légère peut-être, de ne les avoir pas toujours acceptées. C'est ainsi que, de nos jours surtout, on a critiqué en termes très vifs l'attitude de son représentant au congrès de Vienne; on a reproché à M. de Talleyrand de n'avoir pas répondu aux pressantes sollicitations de l'empereur Alexandre et d'avoir embrassé la cause de l'Angleterre dans le conflit qui mettait en lutte les puissances coalisées. Les déterminations qu'il a prises ont-elles été dictées par une sagesse prévoyante ou par les mobiles les plus bas? S'est-il comporté en diplomate à courte vue ou en habile politique? C'est là une question qui a divisé déjà les historiens de la Restauration, que la publication récente de documents importants¹ est venue poser de nouveau, et que deux historiens de mérite ont, cette année encore, résolue chacun à leur façon². Maintenant que nous connaissons toutes les pièces du grand procès³ his-

1. Le journal de Stein au congrès de Vienne, publié dans l'*Historische Zeitschrift*, année 1888, vol. III.

2. H. Houssaye, « 1815. » — Duc de Broglie, « 1815 », dans le *Correspondant* du 25 juillet 1893.

3. Ce sont, outre le *Tagebuch de Stein : Corresp. intime de M. de Talleyrand et du roi Louis XVIII pendant le congrès de Vienne*, publiée par M. Pallain. — Talleyrand, *Mém.* — Metternich, *Mém.*, t. II. — Castlereagh, *Letters and dispatches*, t. II. — Wellington, *Dispatches Supp.*, t. IX. — Gentz, *Dépêches aux hospodars de Valachie*, t. I. — *Mémoires tirés des papiers d'un homme d'État*. Tous les documents officiels se trouvent dans le recueil du comte d'Angeberg. Et parmi les ouvrages de seconde main : Sir Lytton Bulwer, *Essai sur Talleyrand*; Pertz, *Stein's Leben*; Flassan, *Histoire du congrès de Vienne*.

torique engagé sur ce point, nous pouvons essayer de juger à notre tour et d'exposer d'abord, de discuter ensuite, le rôle de Talleyrand au congrès de Vienne.

I.

Jamais peut-être ambassadeur ne se trouva dans d'aussi déplorables conditions que lui lorsque, le 23 septembre 1815, il vint, avec MM. de Dalberg, de Noailles, de la Besnardière et de la Tour du Pin, représenter à Vienne la politique de Louis XVIII. Les dispositions des puissances comme la situation de son pays semblaient contribuer également à rendre sa tâche impossible et son rôle insignifiant. Tout d'abord, l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse et la Russie semblaient prêtes à continuer par les négociations la lutte qu'elles avaient commencée par les armes, et, après avoir abaisssé la France comme une rivale, la regardaient toujours comme une ennemie; l'instinct de la sûreté les portait à redouter en elle l'activité turbulente et l'ambition conquérante qui l'avait animée sous Napoléon¹; le sentiment de la vengeance les poussait à lui faire expier, par un effacement sans précédent, une tyrannie sans mesures. Opérer sans elle et contre elle le partage des territoires qui lui avaient été enlevés, la tenir en dehors de leurs conciliabules comme de leurs alliances, la laisser non seulement à l'écart, mais encore dans l'ignorance de leurs combinaisons, tel fut le plan que les représentants des quatre puissances alliées eurent le dessein et l'espérance de réaliser².

Pour lutter contre ces prétentions, Talleyrand ne devait compter ni sur l'ascendant du pays dont il défendait les intérêts, ni sur l'initiative du prince dont il représentait la personne. Après avoir été soumise par les armes à l'inaction militaire, la France avait dû souscrire par une convention à son effacement diplomatique; un article secret du traité du 30 mai stipulait son adhésion préalable aux arrangements territoriaux que les alliés avaient concertés à Chaumont et qu'ils allaient proposer à Vienne³. De plus, Louis XVIII, que ses inclinations ne portaient guère vers

1. Rapport de Talleyrand au roi. (*Corresp. avec Louis XVIII*, p. 441.) — Cook à Liverpool. (*Dispatches of Wellington*, Supplément IX, p. 495.)

2. Rapport de la Besnardière au roi. (*Corresp. avec Louis XVIII*, p. 432 et 450.)

3. Angeberg, t. I, p. 170.

la politique extérieure et que l'affermissement de son pouvoir au dedans détournait de l'extension de son influence au dehors¹, avait donné à ses plénipotentiaires des instructions plus dignes d'un Bourbon que d'un roi de France; il avait borné leur tâche à exiger le rétablissement sur leurs trônes de ses parents de Naples, de Saxe et de Parme. S'ils substituaient à cette politique de famille une politique nationale, ce devait être à leurs risques et périls. On le voit, pour remplir la tâche dont il avait assumé la responsabilité, Talleyrand ne devait trouver d'appui qu'en lui-même.

Il se trouva heureusement que jamais homme ne fut plus propre à se tirer habilement d'une situation aussi délicate. Il joignait une longue expérience politique à d'admirables facultés naturelles, et l'habitude constante de servir avec docilité tous les gouvernements avait développé en lui une rare aptitude à défendre avec succès toutes les causes. Il possédait en effet les deux qualités les plus propres, sinon à maîtriser, du moins à seconder la fortune : un remarquable sens pratique et une absence complète de scrupules. Mis en présence d'une situation donnée, il en surmontait avec aisance les difficultés, car il excellait à pénétrer les âmes et à juger les circonstances, à s'en remettre au temps sans le devancer, à se servir des hommes sans les contraindre; nul mieux que lui ne savait profiter des événements, sinon les faire naître, et s'il était dépourvu de cette puissance créatrice, de cette confiante persévérance qui fait les grands hommes, il possédait au plus haut degré cet art de l'à-propos et cet esprit pratique qui font les grands diplomates. Enfin les conceptions de son habileté n'étaient jamais contrariées par les objections de sa conscience. L'éducation qu'il avait reçue, la vie agitée qu'il avait menée, la diversité des milieux qu'il avait traversés, le spectacle de tant de bouleversements et l'expérience de tant d'années l avaient fait assister au triomphe alternatif de trop de partis, à l'essai impuissant de trop d'idées, pour laisser subsister en son âme un autre sentiment que l'ambition; elle lui fut de bonne heure offerte comme perspective et laissée comme ressource; il s'habitua à lui subordonner toute règle morale et religieuse; et cette passion qui, dans sa vie publique, le rendit trop accommodant à l'égard des désirs dominants et trop facile envers les circons-

1. Metternich, *Mém.*, t. II, p. 481.

tances impérieuses, qui, dans sa vie privée, développa en lui un amour immoderé des richesses et une indifférence complète sur les moyens de les acquérir, l'avait, dans sa carrière diplomatique, mis au-dessus des susceptibilités de l'amour-propre et des hésitations de la conscience; elle lui donna la faculté, précieuse pour lui et inestimable pour son pays, d'être insensible aux injures, inaccessible aux remords, et de n'éviter que les échecs.

Enfin, à toutes ces qualités de fond, nécessaires de tout temps au diplomate, Talleyrand joignait des qualités de forme particulièrement utiles au ministre chargé de représenter une grande nation et une grande infortune, et d'appliquer avec dignité une politique de compromis; il lui fallait en effet, tout en gardant une fière attitude, insinuer ce qu'il proposerait, paraître accepter ce qu'il demanderait, offrir son alliance sans l'imposer, faire sentir sa force sans en parler, et accomplir en un mot de grandes choses avec de petits moyens. Jamais homme fut-il plus propre à remplir cette tâche par la tournure de son esprit, la distinction de ses manières et les avantages de sa personne? Survivant d'une génération aussi raffinée dans ses goûts intellectuels que dans ses plaisirs mondains, Talleyrand connaissait mieux que personne l'art des sous-entendus, la valeur des nuances, l'utilité des compromis. Membre d'une caste qui avait perdu ses priviléges pour ne conserver que ses manières, il savait affecter dans son maintien une dignité calme et hautaine et dans son langage un ton narquois qui lui permettait soit de retirer ses propositions comme ironiques si elles déplaisaient à ses interlocuteurs, soit de les présenter comme sérieuses si elles trouvaient crédit auprès d'eux. Enfin, descendant d'une noble famille, il avait hérité de ses aieux, sinon cette prestance naturelle à ses pairs et dont un accident d'enfance l'avait privé, du moins une physionomie fine, ouverte, mobile, animée d'un œil bleu dont il savait voiler le regard pour en modérer l'expression et capable d'exprimer tour à tour la plus complète impassibilité ou la variété des sentiments les plus opposés. Cette souplesse d'esprit, cette fécondité de ressources, ces dons extérieurs mêmes permirent à Talleyrand de jouer à Vienne un nouveau rôle, et de se faire le défenseur des idées après avoir été si longtemps le serviteur des intérêts. Grâce à cet admirable ensemble de qualités intellectuelles et extérieures, il devait arriver à surmonter les périls et à pourvoir aux nécessités de sa

situation; mais ce ne fut qu'à la suite d'efforts répétés qu'il put rendre à la France la place à laquelle elle avait droit. Tout d'abord, les puissances alliées voulaient la tenir en dehors de leurs conseils; Talleyrand dut lutter pour y figurer; puis, après l'y avoir admis en droit, elles cherchèrent à l'en écarter en fait et à régler entre elles les questions qui les divisaient : il les amena à accepter son concours. Enfin, après avoir reçu son appui, certaines d'entre elles hésitaient à signer avec la France une alliance nouvelle; il réussit, par un traité, à désunir par un acte public les puissances déjà séparées par leurs dissensiments intimes.

L'admission officielle de la France à leurs délibérations, — sa participation réelle à leurs pourparlers, — son introduction dans leur système d'alliance, — tel fut donc le triple but qu'il poursuivait, telles sont les trois phases qu'on peut distinguer dans l'histoire de sa politique.

De ces trois négociations, la première fut la plus courte et la plus facile; il n'était pas malaisé à Talleyrand, au moyen de ces questions embarrassantes, de ces remarques insidieuses qu'il excellait à faire, de mettre en contradiction avec eux-mêmes des hommes disposés à consommer au mépris de l'équité une œuvre entreprise au nom du droit. Le 22 septembre, MM. de Metternich, de Hardenberg, de Nesselrode et Castlereagh, principaux plénipotentiaires de l'Autriche, de la Prusse, de la Russie et de l'Angleterre, signaient un protocole destiné à leur assurer la direction du congrès¹. Partant de cette idée que tous les états de l'Europe, n'étant pas également intéressés à toutes les questions débattues, ne devaient pas tous contribuer à leur solution, ils réservaient aux puissances signataires du traité de Paris, à l'exception de la Suède et du Portugal, l'examen de celles qui avaient le plus d'importance, ainsi que la nomination de commissions chargées d'examiner celles qui avaient un intérêt purement local; ils devaient ensuite soumettre, mais pour la forme seulement, les résultats de leurs délibérations aux petits états. Puis, se basant sur une interprétation abusive d'un article du traité de Paris², ils stipulaient qu'ils se mettraient

1. Angeberg, t. I, p. 249. — *Corresp. avec Louis XVIII*, p. 343. — Castle-reagh à Wellington, 14 août 1814.

2. Articles séparés et secrets. Art. I : « La disposition à faire des territoires auxquels Sa Majesté très chrétienne renonce par l'article III du traité patent et les rapports desquels doit résulter un système d'équilibre réel et durable en Europe seront réglés au congrès sur les bases arrêtées par les puissances

d'accord sur tous les points avant de consulter sur leurs déterminations l'Espagne et la France, forcées dès lors d'accepter les décisions de la majorité. De ces deux prétentions, la première fut reproduite dans un projet de déclaration solennelle que Metternich proposa, lors de l'ouverture du congrès, à l'acceptation des diplomates; Talleyrand n'eut pas de peine à voir que la seconde en était une conséquence logique et pas de repos qu'il ne l'eût repoussée. Tout d'abord, il éleva mille objections de détail, mille chicanes de forme sur les titres des assistants à prendre part à la conférence, sur le mot d'alliés qui se trouvait dans la déclaration et qui n'avait plus de sens après la conclusion de la paix¹. Puis, abordant de front le débat, il finit par déclarer que tous les états, inégaux en force, étaient égaux en droit, et que les principaux d'entre eux ne pouvaient prendre de décision en leur nom avant que tous leur eussent délégué leurs pouvoirs; une réunion plénière de tous les membres du congrès était donc, selon lui, le pré-lude nécessaire de leurs travaux. Le lendemain 1^{er} octobre, Talleyrand exprimait de nouveau ses idées dans une note qu'il envoyait à tous les diplomates². Enfin, dans la réunion du 8 octobre, il réussissait à obtenir, sinon l'adoption d'un autre mode de convocation, du moins une partie des concessions qu'il demandait; il introduisait la Suède et le Portugal dans le concert des grandes puissances et enlevait ainsi la majorité aux alliés de Chau-mont. Il faisait admettre que les communications entre ces huit états auraient lieu à titre confidentiel, non à titre officiel, et que leurs décisions avaient, non la force d'une loi, mais la valeur d'une simple proposition. Enfin, il demandait que les arrangements à intervenir fussent conformes au droit public. « A ce mot, » dit Talleyrand, « il s'est élevé un tumulte dont on ne pourrait que difficilement se faire une idée. M. de Hardenberg, debout, les poings sur la table, presque menaçant, proférait des paroles entrecoupées : « Non, monsieur, le droit public, c'est inutile, cela « va sans dire. » Je lui répondis que, si cela allait sans dire, cela irait encore mieux en le disant. M. de Humboldt criait : « Que « fait ici le droit public? » A quoi je répondis : « Il fait que vous y

alliées entre elles et d'après les dispositions générales contenues dans les articles suivants. » — Angeberg, t. I, p. 170.

1. Stein, *Tagebuch*, 29 oct. (H. Z., p. 387). — *Corresp. avec Louis XVIII*, p. 343.

2. Angeberg, t. I, p. 264. — Gentz, *Corresp.*, t. I, p. 109.

« êtes¹. » L'irritation des diplomates prussiens prouvait quel était leur embarras ; elle fut d'ailleurs impuissante à empêcher l'insertion du mot de droit public dans la déclaration. En somme, Talleyrand s'était tiré avec autant de succès que d'habileté de cette première lutte diplomatique, livrée sur une question de forme, mais importante au début du congrès² ; il y avait obtenu un avantage matériel, puisqu'en enlevant la majorité aux alliés de Chaumont il acquérait sa part légitime d'influence ; il gagnait une victoire morale plus considérable encore, en se procurant par ce succès l'efficace assistance des petits états, charmés de son attitude et heureux de sa protection ; il forçait enfin des adversaires peu scrupuleux à reconnaître la légitimité de ce droit public dont ils voulaient enfreindre les règles. Il était donc dans d'excellentes conditions pour entreprendre la seconde campagne diplomatique qui allait s'ouvrir.

En effet, les alliés de Chaumont, forcés d'admettre en droit la participation de la France à leurs délibérations, essayèrent d'empêcher en fait son immixtion dans leurs affaires³ ; suivant les calculs de craintes trop défiantes ou les conseils de ressentiments trop tenaces, ils crurent qu'elle n'offrait son concours que pour le faire payer et que, pour elle, intervenir, c'était conquérir. Ils essayèrent donc de résoudre sans sa participation⁴ les difficultés qui troublaient leur entente et qu'il est facile de comprendre si l'on examine brièvement les sentiments qu'ils voulaient satisfaire et les questions qu'ils devaient résoudre.

Parmi ces questions, il en était qui, n'ayant d'importance que pour l'un d'entre eux, ne pouvaient les diviser : par exemple l'annexion par l'Angleterre des colonies françaises fut admise par tous, l'abolition de la traite des noirs ne rencontra que de faibles résistances⁵, et le règlement de la navigation des fleuves ne donna lieu à aucune discussion⁶. Il était aussi d'autres points sur

1. Talleyrand au roi, 9 oct. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 35.)

2. « L'intervention de Talleyrand a furieusement dérangé nos plans. » (Gentz, *Corresp.*, 30 sept.)

3. Talleyrand au roi, 4 oct. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 24.)

4. « Voyant que la France se présentait avec des principes qu'elles ne pouvaient pas combattre, elles ont pris le parti de l'écartier de fait sans l'exclure et de concentrer tout entre leurs mains pour marcher sans obstacle à l'exécution de leur plan. » Talleyrand au roi, 9 oct. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 62.)

5. Angeberg, I, 273, 403, 571.

6. Angeberg, I, 693, 728, 778-801, 814, 828.

lesquels l'identité des intérêts avait amené l'accord des volontés; c'est ainsi que la nécessité de contenir la France après l'avoir amoindrie unissait tous les alliés dans le désir de placer sur ses flancs, comme une menace et un obstacle, les Pays-Bas et les provinces wallonnes réunies sous le même sceptre¹, les provinces rhénanes dévolues à une puissance en état de les défendre², le corps germanique fortement constitué³, la Suisse réorganisée et agrandie⁴, l'Italie rendue à ses anciens souverains⁵.

Mais il était deux questions qui, mettant aux prises les alliés de Chaumont, allaient rompre une alliance qu'ils avaient jugée nécessaire et qu'ils croyaient indissoluble; c'étaient celles de la Pologne et de la Saxe. Depuis longtemps⁶ l'empereur Alexandre, dont l'âme était assez chevaleresque pour lui faire envier le titre de redresseur de torts, mais dont l'esprit restait assez prévoyant pour lui faire accorder les rêves de son imagination avec les intérêts de sa politique, nourrissait de vastes projets sur le premier de ces deux pays. Il aurait voulu d'abord le reconstituer tel qu'il existait avant le premier partage et réparer ainsi la « grande iniquité de son aïeule Catherine, » s'il n'avait fallu demander la Lithuanie à ses sujets et la Galicie à l'Autriche; bornant alors son ambition à donner au nouvel état les mêmes limites qu'au duché de Varsovie napoléonien, il désirait lui donner un titre de royaume qui lui rendrait son prestige, une constitution libérale qui assurerait son bonheur, un souverain de la famille des Romanoff qui l'unirait par un lien personnel avec le grand empire

1. Castlereagh à Wellington, 2 oct. (*Dispatches of Wellington*, Supplément IX, p. 302.)

2. Castlereagh à Wellington, 27 oct. — Cf., dans le même volume, un mémoire du général Hudson Lowe sur la situation des places du Rhin. (*Dispatches of Wellington*, Supp. IX, 347.)

3. Stein, *Tagebuch*, 9 oct. (H. Z., 390.)

4. Angeberg, I, 430-438, 466-476, 311-344.

5. Les grandes lignes de ce projet avaient été déjà arrêtées dans le traité de coopération anglo-russe du 11 avril 1805, dans le traité prusso-russe de Barstenstein (1807), dans les négociations de 1815 et dans le traité de Chaumont (1814).

6. Stein, *Tagebuch*, 18 oct. (H. Z., 394.) La publication des Mémoires et de la correspondance du prince Czartoryski nous permet de suivre l'évolution des idées d'Alexandre I^{er} relativement à la Pologne. On le voit en projeter le rétablissement dès son avènement, renoncer à ce dessein en 1809 (Czartoryski, *Mém.*, II, 213), le reprendre et le préciser définitivement en 1810. (*Ibid.*, II, 227, 250.)

russe¹. Réaliser ainsi les rêves de sa jeunesse, répondre à l'attente de ses amis polonais, dont ses promesses avaient enflammé les espérances, fortifier la Russie contre l'Autriche et étendre par cette annexe son influence en Occident², tels étaient à ses yeux les avantages de projets dont la poursuite agita désormais son âme et occupa toute sa politique³.

Pour les mener à bien, il lui manquait la cession des provinces que les partages de la Pologne avaient dévolues à la Prusse. Or, cette puissance, ayant justement besoin de son appui, devait accéder facilement à ses désirs. Quels étaient en effet ses projets dans ce grand travail de la réorganisation de l'Europe? Poursuivant avec une égale ápreté la revanche des humiliations qu'ils avaient subies, la restitution des territoires qu'ils avaient perdus, l'annexion des provinces qui leur étaient nécessaires, les diplomates qui la représentaient avaient, dit Metternich, « apporté au congrès un désir immoderé d'étendre les possessions du royaume aux dépens de tout le monde et sans aucun égard à aucun principe de justice ou seulement de décence⁴. » Ils réclamaient à grands cris les provinces rhénanes, qui leur auraient donné une redoutable barrière contre la France, en même temps qu'une forte position en Allemagne. Mais c'était surtout sur la Saxe que se portait la violence de leurs rancunes et l'ardeur de leurs convoitises. Ils voulaient, par la déposition de son roi, punir le dernier prince allemand fidèle à Napoléon; par l'annexion de ses provinces, porter la frontière prussienne jusqu'aux monts de la Lusace; par l'incorporation de ses sujets, augmenter de deux millions la population du royaume; ils comptaient, en un mot, réunir à leur patrie un pays riche, étendu, bien placé, propre à rendre sa prospérité plus grande, son territoire plus compact, son influence plus considérable⁵. L'appui d'Alexandre leur étant nécessaire pour effectuer cette annexion, ils l'avaient obtenu facilement en lui cédant les provinces polonaises, réfrac-

1. Stein, *Tagebuch*. (H. Z., 389, 401.) — Gentz, *Corresp.*, I, 80.

2. « Un des ministres de Russie nous disait hier : On a voulu faire de nous une puissance asiatique, la Pologne nous fera européenne. » Talleyrand au roi. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 2.)

3. Cf. Rapport de la Besnardière. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 431.)

4. Metternich, *Mém.*, II, 478.

5. Rapport de la Besnardière. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 432.) — Gentz, *Corresp.*, I, 82.

taires à toute tentative d'assimilation allemande, et en flattant ses ressentiments contre le prince qui avait accepté le sceptre du grand-duché de Varsovie et déserté la cause de la coalition¹. La communauté d'intérêt entre les deux états s'ajoutant aux relations d'amitié entre les deux souverains, la Prusse et la Russie devaient être indissolublement unies pendant tout le cours du congrès².

Mais leur projet devait être aussi difficilement réalisé qu'il avait été habilement concerté. Il devait en effet rencontrer l'initié intéressée de l'Autriche et éveiller les défiantes sollicitudes de l'Angleterre.

L'Autriche pouvait-elle sans s'affaiblir laisser s'effectuer deux annexions dont l'une aurait permis à sa rivale en Orient de la déborder vers le nord; dont l'autre aurait donné à sa rivale en Allemagne, avec les portes de la Bohême, un territoire plus vaste, un champ d'influence plus étendu et l'orgueil d'avoir dépossédé ces petits princes allemands qui formaient la clientèle habituelle des Habsbourg? Dans ces deux questions de la Saxe et de la Pologne, le prince de Metternich devait donc opposer constamment une fin de non-recevoir aux prétentions russo-prussiennes³.

Il n'était d'ailleurs pas le seul à les combattre; d'une part, en effet, les petits princes allemands⁴ repoussaient la suppression sans phrases de la Saxe comme un précédent et une menace pour leur couronne⁵; d'autre part, l'Angleterre, favorable à l'agrandissement d'un état destiné à contenir la France et à inquiéter l'Autriche, était nettement opposée au projet russe sur la Pologne. L'orgueil et l'intérêt séparaient en effet l'empereur de Russie du

1. « L'empereur dit que si le roi de Saxe ne renonçait pas à ses états, il n'y avait qu'à le traiter selon le droit de conquête et qu'à l'envoyer à Riga. » Stein, *Tagebuch*, 29 sept. (H. Z., 287.)

2. « On doit regarder ces deux puissances comme intimement unies. » Talleyrand au roi, 26 sept. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 2.) — Wellington à Castlereagh, 8 oct. (*Dispatches of Wellington*, Supp. IX, 325.) — Castlereagh à Wellington, 25 oct. (*Letters and dispatches*, II, 173.)

3. Talleyrand au roi. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 86.) — Stein, *Tagebuch*. (H. Z., 397, 409.)

4. Sauf le Würtemberg. Talleyrand au roi. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 168.)

5. Montgelas, ministre du roi de Bavière, avait pour ce projet une telle antipathie que Stein lui applique l'épithète de *undeutsch*. On trouvera des preuves multiples de ces dispositions de la Bavière dans Talleyrand (*Corresp. avec Louis XVIII*, 2, 3, 58) et dans Gentz (*Corresp.*, 101-126).

prince régent d'Angleterre; comme homme, ce dernier ne pardonnait pas à Alexandre les froissements qu'avait dû subir son amour-propre pendant un voyage du tsar à Londres¹; comme Anglais, il ne pouvait consentir à l'accroissement d'une puissance dont la lutte contre Napoléon avait fait un instant son auxiliaire, mais dont les progrès constants en Orient devaient faire pour longtemps son ennemie².

Sur ces deux questions, les alliés de Chaumont étaient donc partagés en deux groupes : d'un côté, Alexandre et Frédéric-Guillaume, d'accord pour occuper Varsovie et Dresde; d'un autre côté, Metternich et Castlereagh, divisés sur le sort de la Saxe, d'accord pour refuser la Pologne à la Russie³. Jusque-là, craignant qu'une explication ne dégénérât en conflit, ils avaient évité de toucher ces deux points; mais le moment venu de les discuter, ils se retrouvaient en présence avec des intérêts contraires et des passions opposées, et leurs dissensiments éclataient au moment même où ils proclamaient leur union; toutefois, dominés jusqu'au bout par leur incurable défiance envers la France, ils essayèrent dans les derniers mois de 1814 de régler leurs différends sans elle⁴.

Quel allait être dans cette affaire le rôle de l'ambassadeur français? D'une part, en présence d'intrigues qu'il était aussi impossible d'empêcher que facile de prévoir, il s'aperçut que, si les efforts des diplomates tendaient à une entente, les intérêts de la politique les conduisaient à la guerre, et que les nécessités de leur position devaient être plus fortes que les précautions de leur prudence; il se borna donc à pénétrer, puis à laisser tomber d'eux-mêmes leurs projets⁵. D'autre part, il s'efforça par son attitude de persuader à l'Autriche et à l'Angleterre que l'intervention nécessaire de la France serait gratuite, déclarée, efficace,

1. Gentz, *Corresp.*, I, 88-89.

2. Le caractère indécis de lord Castlereagh devait malheureusement enlever pour longtemps toute efficacité à l'opposition de l'Angleterre. Talleyrand au roi, 29 sept. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 8.) — Metternich, *Mém.*, II, 479. — Stein, *Tagebuch*, passim.

3. Gentz, *Corresp.*, I, 34, 92.

4. « Je n'ai pas jugé prudent de découvrir à Talleyrand le détail de cette opération, trouvant qu'il n'est pas toujours discret et que je pouvais perdre une influence utile d'un autre côté si j'étais connu pour être en confidence trop étroite avec le ministre de France. » Castlereagh à Wellington, 21 nov.

5. « Talleyrand's systematic reserve. » Castlereagh à Wellington, 21 nov.

certaine. C'est ce double rôle, passif et actif, de Talleyrand, qu'il s'agit maintenant de mettre en lumière.

Il laissa tout d'abord lord Castlereagh et le prince de Metternich échouer dans leur projet de séparer la Prusse de la Russie et de triompher de ces deux puissances, successivement et sans l'aide de la France.

Lord Castlereagh espéra d'abord acheter la renonciation du tsar à ses vues sur la Pologne par l'abandon du roi de Saxe. Après s'être assuré à grand'peine l'appui de Metternich, qu'effrayait cette dernière condition, il fit part de sa demande à Alexandre dans une lettre du 12 octobre¹, et, dans un entretien postérieur, il lui rappela en même temps tous les services que lui avait rendus l'Angleterre². Mais ce prince, blessé de son intervention, aussi maladroite par sa forme qu'inopportun par sa date, livré tout entier à l'exaltation du triomphe, à l'orgueil de son rôle, aux flatteries de ses amis polonais, accueillit fort mal le projet du malheureux diplomate³ et dut se contenir pour ne pas traiter de même sa personne⁴. Il n'observa pas la même réserve dans l'entrevue qu'il eut avec Metternich le 24 octobre; il qualifia d'inconvenance une observation malicieuse par laquelle ce ministre semblait suspecter le désintéressement de ses vues sur la Pologne, et rompit toute relation personnelle avec un nommé dont le caractère lui déplaisait désormais autant que les idées⁵. Lord Castlereagh, qui, avec une obstination toute britannique, était revenu à la charge par une note du 4 novembre⁶, recevait, le 20 du même mois, un memorandum opposant à ses prétentions un refus catégorique⁷.

Depuis quelque temps d'ailleurs, Metternich avait adopté une autre tactique : une entente avec Alexandre sur la question de la Saxe ayant été reconnue impossible, une entente avec la Prusse

1. Stein, *Tagebuch*, 13 oct. (*H. Z.*, 390.) — Angeberg, I, 280. — *Dispatches of Wellington*, Supp. IX, 329.

2. Talleyrand au roi. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 50-53.)

3. Angeberg, I, 350. — Castlereagh, *Letters and dispatches*, II, 474.

4. « Lord Castlereagh était particulièrement désagréable à Alexandre, qui le disait froid et pédant et ne le ménageait pas. » (Metternich, *Mém.*, II, 474.)

5. Stein, *Tagebuch*, 24 oct. (*H. Z.*, 396.) — Talleyrand au roi, 31 oct. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 86.) — Metternich, *Mém.*, II, 84, 496.

6. Angeberg, I, 393-394.

7. Angeberg, I, 410. — Metternich, *Mém.*, II, 484. — *Dispatches of Wellington*, Supp. IX, 441.

sur la question de la Saxe lui permettrait peut-être plus facilement de séparer les deux alliés¹. Il s'adressa d'abord, non pas à Frédéric-Guillaume, qu'une vieille amitié unissait au tsar, mais à son ministre Hardenberg, et il fut secondé par lord Castlereagh, qui lui payait ainsi les mécomptes humiliants de ses négociations avec Alexandre. Il fit proposer par ce diplomate, dans une note du 10 octobre, et il proposa lui-même à Hardenberg, dans une note du 22 octobre, l'annexion de la Saxe, mais à titre de concession, non de compensation, et à la condition expresse que le diplomate prussien refuserait à la Russie l'objet de ses convoitises, les provinces polonaises. Il va sans dire que Metternich n'était rien moins que sincère en affectant cette modération. Il espérait seulement compromettre ainsi la Prusse aux yeux d'Alexandre, la priver par là de son seul allié, puis, lorsqu'elle serait isolée², revenir sur ses engagements en invoquant la résistance acharnée que les petits états ne manqueraient d'opposer à l'annexion de la Saxe.

Mais le plan de Metternich était trop compliqué pour être facilement exécuté. Il supposait en effet la succession presque mathématique d'événements dont il était impossible de prévoir l'échéance avec précision. Il arriva en effet que les souverains allemands intervinrent dans le débat beaucoup plus tôt que ne l'espérait le plénipotentiaire autrichien. A peine en effet ce projet leur eut-il été révélé par d'inévitables indiscretions, qu'ils protestèrent avec la dernière énergie contre toute combinaison tendant à effacer un de leurs collègues de la liste des souverains ; ils adressèrent, par la plume du duc de Saxe-Cobourg³, de fières remontrances à Castle-reagh ; ils intervinrent même personnellement auprès du prince régent d'Angleterre, intéressé comme souverain du Hanovre à défendre leur cause⁴. Ils arrivèrent par cette agitation à faire peur à Hardenberg et à le rejeter du côté d'Alexandre.

Ce dernier, d'autre part, indigné de ce qu'il regardait comme une trahison, demanda à Frédéric-Guillaume une entrevue et des explications ; s'adressant alors au cœur de l'ami, à la reconnaiss-

1. Stein, *Tagebuch*. (H. Z., 411.) — Talleyrand au roi, 6 nov. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 97.) — Metternich, *Mém.*, II, 485.

2. Stein, *Tagebuch*. (H. Z., 399.)

3. Angeberg, I, 293.

4. Stein, *Tagebuch*. (H. Z., 409.) — Talleyrand au roi. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 80.)

sance du souverain, à la sagesse du politique, il lui rappela les engagements qu'ils avaient contractés, les services qu'ils s'étaient rendus; il lui démontra que l'union de leurs efforts était la condition nécessaire du succès de leurs prétentions; il emporta en le quittant la promesse formelle de lui rester uni dans les questions de la Saxe et de la Pologne¹. Les conséquences de cette entrevue ne tardèrent pas à apparaître : le 6 novembre, le prince Repnin, commandant l'armée russe d'occupation en Saxe, annonçait dans une proclamation retentissante que le pays serait évacué par ses troupes et occupé par la Prusse, à qui il devait rester²; peu après, le grand-duc Constantin, dans une proclamation analogue, invitait les Polonais à se rallier à lui comme au chef de la Pologne reconstituée; il était impossible de braver d'une façon plus éclatante les volontés de l'Europe et les décisions de la diplomatie. Aussi ces deux manifestes mirent-ils le comble à l'exaspération générale³. Ces princes allemands se déclarèrent prêts à opposer l'union de leurs armes aux menaçantes prétentions de la Russie⁴; le prince régent d'Angleterre, effrayé de son insatiable ambition, intima à Castlereagh l'ordre de l'abandonner; les militaires autrichiens, indignés de son ingratitudo, préparèrent des plans de campagne contre l'armée qu'ils avaient sauvée en 1813⁵; le 7 décembre, les petits états allemands opposaient un refus catégorique⁶ aux demandes prussiennes; le 10, le prince de Metternich, jugeant inutile de laisser subsister plus longtemps un engagement dont le bénéfice lui avait échappé, se sentant appuyé par l'opinion publique, adressa à la Prusse une note où il se disait dégagé de ses promesses, puisqu'elle ne tenait pas les siennes, et où il déclarait s'opposer définitivement à la dépossession de Frédéric-Auguste⁷. La rupture était donc complète⁸, et les négociations poursuivies avec une si industrieuse

1. Stein, *Tagebuch*, 399. — Talleyrand au roi, 12 nov. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 109.)

2. Liverpool à Castlereagh, 27 nov. (*Dispatches of Wellington*, Supp. IX, 457.)

3. Metternich, *Mém.*, II, 491. — Cook à Liverpool, 18 déc. (*Dispatches of Wellington*, Supp. IX, 492.) — Castlereagh à Liverpool, 17 déc. (*Ibid.*, 452, 483.)

4. Stein, *Tagebuch*, 17 déc. — Talleyrand au roi. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 128, 133, 148.)

5. Metternich, *Mém.*, II, 485.

6. Talleyrand au roi. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 176.)

7. Angeberg, I, 304. — Talleyrand au roi. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 179.) — Metternich, *Mém.*, II, 490-503.

8. Castlereagh à Liverpool. (*Dispatches of Wellington*, Supp. IX, 448, 464.)

activité entre ces quatre puissances n'avaient fait que mettre en lumière l'égalité de leurs forces, la persistance de leurs prétentions, l'impossibilité de leur entente, la nécessité d'une intervention étrangère capable de faire pencher la balance en faveur de l'un des deux partis en présence.

Or, cette intervention de la France, qui s'imposait comme nécessaire, Talleyrand avait réussi à la faire convoiter comme désirable; mettant à profit le temps que ses adversaires perdaient dans des négociations sans terme et des pourparlers sans conclusion, il avait réussi, à la fin de décembre, à désarmer les défiances et à troubler la quiétude de tous ceux qui redoutaient l'ambition, dédaignaient la puissance ou ignoraient les intentions de la France.

Il se heurta d'abord à un préjugé que la haine de la Prusse avait contribué à répandre et que Castlereagh par jalousie, Alexandre par faiblesse, Metternich par politique avaient feint de partager; tous allaient répétant que la France cherchait dans les négociations un moyen de les diviser et de recouvrer ainsi la Belgique et la rive gauche du Rhin¹; Talleyrand profite de toutes les occasions pour répudier devant eux tout projet d'annexion²; il leur assure intervenir pour défendre, non des intérêts, mais des principes, et pour faire respecter en premier lieu le principe de la légitimité, d'après lequel la souveraineté ne pouvait ni être acquise par le simple fait de la conquête, ni exister sans la reconnaissance des puissances; il arrive à persuader successivement tous ses contradicteurs. Avec Alexandre il a, le 1^{er} octobre³, le 25 octobre⁴ et le 15 novembre, trois entrevues célèbres⁵; par la séduction des flatteries comme par l'appât des avantages, le tsar tente de le gagner à sa cause et d'exercer sur lui le charme de sa personne; il répond avec une respectueuse fermeté qu'il préfère la conservation de la Saxe à l'acceptation des promesses du tsar et le maintien des principes au bénéfice de son alliance; dans

1. Talleyrand au roi, 9 oct., 25 nov. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 46, 96, 137.)

2. Talleyrand au roi, 9 oct. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 96.) « On ne peut prêcher que légitimité, modération, justice! » Lettre à M^e de Staél-Hunolstein, citée par H. Houssaye, « 1815 », 124.

3. Talleyrand au roi, 4 oct. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 18.)

4. Talleyrand au roi, 25 oct. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 75.)

5. Talleyrand au roi, 17 nov. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 119.) — Stein, *Tagebüch* (H. Z., 404.)

toutes ses conversations, il ramène toujours le mot et l'idée de bien public pour montrer quels sont les principes directeurs de sa politique ; il y réussit au point de se voir presque reprocher par son interlocuteur un excès de scrupules surprenant chez un ministre de Napoléon. — Lord Castlereagh, dont une exclama-
tion imprudente avait, au début des négociations, trahi les secrètes défiances¹, et dont l'esprit était aussi tenace à défendre une idée que lent à en adopter une nouvelle, fut ramené peu à peu à des dispositions plus bienveillantes envers la France par les assurances de désintéressement et la prudente modération de son représentant² ; arrivé au congrès avec l'intention de le combattre sans merci, il devait en repartir avec la satisfaction de l'avoir soutenu sans réserve. Talleyrand ne put, il est vrai, persuader la Prusse, aux yeux de qui la noblesse apparente de sa conduite ne servait qu'à dissimuler l'ardeur contenue de ses con-voitures. Mais l'Autriche, dont les intérêts n'auraient pas été d'ailleurs directement atteints par l'ambition de sa vieille rivale, ne demandait qu'à se laisser ramener³. L'archiduc Charles, chef du parti militaire autrichien, fut le premier séduit par la modé-
ration de l'ambassadeur français⁴. Metternich, forcé après la proclamation de Repnin de prévoir l'éventualité et de préparer le succès d'une lutte à main armée, se décida à accepter le secours de Talleyrand et ne s'abstint de le lui demander pour le moment que parce que ce dernier le lui offrait⁵. Grâce à cet ensemble d'habiles déclarations et de savantes manœuvres, Louis XVIII

1. « Ah ! s'écria-t-il, s'il ne nous était resté aucune vue sur la rive gauche du Rhin ! » Talleyrand au roi, 31 oct. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 93.) — Cf. Stein, *Tagebuch*, 19 oct., 24 oct., 31 oct., 17 nov. — Castlereagh à Wellington, 5 déc. (*Dispatches of Wellington*, Supp., 464-465.) — « Nous ne devons pas nous dissimuler qu'une union avec la Grande-Bretagne et la France serait très impopulaire dans ces deux pays. » Liverpool à Wellington. (*Ibid.*, 494.)

2. Talleyrand au roi, 9 oct., 19 nov. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 27, 133.) — Castlereagh à Wellington. (*Dispatches of Wellington*, Supp. IX, 372, 385, 421.)

3. Dès le 8 oct., Talleyrand disait à Metternich : « Voilà du papier et des plumes. Voulez-vous écrire que la France ne demanderait rien et même n'accepterait rien ? Je suis prêt à le signer. » Talleyrand au roi, 9 oct. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 33.)

4. Paroles de l'archiduc Charles recueillies par le comte Alexis de Noailles à son audience du 8 novembre et citées dans la *Corresp. avec Louis XVIII*, 125.

5. Stein, *Tagebuch*, 19 nov. (*H. Z.*, 402.) — Talleyrand au roi, 17 oct. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 39.) — Cook à Liverpool, 18 déc. (*Dispatches of Wellington*, Supp. IX, 392.)

put renverser le premier obstacle qui s'opposait à l'introduction de la France dans le système européen¹.

Mais il en restait encore deux autres, dont il constatait l'existence en ces termes : « L'union des quatre cours tient à cette circonstance que les unes ne nous supposent pas le moyen d'agir et que les autres ne nous en croient pas la volonté². » Pour montrer qu'il avait les moyens d'agir, il s'efforça donc de faire augmenter et connaître les forces matérielles et morales de la France; et pour prouver qu'il en avait la volonté, il intervint dans toutes les affaires où sa participation avait une raison d'être.

Tout d'abord, les questions que lui posa Alexandre dans sa première et dans sa dernière entrevue lui fournirent une occasion de donner au tsar une haute idée de l'état de la France et de représenter la royauté comme populaire, l'esprit public comme satisfaisant, les idées libérales comme triomphantes, l'armée comme dévouée, les chefs comme fidèles³. Avec Metternich, il crut devoir ajouter à l'effet de ses propres déclarations l'autorité d'un acte officiel. Dès le milieu d'octobre, ayant appris qu'aux yeux de la diplomatie autrichienne la France passait pour aussi impuissante qu'au lendemain de la capitulation de Paris, il demanda à Louis XVIII d'appuyer ses prétentions par une manifestation solennelle. Ce prince, dont l'âme était aussi fière que ses goûts étaient pacifiques, obtint du baron Louis, ministre des finances, les fonds nécessaires pour porter l'armée de 130,000 à 200,000 hommes, avec faculté d'en rappeler 100,000 au premier signal⁴. Talleyrand en fut prévenu par des dépêches officielles⁵ et par des lettres particulières qu'il put montrer en confidence; elles prouvérent que, pour soutenir ses prétentions, il avait à sa disposition d'autres armes que son habileté⁶. Enfin, sa participation active aux discussions des comités chargés de régler les affaires d'Italie, l'organisation de la Suisse, la libre navigation

1. Talleyrand au roi, 25 nov. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 138.) — Mémoire de Liverpool. (*Dispatches of Wellington*, Supp. IX, 480.)

2. *Corresp. avec Louis XVIII*, 45. — Cf. H. Houssaye, « 1815 », 131.

3. Pozzo di Borgo, arrivé de Paris le 12 octobre, avait rapporté de son séjour les mêmes impressions; il les avait fait connaître aux alliés. Stein, *Tagebuch*, 18 oct. (H. Z., 390.)

4. Stein, *Tagebuch*. (H. Z., 446.)

5. Le roi à Talleyrand, 21-27 oct. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 71, 82.)

6. Talleyrand au roi, 17 nov. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 126.) — Stein, *Tagebuch*. (H. Z., 420.) — *Dispatches of Wellington*, Supp. IX, 378.

des fleuves et la traite des nègres, ses encouragements répétés à la résistance de la Bavière montrèrent qu'il jouait un rôle actif au congrès.

Bientôt cette sage politique porta ses fruits¹. La fermeté avec laquelle Metternich, si prudent d'habitude, avait répondu le 10 décembre aux prétentions de la Prusse prouvait qu'il était prêt à soutenir les siennes par les armes et à accepter le concours qu'il avait refusé². Talleyrand s'en aperçut, et il lui adressa le 19 décembre une note courte, vigoureuse, concluante, dans laquelle, résumant avec force les principes qui l'avaient guidé, indiquant avec netteté la ligne de conduite qu'il comptait suivre, il affirmait solennellement sa volonté de maintenir la France dans ses limites et le roi de Saxe sur son trône³. Par cette suprême démarche, il enlevait aux alliés de Chaumont toute excuse pour tenir son pays à l'écart, et il n'avait plus à attendre qu'une occasion pour s'introduire dans leur concert.

Cette occasion se présenta bientôt : le 20 décembre, la Prusse répondait à Metternich par une note dans laquelle Hardenberg offrait de la part du tsar quelques concessions territoriales en Pologne et maintenait ses prétentions sur la Saxe, tout en offrant comme compensation au roi de ce pays une souveraineté indépendante de 100,000 habitants sur la rive gauche du Rhin⁴. L'Autriche n'accepta pas plus qu'auparavant l'annexion de la Saxe au royaume de Frédéric-Guillaume ; elle soutenait qu'en enlevant à Frédéric-Auguste une partie seulement de ses provinces on dédommagerait suffisamment la Prusse des pertes territoriales subies par elle en 1806, et qu'on remplissait ainsi les engagements contractés envers son prince. Comme le débat ne portait désormais que sur une question de chiffres, on convint de nommer une commission d'évaluation chargée d'apprecier l'étendue et l'importance des territoires en litige ; et comme la Prusse refusait formellement d'y admettre la France, Talleyrand annonça le 24 décembre que, s'il n'y était introduit, il quitterait Vienne immédiatement. Il obtint gain de cause et, le 31 décembre, il siégeait à la première séance de la commission⁵.

1. Rapport de Talleyrand au roi. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 449.)

2. Angeberg, I, 505. — Gentz, *Corresp.*, I, 123, 127.

3. Angeberg, I, 540. — Cf. Metternich, *Mém.*, II, 492.

4. Angeberg, I, 553. — Stein, *Tagebuch*, 414-416.

5. Talleyrand au roi, 28 déc. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 197-200.) — Stein,

Ainsi, le dernier jour de cette année 1814, qui s'était ouverte pour sa patrie sous de si tristes auspices, il avait réussi à déjouer les projets secrets de puissances dont il avait déjà repoussé les prétentions déclarées, à forcer la porte de leurs conseils après s'en être fait reconnaître l'accès, en un mot à obtenir l'application des principes dont il avait arraché la reconnaissance en octobre; au terme de cette lutte diplomatique soutenue pendant trois mois au milieu des fêtes mondaines, des plaisirs des salons, de l'éclat des spectacles, il pouvait se rendre ce témoignage d'avoir pleinement rempli la seconde partie de sa tâche¹.

Il devait lui être désormais facile d'arriver au but final de ses efforts. Du jour en effet où un grave dissensitement séparait les alliés de Chaumont, il était à prévoir qu'une lutte ouverte les mettrait bientôt aux prises; Castlereagh et Metternich n'étaient pas éloignés de faire appel à leurs adversaires de la veille². Le 31 décembre eut lieu la première séance de la commission d'évaluation. Hardenberg, qui portait la parole, proposa pour le roi de Saxe, non la restitution de ses états, mais la création d'une principauté de 700,000 âmes sur les bords du Rhin. Les militaires prussiens, laissant éclater une fois de plus l'ardeur de leurs convoitises et l'exaltation de leur orgueil, défendent ce projet avec une si arrogante opiniâtreté que Castlereagh, blessé dans son amour-propre national par le caractère agressif de leur langage, enhardi dans sa résistance par la nouvelle de la paix récemment conclue avec les États-Unis³, court chez Talleyrand, exhale son indignation en termes amers et déclare hautement que l'Angleterre ne recevra de lois de personne⁴. Saisissant avec empressement une occasion attendue avec impatience, Talleyrand lui persuade qu'un traité d'alliance entre l'Autriche, l'Angleterre et la France rabattra promptement les prétentions russo-prussiennes;

Tagebuch. (H. Z., 421-423.) — Gentz, *Corresp.*, I, 140. — Castlereagh à Liverpool, 2 janv. (*Dispatches of Wellington*, Supp. IX, 523, 527.)

1. Rapport de Talleyrand au roi. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 450.) — Sur les plaisirs et les fêtes de Vienne, cf. *Corresp. avec Louis XVIII*, 103, 144, 171, 312; (*Dispatches of Wellington*, Supp. IX, 373).

2. Un plan de campagne fut même rédigé par l'état-major prussien. Cook à Liverpool, 4 janv. (*Dispatches of Wellington*, Supp. IX, 526.)

3. Talleyrand au roi, 4 janv. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 208.) — Castle-reagh, 2 janv. (*Dispatches of Wellington*, Supp. IX, 523.)

4. Talleyrand au roi. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 194.) — Gentz, *Corresp.*, I, 127.

il en esquisse immédiatement les grandes lignes dans un projet qu'il lui remet¹. Metternich, à qui ce projet est soumis, lui donne un caractère purement défensif en y insérant une clause suivant laquelle les puissances s'engagent à conserver, quoi qu'il arrive, les dispositions territoriales adoptées le 30 mai; et le traité ainsi modifié est signé le 3 janvier. Outre l'article sus-indiqué, il stipulait que, si l'une des trois puissances contractantes encourrait l'hostilité d'autres états européens, elles s'engageaient à fournir chacune 150,000 hommes pour la défense de la partie attaquée².

Le traité restait muet sur la question de Naples, mais il n'en constituait pas moins pour Talleyrand un véritable triomphe et un juste sujet d'orgueil. Grâce à lui, la France sortait enfin d'un isolement qui n'était pas sans danger et qui paraissait sans fin; elle forçait le blocus diplomatique que la défiance et la haine avaient établi autour d'elle; l'alliance de Chaumont se terminait par une rupture éclatante trois mois après qu'on en avait proclamé l'éternité. Aussi, après avoir signé ce traité, Talleyrand laissa éclater sa joie, et dans la lettre qu'il écrivit au roi pour le lui annoncer, il lui en expliqua en ces termes les avantages : « Maintenant, sire, la coalition est dissoute, et elle l'est pour toujours; non seulement Votre Majesté n'est plus isolée en Europe, mais Votre Majesté a déjà un système fédératif tel que cinquante ans de négociations ne sembleraient pas pouvoir parvenir à lui donner. Elle marche de concert avec deux des plus grandes puissances, et bientôt tous les États qui suivront d'autres principes ne suivront que des principes et des maximes révolutionnaires. Elle sera bientôt le chef et l'âme de cette union formée pour la défense des principes qu'elle a été la première à proclamer³. » Le traité du 3 janvier est en effet l'événement principal qui signale l'histoire de l'ambassade française; il en termine ce qu'on pourrait appeler la période héroïque. Désormais, Talleyrand n'a plus qu'à recueillir les fruits de son habile politique; fort de l'influence que lui donne sa position, il verra se résoudre peu à peu les principales questions qui restent à trancher : celles de Saxe, d'Allemagne, de Suisse et d'Italie.

1. Talleyrand au roi, 4 janv. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 210-211.)

2. Angeberg, I, 591.

3. Talleyrand au roi, 4 janv. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 209.) Dans son voyage à Londres, Blacas avait vainement essayé, deux mois auparavant, de faire conclure cette alliance. Wellington à Castlereagh. (*Dispatches of Wellington*, Supp. IX, 419.)

Tout d'abord, le traité du 3 janvier à peine signé, il apparut une telle résolution dans l'attitude des nouveaux alliés, une telle fermeté dans leur langage, un tel concert dans leur conduite que les Prussiens sentirent leur arrogance diminuer avec la faiblesse de leurs adversaires¹; bientôt ils ne purent s'empêcher d'entrer en discussion avec l'Autriche sur la valeur respective des territoires qu'ils avaient perdus et des dédommagemens qui leur étaient offerts; c'était laisser une question de principes se transformer en une question de chiffres et avouer qu'ils consentiraient, moyennant un agrandissement convenable, à la conservation de la Saxe; les deux partis en présence finirent donc par aboutir à une transaction et par prendre la double résolution de maintenir et de diminuer le royaume. Tout le mois de janvier se passa ainsi à discuter les évaluations contradictoires de Metternich et de Hardenberg². Au commencement de février, on arrivait à la résolution de laisser à Frédéric-Auguste un tiers de ses sujets, soit 700,000 sur 2,000,000. L'Angleterre, dans son hostilité persistante contre la France, pressait vivement la Prusse d'accepter la transaction proposée³ et de s'établir sur le Rhin; dans une note du 8, les ministres de Frédéric-Guillaume prononçaient enfin ce mot d'acceptation, mais demandaient qu'on leur cédat Leipzig. Malgré l'appui de Castlereagh, ils ne purent obtenir cette dernière place et se contentèrent de celle de Thorn, que leur concéda la magnanimité d'Alexandre. Ils finirent donc par se déclarer, sinon satisfaits, du moins résignés; et lorsqu'on eut obtenu au prix d'efforts souvent répétés, mais longtemps infructueux, l'acquiescement de Frédéric-Auguste à la diminution de ses états⁴, la question de la Saxe put être regardée comme close.

Le règlement des affaires d'Allemagne et de Suisse s'opéra avec plus de facilité. L'attribution du Luxembourg aux Pays-Bas⁵, du Palatinat rhénan à la Bavière⁶, de la Poméranie suédoise à la Prusse, du Lauenbourg au Danemark et du Tyrol à l'Autriche;

1. Stein, *Tagebuch*. (H. Z., 428.)

2. Angeberg, I, 594, 602, 641, 676. — *Corresp. avec Louis XVIII*, 232-239, 251. — Metternich, *Mém.*, II, 494.

3. *Corresp. avec Louis XVIII*, 271. — Stein, *Tagebuch*. (H. Z., 429.) — Metternich, *Mém.*, II, 294.

4. Stein, *Tagebuch*, 22 mars. (H. Z., 443.) — Wellington à Castlereagh, 12 mars. (*Dispatches of Wellington, Supp. IX*, 588.)

5. Metternich, *Mém.*, II, 496-497.

6. *Corresp. avec Louis XVIII*, 271.

la suppression de l'ancien empire d'Allemagne et sa transformation en une confédération dont la direction appartiendrait à deux assemblées et la présidence perpétuelle à l'Autriche; toutes ces mesures furent discutées sans trop de passion et adoptées sans trop de difficultés dans le cours du mois de février. De même, on tomba d'accord pour donner les mêmes priviléges à toutes les petites souverainetés qui componaient la Suisse, et la confédération se trouva formée désormais de vingt-deux cantons égaux en droits comme en importance.

Il ne restait plus à régler que les affaires d'Italie, où trois questions devaient mettre aux prises les passions et les intérêts des plénipotentiaires de l'Europe : celles de Sardaigne, de Naples et de Parme. La première fut assez rapidement résolue. Le roi ayant donné à un archiduc la main de sa fille unique, il fallait empêcher qu'à sa mort ses états ne revinssent à l'Autriche. On y pourvut en assurant à une autre branche de la famille royale, la maison de Carignan, le droit de succession au trône¹.

Sur la question de Parme, la lutte fut plus vive entre Metternich, qui voulait assurer les duchés à la fille de son maître, et Talleyrand, qui voulait en écarter la femme de Napoléon. La médiation de Castlereagh finit par apaiser ces dissensions et par faire prévaloir un arrangement selon lequel Parme devait revenir viagèrement à Marie-Louise, pour passer après sa mort à la reine d'Étrurie, indemnisée jusque-là par la possession de Lucques. Sur ce point encore, les plénipotentiaires arrivèrent assez promptement à un accord définitif².

Mais ce fut sur la question de Naples que se livra la dernière, et non la moins vive, des luttes qui agitèrent le congrès. Louis XVIII détestait en Murat l'usurpateur du trône de Naples et la négation vivante du principe de légitimité; il le redoutait comme l'allié de Napoléon et le complice de ses entreprises. Il avait donc ordonné à son ministre de ne rien épargner pour lui enlever cette couronne ramassée sur les champs de bataille³. Mais Talleyrand, abordant cette question au moment où elle n'intéressait personne, devait se heurter à l'indifférence ou au mauvais vouloir de ses collègues. Sur qui en effet pouvait-il s'appuyer? Sur

1. Angeberg, I, 615, 637, 773. — *Corresp. avec Louis XVIII*, passim.

2. *Corresp. avec Louis XVIII*, 194, 233, 274. — Metternich, *Mém.*, II, 497, 498.

3. Le roi à Talleyrand. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 38.)

Metternich? Les engagements de l'honneur comme les passions du cœur l'unissaient à un homme dont la couronne avait été garantie par un traité formel conclu contre Napoléon¹ et dont la femme exerçait sur lui un empire plus facile à railler qu'à détruire². Sur Alexandre? L'appui qu'il offrait à Talleyrand avait été refusé parce qu'il le mettait au prix de l'abandon de la Saxe; il s'était vu également poliment éconduire lorsqu'il avait demandé la main du duc de Berry pour une de ses sœurs; et il avait gardé de ce qu'il considérait comme une ingratitudo un souvenir dont rien ne tempérait l'amertume. Sur Hardenberg? Il n'écoutait que les conseils de sa haine dans une question où la voix de ses intérêts restait forcément muette. Sur Castlereagh? On ne pouvait parler de légitimité et de droit à un homme qui, selon la pittoresque expression de Talleyrand, « avait formé ses idées morales dans l'Inde³. »

L'ambassadeur français se trouvait donc dans une situation assez critique quand deux événements fortuits vinrent l'en tirer. Tout d'abord, Castlereagh avait besoin de son appui dans la question de la traite des noirs, qui tenait fort au cœur au peuple anglais⁴, mais qui ne touchait que médiocrement les autres nations européennes. Talleyrand, dont l'opinion était d'un grand poids en cette affaire, puisqu'il représentait une puissance coloniale, n'hésita pas à promettre son assistance à Castlereagh, à la condition que ce dernier s'unirait à lui contre Murat. Il était toutefois assez embarrassé pour vaincre les résistances et la force d'inertie de Metternich, quand le roi de Naples, avec l'à-propos qui a caractérisé la plupart des actes de sa vie, vint de lui-même fournir des armes à ses ennemis. Instruit par son représentant, le duc de Campo-Chiaro, des trames qui s'ourdissaient contre lui, livré aux caprices d'une imagination surexcitée par le danger, il somma les plénipotentiaires de s'exprimer nettement à son égard et déclara que, réduit à la défensive, il se réservait le droit de traverser en armes plusieurs états italiens⁵; c'était fournir à

1. Angeberg, I, 83. Cf. H. Houssaye, « 1815 », 141.

2. Talleyrand au roi, 25 nov. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 46.) — Lettres de M^{me} de Rémusat, III, 48.

3. Talleyrand au roi, 15 févr. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 281.)

4. Talleyrand au roi, 15 févr. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 297.)

5. Talleyrand au roi, 24 févr. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 296-301.) — Stein, *Tagebuch*. (H. Z., 430.)

Metternich un prétexte pour se dégager des promesses faites et des engagements pris. 150,000 Autrichiens furent aussitôt réunis en Italie; la guerre était indirectement déclarée au roi de Naples, dont le renversement n'était plus désormais qu'une question de temps¹.

Ce dernier succès diplomatique marqua la fin du travail de réorganisation de l'Europe. Le 1^{er} mars, Napoléon débarquait à Fréjus, et le congrès était désormais absorbé par le soin de réunir contre lui tout ce qu'il pouvait trouver de force et d'énergie au cœur de l'Europe coalisée. Le 9 juin, il se séparait, après avoir consigné dans un acte général toutes les dispositions qu'il avait prises.

Et maintenant, que l'on jette un coup d'œil d'ensemble sur les difficultés, les résultats et les incidents de cette lutte diplomatique. Qu'on se représente Talleyrand lors de son arrivée à Vienne, ayant derrière lui un roi animé d'une défiance instinctive envers son ministre et d'une préférence marquée pour une politique extérieure effacée; se trouvant en face de diplomates résolus à former autour de lui comme un cordon sanitaire, à lui refuser toute existence légale, à lui interdire toute ingérence dans leurs affaires; qu'on se rappelle quelles qualités de calme persévérance, de dignité habile, d'activité hardie il dut déployer pour faire admettre sa présence, légitimer son intervention, accepter son alliance; que l'on pense aux obstacles renouvelés qu'opposaient à ses efforts la jalouse de Castlereagh, la haine de la Prusse, la défiance de Metternich; que l'on considère sa situation au début et à la fin du congrès; il semble qu'on éprouve tout d'abord d'autre sentiment qu'une profonde admiration, et que la première impression soit entièrement favorable à Talleyrand. Telle n'a pas été pourtant l'opinion de nombreux historiens, qui lui ont adressé un certain nombre de reproches intéressants à examiner.

II.

Les nombreuses critiques adressées au représentant de la France à Vienne peuvent se ramener à deux principales : on lui a reproché tour à tour d'avoir suivi, — consciemment ou incons-

1. Metternich, *Mém.*, II, 499.

ciemment, — une politique contraire aux intérêts de notre pays, et l'on a suspecté ainsi, soit son honnêteté, soit son habileté.

Pour éclaircir le premier point, il suffit de rechercher quels sentiments ont dicté à Talleyrand sa conduite. A cet égard, les opinions varient selon les historiens. Sa cupidité, son esprit de routine, sa servilité envers le roi, ou enfin son dévouement à la France, tels sont les mobiles auxquels on l'a fait obéir. Que valent ces explications?

M. de Vaulabelle n'hésite pas à l'accuser de s'être vendu à qui pouvait le payer; s'il a signé la convention du 23 avril 1814, c'est que les puissances alliées lui avaient promis une part des richesses que cet acte faisait rentrer en leur possession¹; s'il a, dans le cours des négociations, embrassé le parti de l'Angleterre, c'est que, plus que tout autre état, elle était prête à récompenser par des libéralités intéressées les défenseurs de ses projets; si, dans le traité du 3 janvier, il n'a pas fait de l'abandon de Murat la condition de son alliance, c'est qu'il avait reçu de ce prince 300,000 ducats; si, plus tard, il s'acharna à sa perte, c'est que Ferdinand IV lui avait promis, avec une somme égale, la conservation de la principauté de Bénévent².

A des accusations aussi graves, il faudrait des preuves certaines. Or, celles que nous présente M. de Vaulabelle ne nous paraissent pas plus solides les unes que les autres. Ce sont, en effet, soit des passages tirés des Mémoires de Savary³ et de Chateaubriand⁴, soit des présomptions fondées sur le caractère de Talleyrand. Mais oublie-t-on quels motifs avait le duc de Rovigo pour poursuivre de sa haine et de ses calomnies l'homme qui cherchait à rejeter sur lui la responsabilité de l'exécution du duc d'Enghien, le ministre qui, après avoir servi Napoléon sans dévouement dans la prospérité, le combattait sans haine dans le malheur? Quant au témoignage de Chateaubriand, n'est-il pas encore plus suspect? Les souvenirs du passé, la différence des opinions, la diversité des caractères ne séparèrent-ils pas le soldat de l'armée de Condé de l'ancien chambellan de l'usurpateur, le défenseur obstiné d'un principe et d'une famille du politique

1. Vaulabelle, *Hist. des deux Restaurations*, II, 46.

2. Vaulabelle, *Hist. des deux Restaurations*, II, 171.

3. T. VIII.

4. *Mémoires d'outre-tombe*, t. VI.

qui avait tour à tour servi et trahi tant d'hommes et tant de causes? Deux personnages opposés pouvaient-ils se comprendre ou même ne pas se haïr?

Ces deux témoignages étant écartés, il reste à se demander si les soupçons qu'on a conçus sur l'intégrité de Talleyrand ne sont pas justifiés par ce qu'on sait de son caractère. On est aisément porté à juger le rôle qu'a joué un homme dans une circonstance donnée d'après l'attitude qu'il a gardée dans tout le cours de sa vie, et lorsque la voix publique lui impute une faute, on l'en croit trop volontiers coupable par le seul fait qu'on l'en a reconnu capable; la vénilé de Talleyrand étant devenue presque proverbiale chez ses contemporains, il semble naturel qu'à Vienne il se soit laissé acheter. Mais qui ne voit que des présomptions de ce genre, si elles peuvent servir de confirmation à des preuves sérieuses, ne constituent pas des preuves par elles-mêmes? L'on ne doit y avoir recours que lorsqu'elles sont seules à expliquer la conduite du personnage dont on examine les actes. Or, est-ce le cas ici? M. de Vaulabelle nous prouve lui-même le contraire en proposant une seconde explication de la conduite de Talleyrand, en le représentant comme dominé par un autre sentiment : le respect de la tradition, l'esprit de routine.

M. de Talleyrand, dit-il en substance, était fils du XVIII^e siècle; il en appliquait les idées dans les conseils comme il en conservait les manières dans les salons. Or, avant 1789, l'Angleterre, dont les vaisseaux et le commerce couvraient l'univers, apparaissait comme la première puissance maritime. L'Autriche, grâce au prestige qu'exerçaient le souvenir de sa grandeur, le succès de ses armées, le titre de son souverain, apparaissait comme la première puissance continentale. Il semblait donc que la France, nation à la fois maritime et continentale, guerrière et commerçante, deviendrait invincible et resterait prospère en s'unissant à ces deux états. Cette double alliance, Choiseul l'avait rêvée, Talleyrand voulait l'accomplir, sans réfléchir que la Révolution et l'Empire avaient amené en Europe un immense déplacement de force et qu'une situation nouvelle nécessitait une politique nouvelle.

Ce reproche peut paraître singulier, adressé à un homme dont la réputation et le succès ont été dus au contraire à la pénétration de son esprit et à la souplesse de son caractère. Si, pendant les années de trouble qu'il traversa, il resta toujours au premier

rang sur la scène du monde, n'est-ce pas grâce à ces qualités qui lui permettaient de proportionner toujours ses moyens à ses besoins et de trouver une doctrine pour chaque situation? S'il a adulé tant de maîtres dans la prospérité, il a su au moins les deviner avant leur élévation, et son trop grand empressement à servir leur cause ne s'explique que par sa trop grande habileté à prévoir leur succès. Nous avons d'ailleurs des preuves de cette souplesse d'esprit, de cette faculté de compréhension qu'il portait dans l'examen des affaires générales de l'Europe; c'est d'abord le fameux projet qu'en 1805 il envoyait de Strasbourg à Napoléon. Il est impossible de caractériser avec plus de justesse la situation des puissances européennes; l'idée de l'alliance autrichienne apparaît dans ce mémoire, non comme un préjugé fondé sur de vieilles traditions, mais comme une conviction raisonnée, appuyée sur des preuves solides et sur une conception exacte des nécessités actuelles¹. Une autre pièce moins connue, mais qui mérite autant de l'être, provoque les mêmes réflexions; c'est une lettre, datée du 24 décembre 1833, dans laquelle Talleyrand expose au duc de Broglie les avantages d'une étroite union avec l'Angleterre; il porte dans l'examen de cette question la raison la plus éclairée et les préoccupations les plus pratiques²; l'ardeur avec laquelle il défend l'alliance anglaise n'a d'égale que l'intelligence avec laquelle il la comprend. Il faut donc, semble-t-il, écarter le reproche que M. de Vaulabelle a adressé sur ce point au diplomate et chercher dans la prédominance d'un autre sentiment l'explication de sa conduite.

D'après plusieurs historiens, le sentiment personnel avait été son seul guide dans le cours de ses longues négociations; à les entendre, Talleyrand n'a eu d'autre souci que de conserver la faveur de son maître, d'autre préoccupation que de paraître dévoué en se montrant servile, d'autre but que de réaliser les désirs de Louis XVIII³. Sa vie passée rendait en effet sa situation fort difficile à l'égard du roi; le constituant qui avait pris une si grande part aux travaux de l'assemblée nationale, le ministre de Napoléon qui avait trempé dans l'assassinat du duc

1. Voir, sur ce mémoire, la *Revue historique*, janv.-mars 1889.

2. Talleyrand, *Mém.*, V, 291.

3. Vaulabelle, *Hist. des deux Restaurations*, II, 191. — Viel-Castel, *Hist. de la Restoration*, II, 128.

d'Enghien, le membre du gouvernement provisoire qui avait imposé une charte à la royauté nouvelle ne rappelaient à Louis XVIII qu'importuns souvenirs; il fallait que l'ambassadeur fit oublier les erreurs du serviteur de la Révolution; pour être assuré de voir l'importance de son rôle survivre à la fin de sa mission, il fallait qu'il donnât des gages éclatants de sa fidélité et s'imposât comme le seul homme capable de comprendre et d'exécuter la volonté royale. D'ailleurs, ce que la réflexion nous montre, l'histoire ne nous l'atteste-t-elle pas, et les déterminations prises par Talleyrand ne sont-elles pas de tous points conformes soit aux intentions qu'avait manifestées, soit aux instructions qu'avait rédigées le souverain? Louis XVIII, en négligeant d'offrir à Alexandre le cordon bleu accordé au prince régent et en lui refusant pour sa sœur la main du duc de Berry, avait clairement témoigné qu'il ne pardonnait au souverain russe ni son immixtion dans les affaires intérieures du royaume, ni son beau zèle en faveur des institutions libérales créées par la Révolution¹; or, Talleyrand, pendant tout le cours du congrès, devait répondre à la sympathie démonstrative du tsar par une froideur calculée, à ses avances par des réponses évasives, à ses demandes d'alliance par un refus catégorique. D'autre part, Louis XVIII n'était pas encore revenu de l'indignation qu'il avait éprouvée contre la Prusse en apprenant qu'elle demandait à la France épuisée 300,000,000 d'indemnité; or Talleyrand, à peine mis en présence des ministres de Frédéric-Guillaume, semblait prendre à tâche de contrecarrer leurs projets par une résistance systématique et d'irriter leur orgueil par une provocante hauteur. Enfin Louis XVIII avait exprimé à maintes reprises ses préférences pour les deux principales puissances conservatrices de l'Europe, l'Angleterre², dont il avait remercié le prince régent dans un discours qui fit grand bruit, et l'Autriche, dont la maison était depuis longtemps alliée à la sienne par des mariages ou par des traités; or, la conclusion d'une alliance franco-austro-

1. Le roi à Talleyrand, 18 déc. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 186.) — Mém. de Liverpool du 12 déc. (*Dispatches of Wellington*, Supp. IX, 481.) — Metternich, *Mém.*, II, 478.

2. « Louis XVIII est le seul souverain dans lequel nous pouvons avoir une réelle confiance. » Liverpool à Wellington, 23 déc. (*Dispatches of Wellington*, Supp. IX, 494.)

anglaise fut l'ambition et l'œuvre de Talleyrand. Bien plus, si l'on désire une preuve encore plus convaincante et plus palpable de la servilité que Louis XVIII rencontra chez son représentant, qu'on relise les instructions qu'il lui adressait avant son départ : il y indiquait à la fin, sous forme de résumé, les questions qui lui tenaient au cœur et le sens dans lequel il désirait les voir résolues. C'étaient : celle de la Sardaigne, qu'il voulait soustraire à la domination autrichienne; celle de Naples, qui devait être enlevé à son roi et restitué à Ferdinand IV; celle de la Pologne et enfin celle de la Saxe. Or, toutes ces questions ont été successivement discutées et traitées selon ses intentions par son représentant. Enfin, ce principe de la légitimité qui devait à ses yeux inspirer sa politique, Talleyrand n'a-t-il pas réussi à l'invoquer sans cesse et prétendu l'appliquer sans défaillance? En un mot, puisqu'il est impossible de trouver une conformité plus complète entre les actes du ministre et les intentions du souverain, Talleyrand n'a-t-il pas eu d'autre ambition que de servir d'écho à la parole royale?

Présenté sous cette forme, l'argument est spacieux ; mais il ne résiste pas à un examen attentif de la question. Il faut se rappeler en effet que les « instructions » ont été écrites, sinon sous sa dictée, du moins sous son inspiration. Il les a fait rédiger de manière à donner satisfaction aux désirs du prince qu'il représentait, mais il se réservait d'en respecter la lettre et d'en modifier l'esprit assez profondément pour que cette transformation devint une véritable création.

Créateur, il l'a tout d'abord été par sa conception du rôle de l'ambassade française; Louis XVIII, désireux de rompre avec les traditions napoléoniennes et de se consacrer tout entier au gouvernement intérieur de son peuple, pensait qu'il ne devait intervenir dans les négociations que pour affirmer son existence et défendre les saines doctrines; Talleyrand eut le mérite de comprendre que la France avait le devoir et les moyens de jouer un rôle prépondérant en Europe. On remarque la même différence entre le principe de légitimité, tel que le roi le concevait dans ses lettres et tel que le ministre l'invoquait dans les négociations. Le premier, obéissant aux instincts de son esprit et aux traditions de sa race plutôt qu'aux calculs de son habileté, le regardait surtout comme un dogme, s'appliquant moins aux nations

qu'aux maisons souveraines¹. Le second en fit un expédient pratique, une arme défensive et offensive, lui permettant à la fois de garder ses positions et d'intervenir dans une foule de questions où la France n'était pas directement engagée; il appliqua à des peuples une règle qui ne semblait régir que des familles, et il poursuivit des intérêts en paraissant revendiquer des droits. En un mot, les instructions du souverain étaient un acte de foi; le ministre en a su tirer une politique.

Si maintenant nous passons à l'examen des questions discutées au congrès, nous verrons qu'en les soulevant le monarque cherchait un moyen d'appliquer ses idées plus qu'une occasion de diviser ses ennemis; la preuve en est qu'en les rangeant par importance à la fin de ses instructions il avait mis au premier rang la question de Sardaigne, dont l'intérêt était bien restreint, et au dernier la question de Saxe, dont la solution intéressait l'Europe entière. Talleyrand au contraire, les classant dans un ordre absolument nouveau, porta toute son attention d'abord sur les affaires de Saxe, puis sur celles de Pologne, puis sur celles de Naples, puis sur celles de Sardaigne²; il découvrit surtout à la question saxonne des vertus que son maître ne lui soupçonnait pas, et il eut l'art de s'en servir pour brouiller tous ses ennemis.

S'il est prouvé désormais que sa conduite n'a pas été dictée par sa servilité, il semble qu'elle ne puisse plus s'expliquer que par un seul sentiment : l'amour de la patrie. Cette explication peut d'abord faire sourire, si l'on se rappelle la place prépondérante qu'ont tenue dans son cœur les préoccupations personnelles. Mais les exemples sont fréquents d'hommes, entourés du mépris général, que l'influence d'une grande pensée ou l'impression laissée par un grand événement soulève en quelque sorte au-dessus d'eux-mêmes, et qui, après avoir étonné leurs contemporains par

1. Cf. les longs et subtils raisonnements métaphysiques sur lesquels Louis XVIII veut, dans ses instructions, fonder le principe de légitimité. (Angeberg, I, 217.) Voir aussi plusieurs passages caractéristiques de ses lettres du 4 décembre et du 12 janvier : « Quoi qu'il en puisse être, en me tenant fermement attaché aux principes, en méritant peut-être qu'on me fasse l'application de ce vers : *Justum ac tenacem propositi virum, l'honneur du moins me restera, et c'est ce que j'ambitionne le plus.* » (*Corresp. avec Louis XVIII*, 159.)

2. Angeberg, I, 238.

la noblesse de leur attitude, retombent ensuite dans la bassesse morale d'où ils étaient sortis. Si l'on refuse à Talleyrand le mérite d'avoir été un fidèle patriote pendant le cours de sa vie, pourquoi ne pas admettre qu'en 1814, alors qu'il dirigeait les destinées et qu'il engageait l'avenir de la France, il ait, sinon dépoillé, au moins oublié un instant ses mesquines préoccupations? D'ailleurs, si Talleyrand a bien servi les intérêts de son pays au congrès, on pourra conclure qu'il l'a bien aimé; ce qui nous amène à étudier le second reproche qui lui a été adressé.

A son tour, ce reproche est double; on s'est attaqué à la fois au système de négociations et au système d'alliances de Talleyrand, au parti qu'il a pris et à la manière dont il l'a pris, et on l'a accusé, soit d'avoir conduit les débats avec trop de précipitation, soit d'avoir choisi ses alliances avec trop d'imprévoyance.

Comme preuve à la première de ces deux assertions, on allègue la hâte avec laquelle il a conclu la convention du 23 avril, le traité du 30 mai et l'acte du 3 janvier.

Tout d'abord, la convention du 23 avril, stipulant l'évacuation, par les alliés, du territoire compris dans les limites de 1792, et, par nos troupes, des places fortes occupées en dehors de ces limites, a paru à M. de Vaulabelle aussi désastreuse pour nos intérêts qu'humiliante pour notre dignité. Elle abaisait, en effet, l'honneur de nos armes en abandonnant sans lutte des positions qui avaient été défendues sans faiblesse, et elle aggravait notre situation en nous privant de gages qui eussent été précieux lors de la conclusion de la paix¹.

Le traité du 30 mai n'a pas été moins sévèrement jugé par M. Thiers; d'après lui, il nous a été funeste parce qu'il était prematurely. Rien ne nous forçait, dit-il, à conclure si rapidement un traité particulier, et tout nous commandait de renvoyer au congrès général la discussion de nos affaires; les alliés, unis à Paris par la haine, devaient être divisés à Vienne par l'intérêt; il eût été facile de profiter alors de leurs discorde pour obtenir des conditions préférables à celles qu'on fut réduit à subir. Au con-

1. Vaulabelle, *Hist. des deux Restaurations*, II, 41, 42. L'auteur va même jusqu'à prononcer à ce propos le mot de trahison.

traire, en s'imposant avec cette précipitation l'obligation de réduire la France à ses limites de 1792 et d'accepter, dans ses grandes lignes, un plan de réorganisation de l'Europe, Talleyrand se lia les mains et s'interdit lui-même l'espoir d'obtenir, pour son pays, un agrandissement territorial¹.

Toutefois, continue M. Thiers, cette faute grave n'était pas irréparable, et à Vienne une politique patiente aurait pu en atténuer les effets. Aucun des deux partis entre lesquels se partageait l'Europe n'ayant sur l'autre une réelle supériorité, il était évident que tous deux devaient rechercher l'alliance de la France, et, s'il le fallait, l'acheter par de sérieux avantages. Talleyrand se serait donc fait demander son concours s'il s'était moins pressé de l'offrir et même de l'imposer; il se le serait même fait payer s'il n'avait pas, dès le début, proclamé bien haut son désintéressement. Au contraire, il déprécia l'alliance française par une préoccupation trop manifeste de la faire accepter à deux cours qui affectaient tantôt de la dédaigner, tantôt de la craindre, et il la rendit stérile par son empressement à répudier toute pensée ambitieuse².

Ces reproches de précipitation, de quelque manière qu'on les présente, ne doivent être acceptés ni les uns ni les autres.

Il semble d'abord que la convention du 23 avril ne mérite pas l'indignation qu'elle a excitée chez M. de Vaulabelle³. Le peuple l'attendait comme une délivrance, le gouvernement la regardait comme une nécessité et l'armée la réclamait comme un bienfait. Aux paysans et aux bourgeois elle apparaissait comme le terme tant désiré des souffrances de la guerre et des misères de toute sorte que prolongeait l'occupation⁴; au gouvernement elle semblait la condition nécessaire d'une action extérieure efficace, car il fallait traiter avec indépendance pour pouvoir parler avec autorité; si la convention entraînait l'évacuation des places situées en dehors de nos frontières, elle avait l'avantage de libérer complètement le territoire français; et, en face des revendications acharnées de nos ennemis, que nous eût servi la possession de points isolés dans leurs états, si la capitale même de notre

1. Thiers, *Hist. du Consulat et de l'Empire*, XVIII, 432.

2. Thiers, *Ibid.*, XVIII, 442-449.

3. Thiers (*Ibid.*, XVIII, 635) doit lui-même le reconnaître.

4. Voir sur ce point H. Houssaye, « 1814 », 44-53.

pays restait entre leurs mains ? Enfin, aux yeux des militaires, l'abandon de places fortes vaillamment défendues était compensé par l'avantage de rapatrier les garnisons et de pouvoir en former une solide armée de 300,000 hommes prêts, du jour au lendemain, à reprendre la campagne. La convention du 23 avril a donc été plutôt un bienfait qu'un malheur, et il convient d'en féliciter hautement Talleyrand¹.

M. Thiers ne nous paraît pas mieux inspiré quand il reproche à l'ambassadeur d'avoir proclamé trop vite son désintéressement et offert trop tôt son concours ; en proposant un plan de conduite dont il énumère complaisamment les avantages, il ne se rend pas compte que les alliés auraient eu la même facilité à le déjouer qu'à le deviner ; en prétendant qu'ils auraient demandé et mieux payé notre alliance, il oublie qu'ils eurent grand'peine à l'accepter ; on a vu quels projets ténébreux leur haine attribuait à la diplomatie française et jusqu'à quel degré ils portèrent l'injure de leurs défiances² ; il ne fallut rien moins qu'une déclaration solennelle de Talleyrand pour les convaincre de la pureté de ses intentions et leur faire accepter son assistance. Si ces prétentions multiples et pourtant à peine suffisantes avaient été négligées, les puissances, inquiètes de nos dispositions, et trouvant, dans

1. Lui-même a d'ailleurs présenté sa justification sur ce point dans ses lettres et dans son rapport au roi. D'ailleurs les alliés, à peine réunis à Vienne, se repentirent bientôt du traité qu'ils avaient signé. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 127. — Flassan, *Hist. du congrès de Vienne*, I, 118.) C'est une preuve qu'il n'était pas aussi contraire qu'on le disait aux intérêts de la France.

2. « Ces messieurs ont répandu que les principes que je mettais en avant n'étaient qu'unurre, que nous demandions la rive gauche du Rhin ; que nous avions des vues sur la Belgique et que nous voulions la guerre. Cela m'est revenu de toutes parts. » Talleyrand au roi, 9 oct. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 26). M. de Humboldt disait : « Le ministre de France se présente ici avec des manières assez nobles, mais elles cachent une arrière-pensée. » Talleyrand au roi, 13 oct. (*ibid.*, 47). « Aussitôt que nous eûmes proféré ici le mot de principes et demandé la réunion immédiate du congrès, on se hâta de répandre de tous côtés le bruit que la France ne cessait point de regretter la rive gauche du Rhin et la Belgique, et n'aurait de repos qu'après les avoir recouvrées... qu'on ne pouvait donc trop se prémunir contre la France ; qu'il fallait lui opposer des barrières qu'elle ne put franchir, coordonner à cette fin les arrangements de l'Europe, et se tenir soigneusement en garde contre les négociateurs qui ne manqueraient pas de tout faire pour l'empêcher. Nous nous trouvâmes en butte à des prétentions contre lesquelles il nous fallut lutter pendant deux mois. » Talleyrand au roi, 25 nov. (*ibid.*, 136).

notre silence même, une confirmation de leurs craintes, auraient renouvelé leurs résolutions de nous tenir en dehors de leurs débats.

Une autre raison commandait d'ailleurs à notre ambassadeur de se comporter ainsi qu'il l'a fait; en face des convoitises sans frein et des revendications sans mesure de ses adversaires, il invoquait un principe qui donnait à son attitude une noble fierté, à sa politique une base inébranlable, à son intervention dans les affaires de l'Europe un prétexte spécieux. C'était perdre le bénéfice immense de ce principe de légitimité que d'en laisser entrevoir la violation en n'affirmant pas solennellement la volonté du roi de le respecter¹. On voit par là combien est peu fondé le reproche de précipitation que M. Thiers, avec plus de légèreté que de justice, adresse à notre ambassadeur.

Mais, c'est presque en passant qu'il a jeté à M. de Talleyrand cette accusation de hâte inconsidérée. Une critique plus grave et plus longuement motivée s'attache, dans son ouvrage, au fond même du système d'alliances adopté par le ministre de Louis XVIII. Sur cette question s'est d'ailleurs livrée une véritable bataille. D'un côté, MM. de Pradt et de Hardenberg, dans leurs mémoires, MM. de Vaulabelle, de Viel-Castel, Thiers et Houssaye, dans leurs histoires, ont blâmé Talleyrand de n'avoir pas accepté les offres et soutenu les intérêts de la Russie et de la Prusse. D'un autre côté, MM. Pallain, Albert Sorel² et de Broglie l'ont approuvé pleinement d'avoir choisi et suivi l'alliance austro-anglaise; tous ont apporté à l'appui de leurs opinions des arguments d'ordre différent et de valeur inégale; et voici, semble-t-il, en quelques termes deux lecteurs, qui en auraient pris connaissance, résumeraient les deux thèses opposées :

« La politique de Talleyrand, dirait le premier, a été contraire

1. En annonçant au roi le traité du 3 janvier et la rupture de la coalition, Talleyrand en attribuait la cause principale au « soin qu'il avait pris de calmer les défiances en montrant, au nom de la France, le désintéressement le plus parfait. » (*Corresp. avec Louis XVIII*, 210.) De son côté, Metternich fait, dans ses Mémoires (II, 480), un magnifique éloge du désintéressement de la France et n'hésite pas à reconnaître que c'est grâce à cette attitude qu'elle a pu gagner la sympathie et l'alliance de l'Autriche et de l'Angleterre.

2. *Essais de critique et d'histoire*.

aux intérêts et funeste à l'honneur de la France; il suffit, pour le prouver, de montrer, — d'une part, quels en étaient les inconvenients, — et, d'autre part, quels avantages présentait la politique opposée.

« Ses inconvenients frappent les esprits les moins prévenus; en effet, les démêlés des cours alliées pouvaient, au moment où Talleyrand essaya d'en profiter, avoir deux issues également probables : la guerre générale ou un arrangement à l'amiable. Si la guerre était malheureuse, elle avait des résultats faciles à prévoir : la France devait trouver chez ses ennemis, au lieu de ce sentiment de respect mêlé de crainte que sa belle défense leur avait inspiré en 1814, le désir de punir une agression sans motif par un châtiment sans exemple, et la volonté de réduire pour longtemps leur vieille rivale à l'impuissance.

« La guerre était-elle, au contraire, heureuse pour nos armes? La gloire de la réussite ne lui donnait ni le mérite de l'utilité, ni le prestige de l'honneur. D'après le pacte par lequel Talleyrand promettait son concours pour une lutte éventuelle, il nous était interdit d'étendre nos frontières avec nos victoires et de nous établir sur la rive gauche du Rhin. Le sang français était répandu à profusion pour conserver à l'Autriche et à l'Angleterre les territoires et les avantages qu'elles avaient gagnés à nous combattre¹! En un mot, l'alliance austro-anglaise nous exposait dans la défaite, sans nous procurer aucun agrandissement dans la victoire. Dans un cas, quels désastres! Dans l'autre, quelle honte! Et que de hasards à courir!

« En signant le traité du 3 janvier, Talleyrand pouvait, il est vrai, croire que cette simple démonstration suffirait pour amener ses adversaires à composition; c'est, en effet, ce qui a eu lieu. Mais quels avantages a présentés pour nous ce traité, qui faisait l'orgueil et qui est devenu le principal titre du ministre de Louis XVIII? L'on voit bien quel profit en a retiré l'Angleterre, si l'on se rappelle qu'elle s'en est servie pour réaliser le plus cher de ses vœux : l'abolition de la traite des nègres; l'on conçoit combien il était précieux pour l'Autriche, à laquelle il garantis-

1. Vaulabelle, *Hist. des deux Restaurations*, II, 174. — Thiers, *Hist. du Consulat et de l'Empire*, XVIII, 382. — H. Houssaye, « 1815 », 136, 144.

sait des agrandissements aussi périlleux qu'immodérés. L'on a plus de peine à concevoir quelle a été pour nous la valeur d'un traité qui ne nous a donné ni un pouce de territoire ni une forteresse. Nous a-t-il au moins procuré de solides alliances? Quelle était la solidité d'une union entre des peuples que des intérêts extérieurs communs pouvaient un instant rapprocher, mais que les nécessités de leur position condamnaient pour longtemps à se combattre? L'Angleterre était et devait rester l'ennemie naturelle de la France parce qu'elle était sa voisine. Quant à l'Autriche, l'extension de son influence en Italie était un danger permanent pour notre grandeur, et son empire sur une masse compacte de 28,000,000 de sujets une menace continue pour l'équilibre européen. On le voit donc, la politique de Talleyrand, par les hasards auxquels elle nous exposait dans l'éventualité d'une guerre, et par l'effacement auquel elle nous condamnait dans le cas d'un arrangement à l'amiable, mérite d'être regardée comme désastreuse et blâmée comme malhabile.

« Les inconvénients qu'elle présente apparaissent encore mieux quand on les compare aux avantages d'une politique opposée. L'alliance prusso-russe était, en effet, d'un prix inestimable pour nous, — et par les avantages qu'elle devait assurer à la France, — et par les dispositions territoriales qu'elle faisait prévaloir en Europe.

« Tout d'abord, notre concours aurait été payé avec générosité parce qu'il était convoité avec ardeur¹. L'empereur Alexandre manifestait une ardente sympathie envers le pays dont le régime réalisait ses idées et dont les armes pouvaient faire triompher ses prétentions; à trois reprises différentes, il pressa chaleureusement Talleyrand d'oublier ses principes pour ses vrais intérêts; il lui laissa entendre qu'il achèterait son assistance par d'importantes concessions; il ne renonça à ses offres qu'après avoir été rebuté par l'attitude et les réponses évasives de son interlocuteur. Nul doute qu'en exploitant cette situation, qu'en attendant pour

1. « A en venir à un tel résultat (la guerre), autant eût valu le poursuivre de moitié avec les Russes et les Prussiens qui nous l'eussent payé de quelque manière et qui ne nous auraient pas demandé de faire la guerre pour eux uniquement pour avoir l'honneur de la faire avec eux. » (Thiers, *Hist. du Consulat et de l'Empire*, XVIII, 382.)

offrir notre appui le moment où il devenait nécessaire, Talleyrand n'eût pu obtenir d'Alexandre, dans l'éventualité d'une guerre, la promesse de la rive gauche du Rhin et peut-être de la Belgique¹. Cette annexion aurait-elle été du moins le prix de douloureux sacrifices? Les deux mesures auxquelles on nous demandait de souscrire étaient au contraire conformes à nos intérêts. L'abandon de la Saxe, pénible peut-être pour l'orgueil royal et l'amour-propre national, était au fond favorable à notre grandeur. En Bohême, en effet, la Prusse et l'Autriche auraient été en rivalité parce qu'elles étaient en contact; la contiguïté de leurs territoires amenant l'opposition de leurs intérêts, elles se seraient ainsi neutralisées en se combattant et le souci de défendre leurs provinces les aurait empêchées pour longtemps de convoiter celles de leurs voisins². Par contre, le roi de Saxe, en acceptant, comme on le lui proposait, une principauté sur la rive gauche du Rhin séparait, par une solide barrière, les possessions de la France de celles de la Prusse et supprimait, par son interposition, toute cause de conflit entre ces deux états³. D'un autre côté, l'abandon de la Pologne entière à la Russie devait avoir pour conséquence sa reconstitution sous le sceptre d'Alexandre; et, par là on fortifiait, selon le mot de Lafayette, cette avant-garde qui devait se retourner un jour contre le corps de bataille; on effaçait la honte

1. « Alexandre et Frédéric-Guillaume étaient si ardents, si peu contents qu'ils eussent tout offert à la France, et, comme sur le Rhin, sur l'Escaut, sur les Alpes, il n'y avait que des intérêts anglais ou autrichiens, ils nous auraient concédé de ce côté ce que nous aurions voulu et eussent proportionné leurs offres à notre lenteur à nous décider. Le conflit étant poussé jusqu'à la guerre, il est incontestable qu'on nous eût rendu une partie au moins de la rive gauche du Rhin. » (Thiers, *Hist. du Consulat et de l'Empire*, XVIII, 639.) Cf. la lettre de Liverpool à Castlereagh, du 23 déc. (*Dispatches of Wellington*, Supp. IX, 498.) — « Les complaisances que la France aura pour moi sur la Saxe et la Pologne, » disait lui-même Alexandre, « seront la mesure de celles que j'aurai moi-même pour elle sur tout ce qui peut l'intéresser. »

2. Viel-Castel, *Hist. de la Restauration*, II, 168. — Thiers, *Hist. du Consulat et de l'Empire*, XVIII, 433. — H. Houssaye, « 1815 », 123.

3. « Nous aurions obtenu un résultat bien préférable à celui qui prévalut; au lieu de la Prusse, nous aurions eu la maison de Saxe sur le Rhin, où elle eût remplacé ces voisins si doux, les électeurs ecclésiastiques, que nous avions jadis, et dont la place est aujourd'hui occupée par les puissances les plus militaires de la Confédération, la Bavière et la Prusse. » (Thiers, *Hist. du Consulat et de l'Empire*, XVIII, 639. — Cf. Viel-Castel, *Hist. de la Restauration*, II, 148, 210. — H. Houssaye, « 1815 », 135.)

de notre inaction lors du premier partage¹. Enfin, quels n'étaient pas les avantages d'une alliance d'autant plus profitable qu'elle nous assurait l'appui de deux peuples forts de leur jeunesse et fiers de leur puissance, d'autant plus facile qu'elle ne coûtait rien à notre amour-propre et restait en tout conforme à nos intérêts, d'autant plus durable qu'elle unissait des états dont les territoires étaient trop éloignés et la sphère d'action trop différente pour qu'ils entrassent en lutte²! Toutes ces considérations ne doivent-elles pas nous faire regretter éternellement la politique que Talleyrand, pour un motif ou pour un autre, a jugé bon de suivre³?

Tels seraient, semble-t-il, les arguments d'un juge chargé de rédiger un acte d'accusation motivé contre notre ambassadeur; à ce réquisitoire la réponse est facile et la voici.

La politique suivie par Talleyrand ne semble pas comporter tous les inconvénients qu'on lui attribue. M. de Vaulabelle insiste beaucoup sur les hasards de la guerre à laquelle elle nous exposait : ce qu'il oublie d'ajouter, c'est qu'avant de rendre la lutte possible, Talleyrand s'était assuré tous les moyens de la rendre heureuse : l'ambassadeur informa, en effet, son maître que les Pays-Bas, la Sardaigne, les petits états allemands, l'Espagne avaient successivement adhéré au traité du 3 janvier⁴; il lui donna l'effectif des troupes dont disposaient la plupart de ces états. Il suffit, dès lors, d'une simple addition pour se convaincre que les armées franco-austro-anglaises avaient sur les armées

1. Viel-Castel, *Hist. de la Restauration*, II, 168.

2. « M. de Talleyrand ne considéra point les avantages actuels que trouverait la France en se liant à un état avec lequel on n'avait aucun point de contact et, par conséquent, nul sujet de querelle ou de rivalité commerciale ou maritime préféablement à l'état avec lequel, toute haine populaire à part, on trouvait à chaque instant des conflits d'intérêt ou des causes de lutte industrielle et coloniale. » (*Mémoires tirés des papiers d'un homme d'État*, 467.)

3. De plus, abandonner la Saxe eût été accepter la violation et perdre le bénéfice du principe de légitimité. « J'ai cru devoir déclarer, » écrivait Talleyrand, qu'il m'était impossible de concourir à rien de ce qui serait contraire aux principes parce qu'à moins d'y rester inviolablement attachés nous ne pouvons reprendre, aux yeux de l'Europe, le rang et la considération qui doivent nous appartenir depuis le retour de Votre Majesté. » Talleyrand au roi, 9 oct. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 27.)

4. Talleyrand au roi, 17 oct. 1814; 4, 6, 19 janv. 24 févr. 1815. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 58, 211, 233, 299.)

prusso-russes une telle supériorité que le passage de la France dans le camp opposé n'aurait pu la faire disparaître¹.

Il était plus que probable, et tous les hommes clairvoyants en avaient conscience², que la guerre n'aurait pas lieu toutefois, et que les choses suivraient le cours qu'elles ont eu; l'histoire nous montre alors quels ont été, après les arrangements conclus, les beaux côtés de notre situation. A vrai dire, le traité du 3 janvier, par les stipulations territoriales et le système d'alliances qu'il faisait prévaloir ou prévoir, était aussi favorable à nos intérêts

1. Talleyrand, lettre au roi, 12 nov. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 114), évalue l'armée autrichienne à 375,000 hommes

Et l'armée bavaroise (*Lettres au roi*, 31 oct., 14 nov. *Corresp. avec Louis XVIII*, 89, 128) à 75,000

Un rapport d'Hudson Lowe sur les garnisons des places du Rhin, en date du 15 oct., et inséré dans les *Dispatches of Wellington*, Supp. IX, 350, évalue les contingents des petits princes allemands à 44,000

Dans la campagne de Waterloo l'armée hollandais-belge montait à 28,000

Et l'armée anglaise à 71,000

Dans sa lettre à Talleyrand, du 9 nov., le ministre de la guerre déclare disposer de 120,000 hommes, avec la faculté d'en avoir 60,000 de plus en janvier, soit 180,000

Total. 773,000 hommes

Sans compter l'armée sarde et l'armée espagnole dont l'effectif est impossible à évaluer.

Quelles étaient les forces du parti opposé?

Dans la campagne de 1814 (H. Houssaye, « 1814 », 59) comme dans celle de 1815 (Vaulabelle, II, 404) la Prusse ne put jamais mettre en ligne plus de 150,000 hommes. C'est également le chiffre que donne le rapport déjà cité d'Hudson Lowe 150,000 hommes

En 1814, les Russes (H. Houssaye, « 1814 », 58), avaient mis sur pied une armée d'opération qui ne dépassait pas 200,000 hommes. C'est également le chiffre auquel l'empereur Alexandre évaluait lui-même ses forces dans son entretien avec Talleyrand du 15 novembre. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 176.) 200,000

Total. 350,000 hommes

On le voit donc, les armées austro-anglo-françaises étaient supérieures de moitié aux armées prusso-russes. Sur mer, cette supériorité était tellement écrasante qu'il semble superflu de la faire ressortir.

2. Talleyrand au roi, 29 sept., 17 oct., 6 février (*Corresp. avec Louis XVIII*, 8, 58, 217). — Gentz (*Corresp.*, 100). — Cook à Liverpool (*Dispatches of Wellington*, Suppl. IX, 492).

rêts qu'une bataille gagnée. N'était-ce pas, en effet, un avantage pour la France que l'impuissance à laquelle elle allait, pour longtemps, réduire la Prusse? D'une part, en effet, cet état était divisé en deux tronçons, dont l'un était pénétré à l'ouest par la Pologne russe, au nord par le Hanovre, et dont l'autre, complètement isolé, se trouvait en contact avec une grande puissance. Cette dispersion de ses provinces ne devait-elle pas nuire à l'unité de sa politique, à la concentration de ses forces, à la défense de son territoire¹? D'autre part, la Prusse recevait, à la place de la Saxe, des provinces dont la séparaient les croyances religieuses, les institutions administratives, les vues politiques, les intérêts matériels; protestante, elle avait à gouverner des territoires qui étaient regardés depuis longtemps comme la citadelle du catholicisme; absoute, elle devait régir des peuples chez lesquels Napoléon, portant son code à la suite de ses armées, avait laissé les souvenirs de sa gloire et les bienfaits de son administration; protectionniste enfin, elle était en présence de sujets pour lesquels la liberté du commerce était un besoin impérieux en même temps qu'un désir ardent. Pour faire rentrer ces provinces dans l'unité nationale, pour opérer leur rapprochement politique après leur réunion territoriale, il lui fallut un long travail d'assimilation qui absorba, pour un temps, son activité et apaisa l'ardeur de ses convoitises².

Talleyrand porta la même pénétration dans le choix des alliances que consacrait le traité du 3 janvier. Si les souvenirs de leur vieille rivalité et la dissemblance de leur caractère national tendaient à séparer la France de l'Angleterre, des institutions analogues et des intérêts extérieurs communs semblaient leur imposer une étroite union; toutes deux avaient besoin l'une de l'autre pour échanger leurs produits et développer leur commerce; toutes deux, se complétant admirablement par la différence même de leurs aptitudes, pouvaient dominer le monde par leur accord ou le troubler par leurs dissensions. Quant à l'alliance autrichienne, elle pouvait paraître moins brillante et moins fructueuse, mais elle avait pour elle un grand avantage: sa stabilité. Elle était garantie, mieux encore que par les liens des traités, par la situa-

1. Cf., sur ce point, Gervinus, *Hist. du XIX^e siècle*, I, 309.

2. Gervinus, *Hist. du XIX^e siècle*, 319.

tion respective des deux peuples et par les dispositions du premier ministre de François II : les Habsbourg et les Bourbon auraient conservé pendant longtemps de bonnes relations, car si leur influence était parfois en conflit, leur territoire n'était nulle part en contact ; d'un autre côté, il était probable que Metternich resterait fidèle à la France en raison de l'opiniâtreté avec laquelle il suivait toujours le parti qu'il avait une fois adopté. — En résumé, la politique de Talleyrand ne nous semble donc pas mériter les reproches qu'on lui a adressés. Voyons maintenant si elle conserve ses avantages lorsqu'on la compare à celle qui lui a été opposée.

A entendre certains historiens, l'alliance prusso-russe, qu'elle se fut terminée soit par un conflit à main armée, soit par un arrangement à l'amiable, aurait été pour notre pays un incalculable bienfait, par l'extension qu'elle aurait donnée à notre territoire, par les satisfactions qu'elle aurait procurées à notre amour-propre, par les perspectives qu'elle aurait ouvertes à notre grandeur. En cas de guerre notamment, elle aurait eu pour résultat l'annexion à la France, à titre de récompense, de la rive gauche du Rhin et peut-être de la Belgique. M. Thiers, dont l'imagination se complait à poursuivre ces rêves séduisants, n'oublie que deux choses lorsqu'il essaie de nous faire partager son enthousiasme : c'est, d'une part, de nous dire quelle aurait été pour la France l'issue probable de la lutte; c'est, d'autre part, de nous prouver que la Prusse et la Russie lui auraient offert ce qu'elles lui avaient d'abord refusé. Essayons de suppléer à son silence.

Sans doute, dans les questions militaires plus que dans toute autre étude, il est toujours dangereux de vouloir déterminer quelle aurait été la marche d'événements qui n'ont pas eu lieu; on peut du moins constater que, si la lutte s'était ouverte, la France se serait trouvée dans de déplorables conditions pour la soutenir. A l'infériorité du nombre se joignait pour elle le désavantage de la position; par ses frontières maritimes, elle aurait offert prise à la flotte anglaise prête à porter la ruine ou à opérer la conquête sur ses côtes; par ses frontières de terre, elle aurait subi le contact et la pression des Hollandais-Belges, qui seraient entrés en Flandre, des Piémontais qui seraient entrés en Savoie, des confédérés allemands qui seraient entrés en Alsace; il est

même probable que, le lendemain de la déclaration de guerre, elle aurait été, grâce à la position de la Bavière rhénane, coupée de ses communications avec la Prusse. En réalité, la France aurait été pressée trop vivement pour être victorieuse et écrasée trop tôt pour être secourue.

Mais, à supposer même que le courage de ses armées et l'énergie de ses efforts eussent surmonté ces périls multiples, quels auraient été les résultats de la victoire et quelle nation aurait voulu souscrire à l'incorporation des provinces rhénanes ? La Prusse ? « S'il est une idée qui me paraisse extravagante, » dit à ce propos sir Lytton Bulwer, « c'est celle-ci, que la Prusse ou même la Russie aurait consenti à réinstaller la France sur le Rhin ou à la ramener d'une manière quelconque dans le proche voisinage ou sur le territoire de l'Allemagne¹. » Sans aller aussi loin que l'historien anglais, il est permis de s'étonner que la pénétrante clairvoyance de M. Thiers n'ait pas aperçu tout ce que ce projet avait de chimérique. Pendant tout le cours du congrès, les diplomates prussiens n'avaient pas manqué une occasion de laisser éclater leur haine et leur défiance contre la France ; à ceux qui s'en étonnaient, ils avaient répondu que le seul motif de cette attitude était la crainte ou même la certitude de voir leur pays revendiquer la rive gauche du Rhin ; c'était chez eux une idée fixe, dont les détournait à peine la question saxonne et que ne parvint pas à dissiper la déclaration si franche de notre ambassadeur : et l'on se figure qu'ils auraient employé leurs troupes à combattre pour nous donner les provinces rhénanes ! Ils auraient mieux aimé faire des sacrifices dix fois plus considérables pour nous empêcher de les posséder.

A défaut de Frédéric-Guillaume, Alexandre aurait-il consenti du moins à payer le sang de nos troupes par l'extension de nos frontières ? C'est là une hypothèse qu'a pu autoriser la noblesse de sa conduite en 1814, mais que dément la fermeté de ses résolutions au congrès de Vienne : pendant tout le cours des négociations, la Prusse et la Russie proclamèrent leur solidarité. Ce fut en vain que, pour rompre cette union, Castlereagh et Metternich déployèrent, l'un l'opiniâtreté d'un esprit plus obstiné encore que résolu, l'autre les ruses d'un machiavélisme trop subtil pour

1. Lytton Bulwer, *Essai sur Talleyrand*. Traduction Perrot, 288.

être heureux. Et l'on se figure qu'Alexandre, après avoir refusé d'abandonner la Prusse, lorsqu'on lui offrait la réalisation de ses vœux, aurait alors trahi les intérêts de son allié ! Il avait d'abord donné des témoignages significatifs de ses dispositions à notre égard. On a vu que, dans trois entretiens avec Talleyrand, il lui avait exprimé ses sentiments de bienveillance pour Louis XVIII, son désir d'obtenir l'appui et de payer l'alliance de la France. Mais que lui offrait-il en échange de ses bons offices ? Il lui proposait purement et simplement de s'unir à lui contre Murat¹. Jamais il ne parla, même par allusion, des provinces rhénanes, et ce silence suffit, semble-t-il, à montrer combien cette annexion était loin de sa pensée.

Enfin, si les alliées de la France, la Prusse et la Russie, devaient refuser de souscrire à ces stipulations territoriales, ses ennemis, l'Angleterre et l'Autriche, y auraient-elles été soumises ? Il est permis d'en douter. Après la défaite, les cabinets de Vienne et de Saint-James se seraient vus forcés d'abandonner la Saxe et la Pologne : l'énormité même du sacrifice était une raison de plus pour ne pas en faire un autre qui leur eût été plus sensible encore, en permettant à la France de se rapprocher de ses frontières naturelles. L'Angleterre redoutait, en effet, notre domination sur la rive gauche du Rhin comme une atteinte à ses propres intérêts et une menace pour les Pays-Bas. La crainte de voir cette éventualité se réaliser avait été la cause des tergiversations continues de Castlereagh, des hésitations de sa politique, de la persistance de ses scrupules à accepter franchement notre appui ; pour obtenir son adhésion à ce projet, il eût fallu lui offrir en échange de très sérieux avantages. Enfin, les petits états allemands, tout entiers au souvenir de l'oppression impériale, n'auraient consenti qu'avec une extrême répugnance à

1. Le 17 novembre, Alexandre disait à Talleyrand : « Écoutez, faisons un marché, soyez aimable pour moi dans la question de la Saxe et je le serai pour vous *dans celle de Naples*. » (*Corresp. avec Louis XVIII*, 125.) Au milieu de décembre, Czartoryski vint, de la part de son maître, trouver l'ambassadeur français « nous demandant, » dit Talleyrand, « de nous prêter à ses désirs dans la question de Saxe, et nous promettant tout son appui *dans celle de Naples*. » (*Corresp. avec Louis XVIII*, 180.) « Mes craintes ont toujours été que notre froideur envers la France ne la poussât à écouter le ressentiment de la Russie, qui était prête, afin d'empêcher notre union, à faire tout le jeu de la France *dans l'affaire de Naples*. » Cook à Liverpool, 4 janv. (*Dispatches of Wellington*, Supp. IX, 526.)

voir la France prendre en Allemagne une position assez forte pour compromettre leur précaire indépendance. Talleyrand connaissait trop bien ces dispositions des puissances pour espérer un accroissement qu'il était aussi imprudent de demander qu'impossible d'obtenir. Il se rappelait qu'en concluant leurs traités d'alliance de 1815, les alliés n'avaient précisément d'autre but que de rentrer en possession des provinces du Rhin; il comprenait que les entreprendre sur ce point, c'était le moyen, non de les diviser, mais de les réunir. — En examinant attentivement les dispositions des puissances, on arrive donc à cette conclusion qu'en cas de guerre la politique préconisée par M. Thiers n'aurait pas eu toutes les vertus que cet homme d'État lui a découvertes.

Supposons maintenant que l'Autriche et l'Angleterre eussent reculé devant la perspective d'une guerre terrible, et que leur prudence eût consenti à des concessions auxquelles se refusait leur orgueil. L'état de choses qui aurait prévalu alors aurait-il été aussi favorable aux intérêts de la France que conforme aux désirs de MM. Thiers et Houssaye? Recherchons quels en auraient été les prétdus biensfaits.

On allègue d'abord l'avantage qu'aurait trouvé notre pays à accepter l'offre des Prussiens et la constitution d'une principauté indépendante dans les provinces rhénanes. « Il valait cent fois mieux, dit-on, avoir la Prusse à Dresde et le roi de Saxe sur le Rhin qu'acheter par le formidable voisinage de la Prusse l'honneur stérile de conserver son trône à un petit prince allemand. » Cet argument, très fort au premier abord, perd un peu de sa valeur lorsqu'on considère la confusion et les contradictions des textes sur lesquels il repose. Sans doute, les procès-verbaux des discussions relatives à la question de Saxe parlent d'une principauté située sur la rive gauche du Rhin et taillée de telle façon qu'elle sépare la Prusse de la France¹. Mais Stein nous apprend que ce nouvel état ne devait compter que 6 à 700,000 habitants²,

1. « Le soussigné a ordre de proposer une possession beaucoup plus considérable, même du double, sur la rive gauche du Rhin, qui pouvait comprendre une ville agréablement située sur le Rhin même, propre à une résidence; un pays tellement placé en même temps sur les frontières de France, que celles-ci et la Prusse ne fussent pas limitrophes. » (Note de Hardenberg à Metternich, 16 déc. — Angeberg, IV, 1952.)

2. Stein, *Tagebuch*, 15 déc. (H. Z., 414.)

et Gentz, en le traitant de « fort mesquin¹ », confirme ce fait; les Prussiens n'offraient donc guère au roi de Saxe que la moitié des provinces rhénanes. D'autre part, où plaçaient-ils ce territoire qu'ils abandonnaient? Si l'on se rappelle, d'une part, qu'il devait avoir Bonn pour capitale, d'autre part, qu'il devait avoir pour limite à l'est le cours de la Moselle², on en conclura qu'il devait être compris entre ce fleuve, le Rhin et la frontière des Pays-Bas; et l'on se demandera comment il pouvait supprimer tout point de contact entre la Prusse et la France. Mais, en supposant même que l'habileté de la diplomatie eût triomphé de ces difficultés et constitué un état-tampon sur les frontières de la Lorraine, il est probable que cette principauté, créée d'une manière aussi artificielle, aurait été soumise à l'influence de la Prusse et suivi l'exemple du Palatinat bavarois. Il faut donc résolument renoncer au rêve d'une souveraineté alliée placée sur nos flancs et nous servant d'avant-garde contre la Prusse; le seul argument qu'on puisse invoquer en faveur de cette idée est un témoignage de Stein; selon ce diplomate, Castlereagh aurait fait repousser les propositions de Hardenberg parce qu'il prévoyait quelle force donnerait à la France la constitution d'un état soumis à son influence³; mais on sait assez jusqu'à quel point le bon sens naturel de l'ambassadeur anglais était parfois

1. Gentz, *Corresp.*, I, 129.

2. « La Prusse ne veut, dans aucun cas, outrepasser la ligne de la Moselle. » (Gentz, *Corresp.*, I, 135.)

3. « Je suis toujours porté à reprendre la politique que M. Pitt avait fortement à cœur et qui consiste à mettre la Prusse en contact avec la France sur la rive gauche du Rhin. » Castlereagh à Wellington, 1^{er} oct. (*Letters and dispatches*, 17.) — Lord Castlereagh alla, le 6 janvier, chez Alexandre et lui parla dans le même sens, il lui représenta qu'il était dangereux d'établir le roi de Saxe sur la rive gauche du Rhin et de donner ainsi un allié à la France. Stein, *Tagebuch*, 4 janv. (H. Z., 423.) — « L'idée d'indemniser le roi de Saxe en lui donnant une partie des territoires compris entre la Meuse et le Rhin serait le pire arrangement pour les intérêts de ces régions. » Liverpool à Castlereagh, 6 janvier. (*Dispatches of Wellington*, Supp. IX, 530.) « L'Angleterre a toujours regardé comme un devoir de sa politique d'empêcher les Pays-Bas de tomber entre les mains de la France; aussi demanda-t-elle, de 1814 à 1815, la formation du royaume des Pays-Bas, et l'établissement solide de la Prusse sur la rive gauche du Rhin. » Stein, *Tagebuch* (H. Z., 406). — « Placer le roi de Saxe dans une position si avancée serait exposer toutes nos défenses sur la rive gauche du Rhin à être tournées et mettre cette famille dans la situation la mieux calculée pour devenir un instrument dans la main de la France. » (*Dispatches of Wellington*, 527.)

altéré par ses préventions et son incurable défiance. Il est donc permis de n'accepter son opinion qu'après l'avoir vérifiée, et de la repousser après avoir constaté quelles craintes chimériques l'avaient dictée.

Si la cession d'un état rhénan au roi de Saxe était loin d'assurer la sécurité de nos frontières, l'annexion de la Saxe à la Prusse devait-elle du moins, ainsi qu'on l'a prétendu, donner toute liberté à notre politique? Sans doute, la rivalité qu'auraient entretenue entre la Prusse et l'Autriche le contact des territoires et le conflit des ambitions devait absorber pour longtemps leur activité; mais il était impossible que cette rivalité n'aboutît pas à une lutte ouverte; le succès du vainqueur serait alors devenu dangereux pour l'équilibre européen et fatal pour notre pays¹. Si l'Autriche avait le dessus, elle profitait de sa victoire pour réaliser ses rêves séculaires de domination sur l'Allemagne et reconstituer, au centre de l'Europe, une puissance aussi formidable que celle de Charles-Quint. L'avantage, au contraire, restait-il à la Prusse? Cet état, reprenant pour son compte les idées impériales, réunissait sous son sceptre tous les états de l'Allemagne du Nord, et l'œuvre de 1866 était avancée d'un demi-siècle. Dira-t-on que Talleyrand ne pouvait, en 1815, prévoir 1866 et qu'il ne faut pas lui faire honneur d'une clairvoyance trop pénétrante pour avoir été réelle? Mais, sans parler de l'antagonisme séculaire de la Prusse et de l'Autriche, il était facile à un observateur perspicace de découvrir, dans les idées et les aspirations de l'Allemagne, le germe des événements dont elle devait être le théâtre. Déjà, un sentiment nouveau, le sentiment national, se dégageant des obscurs instincts où il était enveloppé, commençait à faire battre le cœur des Allemands. N'était-il pas évident que cette idée de patrie allait se préciser, prendre corps et chercher un représentant? D'autre part, la Prusse, par l'indomptable ténacité de sa résistance, la constance heureuse de ses efforts et l'ardeur croissante de son ambition, s'était, pendant la guerre d'indépendance, mise au premier rang des puissances allemandes. N'était-il pas possible de prévoir qu'elle poursuivrait le cours de ses succès, qu'elle reconstituerait au nord un

1. « Notre but est que le roi de Saxe reste entre l'Autriche et la Prusse pour empêcher un choc possible entre ces deux puissances. » Liverpool à Castlereagh, 6 janv. (*Dispatches of Wellington*, Supp. IX, 530.)

empire allemand en face de celui du centre et que ce petit état incarnerait la grande idée de l'unité ? Lui céder la Saxe, dont le territoire, contigu à ses provinces, devait arrondir les possessions, et dont les habitants, protestants comme ses sujets, devaient être facilement assimilables, c'était hâter l'œuvre d'unification qu'elle poursuivait¹. Avec quelle clairvoyance Talleyrand se rendait compte de cette situation, les textes nous le prouvent assez. Dans les instructions qu'il avait reçues et qu'il avait en partie inspirées, il s'explique en ces termes sur l'ambition prussienne : « En Allemagne, c'est la Prusse qu'il faut empêcher de dominer, en opposant à son influence des influences contraires. La constitution physique de cette monarchie lui fait de l'ambition une sorte de nécessité. Tout prétexte lui est bon, nul scrupule ne l'arrête. La convenance est son droit. Qu'on la laissât, et bientôt l'Allemagne lui serait soumise. » Dans une lettre qu'il envoyait à Louis XVIII, Talleyrand exposait encore, en ces termes, ses idées sur l'avenir de l'Allemagne : « Des ferment révolutionnaires sont partout répandus en Allemagne. Ceux que la dissolution de l'ancien empire germanique et l'acte de confédération du Rhin ont fait descendre du rang de dynastes à la condition de sujets supportent impatiemment d'avoir pour maîtres ceux dont ils étaient ou croyaient être les égaux, et aspirent à renverser un ordre de choses dont leur orgueil s'indigne, et à remplacer tous les gouvernements de ce pays par un seul. Avec eux conspirent les hommes des Universités et la jeunesse imbue de leurs théories et ceux qui attribuent à la division de l'Allemagne en petits états les calamités versées sur elle par tant de guerres dont elle est le continual théâtre ; l'unité de la patrie allemande est leur cri, leur dogme, leur religion exaltée jusqu'au fanatisme, et ce fanatisme a gagné même des princes actuellement régnants. »

Nous arrivons ainsi au dernier argument qu'aient mis en

1. « Ne pouvant plus ou ne voulant plus rivaliser avec la Russie, les Prussiens avaient porté toutes leurs vues sur l'Allemagne ; l'acquisition de la Saxe, quelqu'enorme qu'elle fût, n'était pour eux que le commencement d'une grande suite d'opérations politiques par lesquelles ils espéraient tôt ou tard réunir à la Prusse la partie la plus considérable du nord de l'Allemagne, effacer l'influence de l'Autriche, et se mettre à la tête de toute la confédération germanique. » Metternich (*Mém.*, II, 479).

avant les détracteurs de Talleyrand; à les entendre, une politique opposée à la sienne nous aurait concilié l'affection et préparé l'appui de deux souverains redoutables par leur puissance et leur union.

Mais on oublie tout d'abord que, si la situation de la Russie semblait rendre solide notre alliance avec elle, le caractère de son souverain devait la rendre instable; les souvenirs du passé nous rappelaient qu'Alexandre, uni en 1807 à Napoléon contre les Anglais, uni en 1812 aux Anglais contre Napoléon, portait dans ses alliances comme dans ses desseins une mobilité soudaine qui rendait son appui aussi dangereux que son hostilité; l'expérience du présent, en nous le montrant à Vienne généreux avec des apparences d'égoïsme, intéressé avec des dehors d'indifférence, nous avait appris que, mêlant ensemble ses passions et ses desseins, il n'avait été ni dépourvu de fourberie dans ses opinions, ni exempt de variations dans ses opiniâtretés¹. En second lieu, quels auraient été les avantages d'une union avec une puissance comme la Prusse, moins asservie aux vieilles traditions de l'Europe que sensible à ses propres avantages, se conduisant, non d'après les règles de la reconnaissance, mais d'après la mobilité de ses intérêts, oubliant volontiers, pour un avantage présent, un bienfait passé, exploitant à tel point la générosité de ses nouveaux alliés qu'elle les mettait dans l'alternative de la grossir démesurément ou de l'anéantir? On sait à quels cruels mécomptes l'alliance prussienne avait exposé la France; récemment encore, l'expérience de 1795 était venue ouvrir les yeux des plus aveugles.

1. « Les convenances de l'Europe sont le droit, » déclarait-il à Talleyrand le 1^{er} octobre. « Vous me parlez toujours de principes, » lui disait-il encore, « votre droit public n'est rien pour moi, je ne sais ce que c'est. Quel cas croyez-vous que je fasse de tous vos parchemins et de tous vos traités? » (*Corresp. avec Louis XVIII*, 22, 77.) — A deux reprises, dans ses lettres à Cook et à Wellington, Liverpool s'exprime en ces termes sur son compte : « L'empereur de Russie est vain, suffisant, obstiné, avec un certain talent, mais ni sens commun ni tact. » — « L'empereur de Russie est dévoré de vanité et de suffisance. » (*Dispatches of Wellington*, Supp. IX, 467, 494.) Enfin, dès 1809, le prince Czarloryski disait de son maître, à propos de ses velléités de rétablissement de la Pologne : « Au moindre obstacle, le projet en apparence le plus arrêté sera abandonné. Ce qui rend tout scabreux et dangereux ici c'est le peu de fond qu'il y a à faire sur celui qui serait appelé à jouer le rôle principal. » (Czartoryski, *Corresp.*, II, 226.)

Que conclure de là, sinon que la politique préconisée par M. Thiers ne présentait d'avantages pour la France¹, ni par le système d'alliances qu'elle aurait fait prévaloir, ni par la distribution des territoires qu'elle aurait consacrée, ni par les espérances qu'elle aurait autorisées? C'est assez dire qu'il faut se garder d'accepter une opinion dont le succès rapide s'explique, moins par sa valeur propre que par l'autorité des hommes qui la représentent, de MM. Pozzo di Borgo et de Pradt qui l'ont exprimée les premiers, de M. Thiers, qui l'a soutenue, de MM. de Viel-Castel et Houssaye, qui l'ont partagée; ce que cette thèse présente de séduisant pour notre imagination ne doit pas nous faire oublier ce qu'elle a d'inacceptable pour notre raison et de contraire aux indications fournies par les textes. D'un autre côté, comme la plupart des prétendus inconvénients de la politique de Talleyrand n'existent que dans l'esprit de ses ennemis, il semble que l'examen de ses actes nous conduise en somme à approuver sa conduite.

Telle est la réponse à faire aux partisans de l'alliance prusso-russe. Pour pouvoir porter, sur la conduite de Talleyrand, un jugement définitif, il ne reste plus à examiner qu'une dernière critique, bien qu'elle s'adresse à ses collègues autant qu'à lui. On lui a reproché de s'être associé à une politique égoïste et brutale, qui tendait à assimiler les peuples à des objets insensibles et inanimés; d'avoir donné son approbation à des mesures iniques telles que la réunion de Gênes à la Sardaigne et de la Vénétie à l'Autriche; d'avoir cru, avec ses collègues, que les diplomates étaient les maîtres plus que les interprètes des peuples, qu'ils devaient satisfaire leurs intérêts plus que leurs aspirations; d'avoir oublié qu'ils avaient non seulement des pouvoirs à exercer, mais des devoirs à remplir. On accuse, en un mot, Talleyrand d'avoir confondu le droit des couronnes avec celui des peuples, et l'équité avec la légitimité².

1. « Je suis bien persuadé, » écrivait Jaucourt à Talleyrand, « de tout ce que vous avez la bonté de me dire sur les principes qui dirigent le cabinet des Tuilleries et le succès qui le couronnera. Le calcul très scabreux de reculer nos frontières, de nous livrer à la Russie, de sacrifier la Saxe, de ménager Murat, préparaît peut-être de nouvelles aventures. » Jaucourt à Talleyrand, 8 février 1815. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 255.)

2. Voir notamment ce réquisitoire dans Gervinus, *Hist. du XIX^e siècle*, I, 337, et dans Thiers, *Hist. du Consulat et de l'Empire*, XVIII, 628-634.

Sans doute, il est regrettable que notre représentant n'ait pas défendu, avec la même vigueur que le roi de Saxe, le roi de Danemark, dépouillé de la Norvège, Gênes réunie au Piémont, la Grèce traitée avec une rigueur indifférente. Mais il convient d'abord de dire que les principes, dont il approuva l'application au congrès, étaient universellement reconnus de son temps¹; et l'on ne peut lui reprocher de n'avoir pas prévu le triomphe de la théorie des nationalités. En outre, si l'on élève plus haut le débat, il semble que l'opinion publique et surtout l'opinion révolutionnaire ait porté, sur le congrès de Vienne, un jugement où la passion a plus de part que la réflexion. Sans doute, dans l'âme de ceux qui présidèrent à ce long travail de réorganisation de l'Europe, de petites idées se mêlerent parfois à de grands desseins, de mesquines ambitions à de nobles sentiments. Mais on aurait tort de ne voir dans leurs déclarations qu'une solennelle hypocrisie. La plupart d'entre eux ont poursuivi, non seulement la satisfaction de leurs convoitises, mais aussi l'application d'un principe et le triomphe d'un système : le système de l'équilibre européen. Ils avaient la noble idée d'établir entre toutes les puissances une pondération qui ne permit à aucune d'entre elles d'établir son hégémonie sur les autres, qui garantit le respect des traités existants et assurât, par une paix perpétuelle, la tranquillité de l'Europe et le repos du monde. C'était cette préoccupation qui inspirait leur défiance contre la France, si menaçante sous Napoléon pour les autres puissances; c'est ce désir qu'ils essayèrent de réaliser, en s'efforçant de donner, même au détriment des petits états, la même importance à toutes les nations européennes². Leur conception a triomphé; à l'Europe, elle a

1. D'ailleurs, Talleyrand sentait très bien tout ce que ce partage d'êtres humains pouvait avoir de répugnant; il le regardait seulement comme indispensable : « *Quelque répugnance que l'on dût avoir pour ces distributions d'hommes et de pays qui dégradent l'humanité*, elles avaient été rendues indispensables par les usurpations violentes d'un gouvernement qui, n'ayant employé sa force qu'à détruire, avait amené cette nécessité de reconstruire avec les débris qu'il avait laissés. » Rapport de Talleyrand au roi. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 445.)

2. « Nous nous flattions enfin que le congrès couronnerait ses travaux en substituant à ces alliances passagères, fruits des besoins et des calculs momentanés, un système permanent de garanties communes et d'équilibre général, dont nous avions fait apprécier les avantages par toutes les puissances... Ainsi, l'ordre établi en Europe eût été sous la protection constante de toutes les parties intéressées, qui, par des demandes sagement concertées ou par des efforts

procuré une paix qui, pendant trente-quatre années, n'a été troublée que par des insurrections partielles et passagères; à la France, elle a donné des voisins peu gênants, et, par conséquent, une forte position. La théorie des nationalités, qui a entraîné les états à des guerres générales et sanglantes, et qui a abouti à la création de deux grandes puissances sur nos frontières, a-t-elle eu d'aussi heureux résultats? Nous n'avons donc pas le droit de nous montrer trop sévères pour des idées qui assureront pour longtemps la tranquillité de l'Europe et la sécurité de notre pays.

Ce dernier grief écarté, Talleyrand nous apparaît comme supérieur à lui-même pendant cette période décisive de notre histoire; il excite en nous une admiration d'autant plus vive que nous nous efforçons davantage de nous replacer dans le milieu où il se trouvait; des souvenirs aussi cruels que récents nous aident à revivre cette funeste année 1814 et à comprendre la grandeur des services que nous a rendus notre ambassadeur. Se figure-t-on la France, au lendemain de la guerre de 1870, concluant avec la Saxe, la Bavière et le Wurtemberg un traité d'alliance contre la Prusse? Se représente-t-on quelle force morale nous aurait procurée ce pacte, quelle confiance nous aurait rendue cette revanche diplomatique de nos défaites militaires? C'est d'un bienfait de ce genre que la France de 1814 a été redévable à Talleyrand. Bientôt, il est vrai, le retour de l'île d'Elbe allait renouer la coalition et réunir, par la crainte, les puissances que Talleyrand avait divisées par l'intérêt; bientôt les désastres d'une campagne fatale eurent pour résultat la honte d'un traité onéreux pour notre pays qui eut ses frontières de nouveau retrécies et désormais ouvertes. Mais les principaux résultats de notre action diplomatique survécurent à ce dernier revers de la fortune, et il suffit de les considérer pour comprendre quels services Talleyrand rendit à son prince, à son pays, à l'Europe. Il a éclairé d'un premier rayon de gloire le berceau de la jeune monarchie qui devait affronter une comparaison bien redoutable avec les splendeurs militaires de l'empire; il a donné à la France la part d'influence à laquelle elle avait droit; il a rendu à l'Europe le sentiment de sa dignité et la conscience de ses devoirs.

sincèrement réunis, eussent étouffé, dès sa naissance, toute tentative faite pour la compromettre. Alors les révolutions se seraient trouvées arrêtées... » Rapport de Talleyrand au roi. (*Corresp. avec Louis XVIII*, 458.)

Singulières contradictions de cette existence agitée ! Ce sceptique qui demandait à la vie des spectacles, ce dilettante qui y cherchait des émotions, cet ambitieux qui en exigeait des jouissances, s'est trouvé appelé par les circonstances à écrire une des plus grandes pages de notre histoire; ce diplomate blasé, ce gentilhomme sans scrupules a eu la singulière fortune de représenter et de défendre le droit, la justice, l'équité. C'en est assez pour qu'il lui soit beaucoup pardonné et pour que l'on se souvienne que si, pendant le cours de sa longue vie, il a donné trop de preuves de son égoïsme et de sa cupidité, il a montré au congrès de Vienne le courageux patriotisme du grand citoyen et la ferme habileté du grand politique.

Albert PINGAUD.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

LES BOURGEOIS ROCHELAIS

DES TEMPS PASSÉS

ET LES

CAUSES DE LA DÉCADENCE DU COMMERCE ROCHELAIS.

M. Jean Périer a publié récemment une série d'articles sur le *Type rochelais*¹, véritable œuvre littéraire où tous les faits sont exposés d'une manière à charmer le lecteur, mais, malheureusement, qui manquent souvent d'exactitude et qui peuvent fausser l'opinion des lecteurs désireux de connaître le caractère des bourgeois rochelais d'autrefois.

Bien que M. Jean Périer cite souvent mon nom, en me remerciant de lui avoir communiqué des documents, je dois déclarer que je suis loin d'accepter les conclusions de son travail.

C'est donc avec regret que je me trouve dans l'obligation de faire connaître quelques-unes des erreurs commises dans son étude sur le *Type rochelais*, erreurs qui pourraient déconsidérer ces vaillants bourgeois.

Avant de décrire la grande prospérité commerciale de la Rochelle, M. Périer décrit ce que furent les bourgeois rochelais aux temps les plus reculés, l'Aunis n'étant qu'un petit monde dont la Rochelle était le centre et dont le commerce primitif ne consistait qu'en vin et sel, seules productions du pays.

Ne pouvant suivre l'auteur du *Type rochelais* dans toutes ses considérations, je dois me borner à ne relever que les plus saillantes, dans l'espoir d'éduquer le lecteur.

Heureux si je puis y parvenir.

1. Voir la revue *la Science sociale*, n^o de septembre, octobre, novembre, décembre 1898 et janvier 1899. Paris, Firmin-Didot et C^{ie}.

I.

M. Périer dit : *que la nécessité impérieuse de pouvoir commercer librement avec l'étranger paraît avoir surtout conduit les Rochelais à embrasser le protestantisme et à se faire les champions des libertés locales.* Il résulterait de cette assertion que les Rochelais n'avaient qu'un but mercantile en se faisant protestants.

On ne peut oublier que, si la Rochelle est une des premières villes de France qui ait accepté la réforme religieuse, on est mal renseigné sur l'origine du protestantisme dans ses murs. Sans vouloir entrer dans l'examen des circonstances qui favorisèrent l'introduction de la réforme, il paraît certain pourtant qu'elle trouva un puissant auxiliaire dans l'esprit de liberté qui régnait à la Rochelle, justement orgueilleuse de ses antiques priviléges qui lui avaient été accordés en récompense de son patriotisme lors des longues luttes avec les Anglais. Il est donc permis de croire que ces fiers bourgeois firent, dans les discussions des intérêts de la ville, l'apprentissage de l'esprit d'examen et de libre recherche de la vérité, qui les amena à la réforme religieuse.

On ne peut pas dire que, par le contact des navigateurs du Nord attirés à la Rochelle par leurs affaires commerciales, l'attention des habitants ait été appelée sur les grandes questions agitées en Allemagne, la France ayant devancé les États du Nord dans la réforme religieuse. Il faut songer que le mouvement dont il s'agit s'étendait à une multitude de localités, qu'il était associé à la renaissance littéraire, que l'esprit d'examen s'imposait à tout homme intelligent et refléchi. Aussi, vit-on des gentilshommes comme des roturiers, aussi bien que l'élément populaire, augmenter en France, et surtout à la Rochelle, le nombre des protestants. Il restait à peine, sous le règne de François I^e, un coin de province du royaume où la réformation n'eût pas surgi et gagné quelques âmes.

Nous ne pouvons ici suivre les progrès de la réforme à la Rochelle jusqu'à l'édit de Nantes (1598). C'est alors que protestants et catholiques, marins et marchands, tournèrent leurs yeux vers l'Amérique comme vers un pays éminemment favorable aux grandes entreprises commerciales. Les protestants pouvaient avoir des raisons particulières de souhaiter la colonisation du Nouveau-Monde, n'étant pas sans inquiétudes au sujet de la liberté religieuse qui leur était accordée. Un jour pouvait venir où les protestants de France se verraient obligés d'aller chercher un refuge contre la persécution : c'est ce qui arriva, en effet, en 1685.

M. Jean Périer prétend que : *l'Aunis n'était plus attaché à la France que par un sentiment national peu profond et que, lorsque François I^e voulut soumettre les sels de l'Aunis à de lourds impôts et violer leurs priviléges municipaux, cela prédisposa les Rochelais, déjà travaillés par des prosélytes étrangers, à se jeter dans le protestantisme, qu'adoptaient, au même moment, leurs clients anglais et hollandais.*

Nous avons déjà expliqué que la réforme religieuse prit corps en France avant d'apparaître dans les États du Nord.

II.

M. Périer prétend aussi que : *lorsque les Rochelais participaient à une expédition lointaine, c'était plutôt par leurs capitaux que par leurs personnes. C'est ainsi qu'au XVI^e siècle ils prétaient de l'argent aux Normands, aux Basques, aux Bretons, qui pratiquaient la pêche au banc de Terre-Neuve.*

Il nous suffira, pour détruire cette assertion donnée sans indication de preuve à l'appui, de dire que, d'après Thevet, historiographe de Henri II, les Rochelais naviguaient dans les eaux de Terre-Neuve dès 1488 ; que les différents voyages entrepris par Jean Fonteneau, dit Alfonse, domicilié à la Rochelle, capitaine-pilote de François I^e (voir la notice publiée en 1895 par M. G. Musset), montrent bien, ce que l'on disait dès le XII^e siècle, que la Rochelle était une ville maritime importante et que ses marins passaient pour les plus hardis et les plus audacieux.

Quant à la pêche de la morue, M. Jean Périer ignore sans doute la notice publiée en 1892 par M. G. Musset, *les Rochelais à Terre-Neuve*, notice dans laquelle se trouve la liste des navires armés à la Rochelle pour Terre-Neuve de 1523 à 1550, avec les noms des armateurs, marchands et bourgeois de la ville. Les équipages de ces navires étaient composés en grande partie de Bretons, mais nous ne voyons pas là une raison de dire, d'une manière générale, que les Rochelais répugnaient aux affaires un peu risquées, que le bourgeois ne se distinguait guère par l'initiative.

Un historien du XVII^e siècle, Gaufreteau, nous dit qu'il écrivait en ayant sous les yeux des actes « par lesquels appert qu'en ces temps-là, si les marchands de Bordeaux allaient à la Rochelle par mer ou ceux de Saintonge en Bretagne, ceux de Bretagne, Picardie et Normandie en Angleterre, ils faisaient leur testament et entraient en une plus grande appréhension que si maintenant ils devaient faire les

courantes de Goa, au lieu que les Rochelais fendaient les mers, gourmandaient les orages et, en dépit de la colère des vents, voyaient au delà du soleil. »

III.

M. Jean Périer dit encore que : *la bourgeoisie rochelaise était à demi rurale, stable, douée de peu d'initiative*. Sans parler de ce que firent les Rochelais pour s'affranchir du joug des Anglais, il nous semble suffisant de rappeler leur initiative pour défendre leur foi religieuse, ainsi que le maintien de leurs priviléges trop souvent méconnus (voir le siège de 1572 et celui non moins mémorable de 1627). Cette bourgeoisie *demi rurale*, dit-il, était composée de descendants des croisés, de nobles et de seigneurs ; qu'on veuille bien prendre la peine de compulser les matricules des maires et des conseillers au présidial pour s'en convaincre.

Il ne faut pas oublier qu'en la ville de la Rochelle, au moyen âge comme pendant les guerres de religion, les Rochelais obtinrent l'indépendance et la richesse après avoir conquis et défendu, en même temps, leurs franchises communales et leurs priviléges commerciaux.

IV.

Après avoir dit que le commerce rochelais se fit pendant le moyen âge et jusque vers le milieu du XVIII^e siècle avec les pays du Nord, où les marchands écoulaient les vins et le sel de l'Aunis, M. Jean Périer entre dans certaines considérations pour démontrer que *les bourgeois rochelais tendaient à être indépendants des rois de France*.

Le vin et le sel étaient, en effet, au moyen âge les seules productions que la Rochelle pouvait exporter, et, ayant obtenu des facilités avec l'étranger, elle tenait naturellement à ce qu'elles fussent respectées par la France. C'est ainsi que la commune rochelaise fut une sorte de république et put maintenir ses chartes et ses libertés contre les empiétements des Capétiens. Son indépendance n'avait pas d'autre raison d'être et, d'après tous les historiens, elle montra toujours son attachement à la France. L'on sait les efforts qu'elle fit, après le traité de Brétigny (1360), pour ne pas rester sous la souveraineté de l'Angleterre, et comment Charles V reconnut l'attachement des Rochelais à la couronne de France, après 1372, en conférant à perpétuité le droit de noblesse héréditaire au maire et aux échevins de la commune et à leurs successeurs en récompense des preuves de leur fidélité.

V.

C'est au XVII^e siècle, après le siège de 1628, nous dit-on : que les Rochelais commencèrent à pratiquer le commerce des eaux-de-vie, par suite de la lourdeur des impôts qui frappaient le propriétaire de vignobles. Les propriétaires, recherchant l'abondance plus que la qualité, adoptèrent des plants qui fournissaient des fruits inférieurs, tout en augmentant la récolte. Alors, pour tirer parti de cette abondance, ils transformèrent le vin en eau-de-vie, afin d'obtenir sous un faible poids, ce qui diminuait les frais de transport, un produit d'une valeur supérieure, plus capable de supporter la charge des impôts.

De toutes ces assertions, la dernière seule est vraie; en transformant son vin en eau-de-vie, le producteur obtenait, sous un volume bien moindre, un produit ayant une bien plus grande valeur qui lui permettait de supporter la charge des impôts et qui donnait aux marchands les moyens de diminuer les frais de transport.

Sur l'époque de la fabrication des eaux-de-vie en Aunis, nous dirons à M. Jean Périer que nous sommes surpris qu'il n'ait pas connaissance de l'*Essai historique sur les vignes et vins de l'Aunis*, par E. Jourdan¹. Cet auteur nous apprend que, dans les minutes des notaires qu'il a compulsées, il a trouvé des actes : l'un, de 1549, portant achat par un marchand de la Rochelle à un marchand de Brouage, il est vrai, de quatre barriques pleines d'eau-de-vie à 60 livres tournois les quatre ; un autre, en 1571, portant qu'un faiseur d'eau-de-vie de la Rochelle vendait à un bourgeois rochelais, au mois de février, six barriques d'eau-de-vie à 16 livres tournois chaque ; au mois de juillet, six autres barriques à 15 livres, et au mois de septembre, huit barriques à 14 livres chaque ; un autre, en 1595, un marchand flamand, demeurant à la Rochelle, vendait vingt et quelques barriques à 27 écus l'une ; enfin, en 1617, un marchand de la Rochelle vendait cent dix barriques d'eau-de-vie à 37 livres 40 sols l'une, et, un mois après, le même vendait cent barriques à 38 livres.

Ces quelques citations infirment bien l'assertion de M. Jean Périer et prouvent que le commerce des eaux-de-vie à la Rochelle était pratiqué bien avant l'époque qu'il indique à tort.

1. Il est à regretter que M. Jean Périer se soit borné à l'indication donnée par Arcère dans son *Histoire de la ville de la Rochelle*, qui dit que, d'après Masse, ingénieur du roi, qui écrivait en 1712, il y avait à peine quatre-vingt-dix ans que l'on faisait de l'eau-de-vie.

Il faut bien le reconnaître, de graves abus furent commis dans la fabrication des futailles ; aussi la mairie, en 1590, nomma-t-elle quatre membres du corps de ville pour examiner et réformer les anciens statuts des tonneliers, confrérie la plus antique comme la plus importante des corps de métiers de la Rochelle, laquelle portait : *De sinople, à un tonneau d'or, accompagné de deux maillets de même en chef.* Un nouveau règlement fait en 1591 tomba en désuétude, et, en 1642, les maîtres tonneliers essayèrent d'en faire revivre l'exécution, mais leurs prétentions furent repoussées. Ce ne fut qu'en 1700, sur les plaintes des marchands, que les officiers du présidial prirent un arrêté pour réglementer la confection des futailles.

Ces dispositions s'appliquaient surtout à la régularité des ventes, par suite de la concurrence faite au commerce des eaux-de-vie : le marchand n'était pas maître de la qualité du produit qu'il livrait, ainsi que nous le verrons tout à l'heure.

Les cépages, qui, jadis, donnaient moins de fruits, mais d'une excellente qualité, et qui produisaient un vin d'une conservation facile et propre aux transports lointains, s'altérèrent à la longue. En 1325, notamment, les vignes reçurent une telle atteinte de la gelée de l'année précédente qu'on fut obligé de faire venir des vins de Saintonge et du haut pays de l'Angoumois. Il en est des cépages comme des arbres ; ils ne peuvent durer éternellement, et il semble difficile d'admettre que les propriétaires d'alors arrachèrent leurs vignes pour planter des cépages plus abondants en fruits, mais de moins bonne qualité. Une maladie, un insecte a bien pu détruire les vignes et forcer les propriétaires à replanter des cépages qui pouvaient manquer de qualité. Il faut bien remarquer qu'en ce temps-là, trop fréquent en misères, les terres qui restaient en friche devenaient, au bout de trois ans, la propriété du seigneur qui s'en emparait à titre de propriétaire, ce qui obligeait les propriétaires à une sérieuse culture, étant bien démontré que le terroir était encore meilleur pour la vigne que pour toute autre sorte de fruits.

Une antique coutume interdisait l'entrée à la Rochelle de tout autre vin que le vin récolté dans la banlieue. Une exception à cette règle eut lieu en 1229 ; le vin étranger pouvait entrer en ville, mais seulement depuis les vendanges jusqu'à la fête de Saint-André. Toutefois, pour que le vin récolté par les bourgeois n'eût pas trop à souffrir de cette concurrence, des règlements interdiront aux hôteliers, taverniers et autres débitants de vin de vendre en détail d'autre vin que celui des bourgeois. En 1583, la faveur accordée aux vins étrangers fut supprimée : cette mesure fut tour à tour modifiée, révoquée et rétablie suivant les circonstances et, en 1673, une ordonnance du présidial

défendit, sous quelque prétexte que ce fut, l'entrée des vins étrangers en la ville et la banlieue, soit comme provision, soit pour vendre en gros et en détail. C'était le système protecteur poussé à l'extrême; aussi la mairie, comprenant combien les propriétaires de vignes pourraient abuser du monopole établi en leur faveur, décida-t-elle que, chaque année, le prix du vin serait fixé selon sa bonté et sa qualité par les juges de la police, sur le rapport des courtiers et autres gens connasseurs dont ils feront choix. Le propriétaire n'était plus le maître de sa production de vin, puisqu'il devait l'écouler au prix fixé par les juges de la police, et nous ne voyons pas la faute qui pourrait être imputée aux marchands qui avaient à soutenir la concurrence des autres pays vignobles¹.

VI.

Il peut paraître étonnant qu'avec l'étendue des côtes de l'Aunis et de ses îles, le cabotage soit demeuré si longtemps languissant. Mais il faut remarquer que, lorsque le mauvais temps jetait nos vaisseaux sur les côtes d'Angleterre, où ils étaient obligés de relâcher et parfois de transborder leurs chargements à destination de la Flandre, ces relâches étaient l'occasion, de la part des Anglais, de vexations sans nombre. Puis, malgré les priviléges et les lettres de sauvegarde, les flottes anglaises enlevaient les marchandises de nos navires. Il en résultait des entraves considérables qui poussèrent les Rochelais à confier leurs produits à des navires étrangers, hollandais de préférence, cette nation ayant des maisons de commerce établies à la Rochelle et leurs marins étant des pilotes pratiques de la mer.

Il faut ajouter qu'en France la marine marchande naviguait à trop grands frais, tandis que les Hollandais avaient des vaisseaux d'une construction particulière, dont les manœuvres, plus simples que les nôtres, exigeaient un équipage moins nombreux. Ils avaient l'habitude de vivre à bord de leurs vaisseaux, sans logement au dehors, transportant avec eux leurs femmes et leurs enfants. Les capitaines, communément co-propriétaires de ces bâtiments, les regardaient comme leurs domiciles et leurs maisons.

Colbert chercha bien à remédier à ce mal, lorsqu'il créa la Compagnie du Nord, dont le siège principal était à la Rochelle. Cette Compagnie fit venir de Hollande des charpentiers et un maître pour construire des vaisseaux sur le modèle de ceux de ce pays, c'est-à-dire à

1. Archives de la Chambre de commerce.

varangues plates, avec une maturé et une voilure relatives à ce genre de construction, pour pouvoir naviguer sur les côtes de la Hollande sans crainte des bas-fonds, écueils à redouter.

Nous ne savons au juste pourquoi ce projet ne réussit pas, mais nous devons dire qu'il se trouvait en France moins d'*hommes à deux mains* qu'en Hollande : le charpentier ne s'occupait que de charpente, le tonnelier que de la tonnellerie, le matelot que de la manœuvre ; d'un autre côté, le corps des officiers, fréquemment, embarquait de jeunes parents ou amis pour les instruire aux voyages de la mer, toutes choses qui augmentaient sensiblement les frais¹.

Pour Colbert, il n'y avait pas de détails secondaires, il ramenait tout à un principe général ; aussi le vit-on, à Bordeaux, regretter que les bourgeois de cette ville n'eussent pas assez le respect de leur vin ; ils pratiquaient trop de mélanges. Ces vins, c'étaient toujours les étrangers qui venaient les chercher ; aussi Colbert de s'irriter et d'écrire à l'intendant : « Travaillez à faire en sorte que le nombre des vaisseaux qui appartiennent aux bourgeois augmente. » Il secoua l'inertie des citoyens, il donna des primes à la construction et exigea que tout nouveau bourgeois eût une part de mille livres dans un navire.

On peut donc dire que les causes de défaut de cabotage à la Rochelle existaient également à Bordeaux et que ce n'est pas, comme le dit M. Jean Périer, *manque d'esprit d'entreprise*.

Nous l'avons déjà dit, les Rochelais avaient fait de grandes choses et en entreprirent bien d'autres après la révocation de l'édit de Nantes. Qu'il nous suffise de citer que, d'après un relevé fait sur les registres de l'amirauté, ils armèrent pour les colonies, en 1685, 82 navires ; en 1686, 65 navires ; en 1687, 75 navires ; en 1688, 70 navires ; en 1690, 53 navires ; en 1694, 37 navires ; en 1692, 62 navires. Ces chiffres ont bien leur signification et montrent, malgré la révocation de l'édit de Nantes, la force et la vitalité du commerce rochelais, presque en entier aux mains de familles protestantes. Est-il permis de dire que : *le bourgeois rochelais ne se distingua pas par l'initiative et qu'il répugna aux entreprises lointaines et aux aventures de mer ?*

M. Camille Jullian, dans sa remarquable *Histoire de Bordeaux*, nous apprend que, Colbert une fois mort, la révocation consomma la ruine de cette ville et que les jugements portés de son temps continuèrent à faire loi dans les bureaux de ses successeurs : « Les gens de cette ville sont fort étourdis et fort vifs. Ils n'ont

1. Archives de la Chambre de commerce.

aucune application pour le commerce et il n'y a pas trois bourgeois qui aient un vaisseau à eux. »

On voit qu'après la mort de Colbert (1683) et la révocation de l'édit de Nantes, la navigation, à la Rochelle, se maintint à un degré respectable.

VII.

Au sujet de la concurrence du commerce des eaux-de-vie, nous devons dire que le principal débouché des Rochelais se faisait par la Picardie, le Hainaut, l'Artois, la Flandre, le Calaisis, le Bourbonnais et la Normandie, et qu'il ne partait pas un navire pour nos colonies des Antilles et du Canada, même pour la traite des noirs sur les côtes de l'Afrique, sans en emporter. L'infidélité sur la construction des futailles fut vraisemblablement le principal motif qui amena une diminution sensible dans l'expédition de ce produit. Les Espagnols en tirèrent profit : ils attirèrent chez eux des brûleurs de Cognac, qui leur enseignèrent la manière de s'y prendre ; ils parvinrent à contenter nos pays de consommation et à les approvisionner, et, de tous les vignobles de France, celui de l'Aunis est peut-être celui qui a le plus souffert de cette concurrence. Les eaux-de-vie d'Espagne furent préférées, et la quantité plus ou moins grande des récoltes servit à déterminer le prix sur les marchés français. Le consommateur se forma insensiblement le goût avec les produits espagnols et les eaux-de-vie de France furent délaissées.

Nous ne pouvons pas dire que la fabrication française fut toujours satisfaisante, car nous trouvons un mémoire de la chambre de commerce d'Aunis demandant : 1^o qu'il soit pris des mesures pour tenir la main à la bonne confection de cette liqueur ; 2^o que l'on empêche la fraude des futailles et l'usage de celles qui sont défectueuses. Elle insistait pour que la vente eût lieu au dépôtage, étant de toute équité de livrer exactement ce que l'on vend, et que l'on se conformât à un arrêt du conseil de 1753, qui avait créé à la Rochelle des agréeurs à l'acceptation des eaux-de-vie, des agréeurs à l'embarquement, ainsi que des courtiers pour ces liquides. Pour éviter le coulage, elle sollicitait la suppression de toutes les mauvaises futailles parmi celles de retour, alors surtout que ces futailles remplies d'eau de mer, pour servir de lest, conservaient un goût détestable. Enfin, que l'on tienne toujours l'eau-de-vie dans le même degré de force à l'aide de l'alcoomètre.

La chambre de commerce tenait bien à la fidélité des transactions, mais l'intérêt particulier ne cède pas toujours à l'intérêt général. Ce

ne fut qu'en 1787 qu'une ordonnance de la sénéchaussée de la Rochelle prescrivit la vente des eaux-de-vie au dépôtage¹.

VIII.

Le commerce des eaux-de-vie fut entravé surtout par les fermes générales, qui eurent la prétention d'accaparer la vente de ce produit. Les négociants perdirent leurs meilleurs correspondants et ce commerce tomba au pouvoir des employés des fermes, maîtres de fixer les prix. Cette affaire fit beaucoup de bruit à la Rochelle, et parmi les employés des fermes les uns déclarèrent renoncer à ce commerce, tandis que d'autres, voulant le continuer et profiter des relations établies, préférèrent abandonner cette administration.

La même affaire avait lieu en même temps à Dieppe, aussi la chambre de commerce d'Aunis avait-elle résolu de se joindre aux Dieppois pour faire cesser cet abus.

Le gouvernement, qui s'était arrogé le droit exclusif de la vente des eaux-de-vie dans la Flandre maritime et dans le Hainaut, trouva très indifférent que le directeur des aides pût acquérir les connaissances commerciales qui inquiétaient les Rochelais dans un commerce particulier et répondit que « le directeur ne voudrait pas se mettre dans le cas de prévariquer, ce qui entraînerait sa destitution. »

Les choses en étaient là en 1781, alors que, depuis 1770, la ferme générale avait confié l'achat des eaux-de-vie pour le Hainaut à M. Meschinet de Richemond, non seulement par la confiance qu'il inspirait, mais aussi parce qu'il avait consenti à rembourser à la ferme une somme de 43,500 livres que lui avait fait perdre son ancien acheteur. Dix années de bons services et de zèle avaient à peine payé le prix de cette faveur, lorsqu'en 1781 M. Meschinet de Richemond fut remercié de son attachement à la ferme, qui lui enlevait une situation achetée de ses deniers, pour en charger M. Pascal, directeur des aides. L'intendant de la généralité, saisi de cette question, répondit qu'il ne pouvait rien faire, mais que, s'il était consulté, on pouvait compter sur son empressement à faire valoir les intérêts du commerce.

Sur ces entrefaites, les propriétaires de vignes furent frappés d'un nouveau droit dit : *taille d'exploitation*. Depuis 1664, les droits à l'exportation des vins étaient tellement élevés que l'Aunis n'en expédiait presque plus. Les propriétaires furent réduits à convertir leurs récoltes en eaux-de-vie, et nous avons vu les entraves apportées à

1. Archives de la Chambre de commerce.

ce commerce : la ferme générale devint maîtresse des prix, et les courtiers, au lieu de se maintenir dans les fonctions de simples entremetteurs, se liguerent pour exercer une sorte de monopole en faisant, à leur gré, monter ou baisser le prix de l'eau-de-vie. Ils se firent les dépositaires de ce liquide et les vendeurs comme les acheteurs furent obligés de s'adresser à eux, l'un le vendait à vil prix, l'autre l'achetait très cher. Ce commerce tomba à un tel degré d'avilissement que les maisons qui mettaient leur réputation au-dessus du lucre s'abstinent complètement de ce négoce et refusèrent les demandes de leurs correspondants, dans la crainte de se compromettre¹. C'est l'État qui a tué le commerce de la Rochelle.

On voit combien M. Périer se trompe en disant que le négociant était toujours maître du marché ; il s'étonne bien à tort qu'il n'y ait pas eu à la Rochelle des négociants occupés exclusivement de ce commerce, cherchant à se constituer une marque et une clientèle fidèle.

IX.

Tout le monde sait que la Rochelle, depuis son origine, forma une cité à part, ayant une vie bourgeoise et municipale intense, s'intéressant beaucoup moins aux choses de la terre qu'à celles de la mer, formant une sorte de petite république indépendante, se jugeant de taille, abritée par ses remparts et par les poitrines de ses concitoyens, à traiter de la paix avec les grandes puissances. C'est ainsi que la Rochelle a soutenu de grands sièges et pris une place importante dans l'histoire.

Sans doute, elle a payé de son sang, de ses richesses et de sa grandeur son esprit de résistance religieuse, qui la poussa à tenir tête au despotisme monarchique et religieux de Richelieu ; mais n'y a-t-il pas quelque grandeur dans l'énergie des Rochelais de 1627 ?

Tout le monde sait encore la participation que les Rochelais prirent à la fondation du Canada et de la Louisiane, le soin jaloux qu'ils mirent à faire fructifier le commerce des Antilles et la part immense qu'ils prirent dans les opérations de la traite des nègres à la côte d'Afrique pour fournir des travailleurs aux Antilles. Le pavillon rochelais flottait sur toutes les mers, même dans l'Inde, bien que plus tardivement, et la ville remplissait le monde de son nom, les banquiers rivalisaient avec ceux de Londres, Amsterdam et autres capitales. Quoi de plus glorieux pour tout Rochelais ?

Lorsqu'arriva, en 1789, le moment de la réunion des États géné-

1. Archives de la Chambre de commerce.

raux, aux élections qui eurent lieu, aucun négociant ne fut choisi comme député du tiers état. De ce fait, M. Jean Périer en tire des conclusions contre les négociants. Il faut bien le reconnaître, le choix des députés ne satisfit pas le commerce, uniquement parce que la grande honorabilité des élus ne pouvait suppléer à leur manque de connaissance des intérêts et des besoins de la classe de citoyens qui, par leurs entreprises, contribuaient si puissamment à la prospérité de la ville, de la France et de ses colonies. Il y a lieu de remarquer que le nombre des votants, en ville, était très faible en comparaison de celui des campagnes, presque tous praticiens *dans la dépendance des magistrats auxquels ils ont cherché à faire leur cour*¹.

Voici pourquoi la Rochelle, comme presque toutes les villes de commerce, n'eut pas de députés négociants.

Puis, plus loin, M. Jean Périer dit : *Les paysans, qui avaient plus à se plaindre qu'à se louer des négociants, ne firent que prendre leur revanche en ne votant pas pour les candidats du commerce.* Où a-t-il pu découvrir cette raison et pourquoi n'en indique-t-il pas la source, alors qu'elle est en contradiction avec tous les écrits du temps ? L'histoire des temps passés se raconte et ne s'invente pas.

X.

Il dit encore : *Tandis qu'en Saintonge les protestants étaient inquiétés, tandis qu'on leur enlevait leurs filles pour les mettre dans des couvents, leurs riches coreligionnaires rochelais n'avaient plus guère à souffrir que de quelques tracasseries au sujet du baptême de leurs enfants.*

Qu'il nous soit permis de dire qu'il n'est pas bien renseigné sur ce qui se passa à la Rochelle depuis la révocation de l'édit de Nantes jusqu'en 1787, année où parut un édit rendant aux protestants l'état civil, premier pas vers des concessions plus grandes. Nous ne pouvons pas retracer ici toutes les atrocités qui furent commises à la Rochelle par ordre de certains intendants et nous nous bornerons à dire que, si les persécutions cessèrent à un moment donné, l'évêque en fonctions en 1787 ne voulut pas que ses curés obtempérassent aux prescriptions édictées par l'édit sur l'état civil des protestants : il fallut que l'avocat du roi près le présidial incriminât le mandement de l'évêque à cette occasion comme contraire au respect dû à la loi et au roi et que le parlement le supprimât. Il n'y a donc pas lieu de se récrier sur la liberté accordée aux protestants rochelais, qui attira,

1. Archives de la Chambre de commerce.

dit toujours M. Jean Périer, des familles de la Saintonge, du Poitou, de la Guyenne, etc. Ce n'est véritablement que vers la fin du XVIII^e siècle, vers 1762, qu'on usa d'un peu de tolérance à la Rochelle, et si des familles du dehors vinrent s'y établir, c'est bien antérieurement, attirées non par la tolérance religieuse, mais par le mouvement important des affaires commerciales qui s'y faisaient.

Un peu plus loin, il se récrie *sur le mauvais usage que font les négociants de leur argent gagné dans le commerce : si les enfants ne sont pas protestants, ils achètent des charges de secrétaires du roi ou de judicature, et tous, catholiques et protestants, achètent des terres.*

M. Jean Périer cite cette indication comme communiquée par moi, mais il ne fait pas connaître dans quel sens il faut prendre ces mots. Pour édifier le lecteur, je dois dire que M. Rasteau¹, consulté sur le taux ordinaire de l'argent à la Rochelle et sur ce que l'on peut faire pour le rendre plus abondant dans le commerce, répondit : « En général, les villes commerçantes, particulièrement les villes maritimes, devraient être dans une abondance continue d'argent ; mais, à mesure que les négociants s'enrichissent, ils ne cherchent qu'à réaliser, ils abandonnent peu à peu le commerce, afin, disent-ils, de s'affranchir des difficultés des fermiers généraux, des *hauteurs* qu'exercent les commissaires de la marine et du risque de perdre dans les colonies (s'ils y envoient) par la concurrence des interlopes étrangers et à cause du despotisme que les gouverneurs et intendants s'y arrogent toujours à leur profit, car il est commun d'entendre dire à ces hommes véritablement ennemis de l'État : que n'importe si le commerce perd, dès que ma colonie et mes établissements particuliers sont pourvus du nécessaire et que je fais une fortune rapide et brillante. De ces négociants qui se retirent, les uns, s'ils ne sont pas protestants, achètent des charges de grands secrétaires du roi et de judicature pour eux et leurs enfants, tous achètent des terres, au moyen de quoi les charges et les terres sont montées à des prix exorbitants, le commerce, privé de grosses sommes, languit ou du moins ne s'agrandit point, faute d'un ressort seul propre à le mouvoir²... »

Voilà ce que M. Jean Périer aurait dû expliquer, au lieu de se borner à citer quelques mots de ce mémoire sans son contexte. C'est toujours l'État qui, par son intervention, a nui au commerce, las de toutes les difficultés que lui créait la ferme générale et surtout du commerce interlope qui se faisait aux colonies, favorisé ou, au moins,

1. Négociant important de la Rochelle.

2. Archives particulières de l'auteur.

toléré par les gouverneurs et intendants. On vit, à la Rochelle comme dans bien d'autres ports, des négociants mettre de côté une partie de leur fortune pour parer aux dangers qu'ils pouvaient courir, n'étant pas soutenus par le gouvernement.

XI.

Il prétend aussi que : si la persécution avait fait des Rochelais des commerçants remarquables, elle ne les avait pas modifiés au point de les débarrasser de leur formation communautaire.

D'après lui, ils n'étaient que négociants, incapables de coloniser. Cette assertion prouve bien qu'il n'a pas connaissance des familles rochelaises qui s'attachèrent à défricher le sol de nos colonies des Antilles et du Canada pour le cultiver. Il considère le Rochelais tout juste bon à s'installer aux colonies dans un comptoir, et il lui fait un grief s'il n'y demeure pas sans esprit de retour. Oublie-t-il ou ne veut-il pas comprendre que, aux Antilles, le climat obligeait les Européens à venir de temps à autre respirer l'air natal ? Oublie-t-il qu'au Canada de nombreux Rochelais y ont fait souche et qu'ils y sont encore représentés par un grand nombre de familles qui portent des noms rochelais ?

D'après lui : *Les capitaux acquis dans le commerce servirent surtout à développer une vie mondaine et oisive qui amena à détourner les jeunes gens des affaires commerciales*; puis il ajoute un peu plus loin : *que cette évolution du bourgeois rochelais prouve qu'il ne faut pas attribuer au protestantisme les qualités de dignité et de sérieux que l'on remarque chez un certain nombre de protestants ; qu'exclus des professions brillantes et parasites et obligés de se livrer exclusivement aux professions usuelles, ils ont acquis, par le fait même, l'habitude du travail, de la vie sérieuse et l'esprit pratique. Mais, grâce à leur richesse, lorsque ces familles ne furent plus inquiétées, elles cherchèrent à s'évader des situations commerciales, ayant même que les lois d'exception qui les y avaient emprisonnées fussent abolies ; ce qui amena le commencement de la décadence à la Rochelle.*

La décadence du commerce rochelais a une cause tout autre.

Lorsqu'éclata la guerre de Sept ans, le commerce était très considérable à la Rochelle et peut-être à son apogée. Quand, pour obtenir la paix, le gouvernement consentit à la cession du Canada, les Rochelais s'écrieront : « Plutôt une guerre éternelle, plutôt porter vers la mer toutes les finances, toutes les forces du royaume que de céder jamais le Canada et nos pêches¹. » Les Rochelais voyaient dans la

1. Archives de la Chambre de commerce.

Nouvelle-France un avenir que ne surent jamais comprendre nos gouvernants. En perdant le Canada, ils virent commencer la décadence de leur commerce.

Lors de la révolte des gens de couleur aux Antilles, ce fut encore plus grave, une infinité de maisons de la Rochelle y possédant des établissements considérables. Tout fut pillé, détruit et la vie même des Européens fut menacée ; beaucoup périrent tués et massacrés.

Ce second désastre amena la ruine complète du commerce.

Voilà les causes de l'anéantissement commercial de la Rochelle au XVIII^e siècle.

XII.

Dans son dernier article, M. Périer attribue la ruine des familles rochelaises aux dépenses exagérées auxquelles elles se livrèrent, s'occupant de moins en moins de l'éducation des enfants qui, à partir de 1760, ne vont plus à l'étranger.

En 1760, nous étions en pleine guerre de Sept ans. Les prises faites par les Anglais sur notre marine marchande amenèrent la ruine d'une quantité de familles qui ne pouvaient plus songer envoyer leurs enfants à l'étranger pour se former au commerce. Malgré ces malheurs dus bien plus aux effets de la guerre qu'à des dépenses excessives de plaisir, l'on vit encore le commerce rochelais, après la paix conclue, plein de force et d'énergie.

En 1761, l'ordre des Jésuites fut supprimé en France ; le collège de la Rochelle, qui était en leurs mains, fut réorganisé par la ville à l'aide du clergé séculier, ce qui ne permettait pas encore de leur confier les enfants des protestants ; ils durent s'expatrier quand les ressources de leurs familles le permirent. Les Jésuites avaient cherché à se plier aux besoins des Rochelais en enseignant l'anglais, le hollandais et l'hydrographie, mais la question religieuse dominait toutes les autres. A la longue, cela se modifia, il est vrai, et, grâce aux dispositions prises par la ville, les enfants furent, pour la plupart, confiés aux professeurs du collège.

Quand arriva le moment où les protestants furent admis à toutes les carrières administratives, judiciaires et libérales, le commerce de la Rochelle, si florissant jusque vers 1762, était bien diminué. Il fallut que les jeunes gens se portassent ailleurs, surtout pendant les années terribles de la Révolution. Les circonstances les forcèrent à abandonner le comptoir où leur place était marquée, mais où il n'y avait plus rien à faire.

C'est ainsi que la Rochelle perdit son commerce et ses négociants.

Emile GARNAUT.

CHARLES ENGELBERT OELSNER.

NOTICE BIOGRAPHIQUE

ACCOMPAGNÉE DE FRAGMENTS DE SES MÉMOIRES RELATIFS A L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

(Suite^{1.}.)

LXVII.

Juillet 1791. — Je vous ai mis au courant des détails de la fuite du roi et de son arrestation dans une lettre précédente. Le cri de « Vive la République ! nous ne voulons pas d'un roi parjure ni d'un traître » resta le même après le 25 juin. Mais l'Assemblée nationale, par la sagesse de sa conduite en cette circonstance, en calmant les discordes privées, en s'abouchant à temps avec le club des Jacobins, inspira tant de confiance et gagna si bien l'opinion que l'obéissance la plus illimitée lui était acquise. Elle demanda aux Jacobins de se tenir tranquilles et de se fier aux lumières et au patriotisme de l'Assemblée. En effet, pendant quelques jours, les agitations se calmèrent. Les Jacobins se turent. Seulement cette nuance de respect pour le roi, observée avec soin jusqu'à sa fuite, même par les Jacobins les plus ardents, disparut d'un coup. On donnait dorénavant et ouvertement au roi les noms de coquin, d'imbecile, de traître ; on l'accablait des termes les plus injurieux. Le public parlait de même. Partout on ne semblait attendre que la déposition du roi. Le sort de la royauté même dépendait si bien du caprice de l'Assemblée, la nation était si disposée à se soumettre aux décisions de cet arbitre que l'Assemblée pouvait maintenir ou supprimer le roi et la royauté. Pendant ce temps arrivaient d'innombrables adresses des départements ; mais d'André les jetait au panier ou les passait sous silence. Toutes ces adresses demandaient sinon la proscription des rois en général, du moins celle de Louis XVI. Une adresse de Perpignan débutait en ces termes : « Il ne nous manquait pour être Romains que la haine et la proscription des rois ; nous avons l'une, donnez-nous l'autre. » Les partisans d'une république étaient si sûrs de leur affaire qu'un groupe à la tête duquel nous trouvons Payne, Condorcet et Achille Duchâtelet esquissa un plan d'organisation qui,

1. Voir la *Revue historique*, t. LXIII, p. 72 et 297; LXV, 90; LXVII, 321; LXVIII, 70, et LXIX, 302.

à quelques modifications près, eût été admissible. Ils fondèrent un journal républicain. Comme l'Assemblée avait été dès l'origine accoutumée à recevoir une impulsion plutôt qu'à en donner une, on pouvait croire qu'elle craindrait de contrecarrer l'opinion publique. Il n'en fut rien, et cela pour plusieurs raisons :

1^o L'intrigue a joué un grand rôle. Quelques-uns qui n'avaient pas trouvé leur compte auprès du peuple, n'osant plus se fier au sol mouvant de la popularité, essayaient de renouer avec la cour. Leur influence sur le peuple avait fait son temps. Si on ne croit à la popularité qu'autant qu'on en voit les effets, cependant même une popularité qui décline garde assez de force dans l'esprit de vos adversaires pour qu'on puisse encore l'exploiter. Les Lameth l'avaient compris, et c'est ainsi qu'ils agissaient sur l'Assemblée. Ils connaissaient assez les gens auxquels ils avaient à faire pour effrayer ou flatter chacun selon sa manie. C'est pourquoi Sieyès disait : « Quand ils savent qu'un tel aime à se promener en plein midi, ils lui crient : « Prenez garde, le décret vous prendra le soleil. »

2^o La corruption vint au secours de l'intrigue; on répugne à raconter les histoires révoltantes qui sont autre chose que des calomnies.

3^o Un grand nombre de braves gens s'étaient trouvés mêlés à la Révolution sans savoir comment. Les choses allaient bien et devaient bien aller parce que celui-ci ou celui-là le disait ou le voulait. En votant la suppression de tel ou tel abus, ils ne s'étaient pas figuré à quelles extrémités on pourrait en venir. Maintenant leurs cheveux se dressaient d'horreur en face de l'abîme que leur montraient ceux-là mêmes qui jusqu'alors leur avaient servi d'étoile et de guide, et que Montmorin savait intimider ou qui se prétendaient intimidés. Rabaud de Saint-Étienne, un des partisans les plus zélés du décret contre le roi, honnête homme d'ailleurs, a avoué que, si Montmorin et d'autres ne lui eussent pas montré les puissances étrangères prêtes à envahir la France de toutes parts, il eût voté tout autrement. Combien peu ces hommes connaissaient les véritables conditions du temps!

4^o Beaucoup de membres de l'Assemblée, fatigués des secousses de la Révolution, voulaient échapper à bon compte à la direction des affaires publiques. Que leurs successeurs se tirent d'affaire comme ils pourront.

5^o Lafayette manquait d'initiative et de vigueur intellectuelle.

6^o Toutes les mesures présentaient des difficultés; on ne les a pas toutes exposées dans les discours prononcés à l'Assemblée.

7^o On pouvait dire certaines choses à la décharge du roi. Sa faute était surtout ou paraissait être la faiblesse à laquelle on devait tout ce qui était arrivé de bon depuis la mort de Louis XV. Le mécontentement commençait à faire place à la compassion.

Dès que les sentiments des Comités furent connus, la fermentation s'accentua. Condorcet prononça au Cercle national un discours en faveur de la République. Pétion et Brissot présentèrent au club des

Jacobins la question de savoir ce qu'on ferait du roi. Tous les jours on siégeait, la tribune était toujours occupée ; un grand nombre d'orateurs se déclarait pour la forme républicaine, la suppression de l'hérédité de la monarchie ; tous se déclaraient contre Louis XVI. Le discours de Brissot, tiré à un nombre immense d'exemplaires, répandu dans les départements, n'est pas resté sans effet. Quand l'Assemblée nationale vit la tournure que prenaient les choses, elle crut devoir trancher au plus vite la question avant que la discussion des Jacobins eût le temps de gagner des partisans dans le royaume.

Les Comités usèrent de ruses ; afin d'atteindre leur but, ils choisirent un jour où l'attention du public fut absorbée par quelque autre intérêt et n'eût pas le temps de les circonvenir. Ce fut le 14 juillet ; l'Assemblée nationale envoya des représentants parader au Champ-de-Mars, le père Gérard et d'autres. Tandis que le peuple, distrait là-bas par des fêtes commémoratives, des concerts, des farces religieuses, oubliait les événements du jour, on espérait décider en toute hâte du sort du roi.

Quelques jours auparavant, on avait essayé d'écartier de l'Assemblée les plus violents adversaires du projet. D'André, à la suite de rapports sur les troubles départementaux, exagérés à dessein, proposa d'y envoyer des commissaires de paix choisis au sein de l'Assemblée. Si la motion avait été adoptée, on eût choisi pour cette mission les républicains les plus ardents, Rœderer, Péthion, sous le prétexte flatteur que seuls ils étaient capables, grâce à leur grande popularité, de calmer les esprits. Ils s'en doutèrent, et Buzot s'opposa victorieusement à l'astuce de d'André. Donc, le 14, non seulement les meneurs étaient à leur poste, mais l'Assemblée nationale était elle-même entourée de plus de 4,000 braillards. Ce jour-là on ne décida rien. La lecture du rapport et quelques discours remplirent la journée.

L'après-midi fut consacré à la joie. Les banquets patriotiques, moins nombreux peut-être, avaient un caractère de joie plus sévère que l'année précédente. Alors le visage de la liberté était souriant et rosé, il respirait la confiance et l'amour ; duchesse et couturière, la main dans la main, s'enlaçaient et dansaient des Pyrénées aux Alpes, de la Méditerranée à l'Océan. Jamais dans le monde entier, depuis qu'il existe et que le soleil l'éclaire, une grande nation n'avait donné le spectacle de pareilles saturnales fraternelles. Maintenant des ombres commencent à se glisser dans le tableau. Les physionomies sont plus sombres et l'avenir se voile d'incertitude. Cependant on n'a guère vu en Europe de banquet plus républicain que celui des Jacobins. A chaque bouteille qu'on vidait un potentat tombait du trône, et on en vida beaucoup. Des toasts à la liberté, inspirés par l'esprit qui animait la Société, faisaient s'entrechoquer les verres. Chacun était convaincu que Louis XVI ne devait plus déshonorer le trône, et si quelques-uns étaient pleins d'espoir, Robespierre, lui, était triomphant. Lorsque les membres du club se furent séparés, nous le trouvâmes, B. et moi, seul dans une allée, mais

moins sombre que de coutume. Ni la musique, ni la gaieté, ni la joie exubérante de la jeunesse, ni la douce clarté d'une belle nuit d'été ne l'entraînait dans le tourbillon joyeux; c'était uniquement l'assurance de triompher du trône à quelques jours de là qui enivrait de joie sa noire ambition. Nous en fimes la remarque sous forme de compliment, et il nous répondit : « Ne trouvez-vous pas que la nation marche bien? » Ici, comme ailleurs, il ne voit de la nation que le cercle étroit qu'embrassent ses lunettes.

Le 15, la garde fut doublée autour de l'Assemblée nationale, et, pour lui donner un air aussi populaire que possible, on y avait mêlé des pelotons de forts de la halle. C'était une très bonne idée en effet; leur aspect donnait du courage aux membres timides de l'Assemblée, en leur persuadant qu'ils n'avaient rien à craindre du faubourg Saint-Antoine, du peuple qui argumente à coups de poing et éclaire avec des lanternes. Les meneurs de l'Assemblée parlèrent avec ironie et mépris des pétitions auxquelles leurs auteurs n'avaient su donner une forme assez imposante; on les rejeta sans les lire et cela contribua beaucoup à faire passer le mouvement populaire pour insignifiant; on donna ainsi le change et, grâce au reste de la tactique, on arriva au but. Les Lameth se servirent ici très habilement de leurs talents et de leur connaissance de la nature et du caractère des émeutes. Ils en avaient soulevé un trop grand nombre pour ignorer comment il convient de peser sur elles et pour se laisser décontenancer. Leur diplomatie agissait au dedans et au dehors de l'Assemblée.

Les piliers du Palais-Royal et les carrefours étaient couverts tous les jours d'affiches séditieuses, de pétitions et d'adresses qui ne demandaient rien moins que la loi agraire, c'est-à-dire le partage des biens nationaux entre les citoyens indigents. Je suis convaincu que cela n'était qu'une ruse de la *bande*, afin de rendre suspects les mouvements et les intentions du peuple, et de pouvoir crier : « Voyez, voyez, ô riches, à quoi aboutit le système républicain! » Habiles à se servir d'armes de toute espèce, la cabale s'efforçait de traiter de menées étrangères tout ce qu'on disait contre les Comités.

Le 15, l'Assemblée décida qu'on ne pouvait faire le procès au roi. Dès que cette nouvelle se répandit parmi les groupes du Palais-Royal, il y eut une émeute, mais elle fut loin d'avoir le caractère violent que les émeutes ont d'habitude. On essaya de fermer les théâtres, on réussit à en fermer plusieurs; ailleurs, les émeutiers furent repoussés avec force. Dans le club des Jacobins, on tint conseil sur les mesures à prendre. Laclos, l'auteur des *Liaisons dangereuses*, chevalier de l'ordre de Saint-Louis, autrefois secrétaire de M. d'Orléans, et à ce qu'on dit l'âme de ses entreprises, accusé d'ailleurs par les Jacobins eux-mêmes d'intentions équivoques, avait soulevé et entretenu avec ardeur les discussions sur le sort qui devait être fait au roi.

Dès que le club fut informé du décret, Laclos fit observer : « Bien que ce décret soit diamétralement contraire aux idées de la Société, il

n'y a pas moyen de s'y opposer; il commande le respect et l'obéissance dus à tous les décrets sans exception; toutefois, en décrétant qu'on ne pouvait intenter de procès au roi, l'Assemblée n'avait nullement décidé par là que le roi serait réintégré dans ses fonctions et qu'on ne prendrait pas de nouvelles dispositions au sujet du pouvoir à lui confié; l'Assemblée n'avait ni le pouvoir ni l'autorité nécessaire en pareille matière; il fallait prendre là-dessus l'avis de la nation. » A cet effet, il proposa une adresse, promettant, avec une exaltation dont il était peu coutumier, d'obtenir dix millions de signatures dans l'espace de huit jours. Il faut, disait-il, et en cela son bon sens parut le trahir, inviter les femmes et les enfants à signer cette pétition. A la fin de son discours, on annonça une députation de citoyens du Palais-Royal, forte de 4,000 hommes. Cette nouvelle bien qu'exagérée, comme tous les on dit ici, jeta quelque consternation dans la salle. La Société commençait à se dénier de sa propre fortune, après avoir vu l'habileté du parti dominant. Il n'y avait pas moyen de savoir quelles étaient les intentions de la députation, si elle venait offrir son secours ou si elle venait en ennemie, si enfin elle venait nous chasser du temple? Aussi beaucoup de membres quittèrent-ils la séance. Je restai. La curiosité l'emporta sur la crainte des coups. Il n'y avait plus guère que deux cents membres dans la salle, les bancs étaient vides pour la plupart et il y avait de la place pour les nouveaux arrivants. La députation entra. Elle se montait à environ huit cents hommes et répondait tout à fait à mon attente, car, après tout ce que j'avais vu et observé, je restais convaincu que cette fois le club s'efforçait en vain de lutter avec l'Assemblée. Mais il est impossible de se figurer un mélange d'hommes plus bizarre; des Savoyards, des décrotteurs, de vrais sans-culottes, des mendiants, des gueux, des jeunes gens bien mis, des femmes, des enfants, des invalides, des maçons, des serruriers, des sapeurs et des fonctionnaires publics, tout se heurtait pèle-mêle. L'orateur de la députation parla comme s'il était ivre, mais il n'était ivre que de haine contre le roi; ses compagnons, qui l'applaudissaient fréquemment, se déclarèrent prêts à faire tout ce qu'on leur demanderait.

D'ailleurs assurément la plupart d'entre eux ne savaient pas ce qu'ils voulaient ni où on les conduisait. Ils s'étaient laissé ramasser dans la rue ou ils avaient suivi le flot sans savoir pourquoi. Cela ressortait clairement des réponses de plus de trente d'entre eux à qui j'adressai des questions. Advienne que pourra, pensaient-ils, les révoltes sont faites pour nous, nous n'avons rien à perdre et tout à gagner. Les propositions de l'orateur concordaient tout à fait avec celle de Laclos. Un honnête exalté, ému de cette coïncidence à laquelle il était loin de s'attendre, s'écria, dans une espèce de ravissement: « Voilà le doigt de Dieu, le doigt de la Providence (il ne soupçonnait guère que D. Lanthenas était sans doute la Providence qui avait lancé la députation); nous allons vaincre, nous secouerons le joug de la tyrannie, nous serons libres, nous n'aurons plus de roi. » Laclos profita de ce

moment pour préciser les intentions de la députation et les siennes. Des commissaires furent nommés pour rédiger l'adresse qu'il avait proposée. Brissot, Robespierre, Lanthenas se trouvaient parmi eux et laisserent, je crois, ce soin au premier. Royer, évêque de l'Ain¹, dans un discours dont l'exorde était plus violent que la péroration, invitait ses auditeurs à ménager leurs forces, et, en revanche, il reçut de cordiales et vives accolades.

Le 16, la réunion fut plus nombreuse que jamais. On était dans le feu de l'indignation contre l'Assemblée. En vain quelques députés cherchaient à la calmer. On ne les écoutait pas, on les chassa de la tribune comme on avait repoussé quelques jours auparavant ce vieux chauve bavard, mais courageux, Goupil de Prefelz. Tout à coup on apprend que l'Assemblée a finalement décidé du sort du roi, etc. Décider une affaire de cette importance dans une séance du soir ! La stupeur ne dura d'ailleurs que quelques minutes. Reubel invita encore une fois la réunion à rester en paix et à renoncer à la pétition; mais celle-ci était déjà en circulation et Robespierre empêchait d'ailleurs qu'on écoutât ceux qui ne parlaient pas dans son sens. Dans une violente catilinaire contre l'Assemblée, il dit entre autres choses : « César fut assassiné parce qu'il était inviolable, » et Danton ajouta : « On aurait dû assassiner les scélérats qui osèrent le déclarer tel. »

Là-dessus il y eut une de ces scènes inoubliables, mais qu'on ne saurait décrire. Toute l'assemblée, hommes et femmes, se levèrent et jurèrent de tout mettre en feu, de hasarder la vie plutôt que de jamais reconnaître Louis XVI comme roi. Les orateurs se succédaient, tous étaient poussés par le même esprit et plus d'un parla avec une véritable éloquence, sous l'influence du fanatisme. Je n'oublierai jamais une mulâtre qui, les cheveux en désordre, véritable Euménide, sa laideur rehaussée par la fureur, bondit à la tribune ; je vois encore son visage d'un jaune noirâtre, ses dents d'un blanc d'albâtre qui grinçaient de rage, sa taille débordante de bacchante. Je me détournai de cette silhouette d'un démon infernal, je me lève et me dispose à quitter la salle. Qu'est-ce qui me retient ? Le son d'un organe si pur, si mélodieux, que les fautes de langage passent inaperçues. Elle lance des imprécations et des malédic peace contre les persécuteurs de sa race, et, se prévalant de la résolution de son sexe, elle jura de plonger dans le cœur de Lameth l'épée sacrée que son père lui a léguée. La passion sauvage qui l'animait gagna les autres ; tout le monde autour d'elle grinçait des dents et écumait comme elle ; on ne la laissa pas achever et hommes et femmes, se jetant à son cou, l'embrassaient, l'étouffaient. Je ne voulus pas attendre la fin de cette scène ; il pouvait être environ minuit et demi lorsque je rentrai chez moi. Pendant longtemps le pressentiment d'un malheur imminent m'empêcha de dormir. Je me rou-

1. Oelsner écrit : « Évêque du Lin. » Cf. Aulard, *l. c.*

lais de-ci de-là, et le jour pointait avant que j'eusse réussi à sommeiller.

LXVIII.

Le 17 au matin, vers dix ou onze heures, mon domestique entra et me dit : « Au nom du ciel, n'allez pas au Champ-de-Mars, il y a déjà eu des scènes sanglantes. La foule rassemblée au pied de l'autel de la Patrie a trouvé cachés sous les marches deux hommes, un perruquier et un invalide; prenant dans son excitation leur tonnelet d'eau pour un baril de poudre, rendue soupçonneuse par leurs réponses embarrassées, la foule crut voir en eux des espions de l'aristocratie; elle les jugea; pendant qu'on les conduisait chez le commissaire de section, ils furent assommés en route. »

Depuis plusieurs jours, on savait que le peuple devait se réunir au Champ-de-Mars. Soixante-dix à quatre-vingts personnes, car il ne s'en était guère réuni davantage le matin, consommèrent ce crime, et il n'y avait pas de troupes régulières dans le voisinage pour l'empêcher. Dans l'après-midi, l'affluence fut plus grande. Tandis que l'autel de la Patrie voyait grossir le flot de la foule, venue là pour signer la pétition ou par curiosité, le même groupe de pendards sans doute qui avait commis l'assassinat du matin vient provoquer le maire, le lieutenant général et la garde nationale sur la place de Grève. Quelques heures auparavant, les bataillons avaient reçu l'ordre de se tenir prêts, et la loi martiale fut proclamée. Comme il est impossible de savoir à une extrémité de la ville ce qui se passe à l'autre, la curiosité me poussa vers le faubourg Saint-Germain. Tout à coup je me vois entouré de canons, de gens armés; on voyait des gens bien habillés, mêlés à de la populace, qui filaient le long des murs. Il n'y avait pas lieu de rire. La canaille qui accompagnait à gauche et à droite les gardes nationaux les menaçait de coups de canne et de pistolets en les insultant. J'entendis partir un coup de feu. On dit qu'un chasseur de la garde nationale avait été maltraité, qu'il s'était retourné pour tirer; malheureusement, il atteignit en pleine poitrine une femme qui passait au bras de son amant. C'est ainsi que tombèrent dans les rues plusieurs personnes, victimes de la garde nationale ou d'autres soldats.

Au Champ-de-Mars, où les insurgés outragèrent avec le plus d'audace le maire et la garde nationale, on en vint aux mains. Le maire fit tirer sur les rebelles. Ils furent mis en fuite avec perte.

M. Destournelle, capitaine d'une compagnie de grenadiers, m'a raconté, quelques heures après l'action, ce qui suit; et c'est un homme digne de foi, aussi brave que sensible, qui n'a prêté son bras à l'application de la loi martiale qu'avec une douleur patriotique : « La garde nationale, indignée des insultes qu'on lui faisait subir, exaspérée à l'aspect des cadavres de quelques-uns des siens trouvés sur son chemin, ne put s'empêcher d'user de représailles; c'est ainsi que plusieurs per-

sonnes furent tuées dans la rue. Lafayette fit remettre en liberté celui qui avait attenté à sa vie. » La scène sanglante avait déjà eu lieu quand M. Destournelle arriva avec ses troupes sur la place de la Fédération ; il y trouva quinze à vingt morts et plusieurs blessés. D'après toutes les nouvelles reçues depuis lors, il résulte que le nombre des morts est supérieur au chiffre indiqué par M. Bailly dans son rapport à la municipalité ; en tout il s'élève peut-être à soixante ou soixante-dix, mais c'est un mensonge de Robespierre que de parler de 600 cadavres jetés la nuit dans la Seine. Ce qu'il y a de plus triste dans l'affaire, c'est que la vengeance de la garde nationale s'est trouvée atteindre, non seulement la bande armée, mais ceux qui venaient à l'autel de la Patrie.

La curiosité avait amené le comte prussien *** jusque sur les remblais du Champ-de-Mars ; les balles sifflaient autour de lui, et il doit à son bon génie d'avoir échappé sain et sauf¹.

Même si tous les détails de cette lamentable histoire étaient présents à ma mémoire, je pourrais m'épargner la peine de vous les communiquer, car vous les avez sans doute appris par cent journaux. Ce qui doit vous intéresser certes davantage, ce sont les causes et les conséquences de l'événement ; vous aimerez à savoir dans quelle mesure l'attitude de la municipalité fut légale, toutes choses qui divisent encore fortement l'opinion.

LXIX.

On a essayé de rendre suspecte la résistance que l'Assemblée nationale a rencontrée dans les sociétés populaires, ainsi que l'affluence des pétitionnaires, en disant que des orléanistes ou des agents des puissances étrangères distribuaient de l'argent aux groupes. Pour rendre ces bruits plus vraisemblables et pour donner le change à l'opinion sur les ignominies du 17 juillet, on arrêta M. d'Éphraïm, un agent secret du roi de Prusse² ou de son favori, M. Bischoffswerder, qui n'était point Prussien. Un libraire failli de Hambourg, du nom de Virchaud³, fut arrêté de même. Mais ces artifices grossiers ne trompèrent personne.

Parmi les adversaires des Comités réunis, il y avait, à ce que je crois, des nuances bien diverses. M. de Laclos travaillait sans nul doute pour Monsieur d'Orléans ; d'autres, comme Brissot, Condorcet, Péthion, Lanthenas, pour la Constitution républicaine ; plusieurs, guidés uniquement par leur dépit contre Louis XVI ou, comme Robespierre, par la vengeance, la jalouse ou la haine de tout ce qui ne rampe pas dans la poussière, aspiraient à une organisation inconnue ou à peine ébau-

1. Il s'agit sans doute du célèbre comte Schlabrendorf.

2. Cf., sur Éphraïm, Albert Sorel : *l'Europe et la Révolution française*, t. II, p. 52, 157, 231.

3. Cf., sur Virchaud (Virchaux), Aulard : *la Société des Jacobins*, t. III, p. 160, 230, 291.

chée dans leur cerveau. Tous partaient de ce point de vue que le parjure du roi l'avait perdu dans l'estime de la majorité. Toutefois, ces sentiments de mépris que Louis XVI inspirait à la nation étaient négatifs ; chacun aspirait à la fin de la Révolution ; tout s'effaçait devant le crédit de l'Assemblée nationale ; les idées républicaines n'avaient pas encore pris suffisamment racine ; enfin, l'unité de vues manquait aux pétitionnaires ; c'est pourquoi leur entreprise eût échoué même si les intrigues de leurs adversaires n'eussent contribué à son échec. Mais cela ne faisait pas l'affaire de la coalition.

Sieyès, qui n'a aucun motif pour prendre parti pour les Jacobins, qui l'ont bafoué par inintelligence autant que la noblesse par mauvais vouloir, est convaincu que les scènes du 17 ont été concertées dans une assemblée du Département. D'après lui, c'est la coalition elle-même qui a caché deux malheureux sous l'autel et les a livrés à leurs bourreaux, pour montrer ensuite sous un jour affreux les rassemblements de l'après-midi et autoriser ainsi les mesures les plus violentes. Marat et les matadors des Cordeliers sont, au dire d'un homme sage, à la solde de l'aristocratie. En effet, ces gredins travaillent à supprimer toute autorité, celle même de l'Assemblée, afin de revenir par l'anarchie au despotisme. Ce sont eux qui ont fait attaquer par leurs bandits la garde nationale au Champ-de-Mars, afin de monter celle-ci contre le peuple et de rendre réciproquement la garde nationale odieuse à la foule.

Il demeure étonnant que les quelques bandits sur lesquels on avait mis la main aient été remis en liberté et qu'on ait laissé à Danton, à Marat et à d'autres la liberté de fuir, s'ils le voulaient, en Angleterre.

La coalition, non contente de voir échouer le projet de pétition, désirait en tirer le meilleur parti possible. On avait besoin du drapeau rouge, afin de mêler à la constitution des éléments étrangers à la faveur de sa flamme. Elle voulait étouffer la démocratie au berceau pour poser la première pierre de l'aristocratie de l'avenir.

Elle avait réussi à amener une division parmi les Jacobins. Beaucoup de membres s'étaient retirés, en signant une protestation, et M. Delessart, ministre de l'Intérieur, l'envoyait en hâte par des messagers dans toutes les parties du royaume, pour inviter les sociétés affiliées à s'y rallier. Anéantir la Société des Jacobins ou plutôt s'emparer de son autorité, tel était le but principal de la coalition. On força donc Laclos, qui avait joué un grand rôle dans l'affaire de la pétition et qui depuis quelque temps avait une grande influence sur les Jacobins, à inviter la Société à quitter les locaux qu'elle occupait et à en remettre les clefs aux personnes réunies au couvent des Feuillants, et cela sous peine d'emprisonnement s'il s'y refusait. Cette lâche proposition fut repoussée avec indignation, quoique la Société fût alors très affaiblie. C'est au discours de Kersaint qu'elle dut son courageux refus. Nous étions à peine une centaine dans la salle, la prudence ou la peur avait chassé les autres. Les entrées étaient gardées par des sentinelles ; on annonçait

les satellites de la coalition, que nous nous attendions d'un moment à l'autre à voir entrer pour nous chasser du temple et le fermer.

Si la coalition avait osé tenter ce coup, elle serait peut-être venue à ses fins, elle eût peut-être modifié la constitution dans son sens. Mais elle eut le tort de croire qu'elle en avait fait assez, se persuadant que le club ne se remettrait pas de ce coup. — L'impression dura quelques semaines, les Sociétés affiliées ouvrirent les yeux pour se rapprocher de la Société mère. Aussitôt que celle-ci reprit quelque vigueur, l'autorité du drapeau rouge, dont la coalition s'était servie pour mêler à la constitution des éléments destructeurs, perdit du terrain.

L'avenir montrera si on a bien ou mal fait de refuser énergiquement les avances des Feuillants, qui demandèrent à plusieurs reprises la fusion. D'ailleurs, jamais la Société des Jacobins n'eut meilleur esprit qu'à cette époque, qui suivit de près la défaite. Ni dénonciations, ni calomnies, ni tumulte, mais des investigations uniquement inspirées par l'amour du bien public. Malheureusement, ce louable caractère ne se maintint pas longtemps, et, pour empoisonner le bien qu'elle fait, la Société semble destinée à être menée tantôt par des scélérats, tantôt par des fous. Robespierre, ce méchant insensé, qui s'arroge maintenant l'honneur d'avoir sauvé le club, s'était caché pendant les deux ou trois jours critiques. Peut-être est-ce une bonne fortune qu'il n'ait pas assez de cœur pour jouer le rôle où le pousse la témérité de son esprit. On n'aurait pu l'arrêter sans un décret de l'Assemblée nationale, et, si jamais la coalition eût risqué ce coup, elle aurait vu disparaître sa popularité.

Un chef de parti à la fois habile et courageux eût entraîné ses adversaires à une faute de ce genre, afin de déterminer une crise favorable par le retentissement de l'événement. C'est au moment où on massacrariait ses partisans, où on les trainait en prison, que sa voix aurait dû s'élever avec éloquence. Mais ce lâche se cachait, il n'osa sortir de sa tanière que le troisième jour, laissant ainsi échapper la plus belle occasion de prouver qu'il est un grand homme et non un esprit chimérique, un caractère bilieux et sournois. Un homme de génie eût fondé là sa gloire.

LXXX.

Il y a dans toutes les assemblées beaucoup de gens qui s'épargnent la peine de penser par eux-mêmes et ne savent que suivre les mouvements de leur chef de file. Un brave homme, M. Massenet¹, qui ne semble guère appelé à découvrir au monde des voies nouvelles, m'a avoué qu'il sert lui-même de fanal à une vingtaine de ses collègues, et ceux-ci votent par debout ou assis suivant qu'il se lève ou non. Mais

1. Massenet. Cf. Aulard, *l. c.*, t. III, p. 161.

lui-même se trouvant souvent ne pas savoir ce qu'il faut faire, il s'en rapporte à un certain individu, assis dans un coin de la salle, et, comme ce dernier a peut-être lui-même son chef de file, il peut arriver des cas où dix personnes à peine de la majorité savent pourquoi elles ont voté pour tel ou tel décret. C'est ce qu'on appelle des *apuants de la culotte*. C'est en effet tout ce dont ils usent au service de la patrie. Il serait néanmoins injuste de mettre dans cette classe tous ceux qui ne montent pas à la tribune. Il y en a beaucoup à qui la nature n'a pas donné des poumons dont la vigueur soit à la hauteur de leur intelligence. Condamnés à se taire dans la salle des séances de l'Assemblée, ils n'en sont que plus actifs dans les Comités dont ils sont l'âme. Je ne saurais passer sous silence M. Merlin, à qui incombaît le travail considérable d'étudier les droits féodaux et qui en est venu à bout. L'accusation d'avoir coté trop haut le rachat des droits féodaux, de les avoir mis à un prix trop favorable aux propriétaires, ne l'atteint pas, mais plutôt son collègue Tronchet, grand propriétaire de ces droits et qui s'est laissé aller à se traiter avec douceur.

Alfred STERN.

(*Sera continué.*)

BULLETIN HISTORIQUE

FRANCE.

NÉCROLOGIE. — La mort de Paul FABRE sera douloureusement ressentie, non seulement par ceux qui ont eu le privilège d'être les amis ou les élèves de cet homme si noble et si bon, de ce professeur si persuasif et si dévoué, mais de tous ceux qui s'intéressent aux études historiques. Bien qu'il n'eût pas encore atteint sa quarantième année quand il nous a été enlevé, et qu'il eût été entravé dans ses travaux par de cruelles épreuves et par la maladie, il aura marqué sa place parmi les médiévistes et fait faire un pas décisif à nos connaissances sur un point capital de l'histoire de l'Église. Quand il fut envoyé à l'École française de Rome, au sortir de l'École normale, en 1882, il prit pour objet principal de ses études le *Liber censuum* du Camérier Cencius. Ce registre des cens de l'Église romaine, dressé au XII^e siècle et complété pendant le XIII^e, n'avait jamais été encore l'objet ni d'une édition critique ni d'un examen approfondi. Cette aride énumération de noms et de chiffres méritait pourtant d'être étudiée et commentée de près, car elle nous fournit les cadres complets de la domination temporelle du Saint-Siège au temps de sa plus grande puissance, de ses possessions, des évêchés et abbayes qui relevaient directement de lui, des royaumes qu'il considérait comme vassaux de saint Pierre. Commenter le *Liber censuum*, c'est faire l'histoire de la domination pontificale, et décrire à un point de vue spécial tout l'organisme ecclésiastique au temps d'Innocent III, de Grégoire IX et d'Innocent IV. C'est à cette tâche ardue, mais au plus haut degré attrayante pour un historien capable, non seulement de scruter les faits et les textes, mais aussi d'en saisir la portée et les relations, que se voua Paul Fabre. Il consacra sa thèse française à une étude sur le *Liber censuum*, sa thèse latine aux patrimoines de l'Église romaine jusqu'à l'époque carolingienne; et il entreprit la publication du *Liber censuum*, accompagné d'un commentaire explicatif très abondant, mais nullement prolix. Il n'a pu en faire paraître que le premier fascicule, consacré à l'Italie, mais le second fascicule, qui comprendra l'Empire et ses annexes, Pologne,

Hongrie, Bohême, et une partie de la France, est prêt à être imprimé. L'Angleterre, l'Espagne, l'Orient demanderont encore beaucoup de travail, mais Fabre aura fourni à ceux qui achèveront son œuvre la méthode et le modèle. Dans ses thèses, il avait mis en lumière les résultats de ses recherches sur l'administration financière du Saint-Siège et ses relations avec les puissances ecclésiastiques et laïques. Il a ainsi élucidé tout un côté de l'histoire religieuse et politique du moyen âge. On ne touchera plus à ce sujet sans prendre ses recherches comme point de départ et comme base assurée. Indépendamment d'un certain nombre de dissertations particulières, mais se rattachant à son *Liber censum*, parues dans les *Mélanges de l'École française de Rome* ou dans les *Annales de la Faculté des lettres de Lille*, Paul Fabre avait encore choisi un autre sujet de recherches personnelles, l'histoire de la Vaticane et du rôle des papes comme humanistes et protecteurs des lettres. Il collabora avec M. Müntz pour un volume sur la Vaticane au XVI^e siècle, et il donna une très belle étude sur le rôle intellectuel de la papauté et sur l'histoire de la bibliothèque des papes dans le grand ouvrage qu'il publia sur *le Vatican*, en 1895, en collaboration avec MM. Goyau et Pératé.

M. Fabre était un fils respectueux et fidèle de l'Église; mais sa foi profonde et son obéissance à l'autorité religieuse n'altéraient en rien l'indépendance de son jugement scientifique ni la droiture de sa conscience. On le vit bien dans les douloureux événements de ces derniers mois, où, en dépit de la campagne acharnée faite contre la révision du procès Dreyfus par tous les organes du clergé, il fut résolument de ceux qui réclamaient lumière et justice. Aussi avait-il su inspirer à tous ses collègues, comme à tous ses élèves, quelles que fussent leurs opinions politiques ou religieuses, une sympathie d'âme qui doublait l'ascendant que lui donnait sa supériorité intellectuelle. A l'Université de Lille, où il enseigna l'histoire ancienne et l'histoire du moyen âge à son retour de Rome, il avait acquis très vite une grande autorité. Sa sincérité, son ardeur, son scrupule à ramener tout son enseignement à l'examen direct des textes, rappelaient les qualités et la méthode de Fustel de Coulanges. Son mariage avec la fille de son ancien professeur et directeur avait encore resserré les liens de filiale admiration qui l'unissaient à ce maître illustre, mais ici encore, en présence de cette haute autorité, Fabre savait concilier toute la liberté de son esprit avec sa déférence et son admiration. Quand un coup cruel et imprévu, en lui arrachant la plus chère de ses affections, ébranla gravement sa santé, il retourna pendant quelque temps à Rome, où il retrouva, dans le milieu labo-

rieux du palais Farnèse, grâce au travail et à l'amitié réconfortante du directeur et des jeunes membres de l'École française, sinon l'entrain des jours de bonheur, du moins la sérénité et la force. Au moment où il revenait de Rome, en été 1897, une suppléance partielle pour l'enseignement de l'histoire du moyen âge s'offrait à l'École normale. Paul Fabre accepta avec joie de se charger de deux de mes conférences pendant l'hiver 1897-1898, et il conserva une de ces conférences jusqu'à la fin de 1898. Il apporta une véritable ferveur à son enseignement, qui porta successivement sur l'époque franque, sur l'histoire de l'Église au XI^e et au XII^e siècle et sur les *Gesta Innocentii III*. Il exerça une action puissante sur ses élèves par sa parole sincère et vivante qui ne leur imposait pas didactiquement des opinions, mais soumettait les textes à leur libre examen en se contentant de les analyser et de les commenter. En même temps, le choix de l'Institut appelait Fabre au poste envié de bibliothécaire. Il semblait que ces fonctions allaient lui laisser les studieux loisirs nécessaires pour l'achèvement de son grand travail. La mort l'a brusquement enlevé à notre affection et à ses nobles tâches. Quelque irréparable que soit ce coup funeste, Fabre ne meurt pas tout entier. Il a apporté à la science des acquisitions durables et auxquelles son nom restera attaché. Son enseignement aura laissé des germes féconds dans les jeunes esprits qui ont eu le privilège d'entendre ses leçons; et nous tous, qui l'avons connu et aimé, nous aurons retiré un bénéfice intellectuel et moral à vivre dans l'intimité de ce savant si modeste et si consciencieux, si perspicace et si laborieux, d'un désintéressement, d'une droiture et d'une pureté d'âme si exceptionnels.

G. MONOD.

ÉPOQUE MODERNE ET CONTEMPORAINE.

PUBLICATIONS NOUVELLES. — Le magnifique ouvrage de M. Müntz sur *Léonard de Vinci* (Hachette) n'est pas susceptible d'une analyse dans notre *Revue*. Pour la biographie même de Léonard, M. Müntz n'avait pas de faits nouveaux à découvrir. Mais il a réuni, avec une érudition qui ne laisse rien échapper, tout ce que l'on peut savoir sur la vie de Léonard à Florence, à Milan, à Rome, en France, sur ses relations avec Verrocchio, dont il fut l'élève, mais un élève qui bientôt enseigna son maître, avec Ludovic le More, avec Isabelle d'Este, avec César Borgia, avec Louis XIII, avec Léon X, avec François I^r. Il a analysé, autant que cela est possible, le caractère de cet artiste extraordinaire, de ce savant génial, de ce penseur si original, qu'on serait tenté de définir, si on ne craignait de le rabaisser, le

plus grand des dilettantes, et qui laisse l'impression extraordinaire d'un génie supérieur à ses œuvres. M. Müntz n'a pas tenté de dissiper ce qui reste de mystérieux dans la vie et le caractère de Léonard. Ce mystère ajoute à l'attrait qu'il inspire, comme le mystère qui flotte autour du sourire de Monna Lisa. — Ce qui fait le mérite capital du livre de M. Müntz, c'est qu'il contient l'analyse critique la plus complète et la plus judicieuse de l'œuvre tout entière de Léonard, même de ses travaux scientifiques. Mais c'est l'œuvre du peintre, du sculpteur, du dessinateur dont M. Müntz s'est occupé naturellement avec le plus de détail et de compétence. On peut dire que désormais tous les problèmes que soulève cette œuvre sont ou élucidés ou posés avec toute la précision dont ils sont susceptibles. — Dans l'excellent inventaire de l'œuvre de Léonard qui termine le volume on remarquera le catalogue publié pour la première fois de l'incomparable collection de dessins de Léonard conservée au château de Windsor. L'illustration du volume en fait un véritable musée léonardesque. Elle est d'une exécution remarquable, sinon de tous points irréprochable. Les reproductions de dessins sont excellentes, et M. Müntz a eu soin de nous donner une foule de croquis qui éclairent vivement l'histoire des œuvres de Vinci.

M. R. REUSS a complété son magistral ouvrage sur *l'Alsace au XVII^e siècle* (Bouillon)¹, par un second volume consacré à la société, aux lettres et à la situation religieuse. Si ce second volume n'a pas pour l'histoire générale une importance égale au premier, il excitera peut-être, chez les lecteurs, un intérêt plus vif encore. On y verra les mœurs simples, et même à quelques égards grossières, mais remarquablement honnêtes, de l'ancienne Alsace, les ravages causés par la superstition et les procès de sorcellerie, la remarquable organisation de l'assistance publique. Le livre VII, sur la littérature alsacienne, les beaux-arts, l'instruction publique en Alsace nous offre un tableau dont les éléments épars se retrouvent en partie dans diverses publications, mais qui n'avaient jamais été réunis, pas plus pour l'Université luthérienne de Strasbourg que pour l'Académie catholique de Molsheim; même sur le gymnase de Strasbourg, M. Reuss apporte bien des détails nouveaux; mais il en donne plus encore sur les établissements catholiques d'enseignement secondaire et sur l'enseignement primaire. Le chapitre beaux-arts, que M. Reuss regrette de n'avoir pu faire plus complet, nous donne un cadre excellent et fixe les principaux points d'une

1. Le second volume de M. Reuss porte par erreur la date de 1898. Il n'a paru en réalité qu'en janvier 1899.

étude qui n'avait jusqu'ici jamais été tentée. Le dernier livre, sur la situation religieuse, est particulièrement captivant. On y assiste à la lutte violente que se livrèrent en Alsace les deux confessions à la veille de la conquête française et à la persécution à la fois systématique, violente et pourtant hypocrite que Louis XIV dirigea contre les luthériens d'Alsace. Cette hypocrisie des persécuteurs a duré jusqu'à nos jours, où les écrivains catholiques ont cherché à faire croire que la tolérance religieuse était restée complète en Alsace même après la révocation de l'Édit de Nantes. C'est une légende qui, désormais, ne pourra plus être répétée de bonne foi. Nous n'insistons pas davantage aujourd'hui sur ce beau livre, véritable monument élevé à l'Alsace française. Notre collaborateur M. Pfister y revient dans un compte-rendu spécial.

L'ouvrage de M. LACOUR-GAYET sur *l'Éducation politique de Louis XIV* (Hachette) se compose de deux parties, presque de deux livres. La première traite de l'éducation de Louis XIV proprement dite, et surtout de l'instruction qu'il a reçue, car tout un côté de l'éducation de Louis XIV, celle que lui ont donnée les courtisans et les femmes, est à peine effleuré; la seconde partie est une analyse excellente des théories sur le pouvoir royal et sur le droit divin des rois qui s'étaient formées au XVII^e siècle et dont Louis XIV a été imbu de bonne heure. Cette seconde partie pourrait paraître disproportionnée et former comme un hors-d'œuvre si l'on ne savait que le présent volume doit être suivi d'un second consacré aux idées politiques de Louis XIV. Or, ces idées sont la résultante de son éducation et du milieu intellectuel où il s'est développé. La première partie est la plus originale et épouse un sujet qui n'a été qu'effleuré, avec un assez bon nombre d'inexactitudes, par M. Druon, dans son ouvrage sur *l'Éducation des princes dans la maison de Bourbon*. On a dit depuis longtemps que Louis XIV avait été peu et mal instruit. M. Lacour-Gayet confirme au fond cette opinion, mais en la rameenant à sa juste mesure et en expliquant en quoi l'éducation de Louis XIV fut défectueuse. Elle ne fut pas négligée de parti pris comme on l'a dit. Il a eu des précepteurs qui, sans être des hommes supérieurs, n'étaient pas sans valeur, Péréfixe et La Mothe-le-Vayer; il avait un gouverneur, l'incapable courtisan Villeroi. On écrit pour son éducation une foule de livres que M. Lacour-Gayet nous fait tous connaître. Ils sont, il est vrai, fort médiocres pour la plupart. Louis XIV fit un peu de latin; il lisait, mais peu; ses leçons, qu'on lui donnait au lit, le matin, ne paraissent pas avoir vivement attaché son esprit ni exercé sur lui grande influence. Son valet de chambre, La Porte, paraît avoir eu plus d'action sur lui que ses

maitres. Mais Mazarin, qui était surintendant de l'éducation de Louis XIV, et sa mère Anne d'Autriche, pensaient que ce n'était pas par les livres que l'on apprenait le métier de roi. Anne s'occupa beaucoup de son fils, mais son influence ne fut guère heureuse; elle s'exerça dans le sens de la dévotion la plus étroite, à l'espagnole, et travailla à exalter en lui la passion du pouvoir absolu. Mazarin, lui aussi, le nourrit de l'idée qu'il devait concentrer tout le pouvoir dans ses mains et n'avoir point de premier ministre; mais, du moins, il s'appliqua sérieusement à lui apprendre le métier de roi, en l'initiant à la pratique des affaires. On s'attacha à faire profiter Louis XIV des leçons de l'histoire, et, si on négligea de lui apprendre la piété filiale envers Louis XIII, on lui proposa pour modèle Henri IV, qui avait eu le mérite de ne pas se remettre aux mains d'un Richelieu. Le chapitre intitulé : *les Leçons de l'histoire*, est un des meilleurs morceaux de ce livre; il nous fait admirablement comprendre comment Louis XIV, au sortir des mains de Mazarin, se trouva être le despote dissimulé et maître de lui qui affirma sa royauté en sacrifiant Fouquet.

Les Eglises réformées de France ont célébré les 31 mai, 1^{er} et 2 juin 1898 le troisième centenaire de l'Édit de Nantes. La maison Berger-Levrault vient de faire paraître en un volume, illustré de vues très intéressantes et de reproductions de gravures anciennes, le compte-rendu de ces fêtes. Ce volume a une réelle valeur historique et plusieurs des travaux lus à cette assemblée de plus de trois cents membres renferment des recherches originales et des documents inédits. M. Paul DE FÉLICE a analysé avec une grande précision les moyens, véritablement jésuitiques, par lesquels les catholiques ont violé l'Édit immédiatement après sa publication. Nous n'en citerons qu'un exemple. L'article 29 interdisait de faire aucun scandale aux enterrements des réformés. L'Édit voulait les protéger contre les attaques des catholiques. On ne l'entendit pas ainsi. On déclara que l'Édit avait voulu interdire aux protestants de faire du scandale, et qu'il y avait scandale à suivre les enterrements au nombre de plus de dix ou de trente, suivant le cas. M. GAUFRÈS a donné un tableau très vivant de l'enseignement protestant sous l'Édit de Nantes et M. DAVAINNE a retracé ce que fut Saumur, la capitale intellectuelle du protestantisme, sous le gouvernement de Duplessis-Mornay. M. WEISS a montré quelles résistances rencontra l'Édit de Nantes jusqu'au dernier jour et comment le cardinal d'Os-sat le présenta au pape comme une mesure provisoire destinée à jouer les protestants. M. Weiss a cité de curieux passages du cahier inédit de l'assemblée tenue par le clergé de France dans l'hiver 1695-1696, et une pièce non moins curieuse sur la suppression du culte à

Sucé en 1682. Les notices de MM. Montagne, sur les églises du Mans et de Laval, Audra, sur l'église d'Angers, Dartigue, sur l'église de Nantes, sont aussi d'excellents morceaux d'histoire. On ne pouvait célébrer plus dignement un édit qui a mis la France, pendant près d'un siècle, à la tête des nations civilisées, et dont la révocation a entraîné pour elle des conséquences désastreuses dont les effets se font encore sentir aujourd'hui.

M. Ch. BRÉARD ne s'est pas trompé en pensant que les historiens accueilleront avec gratitude la *Correspondance inédite du général-major de Martange, aide de camp du prince Xavier de Saxe, lieutenant général des armées, 1756-1782* (Picard). Le personnage lui-même est curieux ; il ne manque pas d'esprit et de talent d'observation, et ce type de séminariste, professeur en Sorbonne, devenu militaire, aide de camp de Xavier de Saxe, diplomate, à demi aventurier, favori de la dauphine, puis de la Du Barry et avec cela mari dévoué et tendre père, comme le prouve son assidue correspondance avec M^{me} de Martange, n'est véritablement pas banal. Ses lettres à Xavier de Saxe, quand il est en Allemagne, sont de vrais mémoires militaires et politiques ; il a retenu Xavier dans l'alliance française ; il fait un projet de descente en Angleterre, il rédige des plans de campagne pour les armées russes, et il s'occupe avec ardeur de préparer la candidature de Xavier au trône de Pologne. — Plus tard, il passe au parti de l'alliance prussienne, et, quand il est en France et écrit de là au prince Xavier, sa correspondance est une gazette de la cour très amusante et bien renseignée. On y voit au vif l'hostilité des Choiseul avec le dauphin qui allait jusqu'à craindre d'être empoisonné par eux. La vieillesse de Martange a été attristée par des embarras d'argent qui l'ont forcé à se retirer à Honfleur avec sa famille. — C'est principalement à Honfleur et aux archives de l'Aube que M. Bréard a recueilli cette très attachante correspondance.

La législation civile et les théories sociales à l'époque révolutionnaire ont été l'objet de travaux très intéressants et qui soulèvent des questions importantes. M. ESPINAS a publié, sous le titre : *la Philosophie sociale du XVIII^e siècle et la Révolution* (Alcan), un certain nombre de ses leçons de la Sorbonne dans lesquelles il traite plus brièvement le sujet qui a été exposé en détail par M. A. LICHTENBERGER, dans ses deux volumes sur *le Socialisme au XVIII^e siècle* et sur *le Socialisme et la Révolution française* (Alcan). Seulement, tandis que M. Lichtenberger considère les théories sociales du XVIII^e siècle et des révolutionnaires comme profondément différentes (sauf chez quelques utopistes et chez Babeuf) de celles des socialistes du XIX^e siècle, M. Espinas prétend retrouver chez les théori-

ciens du XVIII^e siècle, même chez Montesquieu, le fond même du socialisme contemporain. A première vue, M. Espinas semble bien avoir raison. Il n'a pas de peine à montrer que les théoriciens sociaux du XVII^e siècle et Montesquieu en tête croient utile de s'opposer, par des lois, à la disproportion excessive des fortunes, au devoir pour l'État de veiller à la subsistance de tous les citoyens et, dans une certaine mesure, à leur bonheur; et il n'est pas douteux que ces idées se retrouvent au fond de toutes les conceptions socialistes. Il n'a pas de peine à montrer non plus que les révolutionnaires ont affirmé le droit de l'État de disposer à son gré des propriétés, de faire des lois sur les successions qui rendent impossible l'accumulation des richesses, et ont considéré les propriétaires et les rentiers comme des ennemis qu'on pouvait dépouiller sans scrupules, qu'ils ont dit et fait ce que disent et voudraient faire les socialistes révolutionnaires d'aujourd'hui. Tout cela est vrai et cependant je crois que si l'on veut serrer la question de près on trouvera, ou bien que M. A. Lichtenberger a raison, ou que son désaccord avec M. Espinas repose sur un malentendu. M. Lichtenberger ne nie pas du tout que les théoriciens du XVII^e siècle et les hommes de 89 et de 93 aient eu sur les droits de l'État, sur les droits de l'homme à la subsistance, au travail et au bonheur, des idées qui se retrouvent chez les socialistes d'aujourd'hui. Il nie encore moins que les révolutionnaires aient commis des actes de spoliation, aient pris des mesures contre les riches, aient lancé des déclamations sur l'égalité des hommes que les socialistes révolutionnaires seraient prêts à imiter. Mais il réserve le nom de *socialisme* aux théories d'après lesquelles, la propriété individuelle étant totalement supprimée, c'est la collectivité qui assigne à chacun sa part de travail et de bonheur. Or, jamais les théoriciens du XVII^e siècle, pas plus Rousseau que Montesquieu, ni les révolutionnaires, pas plus Robespierre que Mirabeau, n'ont prétendu modifier les bases de l'organisation sociale. Ils ont considéré, il est vrai, le droit de propriété comme un droit social et non comme un droit individuel; ils ont accordé à l'État des droits presque illimités en matière de propriété, de succession, etc.; ils ont commis au nom de leurs passions ou de l'intérêt public des actes attentatoires à la liberté individuelle, mais ni cet étatisme ni ces violences révolutionnaires ni les déclamations sentimentales sur la bonté naturelle de l'homme et sur les droits au bonheur ne doivent être confondus avec le socialisme spécifique. L'Ancien Régime a bien cru que le roi était le maître souverain des biens et de la vie des sujets. Était-il un État socialiste? Les Anglais croient que le Parlement peut porter atteinte au droit d'ainesse, à la pro-

priété ecclésiastique, à tous les droits de propriété, s'il le juge nécessaire. L'Angleterre est-elle pour cela un État socialiste ? Il est très vrai que les théories et les sentiments des hommes du XVIII^e siècle peuvent conduire par voie de conséquence au socialisme intégral et qu'ils ont provoqué une foule de mesures où l'intérêt individuel est sacrifié à l'intérêt général, et que les socialistes approuvent. Mais à ce compte, qui d'entre nous, du moment où il croit au devoir de la société de veiller à la sécurité et au bonheur de ses membres, n'est pas socialiste ? On sent, dans le livre de M. Espinas, une naïve horreur du socialisme, même au sens le plus noble et le plus large du mot, qui le rend sévère jusqu'à l'injustice pour les rêves des penseurs qui ont voulu faire de la loi l'expression de la solidarité humaine.

Si l'on veutachever de ramener à ses justes termes la controverse entre MM. Espinas et Lichtenberger, il faut lire l'admirable et profond travail de M. SAGNAC sur la *Législation civile de la Révolution française* (Hachette). Il a laissé de côté les déclamations ou les mesures de circonstance pour ne s'occuper que des lois qui touchent aux principes essentiels de la législation et de la société. Il a commencé par établir bien nettement les vicissitudes par lesquelles passa le Code civil depuis le jour où apparut la nécessité de l'unité législative jusqu'au jour où il fut définitivement voté, le 21 mars 1804. Quelle que soit la part qui revient à Napoléon dans son achèvement, tous les principes de la législation nouvelle furent élaborés dans le projet présenté par Cambacérès le 9 août 1792, et dans les projets du 9 septembre 1794, du 14 juin 1796 et du 24 décembre 1799. L'honneur d'avoir jeté les bases de notre législation civile revient au Comité de législation de la Convention, présidé par Cambacérès. L'œuvre du Directoire et du Consulat a été, à bien des égards, une réaction regrettable contre celle de la Révolution bien que celle-ci fût critiquable sur certains points. Le livre I traite de la propriété. On y trouvera un exposé d'une irréprochable clarté et d'une impartialité complète sur la suppression des droits féodaux et sur la série de mesures maladroites qui finirent par amener leur destruction sans rachat ni indemnité ; on y trouvera aussi un résumé très précis de la question des biens nationaux. Ennemie décidée de toutes les formes de la propriété collective ou corporative, la Révolution a multiplié la propriété individuelle et a étendu le droit de propriété, mais elle a considéré la propriété comme une création sociale et a admis très largement le droit de l'État à la régler. Elle a procédé du droit coutumier, non du droit romain. Elle a restreint le droit de chasse dans l'intérêt général ; elle a établi le principe de l'expropriation pour

cause d'utilité publique. Il y a eu des vicissitudes d'ailleurs dans son point de vue; elle s'est successivement montrée individualiste, puis étatiste, puis est revenue à un étatisme modéré et enfin à l'individualisme. Dans les lois successorales elle a supprimé presque absolument le droit de tester pour diviser les fortunes à l'infini entre les héritiers naturels en ligne descendante ou collatérale. Plus tard, sous le Consulat, le droit de tester est rétabli, sauf en cas de présence d'héritiers directs ou d'ascendants immédias. Rien dans tout cela n'est, à vrai dire, du socialisme. Au livre II, M. Sagnac étudie les personnes et la famille et les efforts révolutionnaires pour supprimer toutes les inégalités, soit entre les religions, soit entre les sexes : la sécularisation de l'état civil, l'établissement du divorce rendu aussi facile que possible, l'égalité de droits accordée aux enfants naturels, la suppression de l'autorité paternelle et l'égalité des époux. Sur presque tous ces points, la législation du Consulat fit œuvre de réaction en rétablissant l'autorité paternelle, en ramenant à une condition subordonnée les femmes et les enfants naturels, en mettant des obstacles au divorce. Il y eut deux moments dans cette réaction contre les principes de la Révolution puisés dans le droit coutumier modifié par la philosophie du XVIII^e siècle, une réaction modérée de 1795 à 1800 et une réaction profonde de 1800 à 1804. M. Sagnac pense que l'on reviendra, sur certains points, aux lois de la Révolution. On y est même déjà revenu. Le livre de M. Sagnac est un véritable monument élevé à nos assemblées révolutionnaires. Il a fallu des esprits singulièrement éclairés, instruits et forts pour avoir pu, dans ces temps aussi troublés et pendant des délais aussi courts, refondre toute notre législation, supprimer tous les vestiges du moyen âge et constituer un ensemble de principes juridiques et de lois aussi remarquable par leur cohérence, leur logique et, à quelques exceptions près, leur sagesse¹.

Une des plus lamentables suppressions de propriétés corporatives, faites par la Révolution, a été celle des biens des hôpitaux et hospices. M. L. LALLEMAND, dans son livre *la Révolution et les pauvres* (Picard), a étudié, sur les pièces originales, la douloureuse histoire de la destruction, par les assemblées révolutionnaires, de toutes les institutions hospitalières de l'ancienne France, institutions imparfaites et insuffisantes, mais en pleine réorganisation sous Louis XVI,

1. La thèse latine de M. Sagnac traite de l'extension des droits seigneuriaux sous Louis XVI : *Quomodo jura dominii aucta fuerunt regnante Ludovico sexto decimo.*

et des efforts incohérents et impuissants qui furent faits pour constituer un système rationnel d'assistance publique. Le livre de M. Lallemand ne contient pas seulement une étude historique, très solide, de la législation révolutionnaire en matière d'assistance et de ses conséquences au point de vue du personnel, de la fortune des pauvres, de la situation des assistés et de la distribution des secours; il est aussi un plaidoyer indirect contre l'assistance publique et en faveur de l'assistance libre. Il s'imagine que les partisans de l'assistance publique rêvent de supprimer toutes les œuvres libres de charité et d'assistance. Il y a là une exagération évidente et les deux formes de l'assistance nous paraissent indispensables. M. Lallemand n'a peut-être pas suffisamment rendu justice aux conceptions des révolutionnaires, qui, ici comme en matière d'instruction et en mille autres choses, ont eu des vues fécondes, qu'ils n'ont pas pu ou su appliquer, mais qui ont porté plus tard leurs fruits.

M. F. MASSON continue son implacable enquête sur la famille Bonaparte. *Joséphine de Beauharnais* (Ollendorff)¹ lui a fourni, jusqu'à son mariage avec Bonaparte, la matière d'un volume très amusant et très instructif. La psychologie de M. Masson nous surprend toujours un peu; c'est une psychologie un peu sommaire, qui parle de la *distinction* de cœur de la maîtresse de Barras et de M. Charles, qui voit dans la coquetterie et le mensonge les conditions mêmes de la nature féminine, et qui, à la fin d'un brillant portrait de Joséphine où elle nous apparaît surtout comme une *bonne fille*, la déclare le type même de la *dame*. Néanmoins M. Masson a admirablement décrit cet être tout de grâce et de volupté, sans méchanceté comme sans vertu, qui a été par excellence un produit des *Iles*. Il n'a pas moins bien peint son mari, Alexandre de Beauharnais, ce viveur pédagogue, cet aristocrate jacobin, déplorable général autant que déplorable mari, qui ne mérite de sympathie que pour avoir péri victime, non de ses fautes militaires, mais de son imaginaire participation à l'imaginaire conspiration des prisons. A côté des parents de Joséphine, du père d'Alexandre de Beauharnais, le gouverneur de la Martinique, M. Masson a mis en pleine lumière la figure de M^e Renaudin, une tante de Joséphine, qui avait usurpé dans la maison du gouverneur de la Martinique la première place, qui fut l'artisane du mariage d'Alexandre de Beauharnais, et qui, dans l'isolement où il laissa la jeune femme, devint sa chaperonne et fit sa

1. M. Masson a publié aussi un volume sur *Joséphine impératrice* qui n'est point parvenu à la *Revue*.

première éducation mondaine. Éducation très insuffisante d'ailleurs, et M. Masson a très finement indiqué que Joséphine fit sa vraie éducation mondaine dans l'abbaye de Penthémont, où elle dut se retirer pendant que se poursuivait l'instance en divorce ouverte contre elle par son mari, et l'acheva dans la prison des Carmes, où elle fut enfermée du 24 avril au 6 août 1794 et où elle se trouva au milieu de la plus aristocratique société. Remise en liberté, sans ressources, elle prend tout à coup un rôle éclatant dans le monde du Directoire par la faveur de Barras jusqu'au jour où l'amour subit et brûlant du jeune vainqueur de Vendémiaire décida de sa destinée. M. Masson a bien démêlé et laissé voir le mélange très curieux de calcul et d'entraînement qui des deux côtés fit cette union. Pour Joséphine, déjà mûre à trente-deux ans, c'était une fortune inespérée de rentrer dans les cadres d'une vie régulière, comme la femme d'un jeune général dont quelques-uns prévoyaient déjà le brillant avenir; pour Bonaparte, ce jeune sauvage corse, en devenant le maître de l'hôtel de la rue Chantereine et le mari de M^{me} de Beauharnais, il subissait le prestige du monde d'élégance et d'aristocratie où vivait Joséphine; mais en même temps tous deux furent certainement attirés l'un vers l'autre par un mutuel attrait. M. Masson proteste avec raison contre l'idéalisierung de la figure de Joséphine à laquelle ont travaillé les ennemis de Napoléon et les amis de la reine Hortense. Je suis assez de son avis quand il pense que sa Joséphine, frivole, paresseuse, sensuelle, avide d'argent et gaspilleuse, mais foncièrement bonne, inspire plus de sympathie que la fausse Joséphine de la légende.

M. A. BABEU avait en 1884 publié un très agréable volume intitulé : *les Voyageurs en France de la Renaissance à la Révolution*. Il lui donne aujourd'hui une suite en traduisant les impressions de voyages de sir John Carr en 1802 et en les faisant précéder d'une introduction fort amusante sur *les Anglais en France après la paix d'Amiens*. Ils s'y précipitèrent en effet en foule, et les récits de voyages en France abondent dans la littérature anglaise de cette époque. M. Babeau nous en donne une bibliographie qui ne compte pas moins de trente numéros. Beaucoup de ces Anglais, retenus en France après la rupture de la paix, ont continué, bien malgré eux, à en étudier les mœurs, à Verdun et ailleurs, comme J. Forbes ou J. H. Lawrence. Ce qui frappe sir John Carr, comme presque tous les voyageurs, c'est la rapidité avec laquelle le gouvernement du premier consul avait rendu à la France, en dépit des guerres continues, l'ordre et même la prospérité, l'extrême politesse d'une

population dont les habitations, le costume, la manière de vivre portaient encore la marque de la misère universelle de la période révolutionnaire, de la fureur de plaisir qui emportait les Français au lendemain de tant d'années de détresse. Pourtant Carr se rend compte des dangers du régime militaire auquel la France est soumise et de la nécessité où ce régime même mettra Napoléon de recommencer la guerre pour subvenir aux besoins de son armée. Mais, en 1802, Anglais et Français se croient réconciliés et rêvent d'une longue amitié.

Le général Desvernois n'est point un des héros des guerres napoléoniennes dont le souvenir ait été jusqu'ici retenu par la mémoire des hommes, et les dictionnaires ont omis son nom. Nous devons cependant une grande reconnaissance à son arrière-petit-neveu, M. A. Dufourcq, de nous avoir fait connaître les *Mémoires du général baron Desvernois, 1789-1818* (Plon)¹, et de les avoir illustrés d'une introduction et de notes substantielles qui ajoutent beaucoup à leur valeur. Les récits de Desvernois méritent par leur verve épique d'être placés à côté de ceux de Marbot et ils l'emportent de beaucoup sur ceux-ci par leur exactitude historique. Desvernois a le mérite, très rare, de n'avoir pas vu dans la guerre une industrie lucrative et d'avoir montré dans toute sa carrière militaire un désintéressement absolu et un sentiment très élevé de ses devoirs. Il le dit sans habillerie et les faits justifient l'attestation qu'il se rend à lui-même. Il a une bravoure audacieuse qui en fait presque un émule de Lasalle, mais sans les extravagances de ce diable déchainé. Volontaire dans le bataillon des Enfants-Rouges, puis dans les hussards de la Liberté, Desvernois sert d'abord à l'armée du Rhin de 1792 à 1796, puis de 1796 à 1798 en Italie, où il est fait prisonnier des Autrichiens pendant trois mois en 1796 et où il assiste aux troubles de Rome en 1797-1798. C'est de là qu'il s'embarqua pour l'Égypte. Le récit de la campagne d'Égypte de 1798 à 1801 est la partie la plus brillante de ses mémoires, celle aussi peut-être qui nous apporte le plus de faits nouveaux, soit au point de vue des opérations militaires, soit au point de vue de l'administration de Kléber, dont il fut un des grands admirateurs. Il en pâtit comme tout son 7^e régiment de hussards, qui fut transformé en 28^e dra-

1. Les Mémoires de Desvernois avaient déjà été publiés d'après le manuscrit de la bibliothèque de Long-le-Saulnier. M. Dufourcq, en les éditant d'après une autre rédaction conservée dans la famille, a eu le tort de ne pas indiquer nettement dans ses notes les divergences des deux textes et aussi de substituer la première à la troisième personne dans le récit.

gons, parce que Napoléon voulait abolir tout ce qui rappelait Kléber. De 1803 à 1815, Desvernois fut au service d'abord de Joseph Bonaparte en Italie de 1803 à 1808, puis de Murat de 1811 à 1815, avec un intermède en Tyrol et en Catalogne. Dans le royaume de Naples, tant sous Joseph que sous Murat, Desvernois eut à faire preuve d'autres qualités que de celles d'un brillant officier de cavalerie. Il fut chargé de 1807 à 1808 du commandement de la côte d'Amalfi, puis de la subdivision militaire de Lagonegro, et il y fit preuve, dans la répression du brigandage et l'administration du pays, de véritables talents d'organisateur, comme aussi en 1814 dans son gouvernement de la Calabre. Dans la difficile situation créée en 1814 et 1815 aux officiers français par les tergiversations de Murat, Desvernois sut, à force de droiture, concilier ses devoirs envers sa patrie avec sa fidélité envers son roi. Mais rien n'est plus curieux que les hésitations et les contradictions de cet homme d'honneur quand il veut formuler un jugement sur la conduite de Murat. Ces hésitations sont bonnes à recueillir pour l'histoire. Elles permettent de mieux comprendre dans quelles cruelles alternatives Murat s'est trouvé, comment il a pu hésiter lui-même et varier dans ses résolutions et elles aideront à juger avec équité le fusillé du Pizzo.

Un jeune Roumain, M. Pompiliu ELIADE, qui a été élève de notre École normale supérieure, a eu l'heureuse pensée de prendre pour sujet de sa thèse de doctorat l'*Influence française sur l'Esprit public en Roumanie à l'époque des règnes phanariotes*. Cette période, qui s'étend de 1711 à 1821, pendant laquelle la Valachie et la Moldavie ont été gouvernées par des hospodars grecs du Phanar, a été, au point de vue politique et social, une période désastreuse pour la Roumanie. Les paysans ont été libérés par les boyars, mais leur situation en est devenue bien pire. C'est sur eux que retombent toutes les charges fiscales, et rien n'égale leur misère et leur ignorance. La population n'est que de 800,000 à 1,000,000 d'habitants dans un pays qui en compte aujourd'hui 6,000,000. L'Église, dépourvue de toute action, soit politique soit religieuse, se contente de jouir de ses richesses, les moines du moins et le haut clergé, car le bas clergé est aussi misérable et vicieux que les paysans. La noblesse roumaine, les boyars, sont aussi dans une triste situation morale. Les hospodars altèrent volontairement le caractère de l'ancienne noblesse en y faisant entrer constamment des membres nouveaux à qui les fonctions publiques confèrent la noblesse, tandis que d'anciens boyars, tombés dans la misère, se confondent avec les paysans. Le boyard, servile vis-à-vis du prince, ne songe qu'à vivre dans le luxe et la

paresse et à exploiter le bon peuple qu'il administre. Les hospodars représentent une civilisation supérieure, la civilisation grecque, et quelques-uns, comme Nicolas Mavrocordat, ne sont pas sans valeur, mais la plupart, comme Hangerliu, Moruzzi, Caragea, sont des tyrans sans scrupules, serviles à l'égard du Turc et toujours prêts à le trahir pour la Russie ou pour l'Autriche.

C'est dans cette population roumaine si avilie, où il n'existe aucune classe moyenne, que l'influence française fait peu à peu pénétrer des idées nouvelles, des germes de progrès qui, au xix^e siècle, créeront une des nations les plus sympathiques et les plus intelligentes de l'Europe orientale.

L'influence française pénètre d'abord par les hospodars eux-mêmes qui, anciens drogmans, savent tous le français, qui ont des secrétaires français, dont quelques-uns aiment le français ; tel par exemple Alexandre Ypsilanti qui rend l'étude du français obligatoire dans les écoles et qui fait du français la langue des salons. On prend l'habitude chez les boyars d'avoir des gouverneurs français à côté des maîtres grecs. Mais les Russes se trouvent être les principaux agents de la diffusion du français et des idées françaises quand leurs armées occupent la Roumanie et quand ils établissent un consulat à Bucarest.

C'est la Révolution française et Napoléon qui ont surtout contribué à répandre en Roumanie l'influence française, et le fameux Rhigas de Velestin, qui a créé la première hétaire pour la propagande grecque, s'est trouvé en réalité répandre parmi les boyars des livres français et des idées françaises. La Révolution envoya dans la principauté des agents diplomatiques, puis des consuls, Parrant et Flury, qui, malgré leurs extravagances, mirent la France en relief. Avec Napoléon, se forme en Valachie un parti national qui est un parti français. Ce parti se dissout après Tilsit quand Napoléon abandonne les principautés, mais il se reforme en Moldavie, et, quand les principautés sont occupées par les Russes, le parti français devient le parti turc. En même temps les émigrés viennent en Roumanie et y répandent aussi l'influence française, soit comme conseillers des princes, soit comme instituteurs.

Avec la chute de Napoléon, on aurait pu croire l'influence française ruinée ; mais il n'en est rien. Les Roumains de Transylvanie, profondément imbus d'esprit français et latin, quelques-uns rattachés à l'Église catholique, se mettent à propager par l'histoire et la philologie l'idée que les Roumains descendent des anciens colons romains de la Dacie établis par Trajan. C'est cette doctrine qui, malgré ses exagérations évidentes, soit au point de vue ethnographique, soit au

point de vue linguistique, a en réalité créé la nation roumaine, lui a donné conscience de son unité, l'a dotée d'une littérature nationale. Ce chapitre de M. Eliade sur le réveil du sentiment latin par l'action des Transylvains est le plus remarquable de son ouvrage. Un dernier livre est consacré aux résultats littéraires de l'influence française. Il y avait eu au XVII^e siècle un premier élan littéraire, arrêté au XVIII^e. C'est par des traductions du français, de Florian, de Marmonet, du Télémaque, que la littérature roumaine renait. Des poètes imitent Dorat et Piron. Un théâtre se fonda à Bucarest. La Révolution de 1821, malgré son insuccès, sa brutalité et son caractère aveugle et désordonné, indique la naissance d'un esprit nouveau. L'Ancien régime a pris fin et la Roumanie moderne va naître.

M. Eliade n'a pas seulement écrit un chapitre important de l'histoire de son pays; nous lui devons aussi une contribution importante à l'histoire de la civilisation française. Le rôle joué par la France presque involontairement à Jassy et à Bucarest par le seul rayonnement de son génie nous indique nos devoirs envers des peuples qui ont depuis près de deux siècles regardé vers nous comme vers des éducateurs. Nous devons tout faire, soit en accueillant les jeunes Roumains dans nos écoles, soit en créant des relations commerciales et intellectuelles avec la Roumanie, pour ne pas laisser d'autres influences supplanter la nôtre. Le livre de M. Eliade a des lacunes et des défauts que nous indiquerons dans un compte-rendu spécial; mais il a le mérite d'avoir tenté le premier une matière encore vierge.

M. le marquis Ernest de Blosseville nous est surtout connu comme un des membres actifs des sociétés savantes de Normandie, en particulier de la Société libre de l'Eure, comme un ami et collaborateur d'Aug. Le Prévost, comme l'auteur du dictionnaire topographique de l'Eure. Mais il a été de plus mêlé à la politique de tout notre siècle, et le volume de *Souvenirs* que M. L. Passy a consacré au *Marquis de Blosseville* (Évreux, impr. Hérissey) est un volume d'histoire contemporaine qui n'est pas à dédaigner. Nous y trouvons d'abord des lettres fort intéressantes sur l'Espagne écrites par M. de Blosseville pendant la campagne du duc d'Angoulême, à laquelle il prit part comme attaché à la maison diplomatique de M. de Talaru. Puis nous voyons le jeune Blosseville s'essayer dans la littérature sous les auspices de Chateaubriand à qui il a voué un véritable culte, comme membre de la Société des bonnes-lettres et rédacteur des Annales de la littérature et des arts. Mais il aspire à la vie politique, il devient conseiller de préfecture à Versailles, où il est très apprécié du baron

Capelle, préfet de Seine-et-Oise, puis ministre de Charles X. Nous assistons ainsi à la révolution de Juillet vue de Versailles et les épisodes en sont curieux, comme aussi tous les détails de l'organisation du nouveau gouvernement auquel beaucoup des amis de Blosseville se rattachèrent, mais dont il reste l'adversaire. L'histoire de Blosseville sous Louis-Philippe se confond avec l'histoire de la presse légitimiste pendant cette période où la Quotidienne et la Gazette de France défendaient la même cause tout en poursuivant leurs querelles personnelles. M. Louis Passy a écrit là un chapitre très curieux de l'histoire de la presse et aussi du parti légitimiste qui s'est usé dans une opposition stérile pour lui-même et désastreuse pour le pays. La révolution de Février arrive, et, comme beaucoup de légitimistes, Blosseville, qui avait combattu l'usurpation et la prétendue tyrannie de Louis-Philippe, se rallie à Louis-Napoléon, accepte, le 2 décembre, l'empire et se fait nommer député comme candidat officiel en 1857. C'est le cléricalisme, il faut bien le dire, qui explique la facilité avec laquelle l'empire fut accepté par tant de légitimistes que la royauté de Juillet avait trouvés irréconciliables. C'est ainsi que Henri de Bonnechose, un ami de Blosseville, a été comme évêque d'Évreux et archevêque de Rouen un des soutiens les plus dévoués de la politique impériale tant que celle-ci a été l'instrument docile de l'Église. Un jour vint où l'accord fut rompu, et, en 1863, Blosseville se vit refuser l'investiture officielle. M. Passy a tracé un joli tableau de la politique intérieure de l'empire en nous racontant l'administration de Janvier de la Motte dans l'Eure, sa lutte avec le parti libéral renaissant, lutte où il sut jusqu'en 1868 triompher de toutes les difficultés, à force d'entrain, de bonne humeur, de cynisme et d'absence de scrupules. M. Passy aurait pu ajouter bien des traits malins à ce tableau s'il n'avait pas à dessein évité tout ce qui touche à la chronique scandaleuse. Blosseville, qui malgré ses déconvenues, n'avait pourtant pas passé franchement à l'opposition, ne put pas rentrer dans la vie politique en 1871 avec ses amis libéraux conservateurs de l'Eure, L. Passy, A. de Broglie, La Roncière le Nourry, etc. Il se contenta de jouer auprès d'eux un rôle honorable dans le conseil général de l'Eure jusqu'en 1880, où il défendit du mieux qu'il put la cause de l'union conservatrice contre les bonapartistes Janvier de la Motte et Raoul Duval et les républicains Papon et Lépouzé. Cette partie du livre a son importance pour l'histoire du gouvernement du maréchal de Mac-Mahon, pendant lequel M. Passy fut trois ans sous-secrétaire d'État aux finances. Tel est cet ouvrage, où le cadre étouffe souvent le portrait; personne ne s'en plaindra, car, au lieu d'un

simple portrait, c'est une série de tableaux d'histoire d'un très vif intérêt que nous possérons.

Le troisième volume de l'*Empire libéral* (Garnier) de M. E. OLLIVIER, intitulé *Napoléon III*, est très supérieur aux deux précédents. Le premier, sur le *Principe des nationalités* (cf. *Rev. hist.*, LVIII, 369), était un capharnaüm d'idées et de faits où le talent ne suffisait pas à racheter de trop nombreuses inexactitudes. Le second, sur la *Présidence de Louis-Napoléon et le coup d'État* (cf. *Rev. hist.*, LXV, 353), mieux composé, choquait par un parti pris d'apologie du prince-président, dont on voulait nous faire admirer la loyauté, et par un essai de justification du 2 décembre. Le troisième volume est consacré à l'établissement de l'empire et à la politique extérieure de Napoléon III de 1852 à 1859. M. E. Ollivier y montre l'empereur, conformément à sa politique des nationalités, faisant la guerre à la Russie avec l'alliance de l'Angleterre et l'appui de l'Autriche pour briser la Sainte-Alliance, constituant la nationalité roumaine, soutenant le Piémont dans ses revendications italiennes. M. Ollivier paraît accorder à la politique impériale une constante admiration. Il serait facile pourtant de tirer de son récit même la critique de cette politique. Le désintérêt dont la France fit preuve au Congrès de Paris n'avait d'excuse qu'à la condition d'être la base d'une alliance russo-prussienne. Au lieu de cela Napoléon III s'en tint à l'alliance anglaise dont il ne sut tirer aucun avantage permanent, pas même en Syrie, et qui ne servit qu'à l'Angleterre. M. Ollivier a très bien analysé les vices internes de la diplomatie impériale, pour laquelle Napoléon III employait des hommes à qui il n'accordait pas sa confiance et derrière le dos desquels il négociait directement, mais il n'a pas assez insisté sur les résultats désastreux de ce système. Son parti pris d'admiration pour l'empereur l'a empêché de tirer toutes les conséquences qu'il aurait dû d'une vue très juste développée dans les cinq premiers chapitres de ce volume et qui en fait la véritable originalité. La faute capitale de Napoléon III, d'après M. Ollivier, a été le rétablissement de l'empire. S'il avait conservé la République, au besoin avec la présidence à vie, il aurait pu doter la France d'institutions représentatives, mais non parlementaires, originales et conformes à son génie; il aurait peu à peu ramené à lui les républicains et les libéraux, qui seuls étaient capables d'appliquer sa politique intérieure toute démocratique et sa politique extérieure favorable aux nationalités. En rétablissant l'empire, il était obligé de s'appuyer sur les réactionnaires qui ne le comprenaient pas, et il était ramené fatidiquement, le jour où il voulait redevenir libéral, vers les formes

parlementaires. C'est Persigny et Morny qui l'ont perdu. Il y a beaucoup de jolis détails dans le livre de M. Ollivier. On y trouvera une page excellente sur Haussmann, prise, il est vrai, à Persigny, mais à laquelle M. Ollivier ajoute des traits personnels : « Cet administrateur de premier ordre, qui avait l'air impudent d'un laquais de bonne maison et étalait sa personnalité avec une exubérance parfois grotesque... »

Le second volume du *Manuel historique de politique étrangère* (Belin) de M. Émile Bourgeois comprend les années 1799-1830. Il ne sera pas seulement très utile aux étudiants en histoire ; il sera lu et discuté par les historiens, car la diplomatie napoléonienne qui occupe 400 pages de ce volume y est étudiée de très près, sur les textes, et présentée à un point de vue très original. Pour M. Bourgeois, Napoléon a été victime du mirage oriental, et toute sa politique a été dirigée par la pensée de mettre la main sur l'Égypte et sur la route des Indes, de procéder au partage de l'empire turc. Nous craingnons que M. Bourgeois n'ait lui-même été victime d'un mirage, non pas que sa théorie ne soit en partie vraie et que Napoléon n'ait pas été constamment hanté par des projets gigantesques relatifs à l'Orient ; mais ces projets étaient la partie chimérique de son idée maîtresse qui était la lutte avec l'Angleterre. De même qu'il annexait en Europe territoire sur territoire pour avoir entre les mains des instruments à la fois de combat et de négociations contre l'Angleterre, il rêvait d'atteindre la puissance anglaise en Orient en même temps qu'en Occident. M. Bourgeois aura eu toutefois le mérite de remettre en pleine lumière un côté des idées napoléoniennes qui a été insuffisamment apprécié et de contredire les modernes apologistes de Napoléon qui voudraient nous faire admirer la sagesse et la modération de sa politique, en nous montrant en lui un génie pacifique contraint perpétuellement à la guerre par la méchanceté de l'Angleterre.

A la publication si curieuse de la correspondance de Stuart Mill avec Gustave d'Eichthal dont nous avons parlé dans notre dernier fascicule vient s'ajouter aujourd'hui la correspondance beaucoup plus considérable de Stuart Mill avec Auguste Comte¹. Les lettres de Comte avaient déjà été publiées en 1877 par la Société positiviste. Mais celles de Mill, qui étaient inconnues, sont peut-être plus intéressantes encore. Cette correspondance commence le 8 novembre 1844

1. *Lettres inédites de John Stuart Mill à Auguste Comte* publiées avec les réponses de Comte et une introduction par L. Lévy-Brühl. Alcan, 1899, in-8°.

pour s'arrêter le 47 mai 1847. Les détails sur la situation personnelle de Comte, sur ses tribulations à l'École polytechnique, sur les efforts de ses amis pour lui constituer un subside régulier occupent un grand nombre de pages de ces lettres; mais elles contiennent aussi des discussions d'un ordre tout impersonnel qui ont une réelle importance, comme celles sur l'inégalité des sexes, ou la légitimité de l'observation interne en philosophie. Pour les historiens, ce qui a le plus de prix dans cette correspondance, c'est les indications très nettes données par Mill sur la mentalité de la nation anglaise, que le benthamisme a rendue plus apte qu'aucune autre à l'acceptation de la philosophie positive, mais qui, cependant, répugne à une franche adhésion au système de Comte, parce que, d'une part, elle tient à conserver les formes de langage religieux traditionnelles et parce que son esprit pratique ne se plie guère aux systématisations immuables. Or, Comte n'admet pas qu'on introduise la plus légère hérésie dans le *credo* positiviste. Mill est d'accord avec lui d'ailleurs pour reconnaître dans la doctrine positive une vertu conciliatrice entre les points de vue les plus opposés; il signale à Comte l'appui inattendu que lui apporte un apologiste du catholicisme, M. Ward, et Comte expose avec une grande vigueur tous les services qu'il attend du positivism pour sauver la société des excès des révolutionnaires et des tentatives de réaction. Mill et Comte sont d'accord pour séparer la vie spéculative de la vie active, le pouvoir spirituel du pouvoir politique et, dans leurs lettres, ils présentent des vues très dignes d'être recueillies sur le rôle si différent joué dans la civilisation occidentale par la France et par l'Angleterre.

On trouvera aussi des vues historiques de la plus haute valeur dans un livre qui, par sa nature surtout économique, échappe à notre analyse, *la Science sociale* (Plon), de M. Th. FUNCK-BRENTANO. On y trouvera en particulier des observations très frappantes sur les rapports de la circulation des valeurs avec les révolutions sociales et la prédominance successive des diverses classes. M. Funck combat courageusement ce qu'il appelle la sophistique sociale, les soi-disant principes auxquels on prétend asservir les faits sociaux et qui produisent l'anarchie gouvernementale par la faute des classes dirigeantes aussi fatallement que les passions anarchiques des basses classes. Il voudrait reconstituer la science sociale sur la saine observation des faits, sur les lois de hiérarchie, de travail et de solidarité.

M. H. BERR nous annonce qu'il a tenté dans *l'Avenir de la philosophie* (Hachette) de donner une réponse à la question que se posent

aujourd'hui tant de consciences : quel est l'avenir de la science, de la philosophie et de la religion ? Nous avons ouvert son livre avec beaucoup de curiosité et de sympathie. Nous l'avons lu avec intérêt et avec plaisir, car il est écrit avec talent, avec chaleur et contient un exposé de la philosophie du XVII^e, du XVIII^e et du XIX^e siècle en France, en Allemagne et en Angleterre qui a une réelle valeur ; mais nous ne sommes pas arrivés à démêler quelle est la doctrine qui est destinée aux yeux de M. Berr à nous fournir la foi nouvelle, la synthèse de la pensée et de l'action. Par moments, la synthèse de M. Berr nous apparaissait comme un éclectisme d'un nouveau genre ; à d'autres elle nous faisait l'effet d'un monisme hégélien assez original où tout absolu métaphysique s'évanouissait pour ne laisser subsister qu'un universel devenir, où la forme et le mouvement étaient les seules réalités, en un mot où la philosophie devenait science et histoire. L'être est un, mais nous ne le connaissons que sous les formes mobiles et muables du moi ; aussi est-ce par la vie et l'action que nous ne pouvons nous rapprocher de la vérité. Peut-être, après tout, n'est-ce pas du tout cela qu'a voulu dire M. Berr et n'ai-je pas saisi ce qu'est cette « synthèse des connaissances fondée sur l'histoire. » En tout cas, ce qui me paraît digne d'être conservé dans son ouvrage, c'est le bilan qu'il a dressé avec une grande intelligence du travail philosophique de ces trois derniers siècles.

G. MONOD.

P.-S. — Nous recevons, au moment de mettre sous presse, le second volume de 1815 (Perrin) de M. HOUSSAYE. Jamais le talent de narrateur de M. Houssaye ne s'était élevé si haut. Il pouvait paraître audacieux de refaire un récit de Waterloo. Après M. Houssaye, personne, je crois, ne le tentera. Il est difficile de pousser plus loin l'étude critique de ce grand drame ; il est impossible d'en rendre avec plus de vie et de vigueur la tragique grandeur, sans une phrase, sans un artifice de rhétorique, par la seule puissance d'un art fait de simplicité et de vérité.

Nous recommandons à ceux qui s'intéressent à l'histoire de l'affaire Dreyfus une brochure très courte qui relate sans aucune appréciation et d'une manière exacte et tout objective les diverses phases de ce drame : *Exposé impartial de l'affaire Dreyfus* (Stock), par Pierre Molé.

G. M.

ÉPOQUE CONTEMPORAINE.

La Bibliothèque de la Faculté des lettres vient de publier sur la journée du 13 vendémiaire une bonne étude de M. ZIVY¹. De nombreuses recherches d'archives lui ont permis d'apporter des détails nouveaux et précis sur cette fameuse échauffourée. A vrai dire, son caractère général ne s'en trouve guère modifié. La misère avait aigri le peuple à l'égard de la Convention. Les royalistes exploitaient le décret qui faisait figurer les deux tiers de ses membres dans les prochaines assemblées et prétendaient en l'attaquant détruire les restes du jacobinisme abhorré. Ils trouvèrent de l'écho grâce à la détresse publique. Paris fut avec eux, et la bataille se livra entre Paris et l'assemblée. Au contraire de ce qui s'était produit précédemment, l'assemblée fut victorieuse, grâce surtout à l'incapacité et à l'incohérence du parti ennemi. Mais le vainqueur véritable fut l'armée. Les soldats victorieux se conduisirent comme en pays conquis et l'on put prévoir l'ère des coups d'État militaires. M. H. Zivy a donné de nombreux détails sur les hommes qui se distinguèrent dans cette affaire et a démêlé avec soin les diverses péripeties de la lutte, qui fut confuse.

La deuxième campagne d'Italie comprend, comme le dit M. GACHOT dans son nouvel ouvrage², deux séries d'opérations distinctes : le passage des Alpes, précédé d'une mobilisation laborieuse, et les opérations terminées par la victoire de Marengo. La deuxième de ces deux séries d'événements a déjà souvent été étudiée avec détails, et, malgré son mérite, le récit de M. Gachot ne fera pas oublier ceux de ses devanciers. Mais c'est surtout par les renseignements qu'il nous donne sur les préparatifs de l'expédition et sur le passage des montagnes que son volume est une précieuse contribution historique. L'auteur a fait des fouilles soigneuses dans divers dépôts, entre autres aux archives de la guerre, à Dijon, à Genève, à Lausanne, à Sion, à Aoste, à Turin, à Milan, à Pavie, à Tortone, à Voghera, à Alexandrie. Les bibliothèques des Bernardins de Martigny et du Grand-Saint-Bernard lui ont fourni les renseignements les plus curieux. De vieux papiers de famille consultés en Suisse lui ont été également fort utiles. Ayant réuni une masse considérable

1. Université de Paris. Bibliothèque de la Faculté des lettres. T. VI : *le 13 Vendémiaire an IV*, par Henry Zivy. Paris, Alcan, 1898, in-8° de 132 p.

2. Édouard Gachot, *la Deuxième campagne d'Italie* (1800). Paris, Perrin, in-18 de vi-340 p.

de documents, il en a tiré un récit du passage des Alpes dont l'intérêt dramatique et pittoresque est de premier ordre. De menues erreurs de détail, de petites exagérations s'y sont sans doute glissées; une foule d'anecdotes rapportées ont un caractère demi-légendaire. Mais, certainement, l'impression d'ensemble est vraie; et elle n'a jamais été donnée plus fortement que dans le livre de M. Gachot. Il nous montre les énormes obstacles accumulés sur la route de Bonaparte, et nous mesurons l'effort qu'il fallut faire pour vaincre le découragement des soldats, les difficultés des lieux, l'incurie des intendants, l'hostilité soupçonneuse des indigènes. Et il est difficile également de douter que la chance, pour désigner par un terme vulgaire les contingences qui échappent aux prévisions humaines, ait été un élément appréciable de succès pour l'entreprise, de même que l'extraordinaire énergie des lieutenants et des soldats. M. Gachot s'est forgé un style bref et concis, allant parfois jusqu'à une demi-incorrectitude, mais qui donne à son récit quelque chose de militaire, d'âpre et de saccadé qui n'est pas sans charme.

M. DE BROTONNE allait publier un recueil de lettres inédites de Napoléon I^e quand parut celui de M. Lecestre qui contenait un grand nombre des lettres qu'il comptait mettre au jour. Pour se consoler, M. de Brotonne constate que près de la moitié du texte de M. Lecestre, près du tiers des pièces recueillies par lui, n'est pas inédit, et, de ce qui lui reste en mains, il nous donne encore un copieux volume de plus de 600 pages¹. Il consiste principalement en billets courts, en ordres précis adressés à des correspondants divers, généralement ministres ou généraux. La plupart de ces documents ne sont intéressants que par la prodigieuse personnalité dont ils émanent. Plusieurs sont pittoresques, celui-ci par exemple écrit en 1796 au directeur Carnot : « Je suis au désespoir. Ma femme ne vient pas. Elle a quelque amant qui la retient à Paris. Je maudis toutes les femmes, mais j'embrasse de cœur mes bons amis; » des instructions quant à « cette coquine de M^{me} de Staël; » des réflexions sur le mariage des prêtres : « Qu'est-ce que cela peut faire que les prêtres soient mariés ou non? il faut éviter de troubler l'État pour ces bêtises; » le dernier billet écrit au comte de Las Cases dans un anglais fantastique. Toutes ces lettres sont d'un ton de dureté et de despotisme incroyable, quel qu'en soit le destinataire (voy. par exemple une lettre à Murat, p. 422-423). A chaque instant revient l'ordre de fusiller ou de déporter. On ne s'étonne pas

1. *Lettres inédites de Napoléon I^e*, publiées par Léonce de Brotonne. Paris, Champion, 1898, in-8° de xvi-611 p.

que les pieux éditeurs de la correspondance aient jugé bon de les supprimer. Mais elles n'en font maintenant que plus d'effet; elles se seraient noyées dans la masse immense de l'ensemble; rapprochées aujourd'hui les unes des autres, elles constituent une quintessence de brutalité cynique que l'on ne retrouve guère que dans les mémoires de Bismarck.

Les révolutionnaires doivent être sans doute fort antipathiques à M. Samuel DENIS. Le deuxième volume de son *Histoire contemporaine* est consacré aux événements compris entre le 4^e novembre 1870 et la dissolution de l'Assemblée nationale¹. On trouve les mêmes qualités que dans la première partie de l'ouvrage : beaucoup de soin à discuter les opinions et à distribuer les responsabilités; un sens critique assez ferme; une allure de récit sobre et sérieuse. Il semble pourtant que M. Denis se soit moins défendu contre son hostilité à l'égard des républicains avancés. Assez modéré pour Jules Favre, presque indulgent pour Trochu, M. Denis réserve toutes ses sévérités à Gambetta et au gouvernement de la Défense nationale; et il se montre envers eux injuste jusqu'à l'inexactitude. Sans les admirer en tout, on doit rendre hommage à leurs efforts et à quelques-uns des résultats obtenus; le témoignage de Trochu en cette matière a quelque valeur. Il semble que des événements récents n'aient pas été sans influencer les jugements de M. Denis sur les événements d'autrefois. Il est permis de juger inopportun et maladroit le décret Crémieux; il est tout à fait déplacé de l'accompagner dans un livre d'histoire du commentaire qu'y joint M. Denis et qui pousserait plus d'un lecteur à se désier de l'impartialité de son œuvre.

On suivra avec plus de confiance M. P. LEHAUTCOURT dans son exposé très remarquable de l'histoire du siège de Paris². J'ai déjà dit, il y a quelques mois, tout le bien qu'il fallait penser de ses deux premiers volumes. Le troisième ne leur est pas inférieur en valeur scientifique et les dépasse en intérêt tragique, puisqu'il raconte les derniers efforts de la défense et la capitulation de Paris. On trouve la même fermeté de jugement et le même esprit conscientieux qui donnent tant de solidité à l'ensemble de l'œuvre. Chaque fois que l'auteur formule son opinion, il ne nous l'impose pas et nous donne les moyens de nous former la nôtre. Son jugement sur Jules Favre paraît devoir être celui de l'histoire. On l'approuvera également

1. *Histoire contemporaine. La Chute de l'empire. Le Gouvernement de la Défense nationale. L'Assemblée nationale*, par M. Samuel Denis. T. II. Paris, Plon et Nourrit, 1898, in-8° de 520 p.

2. Pierre Lehautcourt, *Siège de Paris. 3^e partie. Buzenval. La Capitulation*. Paris, Berger-Levrault, 1 vol. in-8° de 468 p.

d'avoir, après Trochu, défendu le gouvernement de la Défense nationale contre ses détracteurs, parmi lesquels M. Samuel Denis. La conclusion générale de l'ouvrage est parfaitement juste. Il est incontestable que Paris assiégié a donné un bel exemple de fermeté et d'énergie; les émeutes qui se sont produites pendant le siège comme les sinistres événements qui l'ont suivi ne doivent pas modifier ce jugement. Il n'est pas moins certain que le gouvernement a été au-dessous de sa tâche. Sans doute elle était ardue; eût-elle été mieux remplie, le résultat fût sans doute resté le même. Mais il ne faut pas hésiter à blâmer l'incapacité avec laquelle Trochu s'accommoda, ou plutôt ne s'accommoda pas aux nécessités de la situation. Il ne sut rien tirer des éléments qu'il avait à sa disposition, rien entreprendre contre un ennemi dont l'offensive n'était pas celle qu'il aurait souhaitée. En reconnaissant les mérites de l'homme, il faut déplorer que Paris assiégié n'ait pas eu un autre chef. Il n'est pas absolument certain qu'un homme d'action et d'audace eût aussi complètement échoué que ce général disert, timoré et pessimiste.

On ne saurait trop déplorer que *l'Histoire complète de Mac Mahon* publiée par M. Léon LAFORGE¹ réponde aussi peu à ce qu'elle devrait être et à ce que promettent ces trois magnifiques volumes in-4° illustrés, imprimés sur beau papier et en beaux caractères. Véritablement, on est embarrassé pour porter un jugement courtois sur un amoncellement de documents et de dissertations aussi dépourvus de la méthode et de la critique la plus élémentaire. L'auteur s'est borné à mettre bout à bout, en les reliant par des commentaires écrits dans le style le plus exécrable et le plus incorrect, des séries de notes, d'articles de journaux et d'interviews, laissant dans l'ombre mille traits de son héros, accumulant les pièces là où le hasard lui en a procuré, estropiant les noms propres et les événements. Le brave soldat qui, s'il avait eu la bonne fortune d'être tué à Sedan, serait demeuré une de nos plus belles figures militaires modernes et à qui quelques erreurs et quelques maladresses n'enlèvent rien de sa dignité réelle, ne méritait pas d'être érasé sous ces regrettables in-quarto.

M. ZÉVORT poursuit sa conscientieuse histoire parlementaire de la troisième république en nous décrivant, après la présidence de Thiers et celle du maréchal, la présidence de M. Grévy². Le volume,

1. *Histoire complète de Mac Mahon, maréchal de France, duc de Magenta*, d'après des documents originaux et des pièces officielles, par Léon Laforgue. Paris, Lamulle et Poisson, 1898, 3 vol. gr. in-4° de xix-330, 340, 500 p.

2. E. Zévort, *Histoire de la troisième république. La Présidence de M. Jules Grévy*. Paris, Alcan, 1898, in-8° de 546 p.

conçu dans la même méthode que le précédent, a naturellement les mêmes qualités et prête aux mêmes objections. Le récit est clair et donne un résumé assez complet de l'histoire du parlement et des crises politiques ; les jugements sont nets et motivés ; certains portraits, comme ceux de M. Grévy et de M. de Freycinet, semblent particulièrement heureux. Par ailleurs, on regrettera toujours de voir cette histoire bornée à celle des changements de ministère ; on trouvera avec déplaisir que le langage de la politique remplace parfois (moins souvent que dans les volumes précédents) celui de l'histoire. On constatera des défauts de proportions assez notables : l'enseignement tient une place tout à fait exagérée, comparé surtout à la politique extérieure. Que si ce volume n'est pas d'une lecture bien agréable, il faut, hélas ! s'en prendre moins à M. Zévort qu'à l'époque même qu'il nous retrace. Notre histoire parlementaire est affligeante à vivre ; elle ne l'est pas moins à relire. Toutes ces dissensions personnelles, toutes ces intrigues mesquines, vues à distance, sont moins grosses, mais encore plus méprisables ; la seule consolation de ceux qui lisent l'ouvrage de M. Zévort est de se dire qu'après tout une période de neuf ans est peu dans la vie d'un peuple. Malheureusement l'histoire de la présidence de Carnot ne semble pas devoir être plus réjouissante en attendant celle de Félix Faure.

Pour n'avoir pas été leur seule inspiratrice, la science historique n'en trouvera pas moins profit à plusieurs autres ouvrages récents. Telle est l'*Histoire de la liberté de l'enseignement en France* par M. GRIMAUD¹. L'auteur distingue à bon droit dans la liberté d'enseignement deux libertés différentes : 1^o le droit d'enseigner, celui qu'a un homme justifiant de capacités suffisantes de donner tout enseignement qui ne soit pas attentatoire aux bonnes mœurs ; 2^o le droit d'être enseigné, c'est-à-dire la liberté pour les parents d'envoyer leurs enfants aux écoles qui leur conviennent, fussent-elles autres que celles de l'État. M. Grimaud a fait l'historique de ces deux libertés depuis l'ancien régime jusqu'à nos jours et a montré comment, d'un monopole à peu près complet, l'enseignement a passé à une liberté presque absolue. Si en effet la loi de 1880 donne moins de largeur à la liberté de l'enseignement que celles de 1850 et de 1875, on ne peut dire cependant qu'elle la restreigne réellement. Elle s'est contentée d'augmenter, de rendre plus rigoureuses les

1. Louis Grimaud, *Histoire de la liberté de l'enseignement en France depuis la chute de l'ancien régime jusqu'à nos jours*. Paris, Rumeau, in-8° de xii-601 p.

formalités exigées pour fonder une école, de supprimer les jurys mixtes et l'élément ecclésiastique au sein des conseils. L'auteur remarque avec raison comment c'est la crainte du catholicisme qui, à plusieurs reprises, a retardé l'octroi de cette liberté et comment catholiques et libéraux se sont souvent alliés pour combattre le monopole universitaire. Il paraît d'ailleurs vraisemblable que la liberté de l'enseignement n'est pas de celles dont on peut affirmer qu'elles ne seront plus contestées, bien au contraire. Ajoutons que le livre de M. Grimaud contient tous les textes de lois et projets de lois relatifs à son sujet et l'analyse d'un grand nombre de pamphlets et de documents peu connus. En même temps qu'une histoire, il constitue ainsi un recueil de pièces intéressantes à consulter.

On recourra également à l'ouvrage de M. Louis Michon sur *l'Initiative parlementaire*¹. C'est une esquisse très générale de l'initiative parlementaire dans notre histoire. L'auteur remonte jusqu'aux états généraux, mais ne donne un exposé quelque peu détaillé que depuis 1791. La partie la plus originale de son œuvre est la troisième, où il indique les réformes nécessaires en France. C'est d'ailleurs celle qui intéresse le moins directement les historiens.

Bien qu'il soit moins encore un ouvrage d'histoire, je veux signaler le récent volume de M. DEMOLINS², qui est comme la conclusion pratique des deux ouvrages de critique sociale que j'ai analysés ici même. C'est le prospectus, un peu trop développé pour le grossir jusqu'à un in-12 ordinaire, d'une école modèle que l'auteur se propose de fonder aux environs de Verneuil sur le type des institutions anglaises. J'ai dit que les livres de M. Demolins prêtaient à de graves objections scientifiques, mais qu'ils étaient pleins des intentions pédagogiques les plus louables. Il faut hautement approuver sa tentative et il sera fort intéressant d'en voir les résultats. Somme toute, l'organisation théorique de son école paraît judicieuse sous bien des rapports. Espérons que des résultats pratiques y correspondront et que les jeunes élèves ne payeront pas trop cher l'honneur de servir de sujet d'expérience pour l'élevage à l'anglaise. *A priori* ils ne semblent pas à plaindre. Remarquons d'ailleurs que le prix élevé de la pension, l'enseignement catholique qui y est donné, le peu d'élèves qu'elle est susceptible de recevoir la restreignent forcément à ne s'adresser qu'à une sélection bourgeoise.

Les morceaux choisis d'éloquence parlementaire moderne réunis

1. Louis Michon, *l'Initiative parlementaire et la réforme du travail législatif*. Paris, Chevalier-Marescq, 1898, in-8° de 111-348 p.

2. E. Demolins, *l'Éducation nouvelle. L'École des Roches*. Paris, Firmin-Didot, in-12 de 111-301 p.

par M. PELLISSON paraissent en même temps que la deuxième édition de ceux de M. Chabrier¹. Deux introductions de MM. Jacoulet et Aulard précèdent ces volumes et en expliquent l'intérêt qui est réel. Ils constituent une sorte d'histoire de l'éloquence politique en France par les documents qui n'est pas à dédaigner et qui a une valeur particulière dans un pays où la parole a toujours eu un grand pouvoir. On louera volontiers les auteurs d'avoir été guidés par le souci historique en même temps que par le souci littéraire, c'est-à-dire d'avoir eu soin de reproduire les morceaux les plus importants, non au point de vue de la langue seulement, mais pour la connaissance des événements. Appréciables pour les érudits, les ouvrages de MM. Chabrier et Pelli-
son rendront de grands services à la masse du public et en particulier aux professeurs et aux élèves de l'enseignement secondaire.

C'est à eux surtout, mais non à eux seulement que s'adresse le nouveau volume de M. E. DENIS dont vient de s'enrichir la bibliothèque d'histoire illustrée de la maison May². M. Denis, qui avait déjà consacré un volume à l'Allemagne de 1789 à 1810, a étudié dans celui-ci son évolution de 1810 à 1852. Il n'a point voulu faire un ouvrage d'érudition et s'est au contraire appliqué à rendre son récit d'une lecture facile et attrayante. Mais on est surpris de la quantité de choses intéressantes et peu connues qu'il a réussi à y mettre. C'est qu'il s'est efforcé de nous faire connaître ce qui est en général négligé dans la plupart des précis historiques : la vie intellectuelle, morale et sociale du peuple dont il nous décrit l'histoire. Sans doute il a glissé parfois dans le travers un peu difficile à éviter des énumérations de noms. Mais en somme il y est rarement tombé; on doit le louer au contraire d'avoir presque toujours réussi à donner une idée exacte, quoique sommaire, des écrivains et des œuvres typiques. Ce petit volume, sous sa reliure rouge et or un peu friole, est donc un bon livre d'histoire. Les illustrations qui le complètent lui sont très bien appropriées; on ne retrouve aucun de ces clichés de fantaisie qui ont trop longtemps encombré la librairie; elles sont empruntées à des portraits, à des tableaux, à des journaux contemporains des événements et constituent ainsi de véritables documents historiques.

1. Albert Chabrier, *les Orateurs politiques de la France des origines à 1830. Choix de discours prononcés dans les assemblées politiques françaises...* 2^e éd. Paris, Hachette, 1898, in-16 de XII-582 p.; et M. Pelli-
son, *les Orateurs politiques de la France de 1830 à nos jours. Choix de discours prononcés dans les assemblées politiques françaises...* Paris, Hachette, 1898, in-16 de VII-436 p.

2. E. Denis, *l'Allemagne, 1810-1852 (la Confédération germanique)*. Paris, May, in-12 de 312 p.

Les deux volumes des *Mémoires de Bismarck*, publiés par M. Busch¹, sans avoir la valeur de véritables mémoires, sont intéressants au plus haut point parce que l'auteur a vécu dans l'intimité du chancelier, a compulsé des documents de haute valeur, et semble, malgré une certaine vanité personnelle, avoir eu une mémoire fidèle servie par une âme médiocre, à la manière du brave Burckhardt, le chapelain des Borgia.

Le premier volume, dont il avait déjà paru une partie en 1878, est assurément un des ouvrages d'où la figure de Bismarck, à son apogée, se détache avec les traits les plus saisissants. En même temps que ses qualités de lucidité d'esprit, de puissance de travail, d'habileté politique, sa brutalité et son cynisme s'y éalentent à chaque page. Un grand nombre de détails intéressants sur la guerre de 1870 sont donnés par M. Busch, dont beaucoup mériteraient confirmation. Parmi ceux qui semblent authentiques, on peut signaler à M. Samuel Denis, pour lui démontrer que ce n'est pas le gouvernement de la Défense nationale qui doit porter la responsabilité de nos désastres, le témoignage qu'avant Sedan, Metz, Strasbourg et l'Alsace étaient réclamées par M. de Bismarck (p. 56), et qu'avant la capitulation de Bazaine, il annonçait l'intention d'obtenir « bien plus » que trois milliards et demi d'indemnité. A signaler aussi (p. 246 et suiv.) une curieuse appréciation du chancelier sur Napoléon III : « C'est un homme bon, sensible, sentimental, mais son intelligence ne va guère plus loin que son instruction. Il vit dans un monde d'idées fantastiques. Au mois de juillet, il a passé trois jours à hésiter sans pouvoir prendre aucun parti, et encore à présent (23 décembre 1871) il ne sait pas ce qu'il veut. Ses connaissances sont telles que chez nous il ne serait pas capable de subir l'examen de référendaire. »

Le deuxième volume de Busch est peut-être plus intéressant encore que le premier. S'il nous touche moins directement, il renferme une foule de documents copiés sur les originaux par Busch lui-même, entre autres des lettres du chancelier, de Guillaume I^e et du kronprinz (plus tard Frédéric III), qui constituent des documents aussi curieux psychologiquement qu'historiquement et jettent un jour singulier sur les intrigues de la cour de Berlin. Encore qu'on sente poindre vers la fin le désir de dénigrer les mémoires que le chancelier rédige lui-même et qui feront du tort à ceux de Busch, et le mécontentement de le voir bavarder avec tout le monde au lieu de réserver ses

1. *Les Mémoires de Bismarck*, recueillis par Maurice Busch. T. I : la Guerre de 1870-1871. Paris, Fasquelle, 1898, 1 vol. in-8° de 340 p. T. II : Entretiens et souvenirs. Paris, Fasquelle, 1899, 1 vol. in-8° de 348 p.

confidences pour lui seul, l'éditeur a un ton plus modeste que dans le premier volume, une franchise qui n'est pas sans mérite et, semble-t-il, un attachement sincère à son vieux maître. On peut croire que cette publication servira peu la popularité de M. Busch et celle du chancelier en Allemagne, surtout à la cour impériale. Il y a sur les « princesses anglaises » des détails terriblement indiscrets. L'empereur actuel est peu ménagé : « Il a en lui-même, disait Bismarck, une confiance illimitée, quoiqu'il n'entende rien aux affaires... Il est bien trop prétentieux pour m'écouter. » La figure de Bismarck vieillissant, sa force rude et redoutable, son génie étonnant se détachent avec un relief superbe; et la tristesse douloureuse, la rancune sénile du vieillard après sa chute, auraient quelque chose d'émouvant, si nous pouvions être émus par son malheur. Chaque page est à citer et à méditer; voici celle peut-être qui nous étonnera le plus; ce sont les paroles du chancelier un jour où les intrigues de cour le décourageaient : « Je me sens l'âme triste, nous a-t-il dit. Je n'ai jamais « dans ma longue vie rendu personne heureux, ni mes amis, ni ma « famille, ni moi-même. J'ai fait du mal, beaucoup de mal. C'est moi « qui suis la cause de trois grandes guerres. C'est moi qui ai sur les « champs de bataille fait tuer 80,000 hommes qui aujourd'hui encore « sont pleurés par leurs mères, leurs frères, leurs sœurs, leurs « veuves... Mais tout cela c'est affaire entre moi seul et Dieu. Je n'en « ai jamais retiré aucune joie, et je m'en sens aujourd'hui l'âme « anxiouse et troublée. » Nous sommes tous restés silencieux et j'ai pu observer une larme qui coulait lentement le long de la joue du chancelier » (p. 94-92).

A l'occasion du cinquantenaire récent de l'avènement au trône de l'empereur François-Joseph, M. F. TROCASE, journaliste français fixé en Autriche, a résumé les résultats généraux de son règne et retracé l'état actuel de son royaume¹. A l'en croire, il n'y aurait guère de pays plus fortunés, plus réellement unis, que ceux où règnent les Habsbourg. D'après M. Trocase, il semblerait que l'Autriche-Hongrie n'eût jamais traversé de période plus prospère; c'est à peine si l'on pourrait en le lisant soupçonner les revers de l'Autriche il y a trente ans, sa déchéance et la gravité des conflits qui la divisent actuellement. Il est permis de faire quelques réserves devant un optimisme aussi absolu. On trouvera dans l'ouvrage de M. Trocase une énumération satisfaisante des résultats fournis par les dernières

1. Francis Trocase, *le Règne de François-Joseph I^{er}, empereur roi d'Autriche-Hongrie*. Vienne, Gerold, et Paris, Le Soudier, 1898, 1 vol. in-4° de 155 p.

statistiques et des événements les plus récents de l'histoire de l'Autriche-Hongrie.

Bien qu'écrit plutôt pour les militaires que pour les historiens, l'ouvrage du capitaine Niessel sur *les Cosaques* est fort intéressant pour ceux-ci également¹. Au moyen des meilleurs ouvrages russes et allemands, et avec l'aide de nombreuses notes recueillies personnellement en Russie, le capitaine Niessel a fait une soigneuse étude des Cosaques dans l'armée russe. Il en décrit l'histoire et l'organisation actuelle de la manière la plus minutieuse et montre quels services ils sont encore susceptibles de rendre à la Russie. Cette population, où l'esprit militaire est héréditaire et où l'impôt du sang remplace toute autre redevance, fournit une cavalerie excellente et très nombreuse que nulle autre organisation ne pourrait procurer à aussi bon compte. Puissance asiatique, la Russie a dans les Cosaques une milice légère, alerte, endurcie, toute faite pour parcourir rapidement les vastes steppes de son empire. Dans une guerre européenne, il est très probable qu'ils lui rendraient encore de grands services, et le capitaine Niessel a beau jeu contre leurs détracteurs. Le temps, en effet, est passé où les grosses charges de cavalerie décidaient du sort d'une bataille. Dans les dernières guerres, on n'en a pas vu, ou elles ont avorté. Il est bien douteux que, dans la prochaine, une masse de cavalerie quelconque arrive en contact avec une ligne d'artillerie ou d'infanterie. C'est de plus en plus la cavalerie légère qui devient l'instrument utile et pratique pour servir d'éclaireurs et poursuivre l'ennemi en déroute. A ces deux fins, les Cosaques sont excellents. Dans ce rôle, il faut bien plus qu'ailleurs des qualités individuelles : leurs habitudes guerrières un peu primitives trouvent encore leur emploi. En même temps qu'un des outils militaires les plus curieux de la Russie, les Cosaques constituent un de ceux dont elle est en droit d'attendre les plus grands services.

Depuis que les affaires de Crète et de Grèce ont attiré plus que jamais l'attention sur la question d'Orient, elle suscite un nombre d'ouvrages considérable. Celui de M. DE MONICAULT², malgré son titre, remonte jusqu'au traité de Carlowitz. L'auteur s'est servi seulement d'ouvrages connus et des recueils diplomatiques les plus généraux, ce qui donne à son travail, d'ailleurs estimable, une documentation un peu insuffisante. Je signale l'introduction qui étudie la théorie juridique de l'intervention d'un État dans les affaires d'un autre :

1. Capitaine Niessel, *les Cosaques*. Paris, Lavauzelle, 1898, 1 vol. in-8° de 470 p.

2. Gaston de Monicault, *la Question d'Orient. Le traité de Paris et ses suites* (1858-1875). Paris, Rousseau, 1898, in-8° de 393 p.

elle montre principalement tout le vague qui existe en cette matière et fait constater avec quelle aisance s'y déploie le droit de la force.

Le livre de M. DRIAUT¹ mérite d'arrêter davantage l'historien. Au lieu de restreindre le mot question d'Orient aux seuls débats relatifs à l'empire ottoman, M. Driault conçoit qu'il y a eu un péril oriental, une question d'Orient, dès que l'Europe chrétienne fut assaillie par des hordes appartenant à une religion ennemie du christianisme et inconciliable avec lui. La question d'Orient est née avec l'apparition de l'Islam; elle est essentiellement la guerre contre l'Islam. Jusqu'au XVII^e siècle, la lutte a été principalement défensive. Depuis cette époque, l'Islam n'a cessé de reculer et la difficulté de la question d'Orient consiste, si l'on peut dire, dans sa liquidation. La question d'Orient se pose, non à Constantinople seulement, mais en Asie, en Inde, en Égypte, en Afrique, et quand elle sera tranchée, ce sera le tour de la question de l'Extrême-Orient, la question chinoise, dont il faut déjà se préoccuper.

Cette vue très large n'est pas sans justesse. Le volume de M. Driault nous retrace donc à grands traits, mais d'une manière précise et solide, l'histoire de la question d'Orient ainsi entendue. Presque toujours exact, il est de plus agréable à lire au lieu de tourner, comme on pouvait le craindre, à l'énumération de faits et de noms. C'est que l'auteur a fait un véritable livre d'« histoire historique » et non d'histoire diplomatique, militaire ou géographique. Il ne s'est pas astreint à reproduire et à commenter des traités ou des récits de bataille. Il a tâché de saisir les faits essentiels et caractéristiques de chacune des phases de la question d'Orient et de les mettre clairement en lumière. Toute vaste qu'elle est, son œuvre n'est pas une compilation, mais un écrit original et qui suscite la réflexion. De bonnes bibliographies terminent chaque chapitre. On louera avec plaisir l'auteur de son souci d'impartialité et je le félicite particulièrement, après avoir stigmatisé comme il convient les massacres d'Arménie et l'inertie des puissances, de ne pas s'être abandonné à un philhellénisme intransigeant et d'avoir dénoncé la fâcheuse précipitation de la Grèce et tous les embarras qu'elle a causés à l'Europe. Par exemple, je crains bien, avec M. Monod, qui a fait précéder ce volume d'une lumineuse introduction, que M. Driault ne s'exagère les bons effets que peut avoir l'alliance franco-russe pour le dénouement de la question d'Orient, en même temps que la valeur et la véritable portée de cette convention si artificielle et si peu solide.

1. E. Driault, *la Question d'Orient depuis ses origines jusqu'à nos jours...*
Paris, Alcan, 1898, in-8° de xv-407 p.

A la question d'Orient se rattache également, quoique d'une manière moins directe, le volume consacré par un anonyme à l'étude du régime des capitulations¹. On sait que les capitulations sont les traités successifs conclus entre la Porte et le gouvernement français, accordant à ce dernier des priviléges notables pour ses résidents et son commerce en Orient. Elles sont arrivées à constituer le régime international qui protège les étrangers en pays ottoman. Créées primitivement pour mettre les chrétiens à l'abri des caprices des fonctionnaires musulmans, elles conservent pour le présent une valeur appréciable. Sans doute, en Égypte notamment, le respect du droit international a fait des progrès réels. Il n'en est pas moins douteux que le régime des capitulations ait fait son temps. On ne peut être certain qu'une magistrature mixte, partiellement composée de chrétiens, serait acceptée en pays turc comme elle l'a été en Égypte, et les réformes promises par la Porte ont été trop imparfaitement appliquées pour qu'il soit permis d'avoir grande confiance dans sa juridiction. Il faudra que l'Islam soit bien plus entamé qu'il ne l'est par l'influence chrétienne pour que l'Europe puisse renoncer au bénéfice des capitulations qui forment « sa dernière sauvegarde et sa plus précieuse garantie. »

Il faut remercier M^{le} D. MENANT de nous avoir, dans son livre récent², fait faire la connaissance plus approfondie d'une des plus sympathiques figures de l'Inde contemporaine. M. Malabari est un parsi, c'est-à-dire un indigène de la classe la plus infime, qui est arrivé à devenir par son intelligence le chef du parti réformateur indien. Il est le promoteur d'une réforme sociale et morale en Inde et son rôle y est considérable. Ses campagnes contre le mariage prématué des femmes et la triste condition des veuves ont été déjà fécondes en résultats et font de lui l'apôtre du féminisme le plus légitime. Son compatriote, M. Dayaram Gidumal, que sa haute origine éloignait infiniment d'un simple parsi, a rompu avec toutes les vieilles traditions et lui a consacré une biographie enthousiaste et sincère : sans doute, elle contient quelques détails banals ou un peu puérils, mais elle est pleine de pittoresque et d'intérêt, et il faut souhaiter qu'elle stimule notre curiosité vers les choses de l'Inde contemporaine. Le volume se complète par une préface de M. Menant de l'Institut, une introduction de la traductrice et des appendices dont plusieurs sont des

1. *Le Régime des capitulations. Son histoire, ses applications, ses modifications*, par un ancien diplomate. Paris, Plon et Nourrit, 1 vol. in-8° de 396 p.

2. D. Menant, *Un réformateur parsi dans l'histoire contemporaine de l'Inde Behramji M. Malabari*, traduit de l'anglais d'après M. Dayaram Gidumal. Paris, Flammarion, 1898, 1 vol. in-8° de xlvi-300 p.

traductions d'articles de M. Malabari sur la question des femmes en Inde et sur les ravages qu'y ont faits la peste et la famine.

La bibliothèque du Musée social vient de s'enrichir d'un excellent volume : c'est celui que M. DE ROUSIERS a consacré aux *trusts*¹, c'est-à-dire à ces extraordinaires monopoles qui sont arrivés, aux États-Unis, à concentrer dans les mains d'une seule compagnie la presque totalité d'une industrie. Le trust du pétrole, le trust du sucre et celui de l'acier sont, à l'heure actuelle, les plus typiques de ces monopoles. M. de Rousiers est allé étudier sur place leur fonctionnement et leur composition et nous en a donné une description minutieuse et intelligente. Ces monopoles constituent un des côtés les plus curieux de l'industrie américaine et ils présentent un intérêt de premier ordre au critique social. Selon les socialistes, en effet, le monopole est le terme naturel de la concentration industrielle et capitaliste qui aboutira peu à peu à supprimer la concurrence ; et l'état socialiste n'est autre chose qu'un état centralisant en *trusts* toutes les industries. Le *trust*, résultant de l'excès du capitalisme, est donc lui-même précurseur du socialisme. M. de Rousiers, dans une étude dont on ne se lasse pas d'admirer la patiente sagacité, a démonté un par un les rouages de tous ces *trusts*. Il a fait voir comment beaucoup avaient échoué, à quelles causes d'autres avaient dû leur succès et comment, somme toute, c'étaient des anomalies naturelles, assez rares, ou des éléments tout à fait artificiels qui avaient amené leur succès. Selon lui, ils ne sont nullement le prélude d'une ère nouvelle, mais des accidents qui résultent principalement de la confusion que font les Américains entre les intérêts privés et les intérêts publics. Ils constituent pour les États-Unis un danger politique plus menaçant encore que le danger économique et leur disparition par la suppression des causes artificielles qui les maintiennent est désirable. Il est peu de livres plus utiles que celui-ci pour l'étude de l'organisation industrielle aux États-Unis et d'une compétence aussi sûre et aussi exacte.

Les socialistes qui ne seront pas fort satisfaits du livre de M. de Rousiers affecteront de hausser les épaules devant celui de M. G. LE BON. Sa *Psychologie du socialisme*², qui n'est pas sans valeur au point de vue scientifique, est surtout intéressante comme manifestation d'un certain état d'âme, comme un signe de cette réaction qui commence chez nombre « d'intellectuels » à se produire contre le

1. Paul de Rousiers, *les Industries monopolisées (trusts) aux États-Unis*. Paris, Colin, 1 vol. in-18 de ix-335 p.

2. Gustave Le Bon, *Psychologie du socialisme*. Paris, Alcan, in-8° de viii-496 p.

socialisme. Elle témoigne d'une pensée personnelle indépendante, d'une tournure d'esprit systématique très aggressive, d'une ignorance regrettable de la critique historique, d'une grande apreté de ton, parfois divertissante, parfois appelant le sourire, parfois très remarquable; les conclusions sont d'ailleurs fort modérées. C'est le procédé de Rousseau avançant les propositions les plus paradoxales pour arriver aux réformes les plus anodines. On a affaire à un très brillant exercice de rhétorique contre le socialisme et les pays latins, celui-là apparaissant comme une forme morbide particulière à ceux-ci. L'auteur incline pratiquement vers le développement des idées coopératives et vers une réforme dans l'éducation. Une tentative socialiste semble d'ailleurs devoir être faite et devoir échouer. Ces opinions sont tout à fait plausibles et je ne serais pas très loin d'y adhérer complètement. Il faut regretter que l'acrimonie des digressions personnelles et le manque de pondération de la pensée de l'auteur rendent parfois si désagréable au lecteur de l'approuver : il est difficile de ne pas trouver beaucoup à louer dans la psychologie du socialisme intellectuel et dans ses constatations sur l'industrie latine. Déplorons par ailleurs, et très vivement, que le manque de critique historique de M. Le Bon inspire légitimement de la défiance pour nombre de ses conclusions. On ne lit pas sans effarement des propositions comme celle-ci : « Les écrits historiques ne sont que de purs romans absolument étrangers à toute réalité » (p. 53). Cette opinion n'étonne pas quand on voit M. Le Bon citer pêle-mêle des autorités comme Taine, Daniel Lesueur et M. Talmeyr, et aboutir à des propositions de cette valeur : « Les travailleurs traversent un âge d'or qu'ils ne reverront pas » (p. 363). La connaissance d'une méthode précise en matière historique est encore beaucoup plus nécessaire que celle de l'anthropologie pour l'étude du socialisme et celle de l'âme moderne, et M. Le Bon se serait utilement évité quelques tirades vraiment surannées contre le socialisme et quelques propositions singulièrement inexactes sur son développement en pays non latins. Somme toute, il nous a donné une œuvre extrêmement intéressante, malgré beaucoup d'inexactitudes, et qui fait beaucoup réfléchir. S'il est permis de faire la psychologie de l'auteur, on trouvera en lui un mélange de Malthus, de Taine, de Nietzsche et de Demolins, amalgamés dans un cerveau latin qui leur prête une forme absolue renouvelée de Rousseau.

André LICHTENBERGER.

ALLEMAGNE ET AUTRICHE.

TRAVAUX RELATIFS A L'HISTOIRE GRECQUE.

Années 1886-1898.

J'ai donné, dans deux précédents volumes de la *Revue historique* (XXVI, 1884, et XXXIV, 1887), un compte-rendu des travaux relatifs à l'histoire et aux antiquités de la Grèce parus en Allemagne et en Autriche dans les années 1882 à 1886. Un laps de temps trois fois plus considérable s'est écoulé pendant lequel d'autres travaux m'ont empêché de donner une suite à ces bulletins. Si une interruption d'autant longue durée est regrettable à certains égards, elle entraîne cependant aussi certains avantages. Il est plus facile, quand on embrasse une longue période de temps, de se rendre compte des progrès réellement accomplis, de reconnaître ceux des problèmes qui ont le plus vivement préoccupé la science, de séparer les ouvrages les plus importants de ceux qui le sont moins et de passer plus rapidement sur des questions controversées qui, ayant été longuement débattues, ont reçu leur solution finale.

Dans les deux articles précédemment cités, je me suis déjà borné à signaler les ouvrages et les articles de revues les plus importants et seulement quelques dissertations et quelques programmes scolaires choisis dans la masse énorme d'écrits de ce genre. Il va de soi que, pour ne pas dépasser outre mesure les limites d'un bulletin qui doit embrasser une période de douze années, je devrai m'imposer un triage encore plus rigoureux. J'ai donné, dans un ouvrage spécial : *Die Forschungen zur griechischen Geschichte, 1888-1898* (Munich, 1899), un tableau d'ensemble aussi complet que possible des travaux relatifs à l'histoire grecque, y compris les publications parues hors d'Allemagne. Je renvoie à ce travail tous ceux qui désireraient être renseignés d'une façon plus détaillée que je ne puis le faire ici.

La révolution opérée depuis plus de dix ans dans les études scientifiques par les voyages, les fouilles et les découvertes qui en ont résulté m'ont amené à modifier le classement que j'avais adopté dans mes précédents bulletins. Je pouvais consacrer un premier paragraphe à l'Archéologie et à l'Épigraphie, aussi longtemps que les voyages et les fouilles nous livraient principalement des restes d'architecture et de sculpture et des inscriptions. Mais les voyages en Grèce, en Asie Mineure, en Égypte, dans l'Italie méridionale se sont multipliés dans

l'intervalle et ont produit une riche moisson de documents topographiques ; ces documents ont si bien contribué à faire mieux connaître et mieux juger les œuvres littéraires, qu'il est nécessaire maintenant de consacrer un chapitre spécial aux ouvrages de topographie antique. De plus, aux découvertes d'inscriptions sont venus s'ajouter, comme sources d'informations presque aussi riches et à coup sûr aussi précieuses, les manuscrits et les documents sur papyrus, que le sol de l'Égypte nous a livrés et nous livre encore en abondance. A cet égard encore, le cadre de mon premier chapitre demande à être élargi et complété.

Enfin, en 1886, l'impression causée par les fouilles de Schliemann était encore si forte que j'ai consacré un chapitre spécial intitulé : « Origines du peuple grec » à la description de ces fouilles, de leur importance pour la critique d'Homère, et aux ouvrages qui traitaient de la tradition grecque sur les origines de ce peuple. Nous ne séparons plus maintenant cette période préhistorique de la période historique proprement dite ; tous les ouvrages récents sur l'histoire grecque commencent, pour nous servir des termes consacrés, avec la « période mycénienne » et la question homérique ; c'est dans leurs rapports avec les découvertes de Schliemann que les auteurs réunissent celles qui ont été faites en Asie Mineure et qui nous renseignent sur la civilisation de ces pays, les documents fournis par les inscriptions hiéroglyphiques sur l'Asie antérieure et les pays méditerranéens, et les objets préhistoriques trouvés dans tout le vaste domaine de la Méditerranée orientale, Sicile et Égypte comprises. Parmi ces objets on a même cru récemment trouver et déchiffrer un ou plusieurs systèmes d'écritures propres à l'époque mycénienne ; tous ces documents pourraient donc, en fin de compte, être classés, non plus dans la période préhistorique, mais dans la période historique. Mon second chapitre tombera par là et la nomenclature des ouvrages relatifs aux sources littéraires de l'histoire grecque, — qui formait le troisième chapitre, — deviendra le second. Nous parlerons ici des travaux nombreux, et d'une portée considérable, qui ont trait aux manuscrits d'auteurs anciens conservés sur papyrus et récemment découverts. Nous étudierons en particulier, dans son ensemble, les publications qui se rattachent à la « Constitution d'Athènes. » Par contre, les recherches sur les sources de Diodore, de Plutarque, de Justin, de Cornélius Népos, etc., deviennent de plus en plus rares. Non seulement les érudits préfèrent travailler sur des matériaux nouvellement découverts, mais en outre ils se rendent compte que des recherches de ce genre ne donnent qu'un petit nombre de résultats certains et qu'en remontant à la source d'un passage, même

quand on peut le faire avec de grandes probabilités, le résultat qu'on obtient n'intéresse guère que l'histoire littéraire. Enfin, les résultats auxquels ont abouti les travaux de cette nature n'ont pas, le plus souvent, résisté à une critique plus approfondie. Ce n'est pas, cependant, qu'il faille renoncer à l'espoir de résoudre ces questions; aussitôt après la découverte de la « Constitution d'Athènes, » on s'est demandé où Aristote avait puisé les sources de son travail. On a pu établir, d'une façon indiscutable, qu'outre les ouvrages d'Hérodote et de Thucydide, il avait utilisé les histoires du pays athénien, ainsi que la littérature politique d'Athènes. L'étude des sources de Plutarque, Diodore et autres, qui avait occupé autrefois tant d'historiens, a été remplacée par des recherches sur l'histoire des institutions. D'autre part, on s'est occupé de rechercher les sources utilisées dans les compilations postérieures : lexiques, scolies, mélanges, etc. Ces ouvrages sont d'une médiocre importance littéraire; mais, par cela même, il est beaucoup plus facile que pour Diodore ou surtout Plutarque d'en retrouver les éléments constitutifs. Enfin, on est arrivé à des résultats intéressants en étudiant l'élément artistique qui a présidé à la formation des ouvrages en prose, par conséquent aussi des ouvrages historiques. La connaissance du style individuel d'Hérodote, de Thucydide, de Xénophon (en prenant ce mot *style* dans le sens large de procédé de composition), est plus utile que la stérile recherche de leurs sources. Il ressort avant tout de cette étude ce fait important, que l'historien antique considérait en général comme plus essentiel de présenter son sujet avec art que d'établir scientifiquement les faits. Il est rare que ces deux préoccupations pèsent d'un poids égal dans la balance, comme chez Thucydide. En général l'historien, dans l'antiquité, est plus un écrivain et un artiste qu'un savant; l'érudition à cette époque est le fait de ceux que l'on pourrait appeler les écrivains archéologues. Il en résulte que la plupart des récits historiques de l'antiquité nous présentent, non pas des hommes réels, mais des types que l'art a perfectionnés. Les inscriptions et les documents sur papyrus, les œuvres littéraires nouvellement découvertes, qui tantôt nous donnent des aperçus de la vie journalière, tantôt nous familiarisent avec de nouvelles manifestations artistiques, confirment ce fait si important en principe.

Dans le paragraphe suivant, j'aurai à rendre compte cette fois d'un bien plus grand nombre de travaux d'histoire générale que par le passé. Là aussi se fait sentir l'influence exercée par la découverte de nouvelles et nombreuses sources d'information. Le besoin de faire entrer ces nouveaux matériaux dans l'édifice des connaissances acquises a nécessité un remaniement complet et approfondi de ces

ouvrages d'histoire générale. J'ai dit plus haut comment les découvertes préhistoriques ont passé dans le domaine de l'histoire. Il faut ajouter à cela que, dans ces dernières années, l'étude des questions économiques et sociales a commencé à intéresser aussi ceux qui s'occupent d'histoire grecque. Nous possédons là-dessus tantôt des traités spéciaux, tantôt, dans des ouvrages d'histoire grecque, des chapitres particulièrement consacrés à ce sujet. Il est donc nécessaire de réservier, dans ce bulletin, une place spéciale à ces recherches sur les questions d'économie politique.

En présence de cette masse énorme de publications, j'ai dû, pour ne pas dépasser les limites qui me sont assignées, supprimer complètement deux paragraphes, celui de l'« Histoire de la littérature grecque » et celui des « Institutions. »

INSCRIPTIONS. — Je parlerai d'abord des grands recueils d'inscriptions. Lorsque le premier *Corpus* des inscriptions grecques de A. Boeckh fut clos (1859), il comprenait, en quatre volumes, environ 8,000 textes. La quantité extraordinaire de pierres nouvellement découvertes obligea l'Académie de Berlin à remplacer immédiatement par un nouvel ouvrage celui qui venait à peine d'être achevé. On s'occupa d'abord de rééditer les inscriptions attiques ; mais, pendant le long espace de temps que dura cette publication, les fouilles donnèrent de si riches résultats qu'à ces volumes du *Corpus inscriptionum atticarum* il fallut ajouter des volumes supplémentaires. Nous connaissons aujourd'hui un plus grand nombre d'inscriptions attiques qu'on ne connaissait d'inscriptions grecques au temps de Boeckh. De plus, dans les dernières années, on a publié les inscriptions trouvées dans la Grèce occidentale, c'est-à-dire en Sicile et dans l'Italie méridionale, ainsi que le quart environ de celles de la Grèce septentrionale. Leur nombre se monte à environ 7,000, donc encore à peu près autant que Boeckh en avait donné. Si l'on considère avec cela tout ce qui manque encore au nouveau *Corpus* et combien la moisson, surtout en Asie Mineure, a été féconde, on peut admettre que nous connaissons aujourd'hui quatre ou cinq fois plus de textes qu'il y a quarante ans. Et la mine est loin d'être épuisée. Il est extrêmement difficile de savoir tout ce que les Revues spéciales apportent chaque jour de nouveau ; loin d'une grande bibliothèque, cela est devenu peu à peu tout à fait impossible. Il est donc important de voir au moins jusqu'à quel point les grandes collections sont complètes.

Le premier volume du *Corpus inscriptionum Atticarum* contient les inscriptions attiques de l'époque précédant l'archontat d'Euclide (404-403). Celles qui, depuis la publication du volume, ont été découvertes ou dont le texte a été remanié, sont réunies en trois fasci-

cles du tome IV. Le dernier fascicule est paru en 1891¹, de sorte que les inscriptions attiques de l'époque antérieure à Euclide, continues jusqu'en 1890 inclusivement, sont réunies au complet dans cet ouvrage. Ouvrage précieux pour quiconque s'occupe d'inscriptions; mais l'arrangement de ces suppléments n'a pas été fait avec autant de méthode que dans le *Corpus* des inscriptions latines et permet difficilement d'en prendre une vue d'ensemble. Ce qui a été trouvé en Attique depuis 1890 est encore dispersé dans de nombreuses publications périodiques. Le classement nouveau des pierres attiques au musée d'Athènes a donné lieu à de nombreuses améliorations que A. WILHELM se propose de décrire prochainement dans ses *Attische Studien*; pour le moment, l'éminent épigraphiste nous a seulement donné quelques indications dans deux mémoires². D'autres travaux relatifs aux inscriptions antérieures à Euclide nous ont été fournis par U. KOEHLER³ et B. KEIL⁴.

Le second volume du *C. I. A.* contient les textes datés de 404-403 jusqu'à l'époque d'Auguste; trois parties en sont parues en 1877, 1883 et 1888. Des suppléments importants ont été ajoutés aussi à ce volume dans ces dix dernières années. Tandis que le premier volume manque encore d'un Index, il en est paru un, partagé en dix-sept subdivisions, pour les trois parties du second volume. De plus, les inscriptions découvertes et les corrections apportées à celles qui étaient déjà connues depuis que ces trois parties ont été closes sont rassemblées dans un volume complémentaire qui va jusqu'en 1894. J. KIRCHNER y a joint des index classés de la même manière; c'est donc, pour l'instant, cette publication qui a été poussée le plus loin et qui donne la meilleure vue d'ensemble⁵. Enfin, nous devons signaler, comme se rattachant directement au *C. I. A.*, un catalogue, publié par R. WUENSCH⁶, des inscriptions imprécatoires conservées sur des tablettes de plomb.

En ce qui concerne les inscriptions de l'Occident, on n'est pas

1. *C. I. A.*, IV; fasciculus tertius supplementorum voluminis primi partem tertiam continens. Berlin, Reimer, 1891.

2. Dans l'*Anzeiger* de l'Académie des sciences de Vienne, 1897, n° 26 u. 27; et dans *Archäologisch-epigraphische Mittheilungen aus Oesterreich*, Bd. XX, S. 65 ff.

3. *Attische Inschriften des 5. Jahrhunderts*. (*Hermes*, Bd. XXXI, S. 137 ff.)

4. *Hermes*, Bd. XXXI, S. 472 ff.

5. *C. I. A.*, II, 4, indices continens; composuit J. Kirchner. Berlin, Reimer, 1893. *C. I. A.*, IV, pars altera supplementa Corp. Inscr. Att. voluminis alterius, comp. U. Köhler; indices confecit J. Kirchner. Berlin, Reimer, 1895.

6. *C. I. A. Appendix defixionum tabellae Atticae ed. B. Wuensch*. Berlin, Reimer, 1897.

moins bien partagé. Celles de Sicile et de l'Italie méridionale ont été jointes par leur éditeur G. KAIBEL¹ à la petite quantité de celles qu'on a trouvées en Espagne, en Angleterre et en Allemagne, tandis que A. Lebègue a réuni celles qui viennent de France. Kaibel a suivi de très près le modèle que lui fournissait le *Corpus* latin, il s'y est constamment référé et a été amené par là à tenir compte des rapports étroits qui existent, dans la partie occidentale de la Méditerranée, entre les choses grecques et les choses romaines. L'apport de découvertes nouvelles n'étant de beaucoup pas aussi considérable pour ces contrées que pour la Grèce et l'Asie Mineure, ce volume, quoiqu'il s'arrête à l'année 1890, peut être encore considéré comme à peu près complet.

Les inscriptions de la Grèce septentrionale doivent être publiées en quatre volumes du nouveau *Corpus* de Berlin. Il en a paru jusqu'à présent un volume complet et une partie du troisième; dans le premier, W. DITTBENBERGER² a réuni les inscriptions de la Mégaride, d'Oropos et de la Béotie. Il comprend les textes connus jusqu'en 1892. Les fouilles françaises, en cours d'exécution à Delphes, ont décidé l'éditeur à ajourner la publication des inscriptions déjà recueillies là-bas, et il s'est borné, dans le premier fascicule du troisième volume, à réunir les textes de la Phocide, de la Locride, de l'Étolie, de l'Acarnanie et des îles de la mer Ionienne.

Il est paru aussi une première partie des volumes du nouveau *Corpus*, qui contiendront les inscriptions des îles de la mer Égée. HILLER DE GAERTRINGEN³ y a réuni celles de l'île de Rhodes et de quelques petites îles avoisinantes. Trois cartes sont ajoutées à ce volume, ce qui n'est pas le cas ordinaire pour le *Corpus* grec; il se rapproche encore, dans d'autres détails, plutôt de l'agencement du *Corpus* latin.

Après avoir exposé comment se poursuit le travail du grand recueil des inscriptions grecques, il nous reste à appeler l'attention du lecteur sur un certain nombre de recueils spéciaux qui peuvent quelquefois être utiles.

1. *Inscriptiones graecae Siciliae et Italiae, additis graecis Galliae, Hispaniae, Britanniae, Germaniae inscriptionibus ed.* G. Kaibel; *Galliae inscriptiones ed.* A. Lebègue. Berlin, Reimer, 1890.

2. *Corpus inscriptionum graecarum Graeciae septentrionalis*, I. Inscr. graec. Megaridis, Oropiae, Boeotiae, ed. G. Dittenberger. Berlin, Reimer, 1892. III, 1; I. G. Phocidis, Locridis, Aetolie, Acarnaniae, insularum maris Ionii, ed. G. Dittenberger. Berlin, Reimer, 1897.

3. *Inscriptiones graecae insularum maris Aegei*, fasc. I. *Inscriptiones insularum Rhodi, Chalces, Carpathi cum Saro, Cosi.*, ed. F. Hiller de Gærtringen. Berlin, Reimer, 1895.

Les inscriptions trouvées dans les fouilles faites par les Allemands à Pergame ont été publiées par FRÄNKEL¹ dans une magnifique édition, après un travail de douze ans avec l'aide de différents collaborateurs. La première partie comprend les pierres de l'époque des rois et va, par conséquent, jusqu'à la fin des Attalides et à l'annexion de leur royaume à l'empire romain. Elle contient un très grand nombre de textes d'une importance capitale pour l'histoire de cet état de diadoques. Dans le second volume sont réunies les inscriptions de l'époque romaine, parmi lesquelles les textes grecs sont de beaucoup les plus nombreux. Ce volume contient aussi des inscriptions déchiffrées sur les anses de vases d'argile, provenant en majeure partie de Rhodes, où on les a trouvés en amas assez considérables, et dont l'interprétation a donné lieu à une controverse entre l'éditeur et B. KEIL²; celui-ci soutient, avec raison à ce qu'il me semble, que la fabrication de ces vases était un monopole de l'État, hypothèse qui semble confirmée par les empreintes de sceaux officiels. De l'époque d'Attale I^{er} date la première grande série de marques de potiers grecs, qui sont publiées dans ce volume.

Pour l'édition des inscriptions de Pergame, on s'est servi d'un procédé dispendieux qui n'est pas généralement usité; toutes les inscriptions, jusqu'aux plus petits fragments, sont éditées non pas à l'aide des caractères conventionnels de la typographie, mais d'après des dessins reproduits en zincographie.

Les éditeurs font observer que, comme nous l'apprennent les inscriptions, la fiction d'une bourgeoisie souveraine subsista même sous la domination des rois. Ici se place une étude de H. SWOBODA³ qui décrit de plus près cette singulière constitution et attire l'attention sur ce fait que les rois se servent des stratégies nommés par eux pour diriger l'assemblée populaire dans le sens de leurs désirs et que les décrets royaux avaient force de loi au même titre que les décrets rendus par le peuple.

Les inscriptions d'Olympie ont paru dans une édition presque aussi luxueuse que celles de Pergame, par les soins de DITTENBERGER et de PURGOLD⁴. Il ressort clairement de la comparaison avec les édi-

1. *Die Inschriften von Pergamon*, unter Mitwirkung von E. Fabricius und C. Schuchhardt. Herausgegeben von M. Fränkel. Berlin, Spemann, 1890 und 1895. Bd. VIII, 1 und 2 der Alterthümer von Pergamon.

2. *Wochenschrift für class. Philologie*, 1896, S. 106 ff.

3. H. Swoboda, *Zu den Urkunden von Pergamon*. Rhein. Mus. N. F., Bd. 46, S. 497 ff.

4. *Olympia. Die Ergebnisse der von dem deutschen Reich veranstalteten Ausgrabungen*, Textband V, die Inschriften von Olympia bearbeitet von W. Dittenberger und K. Purgold. Berlin, Asher et C°, 1890.

tions parues jusqu'à présent combien le travail des deux érudits a servi à l'intelligence de ces textes. Presque tous étaient déjà reproduits dans les mémoires provisoires contemporains des fouilles et publiés dans les volumes XXX à XL de la *Revue archéologique*. Pour répondre au caractère si nettement monumental de ces inscriptions, la nouvelle publication nous donne encore tous les renseignements intéressants sur les monuments auxquels elles appartiennent.

Parmi les recueils spéciaux, nous devons encore nommer la *Sylloge*, de DITTBURGER¹, choix de textes instructifs et caractéristiques; c'est un si excellent instrument d'orientation et d'investigation qu'il a fallu en donner une nouvelle édition. Elle vise au même but que le *Recueil d'inscriptions grecques* récemment publié par M. Michel (Bruxelles, 1896). Il a paru aussi une nouvelle édition d'un autre recueil analogue : celui de H. ROEHL², qui a sensiblement augmenté son choix de fac-similés d'anciennes inscriptions grecques. C'est un ouvrage absolument indispensable à consulter pour l'étude pratique de l'épigraphie grecque.

Il y a quelque temps déjà, G. Kaibel avait publié un recueil des inscriptions métriques, qui est parvenu à sa seconde édition ; mais, étant donné que les découvertes vont s'augmentant sans cesse, ce recueil était nécessairement incomplet. E. HOFFMANN³ s'est donc proposé de réunir toutes les inscriptions métriques dans une nouvelle édition dont la première partie, parue à ce jour, va jusqu'au milieu du III^e s. avant J.-C. La rédaction brève et sommaire des notices préliminaires et du commentaire, la reconstitution des textes déjà transcrits en caractères minuscules, permettent une vue d'ensemble rapide et font de l'ouvrage un instrument de travail tout à fait approprié.

Tandis que ces collections sont limitées à ceux des textes métriques qui nous sont connus par les inscriptions, PREGER⁴ a répondu à un besoin ressenti depuis longtemps en publiant un recueil de textes métriques pris dans les écrivains de l'antiquité. L'anthologie grecque contient, comme on sait, un assez grand nombre de poésies ; une partie provient, à coup sûr, de monuments antiques et d'offrandes votives ; tandis que, pour une autre partie, cette provenance est

1. W. Dittenberger, *Sylloge inscriptionum Graecarum*, 2 Bände. Leipzig, 1883. 2. Aufl., 1 Band, 1899.

2. H. Roehl, *Imagines inscriptionum Graecarum antiquissimarum in usum scholarum*. Berlin, Reimer, 1894.

3. E. Hoffmann, *Sylloge epigrammatum Graecorum quae ante medium saeculum a. Chr. n. tertium incisa ad nos pervenerunt*. Halle, Kämmer, 1890.

4. Theod. Preger, *Inscriptiones Graecae metricae ex scriptoribus praeter Anthologiam collectae*. Leipzig, Teubner, 1891.

douteuse. Ces textes, l'auteur les a de prime abord exclus de son recueil; par contre, il y a transcrit complètement tous ceux que l'on trouve dans le reste de la littérature, y compris la littérature byzantine. Pour un grand nombre de ces textes, il a fallu examiner et résoudre d'abord la question d'authenticité, c'est-à-dire rechercher si vraiment, comme le voulaient les auteurs de l'antiquité, les poèmes en question avaient été réellement des inscriptions ou s'il fallait les considérer comme de simples exercices littéraires. L'auteur croit pouvoir affirmer l'authenticité de 225 de ces épigrammes; il n'en reste que 62 pour lesquelles la tradition antique affirme à tort qu'elles avaient été gravées sur des pierres. La tradition littéraire fournit donc un complément appréciable au *Corpus des inscriptions grecques et aux recueils spéciaux* de G. Kaibel et E. Hoffmann. Il ne nous manque plus qu'un recueil des inscriptions en prose fournies par les auteurs anciens; elles se trouvent en assez grand nombre, sous une forme directe ou indirecte, chez les écrivains, en particulier chez les historiens.

Le recueil des inscriptions en dialecte grec de H. COLLITZ et F. BECHTEL¹ est également en bonne voie et les index de quelques-unes des parties ont déjà paru. Enfin une collection spéciale des inscriptions, relative au droit sacré grec, est en préparation; il en est paru jusqu'à présent un fascicule².

Il me reste encore à mentionner un ouvrage, quoique ce ne soit pas, à proprement parler, un recueil d'inscriptions. Mais comme l'auteur, à la fin de ses recherches, nous donne une table alphabétique, dressée par localités, des nombreux décrets populaires étudiés dans son travail et que ces décrets ont, pour les études historiques, une valeur égale à celle des plus importantes inscriptions, nous devons devoir mentionner ici l'ouvrage de H. SWOBODA³. Cette collection, complète jusqu'en l'année 1890, est accompagnée de recherches sur la façon dont était composé le texte remis aux mains du lapicide. Il commente les formules des décrets populaires et cherche à dégager de ces formules les institutions politiques dont elles étaient l'expression.

Je ne puis entreprendre d'énumérer ici les innombrables publications particulières d'inscriptions, disséminées dans toutes les revues

1. *Sammlung griech. Dialectinschriften*, herausgegeben von H. Collitz und F. Bechtel. Bd. III, 1888, 1889, 1895; II, 2, 1890; II, 3, 4, 5, 1892-1897; IV, 1, 1886; IV, 2, 1888.

2. *Leges Graecorum sacrae e titulis collectae*, ed. J. de Prott et L. Ziehen. I : *Fasti sacri*, ed J. de Prott. Leipzig, Teubner, 1896.

3. H. Swoboda, *Griechische Volksbeschlüsse*. Leipzig, Teubner, 1890.

possibles et dont chaque relation de fouilles ou de voyages contient une quantité plus ou moins grande; non plus que les articles tout aussi nombreux qui s'occupent de les commenter ou de les compléter. Je me contenterai de rappeler qu'un nouveau fragment de la chronique sur marbre de Paros, comprenant les années 336 à 299, a été découvert et publié par A. WILHELM¹. Malheureusement, les fouilles, organisées au même endroit par Rubensohn pour tâcher de retrouver d'autres restes de ce document, ont été infructueuses.

PAPYRUS, MANUSCRITS. — C'est à partir de l'année 1878 que les découvertes de papyrus ont augmenté dans dénormes proportions. A cette époque, des marchands arabes trouvèrent dans les monceaux de décombres de Crocodilopolis (Arsinoë, près de Medinet-el-Fayoum) de grandes quantités de papyrus grecs et arabes et les apportèrent au marché du Caire. Presque tous les grands musées d'Europe en possèdent, et les prix relativement élevés qu'on les paya ont eu pour résultat de rendre les fellahs qui travaillent à la recherche des antiquités dans d'autres parties de l'Égypte (Hermopolis Magna, la Thébaïde, la Grande-Oasis, etc.) plus attentifs aux débris de papyrus qu'ils exhument. La grande quantité de manuscrits, surtout d'actes privés rédigés en grec, en latin, en copte, en arabe et en persan qui ont été découverts dans le Fayoum, fit d'abord croire qu'on était tombé sur les restes des archives de la ville. Mais les recherches faites sur place même par A. ERMANN² et SCHWEINFURTH³ ont démontré que cette idée est erronée. Les papyrus qu'aujourd'hui l'on conserve avec tant de soin dans les musées d'Europe et qu'on étudie de si près proviennent bien plutôt des tas de balayures des villes égyptiennes; grâce à la sécheresse du sol, ils se sont conservés avec d'autres déchets dans les décombres. Cette explication s'est trouvée confirmée par les fouilles dirigées pour la première fois d'une façon systématique par les Anglais sur l'emplacement d'Oxyrhynchus (Bennesa). La présence au même endroit d'une grande quantité de documents officiels, ayant entre eux des rapports étroits, qui avait fait croire d'abord que l'on se trouvait en présence des archives d'Arsinoë, s'explique par le fait que des liasses de documents devenus sans valeur avaient été mis au rebut à des endroits déterminés.

Comme la plupart de ces papyrus ont été disséminés dans les musées européens et que, sur l'emplacement même des fouilles, il se trouvait généralement un grand nombre de fellahs qui se parta-

1. A. Wilhelm, dans les *Mittheilungen des deutschen archaeol. Institutes*. Athen. Abthlg., Bd. XXII, S. 183 ff.

2. *Die Herkunft der Fayyum papyrus.* (*Hermes*, Bd. XXI, S. 535 ff.)

3. *Zeitschrift der Gesellschaft für Erdkunde*. Berlin, 1887.

geaient le butin, il arrive fréquemment que les débris d'un seul et même rouleau se trouvent dans différents musées ; il ne sera possible de les reconstituer qu'au fur et à mesure que paraîtront les publications. U. WILCKEN¹, le plus compétent des savants allemands en cette matière, nous a ainsi montré qu'une série des fragments de la collection d'Oxford s'adaptent exactement aux déchirures de plusieurs des papyrus conservés à Londres. Jouguet a découvert au musée de Ghizeh un fragment appartenant au même rouleau qu'un très intéressant procès-verbal conservé à Berlin et rendant compte des négociations entre des envoyés d'Alexandrie et l'empereur Claude². Nous trouvons la relation d'une audience semblable accordée par l'empereur Trajan à des envoyés d'Alexandrie sur des fragments qui se trouvent à Paris et à Londres et qui appartiennent au même rouleau³. Cette dispersion des originaux dans les musées, leur publication dans un grand nombre de revues rendent fort difficile le travail des savants. Dans ces derniers temps, cependant, des dispositions ont été prises pour remédier à cet inconvénient.

Les papyrus découverts se partagent en deux grands groupes, très différents l'un de l'autre. Le premier groupe comprend des copies d'œuvres littéraires, faites tantôt par des particuliers, — c'est le cas de beaucoup le plus fréquent, — tantôt par des scribes de profession. Le second groupe est formé par les documents officiels ou privés des genres les plus divers et par les lettres. Le premier groupe est moins nombreux ; il est donc naturel qu'on ait pu en cataloguer le contenu plus tôt et plus complètement qu'on n'a pu le faire pour le second. Mais il est tout aussi naturel que, les découvertes se multipliant sans cesse, tous les travaux parus jusqu'à présent aient besoin d'être complétés. Les comptes-rendus déjà anciens, comme par exemple celui de F. BLASS⁴, sont depuis longtemps dépassés. Pour le public français, COUVREUR, dans la *Revue de philologie* (vol. XX, 1896, p. 163), a réuni, classés par nom d'auteurs, les manuscrits sur papyrus qui étaient connus à ce moment-là.

Le catalogue de HÄBERLEIN⁵ n'a paru que plus tard, ce qui a permis à l'auteur d'augmenter considérablement le nombre des numé-

1. U. Wilcken, dans les *Götting. gelehrte Anzeigen*, S. 716 ff. 1894.
2. U. Wilcken, dans *Hermes*, Bd. XXX, S. 481 ff.; *Berl. phil. Wochenschrift*, 1896, S. 617; 1897, S. 410.
3. U. Wilcken, dans *Hermes*, Bd. XXVII, S. 464 ff.; XXX, S. 481 ff.
4. F. Bläss, *Die Entdeckungen auf dem Gebiete der classischen Philologie*. Kiel, 1892. *Universitätsschrift*.
5. Häberlein, *Die griechischen Papyrushandschriften*, Centralblatt für Bibliothekswesen, Bd. XIV, S. 1 ff., 201 ff., u. s. w.

ros. Il n'a pu cependant y joindre ceux qui ont paru à la fin de 1897 et dans le courant de 1898. Le nombre en est appréciable; ainsi le premier volume des papyrus d'Oxyrhynchus, publié par Grenfell et Hunt, ne contient pas moins de trente-deux nouveaux textes manuscrits.

Pour les actes privés, rédigés sur papyrus, il n'existe encore aucun recueil de ce genre. U. WILCKEN¹ a exposé les découvertes connues jusqu'à ce jour et a tenté de classer par groupes ces riches matériaux. Il a fait observer que les Anglais seuls, jusqu'à présent, ont organisé les fouilles de papyrus avec méthode, que les autres nations cultivées pourraient faire de même, et que les académies ou les sociétés savantes qui en prendraient l'initiative en seraient largement récompensées. Il est à désirer que cet avis ait rencontré des auditeurs favorables, de même qu'un projet proposé dans la même conférence et qui est en voie d'accomplissement. Il va paraître chez Teubner à Leipzig, sous le titre : *Archiv für Papyrusforschung und verwandte Gebiete*, une revue internationale qui réunira toutes les publications ayant trait à ce genre d'études. Il sera donc à l'avenir bien plus facile de jeter un coup d'œil d'ensemble sur ces matériaux variés et de les utiliser avec fruit pour la science. Non moins utile est le résumé des publications antérieures concernant les documents grecs sur papyrus, que P. VIERECK a commencé à publier en 1898 dans le *Jahresbericht für Alterthumswissenschaft*. Il serait désirable seulement que ce travail fût aussi publié séparément en librairie.

Parmi les textes en prose, — je renonce à m'occuper de ceux en vers, — l'*'Αθηναίων πολιτείᾳ* d'Aristote est incontestablement le plus important. Je reviendrai plus loin sur les sources qu'il a utilisées et sur la valeur de son ouvrage. Je ne m'occuperaï ici que de ce qui regarde le texte, l'auteur à qui il doit être attribué et l'époque de sa composition. Le travail le plus complet aujourd'hui sur le sujet, sans oublier les études nouvelles d'U. Wilcken sur l'original qui est à Londres, nous est fourni dans la troisième édition du texte par G. KAIBEL et U. v. WILAMOWITZ-MÖLLENDORFF². L'appareil critique est contenu dans la seconde édition donnée par F. BLASS³, mais comme cette édition remonte à 1894, il est nécessaire d'y joindre les observations de U. WILCKEN⁴ et les remarques de F. BLASS lui-même⁵. Les efforts

1. U. Wilcken, *Griechische Papyri, die griechischen Papyrusurkunden*. Berlin, Reimer, 1897.

2. *Aristotelis* 'Αθηναίων πολιτείᾳ. Berlin, Weidmann, 1898.

3. *Aristotelis* Πολιτείᾳ Ἀθηναίων, iterum ed. F. Blass. Lipsiae, Teubner, 1894.

4. *Hermes*, Bd. XXX, S. 619 ff.

5. *Neue Jahrbücher f. class. Philolog.*, Bd. 153, S. 32 ff.

tentés par F. CAUER¹ et F. RUEHL² pour attribuer l'ouvrage non pas à Aristote, mais à son école, l'hypothèse de J. SCHWARCZ³, qui lui donnait pour auteur Héraclide de Pont, ont été réduits à néant par les autres érudits. Immédiatement après que le texte fut connu, l'Anglais C. TORR et H. LIPSIUS⁴ en ont placé la rédaction entre les années 329-328 et 325-324; cette opinion, à laquelle chacun d'eux était arrivé de son côté, est presque généralement admise maintenant. Les déductions de H. NISSEN⁵, qui attribue l'ouvrage à Aristote, mais qui en place la rédaction entre le mois d'octobre 324 et le mois de juillet 323, ont été réfutées par B. KEIL⁶; en dernier lieu, U. v. WILAMOWITZ⁷, dans son étendu et important ouvrage sur Aristote, a formulé plus nettement encore les arguments qui militent en faveur de la première hypothèse. Un plus grand nombre d'articles, relatifs à ces controverses, sont indiqués dans le compte-rendu que V. v. SCÜFFER⁸ a dressé et qui va jusqu'en mai 1895.

Aux débris de la littérature grecque appartiennent encore des fragments des deux discours d'Hypéride contre Philippides et Athénogène qui ont été trouvés récemment. HERWERDEN⁹ et F. BLASS¹⁰ ont étudié le discours contre Philippides. C'est encore F. Blass¹¹ qui nous a donné l'édition la plus complète des discours et fragments de discours d'Hypéride, conservés, comme l'on sait, presque uniquement sur des papyrus égyptiens. F. RUEHL¹² assigne à ce fragment une autre date que ses collègues et en conclut que le discours contre Philippides n'est pas d'Hypéride. Tandis que F. Blass¹³ en place la rédac-

1. F. Cauer, *Hat Aristoteles die Schrift vom Staat der Athener geschrieben?* Stuttgart, 1891. (Cf. *Rev. hist.*, XLIX, 301.)

2. *Rheinisches Museum*, N. F. Bd. 46, S. 426 ff.; le même, dans le t. XVIII des *Fleckeisen'schen Jahrbücher, Supplementband*, S. 675 ff.

3. J. Schwarcz, *Die Demokratie*, II Bd., 1 Lfg. Leipzig, Friedrich, 1891.

4. H. Lipsius, dans les *Berichte de la Sächsische Gesellsch. der Wissenschaften*, S. 45. 1891.

5. *Rhein. Mus.*, N. F. Bd. 47, S. 197 ff.

6. B. Keil, *Die Solonische Verfassung in Aristoteles Verfassungsgeschichte Athens*, S. 127 ff. Berlin, Gärtner, 1892.

7. U. v. Wilamowitz-Möllendorff, *Aristoteles und Athen*, 2 Bände. Berlin, Weidmann, 1893.

8. *Jahresbericht für class. Alterthumswissenschaft*, Bd. 75, S. 1 ff.; Bd. 83, S. 181 ff.

9. *Mnemosyne*, Bd. XI, S. 399 ff.

10. *Jahrbücher für class. Philologie*, 145 Bd., S. 99 ff., 575 ff.

11. *Hyperidis orationes sex, cum ceterarum fragmentis*, ed. F. Blass; editio tertia insigniter aucta. Leipzig, Teubner, 1895.

12. *Jahrbücher f. class. Philol.*, Bd. 145, S. 44 ff.

13. *Ibid.*, Bd. 145, S. 97 ff. und S. 577.

tion avant la mort de Philippe, en 337 ou dans la première moitié de 336, U. KOEHLER¹ la date de l'hiver 336-335. Sur le discours contre Philippides, nous avons également un article de F. Blass² avec lequel il faut en comparer deux autres de VOGT³ et de LIPSIUS⁴.

Parmi les fragments plus ou moins considérables d'œuvres littéraires en prose inconnues jusqu'alors, ceux que Flinders-Petrie a extraits des cercueils en carton de Tell-Gurob sont les plus intéressants à cause de leur haute antiquité. Ces papyrus appartiennent à l'époque de Ptolémée II et III. Il ne m'appartient pas de relater ici les travaux auxquels a donné lieu la découverte des manuscrits, d'autant ancienne date, de Phaidon et de Laches sur l'histoire du texte de Platon. Je dois de même passer sous silence les notions nouvelles qui nous ont été fournies sur Homère par la découverte de plusieurs textes homériques de l'époque des Ptolémées dont les philologues alexandrins ne s'étaient pas occupés. Moins importants sont naturellement les résultats fournis par les manuscrits postérieurs à l'ère chrétienne sur l'histoire des textes de Thucydide, Xénophon, Démosthène, Eschine, Isocrate et d'autres auteurs⁵. — Parmi les papyrus de Flinders-Petrie se trouve également un fragment qui, d'après son caractère, tient le milieu entre une œuvre littéraire et un document d'ordre privé proprement dit : c'est un récit sur la guerre faite en 247-246 par Ptolémée Evergète contre le royaume de Syrie et dans lequel les événements sont racontés par l'auteur, tantôt à la troisième, tantôt à la première personne. U. KOEHLER⁶, qui a consacré à ce texte une excellente étude, frappé de l'exactitude avec laquelle sont notées les heures de jour et les veilles de nuit, conclut que ce papyrus est une copie hâtive du rapport officiel que le commandant de la flotte égyptienne adressa à son roi. La prise d'Antioche y est décrite entre autres. Tandis que KOEHLER, U. WILCKEN⁷ et A. WILHELM⁸ considèrent la première partie de la relation comme ayant trait à des événements accomplis en Cilicie et voient dans la seconde partie la description de l'entrée des Égyptiens à Antioche sur l'Oronte, M. de Wilamowitz place, avec raison à mon sens, tous ces événements en Cilicie, et la

1. *Sitzungsberichte d. Berliner Akad.*, S. 931 ff. 1891.

2. *Jahrb. für class. Philol.*, 147 Bd., S. 145 ff.

3. *Wiener Studien*, Bd. XVI, S. 168 ff.

4. *Philologus*, N. F. Bd. IX, S. 39 ff.

5. *Jahrb. für Philol.*, Bd. 145, S. 33 ff.; Lipsius, dans les *Berichte der kgl. sächsischen Ges. d. Wissensch.*, 1893, S. 6 ff.; W. v. Hartel, *Ueber die griech. Papryi Erzherzog Rainer*. Wien, Gerold, 1886.

6. *Sitzungsber. der Berl. Akad.*, S. 445 ff. 1894.

7. *Hermes*, XXIX, S. 450.

8. *Zeitschrift f. d. öster. Gymnasien*, Bd. 45, S. 911. 1894.

ville d'Antioche dont il est question, non sur l'Oronte, mais sur le Kragos (voir Mahaffy, *Empire of the Ptolemies*). Un fragment de papyrus découvert également et publié par Flinders-Petrie contient une description du Pirée. Ce même document a été réédité par U. WILCKEN¹ et E. CURTIUS². Ainsi que je l'ai fait observer précédemment déjà, le premier volume des papyrus d'Oxyrhynchus publié par Grenfell et Hunt (Londres, 1898) contient de nombreux restes d'œuvres littéraires parmi lesquels un fragment assez considérable d'une copie de Thucydide, un plus petit d'Hérodote, enfin un manuel chronologique inédit, mais malheureusement de peu de valeur, pour les années 355-345 av. J.-C.

Si considérable que soit la quantité de textes littéraires connus grâce à la découverte des papyrus, ces textes ne sont qu'une infime minorité en comparaison de ceux du second groupe, les documents privés et les lettres. La série de ces derniers textes s'étend de l'époque de Ptolémée II jusqu'à la domination byzantine et au delà, jusqu'aux premières années qui suivirent la conquête de l'Égypte par les Arabes.

De même que, parmi les textes littéraires, ceux de la collection de Flinders-Petrie offrent, à cause de leur haute antiquité, un intérêt tout spécial, de même les documents très variés datant de l'époque de Ptolémée II et de Ptolémée III sont extrêmement instructifs. Les obligations, les comptes, les ordonnances, les lettres administratives et privées de tout genre offrent pour la forme et pour le fond beaucoup de rapports avec les inscriptions de cette époque. Les nombreux testaments de soldats forment un appoint important pour l'étude de l'histoire proprement dite. En effet, comme l'ont prouvé U. WILCKEN³ et K. WESSELY⁴, ce ne sont pas des vétérans, mais des soldats en activité qui ont rédigé ces testaments passés devant des fonctionnaires royaux et sous la garantie de l'État. Comme les Ptolémées, de même que les autres diadoques, avaient besoin d'une armée exercée et toujours prête, ils s'attachaient un grand nombre de soldats et d'officiers en leur assignant des lots de terrains sur lesquels ils devaient s'établir, prêts à être appelés sous les drapeaux; ils se créaient ainsi, à côté des mercenaires, une armée régulière. Ces colonies militaires macédoniennes, dont la fondation remonte jusqu'à Philippe et Alexandre le Grand, ont servi de modèle aux colonies de vétérans qui ont existé

1. *Berl. philol. Wochenschrift*, IX, S. 1546 ff. 1889.

2. *Stadtgeschichte von Athen*, S. CXX. Berlin, Weidmann, 1891.

3. *Götting. gel. Anzeigen*, S. 130 ff.

4. K. Wessely, *Bemerkungen zu einigen Publikationen auf dem Gebiete der älteren griechischen Palæographie*. 1892.

dans l'empire romain depuis la fin de la république. Une étude de SCHULTEN¹ traite cette question en ce qui concerne les royaumes de Syrie et de Pergame, pour lesquels nous trouvons dans les inscriptions des renseignements analogues à ceux que fournissent ces papyrus égyptiens. Les papyrus de Flinders-Petrie montrent que dans le Fayoum, dont le sol a été lotisé, des Grecs de tous les pays, mais aussi de nombreux Barbares, vivaient côte à côte; les Barbares pouvaient même arriver à des grades élevés dans la garde à cheval des Ptolémées. Ainsi, grâce à l'extension des relations internationales qui caractérisa l'époque postérieure à Alexandre le Grand, on voit s'accomplir, du moins dans les armées des diadoques, la fusion entre les Hellènes et les Barbares qu'avait rêvée Alexandre et qu'Aristote signalait comme un danger.

Les papyrus et les inscriptions sur coquilles (*ostraka*) de l'époque des Ptolémées vont être réunis en un *Corpus* et seront ainsi accessibles aux savants; ce travail est confié aux mains autorisées de U. WILCKEN. Le plus considérable des papyrus grecs connus jusqu'à présent contient une partie des dispositions prises par Ptolémée II pour l'administration des finances et nous fournit des renseignements inappréciables sur l'histoire de l'administration intérieure des Ptolémées. Les œuvres littéraires ne nous apprennent presque rien là-dessus; elles ne nous renseignent guère que sur les événements de la politique extérieure. La découverte d'un si riche trésor de documents impose à la science l'obligation de combler cette lacune de la tradition littéraire. Les inscriptions grecques de l'époque des Ptolémées, les textes hiéroglyphiques et démotiques d'Égypte devront être employés dans ce même but; bref, il reste à faire pour l'Égypte le travail que Th. Mommsen a exécuté pour l'époque impériale romaine dans le cinquième volume de son histoire. Je mentionnerai plus tard encore une série d'ouvrages qui peuvent être considérés comme préparatoires à ce travail; pour le moment, je rappellerai seulement que Strack nous a donné un bon recueil des inscriptions grecques concernant les Ptolémées.

Le nombre des documents et des lettres datant de l'époque des Ptolémées est de beaucoup dépassé par celui des papyrus de l'époque impériale romaine. Les fouilles du Fayoum en particulier ont mis au jour des monuments de cette période qui nous donnent d'étonnantes aperçus de l'administration de l'Égypte sous les empereurs romains; ces données se compléteront encore quand l'ensemble des matériaux sera publié. Dès à présent, d'importants résultats sont acquis, dissé-

1. *Hermes*, Bd. XXXII, S. 523 ff.

REV. HISTOR. LXX. 1^{er} FASC.

minés, il est vrai, dans d'innombrables articles de revues (U. Wilcken, K. Wessely, Gradenwitz, Th. Mommsen, Viereck, P. Meyer, etc.). Le système des impôts est le mieux connu; nous savons maintenant qu'en dehors de la déclaration de propriété faite tous les ans en vue des impôts, des registres de famille devaient être dressés tous les quatorze ans pour le recensement. Ces documents nous fournissent des données très précises sur les impôts à payer en nature ou en argent, sur le taux de l'intérêt dans les affaires de prêt, sur les formalités auxquelles étaient soumis les ventes et les échanges, les mariages et les divorces, sur la gestion financière des employés du gouvernement, sur les dépôts d'argent confiés à certaines administrations religieuses, par exemple au temple de Jupiter Capitolin à Arsinoë, du temps de Commode. L'Égypte est restée, aussi sous la domination des Romains, la terre promise d'une bureaucratie écrivassière, et a été administrée par une véritable armée de fonctionnaires, de fermiers et de sociétés de fermage, de maires de villages et de leurs scribes. Presque tous ces employés, à commencer par le stratège du district, tenaient un journal d'administration (*ὑπομνηματικός*) dont les copies étaient déposées aux archives, où l'on conservait aussi les autres actes innombrables des bureaux.

Si l'État développe ainsi la manie de la paperasserie, il n'est pas étonnant que dans la vie privée et le commerce journalier on contracte la même habitude; aussi trouvons-nous, à côté des documents officiels concernant la vie publique, ceux qui ont un caractère privé et de nombreuses correspondances.

Le Musée de Berlin, et, grâce à la libéralité de l'archiduc Rainer, celui de Vienne, possèdent un grand nombre de documents de ce genre. Récemment, la bibliothèque de Heidelberg en a acquis aussi une petite partie. De ceux-ci rien n'est encore publié; les papyrus qui se trouvent à Leipzig et à Dresde l'ont été dans les Mémoires de la *Sächsische Gesellschaft der Wissenschaft*, par K. WESSELY. Dans ces derniers temps, Berlin comme Vienne ont commencé la publication de leurs papyrus grecs dans des recueils particuliers. Ces deux ouvrages seuls seront brièvement mentionnés ici.

U. WILCKEN, VIERECK et KREBS¹ ont publié jusqu'à présent, en deux volumes pourvus de riches index, jusqu'à 696 textes, dont quelques-uns très considérables, de la collection de Berlin. Il a paru une première livraison du troisième volume. Les inscriptions

1. *Aegyptische Urkunden aus den königl. Museen zu Berlin. Griechische Urkunden I und II.* Berlin, Weidmann, 1897-1898. III Bd., 1 Heft. 1898.

sont reproduites par l'autographie sur un seul côté des feuillets. Le texte est transcrit, la séparation des mots et tous les signes de ponctuation sont indiqués, les sigles et les signes de numérotation sont reproduits en fac-similé, les abréviations sont résolues et des explications complémentaires fournies dans la mesure du possible. Les éclaircissements et la description des papyrus sont réduits au strict minimum. En marge ont été ajoutées des indications bibliographiques très complètes, et, là où la réduction est possible, on a ramené les dates à celles de notre ère. Les additions, les passages illisibles et les omissions des scribes sont indiqués d'une façon visible par des signes spéciaux. Des planches, qui ont été insuffisamment déchiffrées, ou d'autres qui pourront être complétées à l'aide de fragments trouvés parmi les papyrus non encore déchiffrés, sont mises de côté pour être ultérieurement publiées. Cette méthode, imitée depuis par Nicole pour la publication des papyrus de Genève, pourrait sembler défectueuse si l'on ne prenait en considération que les exigences et l'intérêt des paléographes; mais elle a l'avantage de ne pas revenir cher et d'être éminemment pratique, étant donnée l'impossibilité de reproduire photographiquement tous les documents sur papyrus, comme cela se fait par exemple à Londres.

A Vienne, c'est WESSELY qui est chargé de publier les papyrus grecs. Plusieurs recueils d'inscriptions puisées à ce riche trésor avaient déjà paru, mais la somme totale publiée jusqu'à présent ne dépassait pas 247 textes grecs concernant le droit. Immédiatement après l'acquisition des papyrus de l'archiduc Rainer, les savants qui avaient été chargés de les dépouiller commencèrent à rendre compte, dans des brochures périodiques, du travail de déchiffrement¹. Ce travail a fait connaître à la fois des textes littéraires et des actes privés; il ne sera pas question des premiers ici. Plus tard, lorsqu'on organisa une exposition des fragments reconstitués, parut un catalogue de luxe comprenant 300 numéros². Enfin, il a été publié dans un grand recueil tout ce qui est maintenant complet. Pour les textes grecs, à l'exclusion des textes littéraires, il a paru jusqu'à présent un volume de documents juridiques comprenant des contrats de vente, des actes financiers, des actes de procédure, des contrats de mariage, des contrats de location trouvés en partie dans le Fayoum, en partie à Hermopolis Magna. Non seulement WESSELY³, mais encore MITTEIS

1. *Mittheilungen aus der Sammlung der Papyrus Erzherzog Rainer*, VI Bde. Wien, 1887-1897.

2. *Papyrus Erzherzog Rainer. Führer durch die Ausstellung*. Wien, Holder, 1894.

3. *Corpus papyrorum Raineri archiducis Austriae*, vol. I. Griechische Texte

ont ajouté à ce recueil de textes de volumineux articles qu'on ne s'attendait guère à trouver là. Leur publication soulève encore d'autres critiques; en particulier, il serait désirable qu'elle fût faite plus rapidement, au risque même d'offrir les défauts inévitables dans toute édition princeps. Pour atteindre ce but, il faut sans doute à Wessely des collaborateurs qui ne peuvent lui faire défaut à Vienne.

Bien peu nombreux, en comparaison des papyrus, sont les manuscrits inédits découverts dans les bibliothèques européennes. Il s'en trouve un, cependant, du plus haut intérêt pour l'histoire grecque. Jusqu'à présent l'histoire des successeurs d'Alexandre le Grand, rédigée par Arrien, ne nous était connue que par les extraits que Photius en avait donnés dans sa collection. On pouvait encore en retrouver des traces dans Diodore, Plutarque et d'autres auteurs. Voici que R. REITZENSTEIN¹ a eu la bonne fortune d'en découvrir plusieurs feuillets palimpsestes dans un manuscrit du Vatican. Le passage appartient au septième livre de l'*Histoire des diadoques* et nous apporte la preuve qu'Arrien l'avait traitée d'une façon aussi approfondie que son expédition d'Alexandre.

Dans la collection du patriarcat de Jérusalem, il a été trouvé un manuscrit relatif à l'histoire d'Alexandre le Grand; il contient un court récit, fait en style de manuel, des événements écoulés entre la bataille du Granique et celle d'Arbèles. Malheureusement c'est un document de médiocre valeur, comme l'a prouvé RUEHL². De cette même collection, appartenant à l'origine au couvent de Saint-Sabbas et transportée à Jérusalem, proviennent aussi des fragments du manuel de mythologie d'Apollodore qui, réunis à des extraits du même manuel trouvés au Vatican, ont été publiés dans la dernière édition des *Mythographi Graeci* de Wagner³. Le quatrième livre de la bibliothèque d'Apollodore peut être à présent reconstitué à peu près sans lacune; le texte des autres livres existe dès à présent à peu près complet.

Adolf BAUER.

(Sera continué.)

herausgeg. von K. Wessely, I. Rechtsurkunden unter Mitwirkung von L. Mitis. Wien, 1895.

1. R. Reitzenstein, *Arriani τῶν μετ' Ἀλεξανδροῦ libri septimi fragmenta e codice Vaticano rescripto*, nuper iteratis curis lecto. Breslauer philol. Abhandlungen III, 3. Köbner, 1888.

2. *Jahrbücher f. Philol.*, 151 Bd., S. 558 ff.

3. *Apollodori bibliotheca*, ed. R. Wagner. Leipzig, Teubner, 1894. Tome I des *Mythographi Graeci*.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Léon HALKIN. *Les esclaves publics chez les Romains* (fasc. I de la *Bibliothèque de la Faculté de philosophie et lettres de l'Université de Liège*). Bruxelles, Office de publicité, 1897. In-8°, 250 pages.

DEMOLIN. *Les Collegia Juvenum dans l'empire Romain* (extrait du t. I du *Musée belge*). Louvain, Peters, 1897. In-8°, 44 pages.

Le travail de M. Halkin inaugure très brillamment la bibliothèque de la Faculté des lettres de Liège. Il est tout à fait digne de M. Waltzing, qui l'a inspiré. M. H. n'a négligé aucun des textes épigraphiques ou juridiques concernant les esclaves publics à Rome et dans les municipes; il les a étudiés et discutés avec une critique très sûre et très sage; il a évité toutes les digressions historiques ou nécrologiques auxquelles plus d'un débutant se serait laissé entraîner par un tel sujet; il a bien réparti les différentes subdivisions de sa thèse; il a eu le courage, faisant ce catalogue des inscriptions relatives à l'esclavage public, de ne point les transcrire intégralement en caractères épigraphiques; il a évité tous ces trompe-l'œil de l'érudition, qui sont une forme de l'hypocrisie chez les prétendus savants. — Le livre abonde en faits nouveaux et en conclusions utiles; p. 116, 119-120, je recommande les chapitres sur la situation privilégiée faite aux esclaves de l'État, en particulier sur les effets et le caractère des mariages qu'ils contractaient; p. 199, voyez, à cet égard, la situation un peu différente des esclaves municipaux. — P. 96, p. 176, etc., il faut renvoyer à Hirschfeld, *die Sicherheitspolizei in der römischen Kaiserzeit*; p. 126, sur les *operae* des affranchis, il importait de citer le t. II des *Institutions politiques* de Fusel de Coulanges. — M. H. n'a-t-il trouvé, en archéologie figurée, aucun renseignement sur ses esclaves? — P. 161, dans l'inscription de Bordeaux, I, n° 85, je persiste à interpréter *P* par *publica* et non par *patrona*; il me semble que le mot *comiti* et le nom de *Diario* nous placent dans un milieu servile. Je suis convaincu que M. H. trouverait encore beaucoup à glaner dans les Vies de saints.

Le travail de M. Demolin sur les *collegia* des *juvenes* a les mêmes qualités d'exactitude et de sobriété, avec un peu moins de sûreté scientifique et de pénétration. Toute la question du *flamen Juventutis* et des *juvenes* en Gaule me paraît à revoir et à compléter (cf. Allmer, *Revue épigraphique*, n° 71, 1893, p. 242).

L'une et l'autre de ces publications sont une nouvelle preuve de l'activité philologique de la Belgique contemporaine. Il se forme chez nos

voisins une école d'érudition classique, fort bien douée, très intelligem-
ment dirigée, ayant des qualités de prudence, d'exactitude, de probité
toutes particulières. Il est certain que la principale impulsion, du moins
dans les travaux d'épigraphie, est due à M. Waltzing. Heureux
homme qui, il y a quelques années, n'était encore qu'un excellent
élève et qui, dès maintenant, peut former des élèves dignes de lui et
continuant son œuvre! Je l'envie de tout cœur.

C. JULLIAN.

**William Holden HUTTON, B. D. *The Church of the Sixth Century, six chapters in ecclesiastical history.* London, Longmans, 1897.
In-12, xx-314 pages.**

Cet ouvrage constitue une esquisse plutôt qu'une étude détaillée de l'histoire ecclésiastique du VI^e siècle. L'auteur a réuni en six chapitres, d'une lecture facile et agréable, les réflexions que lui ont inspirées et l'examen des documents du règne de Justinien et un voyage à Constantinople. Son livre est donc une de ces œuvres de vulgarisation savante qui s'adressent autant aux érudits qu'au public; son utilité ne consiste pas seulement à rendre accessibles à tous les résultats des recherches scientifiques, mais aussi à fixer l'état des connaissances que nous possédons à l'heure actuelle sur l'Église du VI^e siècle. M. H. réunit la double qualité nécessaire à cette entreprise : il a étudié par lui-même toutes les questions qu'il expose, et il les présente avec clarté et simplicité, en les relevant d'une pointe de passion qui donne au livre comme un intérêt plus actuel. La personne de Justinien forme en effet le lien qui réunit les différents chapitres; l'auteur, qui témoigne pour l'œuvre de cet empereur d'une grande admiration, lui a peut-être trop sacrifié ses contemporains. Il est vrai que Constantinople fut, durant cette période, le centre religieux du monde européen. Il existait pourtant à la même époque une église de Gaule et une église d'Irlande qui vivaient de leur vie propre et étaient bien indépendantes de l'empire d'Orient. Bien plus, le VI^e siècle est le siècle de saint Benoît et de saint Columban autant que de Justinien; leur réforme monastique n'a subi aucune influence orientale. L'auteur les néglige toutefois, et volontairement (p. 9). Il est permis de se demander s'il en avait le droit et si, au lieu de donner à son ouvrage un titre aussi général, il n'eût pas mieux fait de l'intituler : « L'œuvre ecclésiastique de Justinien. »

Cette réserve faite et l'ouvrage ramené à ce qu'il est réellement, c'est-à-dire à une étude d'histoire byzantine, l'unité du plan apparaît mieux. L'auteur passe en revue les divers domaines religieux, dans lesquels s'est manifestée l'activité de Justinien, et la première question qu'il étudie est celle des rapports entre l'Église et l'État. M. H. a présenté avec beaucoup d'à propos les principaux textes du Code et des

Novelles qui indiquent la pensée de Justinien. Le rapprochement qu'il établit entre cette législation et les mesures prises à la même époque vis-à-vis de l'Église par les rois ostrogoths d'Italie est d'un grand intérêt. Peut-être eût-il fallu rechercher, non plus d'après les lois, mais à l'aide des chroniques, comment ces mesures avaient été appliquées. Ainsi, la réforme des monastères, dont l'importance a été si grande, est à peine indiquée en quelques lignes (p. 25). C'est avec raison que l'auteur appelle Justinien un « saint Benoît législateur; » il aurait dû montrer en quoi sa réforme ressemble à celle de saint Benoît et insister sur la substitution des monastères basiliens aux anciennes « laures, » où les ermites menaient une vie presque indépendante. Mais la question qui préoccupe le plus l'auteur dans ce chapitre est celle de l'attitude de Justinien vis-à-vis de l'Église. Faut-il voir dans son gouvernement, suivant l'expression de M. Bury, « un caesaropapisme? » A-t-il été, comme le veut M. Bryce, « un pape temporel? » En un mot, les efforts de Justinien ont-ils contribué à subordonner l'Église à l'État? L'auteur n'ose laver complètement son héros de ce reproche; mais il insiste, et avec raison d'ailleurs, sur les immenses priviléges accordés par lui à l'Église. Il est vrai que Justinien a affirmé le droit de juridiction que s'étaient déjà arrogé les évêques en leur confiant le jugement des causes mixtes et en leur permettant même d'intervenir dans la justice séculière (Novelles, 83, 86). Mais peut-on considérer comme indépendante du pouvoir une Église qui reçoit de lui toutes les règles de sa discipline intérieure? Élection et ordination des évêques, dignité du clergé, respect de la hiérarchie, règlement des monastères, précaution contre la simonie et l'alléiation des biens de l'Église, Justinien a abordé dans sa législation toutes les parties de l'organisation ecclésiastique. Il a vraiment agi en « évêque du dehors » et mérité par là le surnom de « pape temporel, » dont l'auteur essaye, mais en vain, d'atténuer l'énergie. Jamais à aucune époque l'Église n'a subi un pareil despotisme, et il eût été intéressant de rechercher si elle l'admit toujours sans protestation. Il est vrai que toutes les mesures prises par l'État sont essentiellement religieuses d'esprit et ne tendent qu'à fortifier la situation de l'Église en faisant régner chez elle l'ordre et la régularité. Il est vrai qu'à cette époque, en Orient comme en Occident, l'État et l'Église se pénètrent tellement qu'il est difficile de dire laquelle des deux puissances dirige l'autre. Le régime établi par Justinien n'en est pas moins un régime d'oppression, et l'Église elle-même eut à se repentir plusieurs fois de la lourde protection qui lui était accordée. De même faut-il voir une inspiration religieuse dans les articles des Institutes et des Novelles relatifs à la condition de la femme et des esclaves. Les Institutes, ce manuel destiné aux étudiants en droit, ne font que résumer la législation antérieure. Bien avant Justinien, et dès l'époque des Antonins, les empereurs avaient donné plus de liberté à l'épouse et plus de garantie à l'esclave. Justinien n'a fait que reconnaître le régime dotal, vieux déjà de huit siècles, et les

articles qu'il a consacrés au divorce s'inspirent plus de l'ancienne tradition romaine que de la législation ecclésiastique. Il en est ainsi des mesures qui sont prises en faveur des esclaves; elles avaient pour préface les lois si humaines par lesquelles les Antonins avaient essayé de protéger les esclaves contre les mauvais traitements, de leur constituer une famille et en un mot d'en faire des hommes¹. Pour nous résumer, le Justinien que nous présente M. H. ressemble un peu trop à Charlemagne. L'auteur a négligé de mettre en lumière le fond d'idées juridiques que Justinien tenait, non de son éducation chrétienne, mais de la tradition de ses prédécesseurs, les Augustes du m^e siècle.

Le second chapitre est intitulé : « L'Église grecque et ses missions. » L'auteur y étudie en réalité deux questions : quelle était au vi^e siècle la source de l'autorité dogmatique dans l'Église ? Quels efforts l'Église grecque a-t-elle faits à cette époque pour étendre son territoire ? M. H. a remarqué avec raison qu'au vi^e siècle les patriarches orientaux jouissaient d'une grande indépendance vis-à-vis du pape, mais peut-être s'est-il un peu hâte de prêter aux contemporains de Justinien des conceptions dogmatiques trop précises sur le pouvoir des patriarches. Il remarque lui-même avec raison que, si Justinien a reconnu au patriarche de Constantinople le titre d'œcuménique (Code, I, 11, 24), il n'a pas entendu par là lui donner une juridiction universelle, mais plutôt lui décerner un titre honorifique. Il est donc bien étonnant que M. H. considère comme immuable la position prise par l'Église de Constantinople au cours de l'histoire vis-à-vis des papes. Il est encore plus étrange que, pour éclairer l'histoire du vi^e siècle, il juge à propos de citer un document de la fin du xix^e siècle, l'encyclique adressée par le patriarche Anthime au pape Léon XIII en 1895. Jamais, affirme l'auteur, depuis l'époque de Justinien, la pensée de l'Église grecque n'a varié sur ces questions. C'est là un singulier parti pris d'oublier l'histoire ; les rapports entre le pape et le patriarche de Constantinople étaient si peu fixés au vi^e siècle que depuis cette époque jusqu'à la nôtre les schismes et les tentatives de rapprochement se sont succédé sans interruption. Les négociations mêmes de Justinien avec les divers papes qui ont régné en même temps que lui prouvent que pour ses contemporains la « primauté de Pierre » était un fait incontesté. S'il a d'ailleurs maltraité quelques papes, tels que ce Vigile, qu'il a envoyé en exil, on ne voit pas qu'il ait ménagé davantage les patriarches de Constantinople : Anthime et Eutychius sont là pour le prouver. Son despotisme s'étendait également à tous, mais il n'a jamais songé à trancher le problème de l'autorité dogmatique dans l'Église.

Son influence fut au contraire plus grande sur l'extension du domaine de l'Église grecque. Le tableau présenté par M. H. des missions entreprises par ses ordres est exact de tous points ; mais il faut reconnaître

1. Sur la législation des Antonins, voir les textes rassemblés par Duruy, *Histoire des Romains*, édit. de 1880, t. V, p. 38 et suiv.

avec l'auteur que toutes les fondations d'églises ne sont pas dues à son initiative. Ce sont des nestoriens qui ont implanté le christianisme dans l'Asie centrale, et l'Église abyssine doit sa naissance à des monophysites d'Egypte. A ce propos, M. H. eût pu renvoyer ses lecteurs à la savante étude sur les « Missions chrétiennes au sud de l'empire romain » de M. l'abbé Duchesne¹ et à l'« Introduction à l'histoire de l'Asie » de M. Cahun², où les principaux témoignages relatifs à ces missions lointaines sont rassemblés. D'autres réserves sont en outre nécessaires. Il est vrai qu'avant la fin du vi^e siècle, l'activité de Rome ne s'est guère exercée sur le champ des missions; mais il ne faut pas l'oublier, et M. H. lui-même ne nous contredit pas, les termes d'Église romaine et d'Église occidentale ne coïncident pas au vi^e siècle. L'auteur semble avoir reconnu à l'Église grecque le monopole des missions. Il est impossible pourtant d'oublier l'activité dont l'Église de Gaule et l'Église d'Irlande ont fait preuve à cette époque. C'est à ce moment que les missions celtiques pénètrent à la fois chez les Saxons de Grande-Bretagne, chez les Francs et chez les Germains. Sans se croire obligé d'y consacrer une étude, l'auteur aurait pu tout au moins en signaler l'importance. Il est enfin regrettable que M. H. n'ait pas jugé à propos de résumer dans un tableau d'ensemble les mesures prises par Justinien pour consommer la ruine du paganisme. Après avoir d'abord déclaré qu'il n'aborderait pas du tout cette question (p. 8), l'auteur, par une inconséquence dont il faut le louer, a étudié la mission si intéressante confiée par Justinien à un évêque monophysite, Jean d'Éphèse, l'« Apôtre des païens », qui parcourut les montagnes de l'Asie Mineure où s'étaient réfugiés les derniers païens et y fonda quatre-vingt-dix-neuf églises ainsi que douze monastères. Il eût été utile de rapprocher ces faits des autres mesures prises contre le paganisme expirant, telles que la fermeture de l'école d'Athènes, etc... L'auteur eût même pu citer un fait assez piquant, celui de la tolérance du temple d'Isis dans l'île de Philé. Des traités obligeaient les empereurs à tenir ce temple ouvert, afin de permettre aux indigènes de la Nubie d'y venir faire des sacrifices et même d'emporter dans l'intérieur la statue de la déesse. Quelle que fût la haine de Justinien contre le paganisme, il dut respecter ces traités³.

La deuxième partie de l'ouvrage forme quatre chapitres consacrés plus particulièrement aux manifestations intellectuelles et artistiques de l'esprit religieux du vi^e siècle. Les trois premiers : « la Papauté ; » « l'Église et les hérésies du vi^e siècle ; » « la Théologie du vi^e siècle, » ne constituent pas une division bien nette, et les objets dont ils traitent sont liés ensemble par un nœud si étroit que l'auteur s'est obligé, de propos délibéré, à de nombreuses redites. En réalité, ici comme dans

1. *Églises séparées*, chap. vii. Paris, 1896.

2. Paris, 1896.

3. Voir Duchesne, *Églises séparées*, p. 289-290.

le reste de l'ouvrage, la personne de Justinien domine tout. Le premier de ces chapitres est consacré aux rapports de l'empereur avec les papes et en particulier avec le pape Vigile, dont M. H. raconte la singulière biographie en suivant de près l'étude de M. l'abbé Duchesne¹. Les deux autres ont en réalité pour sujet unique l'attitude de Justinien vis-à-vis des hérésies de son temps et surtout des monophysites : ils auraient gagné à être réunis en un seul et intitulés : « Justinien et les monophysites. » On trouve épars dans cette étude tous les éléments de la question ; ils auraient dû être rapprochés et présentés d'une manière systématique. C'est ainsi que l'auteur montre bien quels sont les motifs qui ont amené Justinien à s'occuper des monophysites. La première de ces causes est certainement l'intérêt qu'il portait personnellement à toutes les questions théologiques. M. H. a montré avec raison qu'il étudiait lui-même et d'après les sources ces problèmes si subtils et si complexes. L'énumération de ses œuvres théologiques (voy. p. 188 et suiv.) en est la preuve, et les historiens ont conservé le souvenir des veilles studieuses qu'il consacrait à élucider ces difficultés (voy. p. 29). Mais quand bien même l'empereur n'aurait pas été un théologien consommé, d'autres raisons, étrangères à la théologie, l'auraient poussé à se préoccuper du mouvement religieux qui agitait son empire. C'était d'abord l'influence de l'impératrice Théodora qui avait reçu les leçons d'un monophysite, de Sévère, patriarche d'Antioche (p. 151). Cette influence contribua certainement à faire élire au patriarcat un ami de Sévère, Anthime, évêque de Trébizonde. Elle ne fut pas étrangère non plus aux intrigues qui accompagnèrent l'élection du pape Vigile (p. 103). Elle dut s'exercer sur Justinien et lui donner le désir de réconcilier les monophysites avec l'Église. A cette considération, M. H. eût pu ajouter celle de l'état politique de l'empire. Les monophysites étaient tout-puissants dans les provinces et notamment en Égypte. Le schisme politique, qui fut plus tard la conséquence du schisme religieux, dut exciter l'appréhension de Justinien, et ce ne fut pas seulement en théologien, mais en administrateur, soucieux de l'unité de l'empire, qu'il chercha à faire disparaître les divergences qui éloignaient de lui ses sujets.

Tous ces motifs expliquent l'attitude conciliante qu'il manifesta au début de son règne vis-à-vis des monophysites, et, malgré les échecs qu'il subit, il ne perdit jamais l'espoir de réussir. Il échoua à la fois dans les conférences qu'il eut avec les chefs monophysites et dans la tentative qu'il fit pour maintenir sur le trône patriarchal le monophysite Anthime (p. 152-154). Ce fut alors que, rebuté du côté des monophysites, il essaya d'agir sur les orthodoxes et suscita la fameuse controverse des Trois-Chapitres, dans l'espoir que la condamnation solennelle de ces traces de nestorianisme rallierait à l'orthodoxie les partisans d'Euthycès. Pour atteindre ce but, il n'hésita pas à se départir de la réserve

1. *Revue des Questions historiques*, octobre 1884, p. 414.

qu'il avait observée jusque-là vis-à-vis de Rome. Il tint le pape Vigile dans une demi-captivité à Constantinople et alla jusqu'à l'exiler dans une des îles de la mer de Marmara. Il convoqua le concile œcuménique, composé presque exclusivement d'évêques orientaux, et fit condamner solennellement les écrits qu'il regardait comme un obstacle à l'union de l'Église. Il agit ainsi malgré le pape, malgré les patriarches d'Orient et contre le gré de tous les évêques occidentaux. Il ne craignit pas, pour arriver à ses fins, d'exposer l'Église à un schisme plus redoutable encore que celui des monophysites, tant il était persuadé qu'à ce prix il rétablirait l'unité religieuse dans l'empire.

Si ces calculs ont été déjoués, si les monophysites sont restés inaccessibles à toutes ces sollicitations, l'excuse de Justinien est dans l'attachement qu'il montra pour l'orthodoxie. Décidé à sacrifier aux monophysites toutes les doctrines qui pouvaient avoir quelque rapport avec le nestorianisme, il exigeait d'eux en retour une adhésion complète à la théologie de saint Cyrille, telle qu'elle avait été développée dans les conciles et dans la lettre dogmatique de saint Léon. Le cinquième concile œcuménique lui-même était destiné à donner à cette théologie une consécration solennelle, et voilà pourquoi, après quelques résistances, le pape et l'Église occidentale finirent par l'admettre. Justinien fut donc essentiellement par ses écrits et par ses actes le défenseur de l'orthodoxie; aussi faut-il louer M. H. d'avoir soulevé et élucidé la question si obscure des doctrines hérétiques vers lesquelles, si l'on en croit la tradition, il aurait incliné à la fin de sa vie.

La discussion de ce problème historique occupe la plus grande partie du cinquième chapitre. Elle a toutes les allures d'une polémique, et c'est bien une polémique en effet qui a eu lieu à ce sujet entre M. H. et le professeur Bury¹. L'auteur veut défendre à toute force Justinien du reproche d'hérésie, et il faut reconnaître que la discussion qu'il établit est très nette et très concluante. La principale difficulté qui se présente est le silence des principaux historiens du règne de Justinien, Procope et Agathias, qui ne mènent pas leurs récits jusqu'à la fin de la vie de ce prince. Ce sont seulement les chroniques postérieures, celles de Théophane et de Nicéphore au ix^e siècle, celle de Michel Glykas au xi^e siècle, qui affirment ce fait. Justinien avait, d'après elles, donné dans l'aphtartodocétisme, c'est-à-dire dans la doctrine qui admettait que, même pendant la Passion, le corps du Christ était resté incorruptible et, en quelque sorte, inaccessible à la souffrance, τὸν φυσικὸν παθῶν ἀτεπίθετον. Une telle doctrine conduit tout droit à celle des monophysites, que Justinien aurait fini par embrasser sur ses vieux jours. L'importance de ce fait, s'il était établi, serait grave, et M. H. a raison d'affirmer qu'il ne contribuerait pas peu à jeter le trouble et l'obscurité dans l'histoire de la vie et du règne de Justinien. Cette nouvelle atti-

1. Bury, *History of the Later Roman empire*, II, p. 7. *The Guardian*, 14 mars 1896, 13 janvier 1897.

tude est en effet en contradiction avec tout ce que nous savons de cet empereur, et M. H. n'a pas de peine à tirer des écrits mêmes de Justinien (p. 230-231) la preuve qu'il a toute sa vie repoussé la doctrine de l'incorruptibilité. Sur quels témoignages repose donc l'affirmation que Justinien est mort en pleine hérésie? Sur la Vie d'Eutychius, patriarche de Constantinople, qui, d'après son biographe, aurait été déposé et exilé pour avoir combattu les doctrines de l'empereur, et sur une lettre d'un évêque franc, saint Nicetius, évêque de Trèves, qui accuse nettement Justinien d'être hérétique. M. H. n'a pas de peine à montrer quelle est la faible autorité de ces deux sources : les nombreuses erreurs et les faits invraisemblables que contient la première la rendent à bon droit suspecte (p. 215); quant à la lettre de saint Nicetius, ses termes vagues ne permettent pas d'affirmer qu'elle a été adressée véritablement à Justinien. Ajoutons qu'elle est de toute manière peu concluante, puisque le clergé occidental, partisan des Trois-Chapitres, avait une tendance à considérer comme hérétique l'homme qui les avait fait condamner. Reste, il est vrai, un passage important d'Evagrius, qui affirme qu'avant sa mort Justinien allait publier un édit favorable à l'aphtartodocétisme, mais il prouve du moins que l'édit n'a pas été publié. Ce qui achève de porter le doute dans notre esprit, c'est qu'il semble bien qu'Eutychius a été déposé comme hérétique, et cette circonstance suffit à détruire le témoignage de son biographe. Au contraire, saint Grégoire et Jean d'Éphèse (qui par parenthèse ne dit rien de la prétendue hérésie de Justinien) affirment que l'orthodoxie du patriarche a toujours été suspecte et qu'il a versé dans les doctrines d'Origène et de Paul de Samosate (p. 222-223). Enfin M. H. publie en appendice un fragment de la chronique jacobite de Jean de Nikiu, qui vivait à la fin du vi^e siècle, et qu'il emprunte à l'article de M. Bury lui-même¹. Ce récit, malheureusement, transposé du grec en arabe, de l'arabe en éthiopien et de l'éthiopien en français, n'en contredit pas moins la légende qui s'est formée au ix^e siècle. Ce n'est pas, d'après lui, l'empereur, mais le patriarche qui aurait été partisan du dogme de l'incorruptibilité, et ce fut pour cette raison qu'il perdit le siège patriarchal. Si l'on ne peut se flatter que la question soit entièrement résolue, on a du moins de fortes raisons de croire que la prétendue hérésie de Justinien est apocryphe.

Le dernier chapitre est consacré à l'étude de l'art religieux du vi^e siècle. M. H. y montre avec des détails bien choisis la transformation de l'art à cette époque. Il décrit avec exactitude les principaux monuments de Ravenne et de Constantinople qui forment la transition entre les anciennes basiliques et la nouvelle architecture à coupole. Pourtant, il semble bien que dans ce chapitre l'auteur se soit exposé à deux reproches. Il n'a pas, à notre avis, suffisamment étudié l'influence personnelle de Justinien sur le développement de l'art au vi^e siècle.

1. *The Guardian*, 13 janvier 1897.

Cet empereur théologien a été aussi un grand bâtisseur, et le plan de l'église Sainte-Sophie témoigne encore aujourd'hui de ses conceptions grandioses, tandis que sa brillante décoration, malheureusement détruite, manifestait le goût profond qu'il eut pour la magnificence et qu'il imposa à l'art byzantin. Il y avait là une étude psychologique que M. H. abordée dans les chapitres relatifs à la théologie et qui aurait donné plus d'unité à son livre s'il l'avait poursuivie aussi dans le domaine de l'art. Le second reproche a trait à la conception que M. H. paraît se faire de l'art byzantin. Il semble le résumer tout entier dans l'âge de Justinien. « Le vi^e siècle, dit-il au début du chapitre, est la grande époque du nouvel art byzantin. » Ceux, et ils sont nombreux, qui suivent ce commun préjugé, sont dupes en réalité de l'impression qu'exercent sur eux les splendeurs de Sainte-Sophie. Mais, loin d'être une période d'apogée, le vi^e siècle est au contraire pour l'art byzantin l'époque de sa naissance. Les rapports des monuments de l'époque de Justinien avec ceux du paganisme sont encore nombreux ; c'est au contraire aux viii^e et ix^e siècles, après la querelle des images, que l'art byzantin prend le caractère d'originalité qui s'est changé dans la suite en tradition immuable. Dans le domaine de l'art, comme dans celui de la théologie, de la législation et de la politique, l'âge de Justinien est l'aurore d'un nouvel ordre de choses.

L. BRÉHIER.

Lodovico ZDEKAUER. **Il constituto del Comune di Siena dell' anno 1262.** Milan, Hoepli, 1897. In-4°, cxvi-519 pages.

Après avoir déjà publié les statuts de Pistoie, M. Zdekauer nous donne ceux de Sienne; professeur à l'Université de cette ville, il en a pu utiliser à son aise les archives, aux richesses si variées, aux archivistes si complaisants. En tête de son édition, il a mis une étude critique sur la rédaction des statuts. Ils n'ont pas été composés de toutes pièces en 1262; ils ont été plutôt formés par la réunion des lois qui avaient été votées pendant près d'un siècle, de 1179 à 1262, de telle sorte que l'histoire de la cité, à la fin du xi^e siècle et au xii^e, s'y retrouve et en quelque sorte s'y reflète. C'est d'abord, de 1179 à 1240, la constitution définitive de la Commune, victorieuse des nobles, à peu près indépendante de l'empereur, avec ses corporations des chevaliers et des marchands; c'est ensuite le bas peuple se groupant en parti politique, obtenant le droit de faire des lois pour son propre usage, comme la plèbe de l'ancienne Rome, puis pénétrant dans toutes les branches de l'administration pour les contrôler et y dominer; enfin, après la bataille de Montaperti, la Commune devient guelfe, et elle ne tarde pas à être éclipsée par Florence, sa brillante voisine.

Grâce à sa pratique des archives siennoises, M. Zdekauer ne s'en est pas tenu là; souvent, il a pu établir, de la manière la plus précise, l'an-

née où tel article a été rédigé, les circonstances qui en ont déterminé le vote. Les statuts se sont donc élaborés successivement, et la date de 1262 qu'ils portent est celle d'une révision beaucoup plus que celle de leur rédaction. Sans avoir été radicale, cette refonte introduisit quelques modifications dans la loi municipale; la principale, d'après M. Zdekauer, ce fut la part plus grande qu'elle assigna au peuple dans le gouvernement.

En même temps qu'il fait ainsi la genèse des statuts, l'éditeur étudie les influences diverses qui s'y font sentir : la division même en cinq parties est inspirée du code Justinien; tel article, au contraire, procède du droit germanique; dans tel autre, on reconnaît les théories juridiques de l'Université de Bologne, apportées à Sienne, comme dans beaucoup d'autres villes italiennes, par les podestats originaires de cette cité.

Après cette introduction critique, M. Zdekauer donne l'édition des statuts; elle est faite avec le plus grand soin, suivie d'utiles index et d'une reproduction en *fac-simile* du manuscrit. Il ne faut pas en avoir parcouru beaucoup de pages pour voir quelle foule de renseignements ils apportent à l'histoire civile, politique et économique de Sienne et de l'Italie. Dans sa préface, l'éditeur n'en a pas épuisé l'intérêt. Il aurait pu en tirer des chapitres aussi précis que curieux sur le gouvernement de cette république municipale, son droit civil et criminel, sa topographie, la construction de ses remparts encore debout et de ses nombreuses églises; relever de curieux traits de mœurs qui auraient pu nous instruire sur le degré de civilisation de Sienne, en 1262. D'autres le feront, grâce à lui, et on lui sera reconnaissant d'avoir ajouté un document de premier ordre à la collection déjà si nombreuse et si précieuse des statuts municipaux italiens.

Jean GUIRAUD.

Kirchengeschichte, von Dr Karl MUELLER, Professor der evangelischen Theologie in Breslau, zweiter Band, erstes Heft. Freiburg i.-B., Leipzig und Tübingen, Verlag von J.-G.-B. Mohr (Paul Siebeck), 1897. In-8°, 476 pages.

On s'en souvient peut-être, en 1892, M. Karl Müller avait mis au jour le premier volume d'une Histoire de l'Église¹. L'ouvrage était destiné à prendre place dans une sorte de vaste encyclopédie des sciences théologiques, que se sont chargés d'élaborer les représentants les plus connus en Allemagne des sciences dont il s'agit. C'est une nouvelle portion de ce travail, le premier fascicule du second volume, que vient de donner l'auteur, sans que l'on puisse voir, il semble, dans cette

1. Nous-même, qu'il nous soit permis de le rappeler, avons rendu compte dans cette revue du volume en question. Voy. *Revue historique*, année 1894, n° de mai-juin.

publication, qui n'épuise point tout ce qu'il nous a promis, l'effet d'une hâte regrettable. L'œuvre est, en effet, de celles dont il faut souhaiter qu'elles soient mises, aussitôt que possible, à la disposition des érudits. De plus, la période embrassée par M. Müller dans cette dernière division de son livre constitue en elle-même un sujet à part, nettement distingué de ce qui faisait l'objet de son premier volume, et de ce qui lui reste encore à présenter pour avoir accompli la tâche qu'il a entreprise.

Il s'agit des deux siècles et demi écoulés entre le moment où la monarchie pontificale arrive à peu près à se réaliser sous Innocent IV, et celui où l'Europe transforme de fond en comble sa constitution religieuse, époque de transition ou, pour mieux dire, de désagrégation et de déterioration progressif des conceptions spirituelles dont a vécu le moyen âge, d'élaboration de cet idéal, qui est, au point de vue de la foi, celui de l'âge moderne. Trois grands faits la dominent et constituent autant de parties distinctes dans le travail de M. Müller. C'est d'abord la domination qu'exerce sur la papauté, durant tout le XIV^e siècle, la royauté française, et qu'atteste le séjour des souverains pontifes à Avignon. C'est ensuite la lutte engagée entre le Saint-Siège et les tendances purement politiques qu'affichent dès lors les États européens. C'est en dernier lieu la diminution, chaque jour plus visible, de l'influence universelle qu'a eue l'Église pendant le moyen âge.

De ces différents points, quel serait, à notre sens, celui que l'auteur aurait le plus heureusement mis en lumière? C'est ce que nous ne saurions dire réellement. Toutes les qualités dont il semblait avoir témoigné dans son premier volume, connaissance parfaite des sources, aptitude à embrasser et à coordonner une foule de détails divers, largeur et indépendance des vues, tout cela, pensons-nous, se retrouve au même degré dans son nouveau travail, et concourt à en faire la digne suite de ce qu'il avait déjà livré à notre appréciation. Cependant, s'il nous fallait absolument marquer une préférence pour telle ou telle autre portion de cet ensemble, c'est pour la dernière que nous nous déciderions probablement. Dans le tableau que l'auteur y a tracé des rapports de la cour de Rome avec les puissances politiques du XV^e siècle, de la résurrection de l'esprit national chez les Églises européennes, des tentatives dues à quelques âmes hardies pour créer un idéal religieux nouveau, dans celui qu'il y a ajouté de la vie spirituelle au sein des foules, ainsi que de la Renaissance et de l'Humanisme étendant jusque sur les représentants les plus autorisés de l'ordre ecclésiastique leur influence irrésistible, il ne semble pas qu'il y ait rien à reprendre. Ce tableau, le plus développé d'ailleurs de ceux que M. Müller nous a présentés cette fois, est bien le résumé exact et vivant de tout ce que la science contemporaine est parvenue enfin à savoir sur une époque longtemps obscure ou superficiellement connue, et dont pourtant l'intelligence seule peut nous rendre compte à nous-mêmes des principes intimes auxquels obéit notre vie moderne.

Charles MOLINIER.

Twee verhandelingen over de Inquisitie in de Nederlanden tijdens de 16^{de} eeuw : De uitvoering der geloofsplakkaten en het stedelijk verzet tegen de Inquisitie te Antwerpen (1550-1566), door Jan-Joris MULDER; De Inquisitie in het hertogdom Luxemburg vóór en tijdens de 16^{de} eeuw, door Dr Julius FREDE-RICKS. Gent, J. Vuylsteke; S.-Gravenhage, Martinus Nijhof, 1897. In-8°, xvi-427 pages.

Sous ce titre général : *Deux études sur l'Inquisition dans les Pays-Bas durant le XVI^e siècle*, le volume dont nous avons à dire quelques mots renferme l'examen de questions qu'on ne s'étonnera pas sans doute de voir rapprochées. En effet, si la période chronologique à laquelle elles se rapportent n'est qu'en partie la même, l'objet du moins en est identique au fond. C'est un des côtés de l'histoire religieuse des provinces néerlandaises ou de territoires qui leur ont toujours été et n'ont pas encore cessé de leur être intimement unis, et le côté en quelque sorte le plus émouvant et le plus tragique, c'est-à-dire la répression par la justice inquisitoriale des doctrines hérétiques, aussi vivaces dans ces contrées que dans toutes les autres portions de l'Europe.

Des deux études dont il s'agit, la première, dont l'auteur est M. Jan-Joris Mulder, professeur agrégé d'histoire et de géographie, a trait à la publication des ordonnances dites *de foi*, et particulièrement à celle de l'édit de 1550, qualifié de *perpétuel*, par lequel l'empereur Charles-Quint essaie d'arrêter dans les Pays-Bas la propagation de la Réforme. M. Mulder y examine en même temps les conséquences immédiates de ces mesures de rigueur, l'agitation qu'elles suscitent dans les provinces qui en sont frappées, et plus spécialement l'opposition qu'elles rencontrent de la part des autorités municipales dans la ville d'Anvers. L'historien a enfermé son travail entre les deux dates extrêmes de 1550 et de 1566. Mais, bien que limité à une période de seize années seulement, on voit de reste quelle en est l'importance. Au seuil des temps modernes, ces seize années sont, en effet, au nombre des plus décisives peut-être qu'ont traversées les Flandres. Pour près de deux cent cinquante ans, et jusqu'à l'ouverture même de notre siècle, elles fixent leurs destinées religieuses aussi bien que politiques. Ajoutons que la manière dont M. Mulder s'est acquitté de sa tâche contribue encore à mettre hors de doute la valeur de l'étude entreprise par lui. C'est aux sources les plus originales et les meilleures qu'il en a emprunté les matériaux, et, ces matériaux mêmes, il semble les avoir mis en œuvre avec le soin le plus scrupuleux et la critique la plus rigoureuse¹.

1. Pour se rendre compte des sources très diverses utilisées par M. Mulder, voy. *Aangehaalde Bronnen*, p. XIV-XVI. Quant à ce qui est du détail même de l'œuvre, on comprendra que nous ne songions pas à l'aborder ici. Voy. plus particulièrement, pour s'en rendre compte dans une certaine mesure, sur les

La seconde des études contenues dans le volume dont nous essayons de donner une idée est due à M. le Dr Julius Frederichs, professeur d'histoire et de géographie à l'Athénée royal d'Ostende. Elle a pour titre : *l'Inquisition dans le duché de Luxembourg avant et pendant le XVI^e siècle*. Quel qu'en soit l'intérêt, peut-être, qu'il nous soit permis de le dire, n'a-t-elle point la même importance que la précédente. Le développement en est, en tous cas, moins considérable¹. Après une courte introduction, consacrée en grande partie à retracer la constitution politique du Luxembourg depuis le XI^e siècle jusqu'aux premières années du XVI^e, M. Frederichs, dans un seul chapitre intitulé : *Jusqu'à 1560*, résume tout ce qu'il y a à dire jusqu'à cette date de la poursuite de l'hérésie dans la province. Au cours des trois chapitres qui suivent, il expose le même sujet, de l'année où s'est arrêtée la première division de son travail à celle où M. Mulder a terminé le sien, c'est-à-dire à l'année 1566, en ajoutant toutefois au delà de cette date quelques indications complémentaires². On le voit donc, ainsi que nous l'observions en commençant, à cause de leur objet, comme de la période qu'ils embrassent, eu égard du moins au moment où ils s'arrêtent, il y avait toutes raisons de réunir en un même volume les deux travaux qui nous occupent.

Ce n'est pas tout d'ailleurs. Pour justifier encore un pareil rapprochement, il y a autre chose à dire. Les études dont il s'agit procèdent toutes deux d'une même tradition, d'une même inspiration scientifique. C'est celle de ce cours pratique d'histoire nationale de la Flandre que dirige à l'Université de Gand M. Paul Fredericq, et dont MM. Mulder et Frederichs ont été les élèves. Ces dernières recherches qui leur sont dues, et dont nous avons essayé d'offrir un aperçu sommaire, ont pris place dans la collection de mémoires issus de l'enseignement dont il leur a été donné de bénéficier³. Ce n'est que justice, car elles suffiraient à en attester hautement, si ce n'était déjà depuis longtemps chose faite, la vitalité et l'heureuse influence.

Charles Molinier.

onze chapitres qui la composent, les suivants : ch. II, *l'Édit perpétuel de 1550*; chap. VI, *Rapports de Plantin avec l'Inquisition* (1562); chap. IX, *Christoffel Fabricius* (1564); chap. X, *les Décrets du concile de Trente*.

1. Vingt-neuf pages; le travail de M. Mulder n'en embrasse pas moins de quatre-vingt-seize.

2. Voici les titres des chapitres en question. Ils donneront une idée de la manière dont l'auteur a entendu et divisé son sujet : chap. II, *l'Année 1560*; ch. III, *De 1560 à 1566*; chap. IV, *l'Année 1566 et au delà*. Le chap. V et dernier, intitulé : *Conclusion*, est un résumé du travail tout entier.

3. Elles forment le tome VI de cette collection. Rappelons que M. J. Frederichs y avait déjà inséré sur la secte des *Loistes*, sorte de libres-penseurs anversois du XVI^e siècle, un travail qui en remplit le tome II, et que c'est à lui qu'on doit encore une étude excellente sur l'un des grands inquisiteurs de l'époque de Grégoire IX, le trop fameux Robert le Bougre.

Studien zur Geschichte Papst Nikolaus IV., von Otto SCHIFF, Dr phil. Historische Studien (Heft V). Berlin, Ebering, 1897, in-8°, 84 pages.

Le Dr Otto Schiff a consacré une courte mais substantielle brochure à l'étude de deux points particuliers de l'histoire de Nicolas IV : sa politique à l'égard de l'Aragon et de la Sicile, son intervention pacifique entre la république de Venise et le patriarche d'Aquilée qui se disputaient la possession de l'Istrie.

Dans une intéressante introduction, l'auteur dégage nettement le but auquel tendirent les papes de la seconde moitié du XIII^e siècle : faire rentrer l'empire byzantin dans le sein de l'Église romaine et reconquérir Jérusalem. L'établissement sur le trône de Naples d'un prince tel que Charles d'Anjou semblait un premier pas fait vers la réalisation de ces grands desseins, quand les Vêpres siciliennes en amenèrent la ruine ou du moins l'ajournement. Dès lors, il importait avant tout au Saint-Siège d'empêcher qu'un royaume gibelin se constituât dans l'Italie méridionale. La Sicile s'étant donnée à un prince aragonais, c'est contre la maison d'Aragon que le pape et ses alliés furent amenés à agir, c'est contre elle que la croisade fut prêchée. Philippe III le Hardi envahit la Catalogne, et le royaume dont on entreprenait la conquête fut destiné à Charles de Valois. Mais les Français subirent de graves échecs sur terre et sur mer, le prince de Salerne fut fait prisonnier, et il fallut abandonner en partie les projets formés. La mort du roi d'Aragon Pierre III, la division de son héritage entre ses deux fils Alphonse et Jayme ouvraient l'ère à une politique nouvelle moins ambitieuse. On songea à traiter d'une paix séparée avec l'Aragon, à obtenir la liberté du prince de Salerne devenu roi de Sicile après la mort de Charles d'Anjou, à poursuivre seulement la conquête de l'île qui avait chassé les Français. Le roi d'Angleterre se chargea de négocier un compromis, le traité d'Oloron, que le collège des cardinaux rejeta durant la vacance du Saint-Siège entre la mort d'Honorius IV et l'élection de son successeur qui fut Jérôme d'Ascoli, cardinal-évêque de Palestrina.

Après avoir rappelé ces faits, le Dr Schiff trace dans un premier chapitre un portrait du nouveau pape, il note l'ancienne amitié qui le liait aux Colonna, mais remarque avec raison que sa politique étrangère n'en fut nullement influencée et qu'il justifia une fois de plus par son exemple la vérité de ce mot attribué à Frédéric II : « Aucun pape ne peut être gibelin. » — Le second chapitre, le plus important, le plus nourri de faits, expose la politique de Nicolas IV en Aragon et en Sicile. On y voit le pontife, disposé tout d'abord à une action énergique, confirmer le rejet du traité d'Oloron et s'efforcer d'isoler l'Aragon en rapprochant la France et la Castille, en faisant conclure une alliance entre Philippe le Bel et Sanche IV. Pour premier résultat, il obtint la déli-

vrance de Charles II; renonçant au projet de conquête du royaume d'Aragon, il modére ses ambitions et tend à séparer la cause d'Alphonse de celle de son frère. A la suite de négociations laborieuses, dont le Dr Schiff nous donne le détail, il parvient à son but : par les conventions de Tarascon et de Brignoles, le roi d'Aragon était relevé des sentences canoniques qu'il avait encourues, mais en retour il renonçait à prêter aucun appui à Jayme. Il semblait dès lors possible d'entreprendre avec quelques chances de succès la conquête de la Sicile, quand un événement imprévu, la mort d'Alphonse, la réunion des deux couronnes d'Aragon et de Sicile sur la tête de Jayme, fit perdre le fruit de tant d'efforts. Le nouveau roi n'était en effet disposé à renoncer à aucune de ses prétentions : pour le combattre, il ne fallait pas compter sur l'appui de Sanche IV, avec lequel il avait été assez habile pour faire la paix; on ne pouvait non plus faire aucun fond sur les Génois, à qui leurs intérêts commerciaux interdisaient une rupture avec les Siciliens. A la vérité, Philippe le Bel s'offrait à marcher contre l'Aragon si le pape faisait prêcher la croisade et l'autorisait à lever pendant six ans un décime sur les églises de France. Nicolas IV recula devant un tel moyen; il ne consentit pas à laisser entreprendre une croisade contre un royaume chrétien, ni à dépouiller les églises pour remplir les coffres du roi. Dans ces conditions, il ne restait d'autres ressources que de négocier avec Jayme et de tâcher de l'amener à renoncer à la couronne de Sicile. Les négociations étaient à peine ouvertes que Nicolas IV mourut le 4 avril 1292 : c'était à Boniface VIII qu'il était réservé d'obtenir une solution conforme aux vues de la papauté.

La pensée de la croisade générale détermina le pape à intervenir dans le conflit qui s'était élevé entre la république de Venise et le patriarche d'Aquilée au sujet de l'Istrie. Les musulmans avaient fait d'inquiétants progrès, Saint-Jean d'Acre et Tripoli étaient tombées entre leurs mains. Le rôle du Saint-Siège était tout tracé : il s'agissait pour lui de réconcilier les puissances chrétiennes entre elles et de les réunir dans un effort commun contre les infidèles. La coopération de Venise était une des conditions du succès, et il fallait avant tout que la puissante république fit la paix avec ses voisins. Le Dr Schiff rend compte des missions envoyées à trois reprises par Nicolas IV pour ramener la concorde et des conférences qui furent tenues à ce sujet en 1289 et en 1291.

Dans un appendice, nous trouvons quelques détails sur la mission en Aragon confiée par le pape en 1289 à l'évêque de Saragosse et à l'abbé de Sinaqua.

Le Dr Otto Schiff ne s'est servi d'aucun document inédit pour écrire l'étude que nous venons d'analyser brièvement, mais il a consulté les grands recueils de textes, ainsi que les chroniques italiennes, françaises et espagnoles qui pouvaient lui fournir des renseignements, et il en a tiré très bon parti. Il a dressé à la fin de son volume une liste des ouvrages qu'il a utilisés et qu'il a cités dans les notes en abrégeant leur titre. Pour donner une véritable bibliographie du sujet, il aurait

suffi qu'il indiquât le format des volumes, le lieu et la date de publication : ce complément, qui lui aurait coûté si peu de peine, aurait pu souvent rendre service à ses lecteurs, et l'on doit regretter qu'il ne l'ait pas ajouté. Par contre, il semble qu'il pèche par excès de précautions en faisant figurer dans sa liste à deux reprises le « Chronicon genuense » de Jacques de Voragine, une fois à Jacobus, une autre fois à Voragine, d'autant qu'on ne s'explique guère pourquoi il n'a pas pris le même soin pour d'autres chroniqueurs tels que Bartholomaeus de Neocastro, Marino Sanudo ou Gasparo Negri. Signalons aussi une légère erreur typographique : l'ouvrage de Geronimo Zurita est intitulé *Anales de la Corona de Aragon* et non *Añales*. Sans insister sur des critiques sans importance, on peut dire que le travail du Dr Schiff, écrit sobrement et clairement, est une contribution des plus utiles à l'histoire du pontificat de Nicolas IV et de ses rapports avec la France, les royaumes espagnols et divers états de l'Italie.

G. DAUMET.

Aus des Grossen Kurfürsten letzten Jahren. Zur Geschichte seines Hauses und Hofes, seiner Regierung und Politik, von D^r Hans PRUTZ. Berlin, Reimer, 1897. 4 vol. in-8°, xvi-410 p.

La correspondance diplomatique conservée aux archives des Affaires étrangères ne figure pour ainsi dire pas dans la collection des *Urkunden und Actenstücke zur Geschichte des Kurfürsten Friedrich-Wilhelm*. Le second volume de cette collection, paru en 1865, contient seulement la correspondance des années 1660 à 1667. Quant au principal document français relatif au règne du Grand Électeur, la correspondance de Rébenac, il est resté jusqu'à ce jour inédit, et les historiens allemands n'en ont connu que de courts extraits. M. P. s'est proposé de combler cette lacune. Il a lu et analysé la correspondance de Rébenac; il expose les principaux résultats de son étude, et il publie, en notes ou en appendices, de très nombreux fragments de ce document inédit.

M. P. met en lumière, dans sa préface, l'intérêt particulier de la correspondance de Rébenac. Non seulement Rébenac était un observateur bien placé pour voir et bien informé, mais il est resté près de huit années à Berlin, où il arriva le 12 janvier 1680 et dont il partit seulement le 5 avril 1688, un mois avant la mort de Frédéric-Guillaume; envoyé auprès de l'Électeur au moment même où celui-ci venait de conclure avec la France l'alliance du 25 octobre 1679, il fut accueilli dans l'intimité de la famille électoral. Aussi trouvons-nous dans ses lettres bien des détails précieux sur le caractère de Frédéric-Guillaume, sur son entourage, sur ses ministres, sur les cabales qui divisaient sa cour et l'influence qu'elles ont exercée sur lui. Nous n'y retrouvons pas, sans doute, le Grand Électeur de la tradition, ni cette politique toujours hardie et généreuse, ni cette sorte de prescience des destinées de la

Prusse qu'aimait à lui attribuer Droysen ou Ranke. Son caractère s'y montre avec ses faiblesses, sa politique avec ses hésitations et ses erreurs. M. P. s'en félicite, et il a raison. Quelques restrictions qu'il faille apporter au jugement de Droysen, l'œuvre du Grand Électeur n'en reste pas moins très grande, et son caractère est plus vraisemblable, plus vivant, plus vrai aussi, tel qu'il nous apparaît à travers les observations de Rébenac. Mais remarquons tout de suite que le témoignage de Rébenac, comme tout témoignage, a besoin d'être à chaque instant apprécié et contrôlé. Il faut se rendre compte que Rébenac, si bien qu'il connaisse l'Électeur, si sincère qu'il soit, conserve toujours quelque chose des préjugés du Français d'alors contre les Allemands, du dédain d'un ministre de Louis XIV à l'égard de la petite cour électorale. Il est certain qu'il arrive à Berlin persuadé, comme ses prédécesseurs, qu'il ne faut jamais trop se fier aux promesses de Frédéric-Guillaume et que la vénilité de ses ministres est hors de doute; il est certain aussi qu'il peut s'abuser parfois, calomnier, sciemment ou non, soit pour flatter Louis XIV, soit par dépit, lorsqu'une résistance l'irrite. Peut-être, par moments, M. P. voit-il Frédéric-Guillaume un peu trop par les seuls yeux de Rébenac. Je crains bien qu'on ne le lui reproche en Allemagne.

Le volume de M. P. a un défaut, à nos yeux du moins : c'est son plan. Peut-être, en Allemagne, n'y sera-t-on pas très sensible, et il est juste de dire que M. P. n'a pas voulu faire un livre, mais seulement, comme le titre l'indique, fournir une contribution à l'étude des huit dernières années du Grand Électeur. Néanmoins, le plan prête trop à la critique. M. P. veut surtout nous montrer ce que la correspondance de Rébenac fournit à l'histoire de Frédéric-Guillaume. Pour le mieux faire, il croit utile de rappeler les relations entre le Brandebourg et la France de 1669 à 1679. Il y consacre deux chapitres. C'est trop ou trop peu : trop si ce n'est là qu'un éclaircissement nécessaire à l'étude qui suit; trop peu parce que ces deux chapitres sont par endroits superficiels et dénotent un travail insuffisamment approfondi. Cette sorte de préface terminée (elle a plus de soixante-dix pages), M. P. nous présente l'auteur de la correspondance, François de Pas, comte de Rébenac, le fils cadet d'Isaac de Feuquieres; il étudie sa situation auprès de Frédéric-Guillaume pendant l'alliance intime entre l'Électeur et Louis XIV. Puis il consacre un chapitre au parti français à Berlin; un autre à Frédéric-Guillaume lui-même, à son caractère, à sa manière de gouverner, aux cabales de son conseil et de sa cour; un autre encore aux querelles qui divisèrent la famille électorale. C'est seulement à la fin, en deux longs chapitres il est vrai, qu'il nous retrace l'histoire de la politique électorale de 1680 à 1688. Il va sans dire que ce plan oblige M. P. à des répétitions nombreuses. Il suffit de l'exposer pour en faire comprendre le défaut.

Suivons maintenant M. P. chapitre par chapitre. — Chap. I : M. P. y analyse un document important et isolé. On sait qu'en 1678 Rébenac, qui représentait Louis XIV à l'armée suédoise, fit avec elle la campagne

de Poméranie. Après la capitulation de Stralsund (25 octobre), il fut plusieurs fois l'hôte de Frédéric-Guillaume et s'entretint aussi avec un de ses conseillers, Fuchs. Il fut surpris des avances que l'un et l'autre lui firent et du désir très vif que montra l'électeur de se réconcilier avec Louis XIV. Il rédigea aussitôt la relation de ses entretiens, et c'est cette relation que M. P. nous fait connaître. M. P. y voit, avec raison, le début de l'évolution qui devait aboutir, un an plus tard, à l'alliance intime de l'électeur avec Louis XIV, et ces premiers indices d'un rapprochement possible sont d'autant plus curieux qu'ils précèdent les premières démarches de l'empereur en vue de la paix. Mais je reviendrai, avec M. P., sur ce point intéressant. Je note seulement ici que M. P. attache peut-être un peu trop d'importance aux ouvertures très précises que l'Électeur fit ou fit faire alors à Rébenac; on aurait tort, je crois, de les prendre tout à fait au sérieux; c'était assez l'habitude de l'Électeur de jeter ainsi en avant, comme des amorces, des propositions qui pouvaient paraître imprudentes, mais qui éveillaient des espérances et qui ne l'engageaient réellement à rien. Rébenac ne s'y est point trompé.

Chap. II. M. P. y résume l'histoire de la politique électorale, depuis l'alliance du 15 décembre 1667, signée à Berlin par Millet, jusqu'à la rupture avec la France, puis, après la campagne lamentable de 1672, jusqu'à la signature de la paix de Vossem (21 juin 1673). Peut-être M. P. aurait-il pu noter tout d'abord, pour préciser le caractère du traité de 1667, qu'il a été immédiatement précédé d'une tentative de coalition contre la France; l'Électeur a travaillé pendant quatre mois à la former (fin juin à fin octobre) et n'y a renoncé qu'en voyant l'inaction des Provinces-Unies et de l'empereur, sans compter celle de l'Espagne elle-même, qui semblait s'abandonner¹. — Au mois d'avril 1669, Louis XIV envoie à l'Électeur le marquis de Vaubrun, dont la négociation devait aboutir à une alliance beaucoup plus étroite, celle du 31 décembre de la même année. La négociation de Vaubrun, à laquelle Droysen ne consacre que quelques lignes insuffisantes, est mal expliquée aussi par M. P. Le fait essentiel est ici l'élection polonaise de 1669, et M. P. y fait à peine allusion. On sait ce qu'elle fut. Frédéric-Guillaume soutenait en Pologne la candidature du duc de Neubourg, et la France d'un côté, l'Autriche de l'autre, s'étaient engagées à la soutenir avec lui; en réalité, la France travaillait en secret pour Condé, et l'Autriche pour le duc de Lorraine. Cette double intrigue fut déconcertée par l'élection d'un Polonais, Michael Wiszniowiecki; mais l'Électeur put se convaincre que Louis XIV et l'empereur l'avaient également trompé. M. P. dit, en parlant des propositions de Vaubrun : « Si alléchantes qu'elles fussent, l'électeur ne se laissa pas gagner

1. Consulter A. Strecker : *Franz von Meinders*. Leipzig, 1892. L'auteur nous montre en particulier le rôle de Waldeck, l'ancien ministre de l'Électeur, dans ce projet de coalition.

d'abord. L'attitude suspecte de la France en Pologne le rendait méfiant » (p. 16). Or, la première audience de Vaubrun à Königsberg est du 31 mai; pendant les premières semaines, les négociations ne sont point sérieusement engagées : l'Électeur, préoccupé avant tout de l'élection polonaise imminente, se réserve; il en apprend le résultat le 21 juin et n'entre qu'ensuite en pourparlers sérieux avec Vaubrun. On voit qu'en négligeant l'élection polonaise, dont il n'est point question dans son récit, M. P. dénature absolument les faits. Il exagère, d'autre part, en disant que la négociation de Vaubrun fut traversée par les efforts de la triple alliance et les offres de l'empereur. La mission de l'envoyé anglais, Sylvius, n'eut aucun résultat sérieux; Sylvius n'avait pas même de pouvoir pour traiter. Quant à Goess, pendant cette période, il se contente de recommander l'adhésion à la triple alliance; il n'a rien à offrir; il s'en plaint lui-même, et sa relation du 28 octobre, que cite M. P., ne laisse aucun doute à ce sujet¹. Ce qui retarde le succès de Vaubrun, c'est l'influence de l'Électrice, celle d'Iéna, et, par-dessus tout, un long marchandage qui est tout à fait dans les habitudes de la cour électorale, mais qui semble dû cette fois bien plus aux ministres qu'à l'Électeur lui-même. L'influence de l'Électrice apparaît, d'une façon indiscutable, dans une des lettres intimes de l'Électeur à Schwerin², le rôle d'Iéna dans le protocole rédigé par lui-même en date du 29 septembre³; notons d'ailleurs qu'Iéna est également suspect à Goess et à Vaubrun, et qu'il n'a donc été gagné par aucun des deux partis (le caractère d'Iéna, très original, est à étudier). En somme, le protocole cité plus haut prouve que, le 29 septembre, la décision de l'Électeur est prise; c'est le même jour qu'est rédigée, sur son ordre, la « résolution, » qui sera remise le 1^{er} octobre à Vaubrun, et Frédéric-Guillaume donne lui-même ses raisons : « Ce n'est pas l'argent qui le préoccupe, répondit-il à Iéna; mais il lui faut se bien assurer de l'amitié du roi de France, d'autant plus que l'empereur a oublié tout ce qu'il a fait pour lui, qu'il lui fait tort, et qu'il ne consent à lui donner satisfaction en rien⁴. » Voilà le point. C'est alors la situation en Pologne qui préoccupe surtout Frédéric-Guillaume; la duplicité de la France et celle de l'Autriche l'ont blessé et inquiété, mais surtout celle de l'Autriche, parce que l'empereur le touche de plus près; et comme il lui faut un point d'appui d'un côté ou de l'autre, il le cherche du côté de Louis XIV; avec Louis XIV, peut-être y aura-t-il tout au moins communauté d'intérêts. Quant aux sen-

1. *Urk. u. Act.*, XIV, 428.

2. *Urk. u. Act.*, XII, 933. « Meine Gemahlin dringt sehr auf die abschickung von Blaspeill nach Ambsterdam undt sehe gerne das noch heutte eine confrenz mit den Englichen gehalten wurde. »

3. *Urk. u. Act.*, XII, 908.

4. *Urk. u. Act.*, XII, 908 : « ... dass Sie auf das Geld nicht zu sehen hätten, sondern sich des Königs in Frankreich Freundschaft recht versichern müssten, zumahl der Kayser alles vergessen, was Sie an denselbigen gethan tort zufugete, und Deroselbigen in keiner Sache Satisfaction geben wollte. »

timents de l'Électeur à l'égard de l'empereur, ils éclatent, trois mois après le traité, dans une lettre de Frédéric-Guillaume à Schwerin, du 2 avril 1670 : « Je vous envoie ci-joint, écrit-il, la lettre autographe de l'empereur, et je dois avouer que je n'aurais jamais imaginé une lettre aussi dure... Je prendrai ma revanche, si je le puis, car c'est trop fort. Voilà bien sa reconnaissance pour moi qui lui ai mis sa couronne sur la tête ; le temps viendra peut-être où je la lui enlèverai et où je la mettrai sur la tête d'un autre qui la méritera mieux¹. » — Après l'alliance obtenue par Vaubrun, Louis XIV essaye naturellement de s'attacher plus étroitement encore l'Électeur. Il prépare son entreprise contre la Hollande. De là, la mission de Verjus (avril 1671), celle de Saint-Géran (janvier 1672) et la double mission de La Vauguyon (juin et août 1672). Je passe sur quelques détails encore obscurs de la mission Verjus. La question capitale (à coup sûr une des questions les plus intéressantes du règne de Frédéric-Guillaume) c'est ici la question de la rupture avec la France, de l'alliance entre l'Électeur et les Provinces-Unies. Elle n'est point élucidée dans Droysen; M. P. en réunit les éléments essentiels, mais il ne nous fait pas suffisamment comprendre comment la résolution de Frédéric-Guillaume (la plus hardie de son règne et, celle-là, bien personnelle) s'est peu à peu formée. L'étude en est donc encore à faire et dépasserait de beaucoup les limites de ce compte-rendu. Je note seulement que M. P., qui s'attache surtout aux documents français, néglige ici les lettres de l'Électeur à Schwerin (surtout celles des 6 et 23 mai 1671²) qui prouvent que Frédéric-Guillaume, à ce moment, ne songeait pas encore à se rapprocher de la Hollande. Il faudrait tenir compte aussi de quelques protocoles, encore inédits, du conseil secret (séances des 9, 14, 17 janvier et 9 février 1672). Ils nous montrent tous les conseillers évidemment opposés à la rupture. Frédéric-Guillaume en a pris la responsabilité tout entière.

Chap. III. Il traite des relations entre Frédéric-Guillaume et Louis XIV de 1673 à 1679. Les trois questions intéressantes sont celles de la seconde rupture avec la France (été de 1674); du rapprochement qui conduit à la paix de Saint-Germain (29 juin 1679); enfin de l'alliance intime du 25 octobre. — La première ne donne pas lieu à discussion. M. P. a raison d'affirmer qu'à la fin de l'année 1673 l'Électeur ne désire encore que le maintien de la paix; il a raison aussi d'insister sur le caractère très particulier du traité du 10 décembre 1673 avec la Suède.

1. « Ich überschicke euch hiebey das Kayserliche handt Schreiben, undt muss gestehen, dass ich mir niehmals ein so hartes Schreiben eingebildet hatte... So werde ich suchen solches zu revansiren, den es ist zu grob. Das ist der danck dass ich Ihme die Chron aufgesetz habe. Die zeitt kan kommen das ich Ihn die ab undt einen anderen, der es besser meritirt als er, wider aufsetze. » *Urk. u. Act.*, XII, 934.

2. *Urk. u. Act.*, XII, 946, 948.

J'ajouteraï seulement que la ratification de ce traité fut discutée en conseil secret aux deux séances du 10 et du 12 décembre, et que le protocole du 10 confirme pleinement l'opinion de M. P. — La seconde question est plus importante. C'est pendant l'été de 1678 que Frédéric-Guillaume fit les premiers pas en vue d'une réconciliation avec la France. M. P. cite, avec Pufendorf, la mission de Schwerin le jeune, qui, à Londres, reçut l'ordre d'entrer secrètement en relations avec Barillon, l'ambassadeur français¹; il cite les premières ouvertures faites à Paris même par D'Espence, antérieurement à la paix hollandaise; enfin les avances beaucoup plus précises de l'Électeur lui-même à Rébenac, devant Stralsund, au mois d'octobre. Mais M. P. ne tient pas compte de l'influence exercée sur l'Électeur par les négociations de la Hollande à Nimègue. Au commencement de juin, la paix entre les Provinces-Unies et la France semble imminente²; l'Électeur en est informé aussitôt par son ambassadeur à Nimègue, Blaspeil; aussi, réunit-il, le 18 juin, son conseil secret et lui pose-t-il la question : faut-il continuer la guerre après la paix séparée de la Hollande? Tous ses conseillers sont d'avis de ne point poser les armes, mais d'entrer néanmoins en pourparlers avec la France, soit par l'intermédiaire des Hollandais, soit directement; si tous les alliés cherchent à traiter, il ne faut pas que l'Électeur arrive le dernier. C'est donc la défection imminente des Hollandais qui pousse Frédéric-Guillaume à prendre ses précautions; dès lors, il ne voit plus qu'un seul moyen de conserver peut-être la Poméranie conquise : un rapprochement avec la France. Quand la paix hollandaise sera réellement signée, le 10 août, il va sans dire qu'il la désirera plus encore; il en expose les motifs, le 6 octobre, à Blaspeil, quinze jours environ avant de s'en ouvrir à Rébenac³. Dans ces conditions, ne faut-il point s'étonner avec M. P. de voir l'Électeur, quelques mois après, accuser l'empereur de trahison parce qu'il a traité avec la France en abandonnant ses alliés? Il est certain qu'il n'avait point tenu à l'Électeur d'en faire autant. Mais il s'était aperçu bientôt qu'il n'obtiendrait pas de Louis XIV la Poméranie, et dès lors il avait recommencé la guerre sans arrière-pensée. Son irritation contre l'empereur s'explique donc, sans que sa propre conduite la justifie entièrement. — La paix de Saint-Germain et l'alliance intime du 25 octobre ne sont que brièvement indiquées par M. P. Ce sont, en effet, les archives prussiennes qui en permettent seules l'étude. Il faut lire à Berlin, dans la correspondance entre l'Électeur et Meinders, les efforts acharnés que fit l'Électeur pour conserver ses conquêtes, et ses angoisses jusqu'à la résignation définitive. Sur le traité du 25 octobre, il n'y a

1. Pufendorf, XVI, 31.

2. Cf. Mignet, *Négociations relatives à la succession d'Espagne*, tome IV, section IV.

3. La correspondance entre l'Électeur et Blaspeil se trouve aux archives de Prusse, *Négociations du congrès de Nimègue*, Rep. 63, 49.

presque rien dans les archives françaises. Aussi M. P. ne signale-t-il pas les objections que fit d'abord Schwerin à une alliance intime avec la France et ne nous explique-t-il pas d'une façon suffisante les mobiles qu'eut l'Électeur de passer outre. Frédéric-Guillaume nous les donne lui-même dans une lettre qu'il écrivit à Schwerin le 11 août 1679, sur laquelle je reviendrai bientôt¹.

Chap. iv et v. Ils sont consacrés à Rébenac. M. P. n'ajoute rien, sur la biographie de Rébenac, à l'ouvrage déjà ancien de Gallois : *Lettres inédites des Feuquieres*. Il étudie dans la correspondance la situation de Rébenac et son rôle auprès de l'Électeur.

Chap. vi. Il est intitulé : *le Parti français à la cour de Berlin*. C'est peut-être sur ce point que la correspondance de Rébenac fournit le plus de renseignements nouveaux. On sait comment l'argent de Louis XIV venait en aide à sa diplomatie. A lire Droysen, on ne se douterait pas que les ministres de l'Électeur goûtaient fort les libéralités du grand roi. Hâtons-nous d'ajouter qu'ils ne faisaient que suivre l'usage de leur temps et l'exemple des cours voisines, celle de Vienne en particulier. Les preuves de leur vénalité se rencontrent à chaque instant, non seulement dans la correspondance de Rébenac, mais aussi dans celle de ses prédécesseurs à Berlin. M. P. cite en appendice un compte détaillé des sommes distribuées par Verjus, en 1674, aux ministres et aux familiers de l'Électeur (p. 337), et un autre compte semblable de Rébenac (p. 376) pour les années 1680 à 1684. On trouve dans ce dernier les noms de Krockow, d'Iéna, de Fuchs, de Meinders, sans compter ceux de plus petits personnages. Ils formaient le parti français à cette époque. Fuchs figure au total pour 32,000 fr., Meinders pour 45,500 fr., et il y faudrait ajouter les menus présents. Ce sont là des pièces qui ne laissent place à aucun doute. M. P. met à part Schwerin, qui refusa à Verjus 10,000 écus; encore faut-il remarquer qu'il ne fut point toujours aussi scrupuleux² et que la crainte de se compromettre ne semble pas étrangère à son désintérêt tardif³.

Chap. vii. M. P. y étudie le caractère de l'Électeur, les visées et les allures de sa politique, enfin les cabales qui divisaient son conseil et sa cour. C'est ici que M. P. a quelquefois trop vu par les yeux de Rébenac. Quand on lit Droysen, puis les lettres de Rébenac, on est frappé d'une contradiction complète entre ce que l'un et l'autre nous disent de Frédéric-Guillaume. Dans Droysen, nous voyons une politique suivie, une volonté ferme et clairvoyante. Rébenac, après Millet, Vaubrun, Verjus (car tous sont d'accord), ne nous parle que de faiblesse, d'irrésolution, de mobilité extrême qui rend toute promesse

1. Voir la négociation des deux traités aux archives de Prusse, Rep. 11, Conv. 18 A et B.

2. Voir deux lettres de Vaubrun, des 2 octobre 1669 et 5 janvier 1670 (Aff. Étr., Brandebourg, VI, 45 et 89).

3. Voir deux lettres de Verjus, des 20 août et 11 octobre 1673 (Aff. Étr., Brandebourg, IX, 89, et X, 39).

illusoire et déconcerte toute prévision. C'est d'après Rébenac que M. P. nous peint Frédéric-Guillaume. Mais un portrait vivant et complet reste à faire, et je ne puis l'entreprendre dans ce simple compte-rendu. Il confirmerait, je crois, l'impression de Rébenac, mais il l'expliquerait parfois par d'autres raisons que celles que Rébenac lui-même nous en donne. Il faudrait tenir compte, avec M. P., des influences qui se croisent autour de Frédéric-Guillaume, de sa santé (et plus encore peut-être que ne le fait M. P.), mais surtout de la situation si particulière et, à cette époque, si critique de l'état brandebourgeois-prussien. On pense trop volontiers, en jugeant le Grand Électeur, à la Prusse du siècle suivant, et l'on ne songe pas assez qu'il n'avait ni les sujets, ni le corps de fonctionnaires, ni l'armée, ni l'argent que Frédéric-Guillaume I^e, son petit-fils, légua à Frédéric II.

Chap. viii. Récit détaillé du conflit qui éclata, en 1686, entre Frédéric-Guillaume et le prince électoral.

Chap. ix et x. M. P. y raconte, d'après Rébenac, l'histoire des relations entre le Brandebourg et la France pendant la durée de l'alliance étroite (*In französischer Dienstbarkeit*), puis montre comment l'alliance, après 1684, se relâcha peu à peu et se rompit enfin (*Die Lösung von Frankreich*). Je ne puis le suivre d'un bout à l'autre, mais je voudrais insister sur les deux points essentiels. J'ai dit qu'à la fin de son chap. iii M. P. expliquait à peine l'alliance intime du 25 octobre 1679; au commencement du chap. ix, il nous introduit avec Rébenac à la cour de Berlin, au mois de janvier 1680, c'est-à-dire après l'alliance conclue. Il n'a donc pas l'occasion d'insister sur les causes et le caractère de cette alliance, et c'est là pourtant le vrai moyen d'en bien comprendre aussi la rupture. Sans entrer dans le détail, je renverrai à la correspondance entre l'Électeur et Schwerin au mois d'août 1679. Le 9 août, Frédéric-Guillaume envoie à Schwerin, en lui demandant son avis, l'instruction rédigée pour Meinders, qui négociait alors l'alliance à Paris. La réponse de Schwerin, le lendemain 10 août, montre que l'alliance était dès lors, pour l'Électeur, chose résolue¹; pourtant, Schwerin recommande à l'Électeur de ne point se hâter; il lui rappelle que, durant la guerre, il a préféré hasarder tout plutôt que de laisser s'accroître la puissance de Louis XIV; il déconseille, en tous cas, une alliance offensive, qui ferait courir à l'Électeur plus de dangers que l'amitié de la France ne lui assurerait d'avantages. Le 11 août, nouvelle lettre de Frédéric-Guillaume; c'est celle que j'ai citée déjà. Il y explique et y justifie son projet d'alliance offensive et défensive. Ce qu'il espère surtout, dit-il, c'est séparer la Suède de la France; d'ailleurs, tous ses voisins lui sont hostiles; l'empereur, en l'abandonnant, l'a délié de toute obligation envers lui; il ne peut se garantir qu'avec une bonne

1. Archives royales de Prusse. France, Conv. 18 B. Schwerin à l'Électeur. Col. a/S, 31 juillet (10 août) 1679 : « ... sehe ich das es eine resolvirte Sache ist... »

armée, et, pour entretenir cette armée, les subsides de la France lui sont nécessaires. Est-ce à dire qu'il ait quelque sympathie pour la France? Non, certes. Il connaît et il « déteste le joug français. » Mais la France est désormais l'arbitre de l'Europe, et il n'y a de sécurité que dans son alliance¹. Donc la situation est bien claire : c'est parce que Frédéric-Guillaume est entouré d'ennemis, parce qu'il ne peut compter sur l'empereur et parce que la France est très forte qu'il se rapproche d'elle; en même temps, et il y insiste dès la première phrase, il attend de l'alliance nouvelle, outre mille petits profits, un avantage capital; il n'aura plus à craindre la Suède, sa perpétuelle ennemie, et peut-être pourra-t-il reconquérir enfin, avec l'appui de Louis XIV, cette Poméranie Suédoise que par deux fois Louis XIV l'a forcé d'abandonner.

Il est facile de comprendre maintenant pourquoi l'alliance s'est relâchée. D'abord (et je laisse de côté bien des causes de froissements qu'il ne faudrait pas négliger dans une étude complète) l'alliance intime avec Louis XIV n'a pas donné à Frédéric-Guillaume ce qu'il en attendait; en 1683, en 1684, Frédéric-Guillaume a préparé et espéré une campagne en Poméranie; mais il a senti bientôt que Louis XIV ne le soutiendrait pas et il a dû y renoncer; avec la trêve de Ratisbonne disparaît pour lui tout espoir de conquête. En même temps, la situation générale s'est transformée, et les persécutions exercées en France contre les protestants ont tourné peu à peu contre Louis XIV la plus grande partie de l'Europe; dès lors, c'est en restant fidèle à Louis XIV que Frédéric-Guillaume va se trouver isolé, et les raisons d'intérêt qui l'ont conduit à l'alliance se retournent contre l'alliance. Enfin, Frédéric-Guillaume est sincèrement, ardemment protestant, et la révocation de l'édit de Nantes, l'avènement de Jacques II en Angleterre, la mort de l'Électeur palatin sont autant d'événements qui inquiètent sa foi protestante; après 1685, la rupture est inévitable. Elle a été préparée, au printemps de 1685, par la mission de Fuchs en Hollande; elle s'achève, au printemps de 1686, par la réconciliation avec l'empereur. M. P. insiste suffisamment sur les causes principales de la rupture; il montre bien aussi comment Frédéric-Guillaume fut forcé de la dissimuler, de conserver avec la France, tant qu'il le put, les apparences de l'amitié;

1. Ibid. L'Électeur à Schwerin. Potsdam 1-11 août 1679. « Unser fürembstes Absehen dabey ist... damit wir durch eine solche genaue alliance Frankreich von Schweden abziehen möchten... Wie der Keyser und das Reich mit uns gehandelt, lieget am Tage und weil selbige uns zum ersten abandonniert, und unserer Feinde willen überlassen, haben wir dieselbe weither nicht zu consideriren, als so viel unser eigen interesse mit sich bringet. Gegen Frankreich haben wir, wie bekannt, wohl nicht uhrsache einige sonderliche affection zu haben; weniger desselben aggrandissement zu befordern, weil uns das französische joch wohl bekannt. Es ist aber durch die letztere separation der Allyten... so weith gekommen, dass Frankreich numehro schon das arbitrium in Handen hatt... also dass... keiner seine Sicherheit und convenientz finden wird, als in Frankreichs freundschaft und alliance. »

comment sa nouvelle alliance avec la cour de Vienne fut viciée, en quelque sorte, par l'acte secret du prince électoral qui promettait de rendre à l'empereur, dès qu'il serait Électeur lui-même, le prix de la réconciliation; comment enfin elle resta précaire au milieu des hésitations, des craintes, des angoisses des dernières années du règne. Ce qu'il aurait pu dire plus nettement, c'est ce qui explique ces revirements de la politique électoral, et ces hésitations, et ces perpétuelles angoisses. L'état brandebourgeois-prussien, isolé, ouvert, dispersé au milieu de l'Allemagne presque tout entière jalouse et hostile, ne pouvait pas plus trouver la sécurité et le repos dans une alliance avec l'empire que dans une alliance avec la France¹. L'empire, comme la France, avait intérêt à se servir de l'Électeur, mais à empêcher tout accroissement de sa puissance. Frédéric-Guillaume était assez fort pour que les deux partis qui divisaient alors l'Europe eussent besoin de son armée et de son influence; il ne l'était pas assez pour pouvoir suivre entre eux une politique personnelle et indépendante. C'est seulement cinquante ans plus tard, après le règne second de Frédéric-Guillaume I^{er}, que la Prusse, plus vigoureuse, entre l'empire et la France affaiblis, pourra prendre conscience de son avenir.

En somme, le livre de M. P. appelle, comme on le voit, plutôt des compléments et des commentaires que des critiques. Dans l'histoire encore mal étudiée des relations entre le Grand Électeur et Louis XIV, il aide à élucider certains points, il provoque sur d'autres la réflexion et la discussion. S'il est incomplet, c'est qu'il ne prétend pas autre chose qu'étudier un document unique, et ce document est, en tous cas, pour le règne de Frédéric-Guillaume, d'une importance et d'un intérêt de premier ordre.

Je dois encore, en terminant, signaler quelques inexactitudes dans les références², dans les renvois à l'appendice ou aux documents d'archives³. M. P. laisse échapper aussi bon nombre d'erreurs de copie⁴; mais elles sont heureusement, pour la plupart, de peu d'importance.

G. PAGÈS.

1. Rien n'est plus instructif à ce sujet que la comparaison des circonstances qui conduisent l'Électeur à se rapprocher deux fois de la France, à dix ans de distance, en 1669 et en 1679. Elles sont presque identiques.

2. Par exemple : p. 16, n. 1, S. 406 pour 405; p. 64, n. 1, Pufendorf, XVI, 37 pour 31; etc.

3. Par exemple : p. 229, n. 3, XIII pour VIII; p. 281, n. 3, 20 pour 21; etc. P. 20, n. 2, 5 mai pour 2 mai; p. 51, n. 3, 10 octobre 1613 pour 22 octobre 1673; p. 56, n. 1, 7 mai 1672 pour 1674; p. 186, n. 2, 25 février et 13 mars 1683 pour 27 février et 10 mars; p. 224, n. 2, Prusse, XIV, fol. 182 pour XIII, fol. 289; etc.

4. J'en donne seulement quelques exemples : p. 5, l. 25, le pour lui; p. 6, l. 14, qu'on avait bien pour qu'on avait lieu; p. 7, l. 1, de dire luy pour dites luy; l. 4, tout pour tous; l. 5, celuy pour cecy; p. 34, l. 16, d'asseurer de mon costé une pour l'asseurer de mon costé d'une; p. 300, n. 2, néanmoins à faire

Ireland. 1494-1868 (avec introduction), par W. O'Connor MORRIS.
Cambridge, at the University press, 1896. Crown in-8°, viii-
372 pages et carte d'Irlande. Prix : 6 sh.

M. Prothero, jusqu'à ces derniers temps professeur d'histoire à l'Université d'Édimbourg, a eu l'excellente idée de fonder une bibliothèque (*Cambridge historical series*) d'ouvrages historiques de vulgarisation, fort joliment imprimés et cartonnés. A l'Ère révolutionnaire et napoléonienne de M. Rose, à l'Angleterre industrielle de M. Cunningham, aux *Colonies australiennes* de M. Jenks, aux États-Unis de M. Channing succède l'*Irlande* de S. Honneur le juge O'Connor Morris, ancien étudiant d'Oxford, dont nous rendons compte aujourd'hui, et qui est faite pour donner une excellente idée de la collection.

Nous débuterons pourtant par l'expression d'un regret. Pourquoi s'arrêter en 1868? On comprend fort bien que M. Channing s'arrête en 1865, époque où la grande confédération américaine est une seconde fois et définitivement fondée. Mais M. Jenks conduit les colonies australiennes jusqu'en 1893, et il a raison. Nous supplions M. Morris, dans les éditions ultérieures qu'on ne manquera pas de lui demander, de conduire son *Irlande* jusqu'aux élections générales de 1895, ou tout au moins de 1892. Il nous met l'eau à la bouche et nous laisse le bec ouvert. Il nous fait admirablement pressentir ce qui va se passer de 1868 à 1892, c'est-à-dire pendant le quart de siècle le plus palpitant, et de beaucoup, de l'histoire de cette île, que les fées n'ont pas gâtée le jour de son baptême. Il n'a pas le droit de nous planter là.

Les fées, disons-nous. Il en est une surtout qui a dû dire à la pauvre Erin : on ne fera jamais pour toi ce qu'il faudra au moment où il le faudrait. C'est l'idée maîtresse et conductrice de tout le livre, et l'historien, avec sa parfaite netteté d'esprit, y ramène le lecteur. Nous nous représentons, nous autres Français, avec raison d'ailleurs, les Irlandais comme les victimes de grandes brutalités historiques. Mais l'indécision, l'inachevé, les malentendus, les juxtapositions de contraires mal conciliés leur ont fait encore plus de mal que la violence. Et quand un politique anglais, à la fois éminent et bienveillant, s'appliquait à les relever du mal que leur avaient fait ses compatriotes, cet Anglais-là, ou bien mourait trop tôt, ou bien s'égarait dans des chimères, ou bien produisait juste le contraire de l'effet désiré par lui.

Laissons de côté, si vous voulez, les chimères. Mais voulez-vous deux noms d'Anglais morts trop tôt pour l'Irlande? Vous ne les attendez

pour de faire; un quartier du pays *pour* de payer; p. 353, l. 33, m'a parlé *pour* m'en parle; p. 354, l. 9, de l'honneur *pour* l'honoré; etc. M. P. oublie parfois des mots : p. 5, dernière ligne, je ne fus servi (presque); p. 8, l. 18, non seulement (d'eux); etc., ou bien il en ajoute : p. 28, l. 23, (de) sujet; p. 29, l. 21, (se) faisait; etc.

pas, ces deux noms : c'est Henri VIII et Robert Peel. M. Morris nous montre que l'ancienne Irlande était en bonne voie vers 1547, la contemporaine vers 1845. C'est plaisir de voir rendre justice à Robert Peel, ce vrai conservateur, ce vrai réformiste, audacieux en économie sociale comme il fallait l'être dans un pays de perturbations économiques, esprit dégagé des superstitions libérales de lord John Russell. Ah ! celui-ci, avec les meilleures intentions du monde, comme notre historien le montre, travaillant contre son propre but ! Les pages qui signalent les effets du fameux *Encumbered States Act* sont parmi les meilleures du livre. Que voulait le ministère ? Soulager et pousser dans la voie du progrès le paysan irlandais en le débarrassant de vieux propriétaires, grevés d'hypothèques, à la fois routiniers et exigeants. Qu'a-t-il réussi à faire naître ? Une classe nouvelle d'opresseurs, — spéculateurs qui achetèrent un sixième du sol de l'Irlande aux dépens d'une vieille *gentry* terrienne, bienveillante après tout pour ses compatriotes inférieurs. Et de tout comme cela, si haut qu'on remonte dans l'histoire ; même la conquête anglo-normande du XII^e siècle, d'autant plus funeste qu'elle a été incomplète.

Cette conquête, et la civilisation celtique qui l'a précédée, font l'objet d'une bonne introduction. L'époque des Tudors et des Stuarts est pleine de misères et d'améliorations manquées. Mais le récit devient triste, surtout depuis « le régime des lois pénales », parfaitement analysé, l'Union de 1801 mal faite et qui pourtant aurait rendu des services si l'on n'avait pas fait trop tard l'émancipation catholique. Une profonde mélancolie saisit le cœur devant cette histoire toujours malencontreuse, si bien comprise et si bien exposée.

Édouard SAYOUS.

Englische Geschichte im 18^{ten} Jahrhundert, par W. MICHAEL, professeur à l'Université de Fribourg-en-Brisgau. T. I. Hambourg et Leipzig, Léopold Voss, 1896. x-856 pages.

Ceci est le début d'un ouvrage qui s'annonce comme devant présenter un vif intérêt, surtout pour l'histoire diplomatique, et prendre de grandes proportions; car le premier volume, après 200 pages d'introduction qui constituerait une petite histoire d'Angleterre avant 1688, contient 200 pages sur le règne d'Anne Stuart et 400 pages sur les quatre premières années du premier Georges, de 1714 à 1718. Ce ne sont pas nos proportions françaises, mais l'auteur a de bonnes raisons à faire valoir; cette dernière partie, si largement développée, est la plus intéressante et la plus utile.

Avant d'y arriver, remarquons dès le second livre la supériorité de l'élément diplomatique sur l'élément intérieur. La question de la succession hanovrienne, dite la Succession protestante, pendant le règne d'Anne, et la crise qui précéda et suivit sa mort, est traitée plus complètement et mieux, croyons-nous, qu'elle ne l'avait jamais été jusqu'à

ce jour, les ressources inédites des archives hanoviennes venant s'ajouter à la parfaite connaissance que possède l'auteur des sources imprimées. Quant à la situation intérieure, bien qu'il décrive avec soin les manœuvres des whigs et des tories, particulièrement à l'occasion de cette succession, et du moment où elle s'ouvre, nous ne la trouvons pas aussi bien exposée. Il parle de Sacheverell et de Swift, mais il ne nous paraît pas avoir saisi toute l'importance du parti de l'Église et de la littérature dans cette génération qui a inventé le journalisme. Disons tout de suite, pour nous débarrasser des détails de ce genre, que pour son récit du couronnement il aurait tiré utilement parti d'un journal, qu'il connaît d'ailleurs, celui de lady Cowper.

Il nous tarde d'arriver à ces lumineux et vastes chapitres sur la consolidation de la dynastie par les négociations extérieures. Un de ceux qui nous ont le plus appris est consacré à l'Espagne en 1715 et 1716. L'intelligence commerciale des whigs au pouvoir leur avait fait apprécier comme un excellent coup de partie la conclusion d'un traité de commerce avec ce malheureux pays, ruiné par la guerre et tombé depuis longtemps dans une complète décadence industrielle. Le jeune Methuen, fils du fameux négociateur du traité portugais, fut chargé, en premier lieu, de cette mission, pour laquelle le recommandait un nom de si bon augure. Il échoua. D'autres réussirent grâce à l'appui d'Alberoni. Celui-ci, que M. Michaël nous semble avoir très bien compris, voulait à tout prix s'assurer l'appui de l'Angleterre pour ses projets ultérieurs. Les années suivantes devaient lui enlever cette espérance.

A ce grand succès, le roi whig et le ministère whig ajoutent d'autres succès, malgré le schisme momentané, et au fond très heureux pour le parti, que les événements de la Baltique firent éclater dans son état-major. De succès nombreux ils avaient grand besoin, car au début les politiques ne croyaient guère à la solidité de cette dynastie importée. Comme le montre cette fois très bien notre historien, les faits intérieurs et les faits extérieurs réagirent les uns sur les autres de la façon la plus heureuse pour l'état de choses nouveau. Le soulèvement mal dirigé des Jacobites, que l'on nous raconte avec le plus grand détail, et la loi de septennalité, qui rendait durable un parlement très hostile à toutes les nuances du torysme, produisaient bon effet au dehors, tandis qu'une série de bonheurs diplomatiques augmentaient le prestige au dedans. Déjà, en 1716, pendant que le commerce anglais s'apprête à s'enrichir en Espagne, les ambassadeurs anglais renouent l'alliance austro-hollandaise et profitent des embarras du régent pour la combiner avec une alliance française toute nouvelle. Deux ans plus tard, la conclusion de la quadruple-alliance, la victoire de Byng et la médiation qui termina la guerre turque portèrent au comble la puissance du parti fondateur du régime parlementaire en 1688.

Nous ne savons pas si M. Michaël pourra mener à bonne fin son entreprise en conservant de telles proportions. Mais nous ne pouvons que lui souhaiter bon courage.

Édouard Sayous.

B. von BILBASSOF. **Katharina II, Kaiserin von Russland, im Urtheile der Weltlitteratur.** Traduction allemande par le Dr Theod. SCHIEMANN. Bd. I und II : die Litteratur nach Katharinas Tode. Berlin, Räde (Stahr' sche Buchhandlung), 1897. Prix : 20 m.

Dans ces deux forts volumes (1,700 pages), M. B. a catalogué et classé par ordre de date les 1,300 livres, écrits en d'autres langues que le russe, dont il s'est servi pour préparer son *Histoire de Catherine II*. Il a donc composé une bibliographie précieuse, non seulement pour l'histoire de Russie, mais encore pour l'histoire générale de la seconde partie du XVIII^e siècle. Mais le principal mérite de l'œuvre n'est pas dans ses indications bibliographiques. M. B. a critiqué consciencieusement les livres cités et, chemin faisant, il ne s'est pas fait faute de discuter les problèmes posés par ces livres. Les historiens futurs devront tenir grand compte de ses conclusions sur les divers événements auxquels Catherine II a été mêlée, sur le partage de la Pologne, par exemple, et les responsabilités assumées par la Russie et par la Prusse.

Il est impossible de le suivre ici dans toutes ses appréciations. Ce qu'il faut constater, c'est que sa méthode et son érudition sont au-dessus de toute critique. Par contre, son impartialité a été quelque peu suspectée. Les recenseurs allemands de son ouvrage lui ont reproché de la mauvaise humeur à l'égard de leurs compatriotes. Le fait est que M. B. est persuadé que l'histoire d'un pays ne peut être bien étudiée par les étrangers à ce pays ; il applique rigoureusement ce principe aux auteurs allemands d'histoires russes, surtout à Hermann, dont il fait, non sans raison, une exécution en règle. Mais cela ne l'empêche pas de rendre pleine justice à des œuvres telles que l'*Histoire de Pologne*, de Caro.

Je n'ose dire que M. B. soit beaucoup plus indulgent pour les Français que pour les Allemands, mais, la plupart du temps, les œuvres françaises qu'il énumère, pamphlets, romans ou tragédies soi-disant historiques, sont si misérables qu'il n'a vraiment pas lieu de brandir contre elles la massue dont il s'est servi contre Hermann. Il apprécie, du reste, les renseignements fournis par nos voyageurs sur le peuple et l'armée russe du XVIII^e siècle, et jamais il ne manque à les citer quand ils sont élogieux. Dans d'autres cas, il pêche par excès de méfiance : pourquoi trouver, par exemple, que Mme Vigée-Lebrun était trop jolie pour bien comprendre les choses russes ?

Quant aux écrivains français plus récents, à MM. Sorel et Rambaud, notamment, M. B. leur accorde une place très honorable, non sans quelques réserves dont il est parfois difficile de saisir la portée. On est surpris aussi de certaines omissions. *La question d'Orient au XVIII^e siècle*, de M. Sorel, aurait mérité d'être citée.

En résumé, malgré des omissions et quelques jugements un peu

hâtifs, l'ouvrage de M. B. est très intéressant et très utile. Beaucoup de bibliographies de ce genre seraient à souhaiter, même pour d'autres pays que la Russie.

E. H.

United States Commission on Boundary between Venezuela and British Guiana. Report and Accompanying papers of the Commission appointed by the President of the United States « to investigate and report upon the true divisional line between the Republic of Venezuela and British Guiana¹. »

Cette importante publication constitue le document le plus intéressant à consulter sur la question encore aujourd'hui pendante des frontières du Vénézuela et de la Guyane anglaise.

Lorsque les Espagnols eurent découvert la côte septentrionale de l'Amérique du Sud, ils n'y eurent pas tout d'abord de poste permanent. Le premier établissement qu'ils aient fondé dans la région qui nous occupe, Santo-Thomé, sur l'Orénoque, en aval de la position actuelle de Ciudad Bolívar, ne paraît pas être antérieur à 1591 ou 1592. On comprend qu'ils ne soient pas restés les seuls maîtres de territoires qu'il leur était impossible d'interdire à leurs rivaux. Parmi ceux-ci, les Hollandais, au début du xvii^e siècle, s'établirent sur l'Essequibo. Le traité de Munster, en 1648, reconnaît cet établissement sans le délimiter. Les Anglais sont aujourd'hui, dans cette portion occidentale de la Guyane, les héritiers des Hollandais; le Vénézuela, après l'émancipation des colonies espagnoles, est devenu de son côté héritier des droits de l'Espagne. Anglais et Vénézuéliens sont ainsi voisins sans que jamais aucune limite ait été tracée entre leurs territoires.

En réalité cette région frontière, comprise entre l'Orénoque et l'Essequibo, était presque inconnue. Couverte par la forêt vierge, sauf pour les savanes voisines de l'Orénoque, elle n'offrait par ses cours d'eau coupés de rapides et encombrés d'obstacles aucune facilité à la pénétration. Mais, dès 1840, on y a découvert des sables aurifères et d'importants placers y sont aujourd'hui en exploitation. On peut évaluer à seize millions au moins l'or extrait annuellement du Vénézuela et de la Guyane anglaise. Or, la plus grande partie de cet or vient du Contesté. Cette seule raison suffisait pour qu'il devint urgent d'y tracer une limite. A plusieurs reprises des négociations avaient été engagées à ce sujet, elles n'avaient jamais pu aboutir. De part et d'autre cependant les prétentions s'exagéraient et l'on pouvait s'attendre, à la fin de 1896, à un coup de force de l'Angleterre, lorsque brusquement

1. Washington, Government Printing Office, 1897. 3 vol. in-8°. T. I, *Historical*; t. II, *Extracts from Archives*; t. III, *Geographical*, et un atlas de 76 cartes : *Maps of the Orinoco Essequibo Region South America compiled for the Commission...* Washington, february 1897.

les États-Unis, mettant en avant la doctrine de Monroë, intervinrent en faveur du Vénézuela. L'équilibre se trouvant ainsi rétabli entre les rivaux, la discussion redevint immédiatement plus courtoise, et le 15 janvier 1897, grâce aux bons offices des États-Unis, un accord était signé entre l'Angleterre et le Vénézuela, confiant la solution du litige au jugement de cinq arbitres.

Alors que le conflit devenait menaçant, les deux gouvernements intéressés avaient commencé à publier des documents pour établir leurs droits. Ces publications ont continué en 1896. C'est ainsi que le Vénézuela a fait paraître trois volumes de documents et l'Angleterre six Livres Bleus, dont un de cartes¹. De son côté, le gouvernement des États-Unis, en intervenant dans le procès, nommait une commission chargée d'étudier la question et constituait ainsi une sorte de tribunal arbitral sans mandat, composé de cinq membres, présidé par le juge D. J. Brewer et ayant pour secrétaire M. Mallet-Prévost. Cette commission a travaillé très activement jusqu'au jour où, un accord étant survenu, elle est devenue sans objet et a été officiellement dissoute. Elle était arrivée à d'importants résultats, avait mis en lumière des points demeurés jusque-là fort obscurs. Il eût été regrettable que le résultat de tous ces travaux fût perdu. Le gouvernement des États-Unis a bien fait d'en ordonner l'impression.

Il ne s'agit pas en effet d'une simple consultation, d'un arrêt rendu sur les pièces présentées par les deux gouvernements. Ces pièces, le Vénézuela et l'Angleterre les ont obligamment fournies et la commission en a soigneusement contrôlé la plus grande partie; mais elle a aussi travaillé pour son compte. Sa part de recherches est considérable, et l'on n'a qu'un regret en lisant ces volumes, c'est que l'œuvre entreprise n'ait pas pu être complètement terminée, c'est aussi que le temps ait manqué pour en mieux coordonner les différentes parties. Telle qu'elle est cependant, elle rendra de très réels services aux historiens de la colonisation dans les Guyanes.

Je répondrai tout de suite à une objection : les États-Unis ont été dans ce procès les avocats du Vénézuela; n'est-il pas à craindre que le travail de la commission ne soit qu'une plaidoirie? Je ne dirai pas qu'on n'y sente pas le désir de répondre à l'Angleterre et de réfuter ses arguments. En fait, c'est à vérifier les pièces citées dans les Livres Bleus que le travail de la Commission a surtout consisté, mais le souci d'impartialité domine. La commission n'a pas rendu d'arrêt, elle a étudié la question avec critique et méthode, son œuvre est vraiment scientifique. Il faut dire qu'elle s'était adjoint un certain nombre d'historiens et de savants, M. Justin Winsor par exemple, et que les volumes publiés se composent en réalité d'une série d'études séparées,

1. *Venezuela, Documents and Correspondence relating to the question of Boundary, between British Guiana and Venezuela.* Blue Books, n° 7972, 7972¹, 8012, 8106, 8194, 8195.

toutes signées d'hommes compétents ou qui ont pris la peine de le devenir.

C'est ainsi que le volume I (*Historical*) contient un rapport sur les établissements des Espagnols et des Hollandais en Guyane avant 1648, de M. Franklin Jameson, et trois autres de M. G. Lincoln Burr sur le sens des articles V et VI du traité de Munster, sur les droits territoriaux de la compagnie hollandaise des Indes occidentales, sur les ressources qu'offrent les archives hollandaises pour l'étude de la question. M. Lincoln Burr est un de ceux qui ont eu la plus grosse part du labeur. C'est lui qui a contrôlé en Europe les textes traduits dans les Blue-Books. Tout le volume II (*Extracts of Archives*) est son œuvre ainsi que celle de M. de Haan. Les textes hollandais y ont été mis en regard de la traduction revue avec soin. Les Livres Bleus ne donnaient que les traductions, quelquefois fautives, non pas intentionnellement, M. Burr se plait à le reconnaître, — la faute commise est quelquefois au préjudice des intérêts anglais, — mais sans doute à cause de la précipitation avec laquelle le travail avait été exécuté.

Le volume III (*Geographical*) contient une étude sur le témoignage des cartes géographiques, de M. Mallet-Prevost, une autre sur les cartes de l'Orénoque-Esséquibo, de M. Winsor, une autre sur les documents cartographiques extraits des archives, de M. Burr, des notes malheureusement inachevées de M. Marcus Baker sur la géographie du territoire contesté, enfin une bibliographie des cartes de la région comprenant 489 articles.

L'ouvrage est complété par un grand atlas de 76 cartes, divisées en trois sections. La première contient des cartes dressées par la commission et destinées à faire connaître le pays, cartes orographique, géologique, forestière, etc...¹, ou à permettre de suivre les progrès de l'occupation européenne à différentes dates déterminées. La seconde comprend des reproductions par l'héliogravure de toutes les cartes publiées, sur le témoignage desquelles on peut chercher à s'appuyer. La troisième comprend également des reproductions de cartes inédites hollandaises ou tirées des archives des Capucins à Rome². L'un des Livres Bleus anglais contenait déjà une collection de cartes, mais celle-ci est bien autrement complète et instructive.

Que résulte-t-il de tous ces documents?

Des cartes qu'on peut appeler historiques, c'est-à-dire de celles qui composent la seconde série, il ne se dégage et ne peut se dégager aucune conclusion. Puisqu'il n'y eut jamais de limites officiellement

1. On aimerait à voir figurer sur une de ces cartes les placers d'or; leur position a été indiquée sur une carte publiée en 1895 par le *Geographical Journal*, à la suite d'un article de M. Dixon, t. V, p. 337-345.

2. Ces dernières sont empruntées à la publication suivante : *Documents and maps on the Bound. quest... from the Capuchin Archives in Rome. With a brief Summary of the question*, by the Rev. J. Strickland, S. J. Roma, Unione Coop. London, Philipp a. Son, 1896.

établies, toutes celles qu'ont tracées les cartographes sont arbitraires, tout au plus peuvent-elles avoir la valeur d'indications. Mais, en dehors des côtes, quel vague! Il ne faut pas oublier qu'avant les explorations de Schomburgk (1836-1844) l'intérieur du pays était pour ainsi dire inconnu. La preuve en est qu'à la fin du XVIII^e siècle encore, la grande carte de l'Amérique du Sud de Juan de la Cruz Cano y Olmedilla, la meilleure qui ait été dressée avant l'époque moderne, montre encore dans l'intérieur du pays le grand lac légendaire de Parima, sur les bords duquel devait se trouver le fameux Eldorado. Je ne puis insister sur toutes ces cartes et prolonger outre mesure ce compte-rendu; je voudrais seulement, aussi brièvement que possible, parler de la ligne de Schomburgk, dont il a été si souvent question dans les négociations et sur laquelle a plané tant d'obscurité. La publication des Livres Bleus anglais permettait de résoudre en partie le problème, la publication américaine nous apporte sur différents points un utile supplément d'information.

L'Allemand Robert Hermann Schomburgk avait fait pour la Société de géographie de Londres, de 1835 à 1839, d'importantes explorations en Guyane. En 1839, il présenta au gouverneur Light un rapport sur la nécessité de fixer les limites de la colonie du côté du Vénézuela et d'organiser pour cela une reconnaissance sur le terrain. Il est important de constater qu'il n'avait pas pénétré encore dans les bassins du Barima, de l'Amacura, du Cuyuni, c'est-à-dire dans la partie située à l'ouest de l'Essequibo. Il ne connaissait cette région contestée que par les cartes, et la limite qu'il proposait d'aller étudier sur place, limite généralement adoptée alors, était celle qui figurait sur une carte d'Arrowsmith de 1832. En réalité, ce tracé d'Arrowsmith, qui partait de l'embouchure de l'Amacura pour atteindre le Cuyuni, en suivant à peu près le 62^e de long. W., était un vieux tracé qui se perpétuait sur les cartes depuis Delisle et d'Anville. Arrowsmith n'avait fait que l'adapter à un dessin plus exact, quoique fort imparfait encore, de l'intérieur. Schomburgk ajoutait que, dans son opinion, il était possible de donner à la colonie « des frontières naturelles » et que ces frontières correspondaient parfaitement avec les territoires sur lesquels s'étendaient les droits de Sa Majesté. Il offrait d'y établir des points de repère indestructibles (t. III, p. 72). Consulté par le *Colonial Office*, le *Foreign Office* fut d'avis « de faire établir une carte de la Guyane anglaise, conformément aux limites indiquées par M. Schomburgk. » Cette carte, avec un mémoire « décrivant en détail les particularités physiques qui définissaient et constituaient la frontière en question, » devait être transmise au gouvernement vénézuélien, comme un exposé des revendications britanniques (*ibid.*, p. 73). A ce rapport, qui fut publié en 1840 dans les *Parliamentary Papers*, était jointe une carte sur laquelle sont figurées les limites suivant l'opinion anglaise (ce sont les limites de la carte d'Arrowsmith de 1832) et suivant l'opinion vénézuélienne. Cette carte est identique à celle qui parut à la même date en tête du

livre de Schomburgk intitulé : *A Description of British Guiana, geographical and statistical...* London, 1840.

M. Mallé-Prévost fait remarquer avec raison (*ibid.*, p. 74) qu'il ne s'agissait plus, comme l'avait proposé Schomburgk, d'aller étudier et fixer des limites naturelles, mais simplement d'aller reconnaître sur le terrain celles qui figuraient sur la carte. Le *Foreign Office* se montrait donc en cette occasion plus circonspect que le *Colonial Office*. Schomburgk partit chargé cette fois d'une mission officielle, et, pendant les premiers mois de l'année 1841, il explora la région du Barima, de l'Amacuru, du Cuyuni. Il s'aperçut d'ailleurs bientôt de l'inexactitude des cartes existantes; dans une note adressée à la Société de géographie de Londres, il dit que la direction naturelle de ces rivières est presque opposée à celle qui est figurée sur la carte. Bien qu'il ne l'ait jamais écrit dans les documents qui ont été publiés, on sent qu'il se préoccupait beaucoup moins de suivre le programme du *Foreign Office* que d'étudier le pays et d'accommoder son tracé aux frontières naturelles. Il prend possession de certains points au nom de la reine, y établit des repères, et, croyant avoir démontré historiquement les droits de l'Angleterre sur l'embouchure du Barima, il les étend, suivant les théories qui avaient cours alors, sur tout le bassin de ce fleuve. « These circumstances... contribute to attest the undoubted Right of Her Majesty to the Barima, with all the tributary Streams which flow into it¹. »

De retour à Demerara au mois d'août 1841, Schomburgk envoie par l'intermédiaire du gouverneur au *Colonial Office* une grande carte en six feuilles, à l'échelle de $1/2$ statute mile à l'inch, montrant les régions parcourues, et une réduction de celle-ci en deux feuilles, à l'échelle de 5 miles à l'inch. L'une de ces deux feuilles, celle qui se rapporte particulièrement à la question, a été publiée en fac-similé dans le *Blue Book*, n° 8195. On y voit la frontière anglaise suivre d'abord l'Amacura, puis englober tout le bassin du Barima, et, par la vallée de l'Acarabisi, atteindre le Cuyuni, dont elle remonte le cours. La carte publiée ne s'étend pas, au sud, au delà du $6^{\circ} 17'$ de latitude nord. Indépendamment de la frontière anglaise, la carte de Schomburgk indique aussi, — et ceci est important à noter, — le tracé que réclame le Vénézuela. Elle montre, sans aucun doute possible, qu'il revendiquait pour l'Angleterre tout le bassin du Barima; mais elle ne fournit aucune indication sur le tracé de la frontière au sud du Cuyuni. Peu après l'arrivée de cette carte en Angleterre, en avril 1842, le *Colonial Office*, probablement, en faisait dresser une autre à plus petite échelle, comprenant

1. *Blue Book*, n° 8195, rapport n° I. Les deux communications qui figurent au t. XII du *Journal de la Soc. de géog. de Londres*, p. 169 et 178, sont à peu près, quant au texte, identiques aux rapports adressés par Schomburgk au gouvernement et publiés dans le *Blue Book*, n° 8195. On en a seulement retranché les passages politiques. Les petites cartes qui accompagnent les articles publiés par la Société ne donnent pas le tracé des frontières.

toute la Guyane anglaise, par un officier L.-J. Hebert. La légende indique qu'elle a été construite : *From the Surveys and Routes of Capt. Schomburgk and other documents in the possession of the Colonial Department*. Elle est en deux feuilles, et des fac-similés en ont été exécutés en 1887. Elle porte un tracé de la frontière conforme à ce qu'on a appelé depuis la seconde ligne de Schomburgk. Je n'ai pas eu cette carte sous les yeux, et ne puis, par conséquent, savoir ce que signifie cette note de la feuille 1 : *The Pink Line is that which was surveyed and proposed by Sir R. Schomburgk, but the boundary of the Colony claimed by Her Majesty's Government lies considerably to the Westward of that Line*. A quoi correspond cette ligne ponctuée ? Est-ce à l'itinéraire de Schomburgk, est-ce à son tracé de 1840, est-ce au tracé de 1841 ? C'est ce qu'il serait très intéressant de savoir.

Schomburgk revint à Londres en 1845 et, avant de rentrer en Allemagne, il dressa encore une grande carte de la Guyane anglaise, dont nous avons connaissance par ses rapports adressés à lord Stanley et publiés dans le troisième Livre Bleu. Cette carte originale, très soignée, puisque Schomburgk s'était adressé à un artiste pour y inscrire les noms, n'a jamais été publiée au moins telle quelle, et nous ne savons pas quelle frontière y était indiquée. En somme, de Robert Hermann Schomburgk lui-même, il n'a été publié avant 1896 aucune autre carte que celle qu'il dressa en 1840, avant ses explorations à l'ouest de l'Essequibo, et cette carte reproduit, pour la frontière réclamée par l'Angleterre, le vieux tracé d'Arrowsmith.

Mais, en 1847-1848, son frère Richard Schomburgk, qui l'avait accompagné de 1840 à 1844 dans ses voyages en Guyane, publiait à Leipzig un grand ouvrage en trois volumes qui est resté le plus considérable qui ait été écrit sur ce pays : *Reisen in Britisch Guiana in den Jahren, 1840-1844, im Auftrag Sr Majestät des Königs von Preussen...* Et cet ouvrage contenait une carte : *Karte von British Guyana nebst dem Quellande des Parima (Rio Branco) und Orinoco, vornehmlich nach den in den Jahren 1835-1844 veranstalten im Colonial Office zu London befindlichen Aufnahmen des Sir Robert H. Schomburgk, 1846*. Avec cette remarque : *Die Zeichnung dieser Karte gründet sich für den Theil im O des Meridians von 62° 18' westl. Länge v. Greenw. auf die im Archiv des Colonial Office zu London befindliche Karte des Sir Robert Schomburgk von British Guiana (Maastab 1 : 44,000) unter Vergleichung seiner Reiseberichte (Jour. geog. Soc., vol. VI, VII, X, u. XIII), des Berichts v. Richd Schomburgk im Mspt. (Manuscript) und des v. Wm Hilhouse über den Mazaruni erstatteten (l. c., vol. IV)... Berlin, im Januar 1847, H. Mahlmann*. La carte indique les limites revendiquées par le Vénézuela et par l'Angleterre (*Grenze nach Britischem Anspruch... nach Venezuelischem...*). Or ce n'est plus le tracé de Rob. Herm. Schomburgk, tel qu'il le figurait sur la carte de 1841, qu'on y trouve, mais un tracé beaucoup moins ambitieux pour l'Angleterre, c'est la ligne d'Arrowsmith accommodée à un dessin plus exact du pays.

Elle part toujours de l'embouchure de l'Amacura, suit le cours de cette rivière jusqu'au moment où elle fait son coude vers l'ouest, puis descend vers le Cuyuni en coupant le Barima. C'est ce tracé qui a été adopté comme étant le tracé de Schomburgk par presque tous les cartographes. C'est celui qui figure sur les cartes de Stieler et même sur les cartes anglaises antérieures aux dernières années. On l'a appelé première ligne de Schomburgk.

En 1875, l'éditeur Stanford publiait à Londres une grande carte en quatre feuilles de la Guyane anglaise (à l'échelle, dit la carte, de 7 miles à l'inch, mais c'est une erreur, car l'échelle est de 9,4/10 miles à l'inch), avec le titre suivant : *Map of British Guiana compiled from the Surveys executed under Her Majesty's Commission from 1841 to 1844. And under the direction of the Royal Geographical Society from 1835 to 1839. By Sir Robert H. Schomburgk, K. R. E., Ph. D. Revised and Corrected to the present time by Cathcart Chalmers, Esq. Crown Surveyor of the Colony. And James Gay Sawkins, Esq. director of the geological Survey of the West Indies and British Guiana. With additions by Charles B. Brown Esq. Engraved under the superintendance of William Walker. 1875, London.* Cette carte elle aussi porte un tracé de la frontière conforme, non pas à celui que donnait R. H. Schomburgk en 1841, mais à celui qu'adoptait son frère en 1846, c'est-à-dire à la première ligne de Schomburgk. La carte contient d'ailleurs cette note : *The boundaries indicated in this map are those laid down by the late Sir Robert Schomburgk, who was engaged in exploring the Colony during the years 1835 to 1839, under the direction of the Royal Geographical Society. But the boundaries thus laid down between Brazil on the one side and Venezuela on the other and the Colony of British Guiana must not be taken as authoritative; as they have never been adjusted by the respective governments: and an engagement subsists between the governments of Great Britain and Venezuela by which neither is at liberty to encroach upon or occupy territory claimed by both.*

Cette légende semble bien indiquer que la frontière indiquée est celle qui a été dessinée par Schomburgk sur une de ses cartes ; c'est également ce que dit son frère Richard Schomburgk. Mais sur quelle carte ? Serait-ce celle qu'il a dessinée à Londres à son retour et qui n'a jamais été publiée ? Ce qui permettrait de le croire, c'est qu'en 1875 Ch. B. Brown, dans la préface des *Reports on the physical, descriptive and economic Geology of British Guiana* (London, in-8°, 1875), — qui contiennent une grande carte géologique de la Guyane anglaise, — dit nettement : *The attached map... is from tracings of Sir R. Schomburgk large map (reduced on half), furnished by the Colonial Office.* Sur cette carte la frontière est toujours conforme à la première ligne de Schomburgk.

Que conclure de là sinon qu'il a dû y avoir un tracé de Schomburgk, qui n'était pas conforme à celui de la première carte envoyée de la Guyane en 1841, tracé qu'a reproduit Richard Schomburgk, qu'ont

également reproduit les cartes officielles anglaises jusqu'à ces dernières années? Pourquoi cette divergence? On ne peut faire ici que des hypothèses. Mais il en est une qui se présente immédiatement à l'esprit, c'est que Schomburgk ne s'était pas conformé aux instructions du *Foreign Office*; d'accord peut-être avec le gouverneur de la Guyane, il avait étudié une frontière naturelle et non pas celle qu'il avait figurée sur son projet et qu'il aurait eu d'ailleurs beaucoup de peine à suivre sur le terrain. Les Vénézuéliens avaient refusé de reconnaître la prise de possession de Point-Barima; ils avaient détruit le monument frontalier élevé par Schomburgk, des négociations s'étaient engagées, et lord Aberdeen, en 1844, avait proposé un tracé qui partait de la côte, à peu près à égale distance de l'Orénoque et de l'Esséquibo. Proposer un pareil tracé, c'était désavouer les prétentions émises par Schomburgk sur les bouches de l'Orénoque, et l'on comprend parfaitement que le *Foreign Office* n'ait pas laissé publier alors le tracé de 1841, plus ambitieux que celui qu'il réclamait lui-même.

En fait, on n'entendit jamais parler de ce tracé de Schomburgk, de celui qu'on a appelé la seconde ligne, avant 1887. A cette époque le gouvernement anglais fit faire une reproduction de la carte d'Hebert. Elle ne fut d'ailleurs pas répandue dans le public, et ce fut un étonnement quand, en 1895, sur une petite carte publiée par la Société de géographie de Londres à propos d'un voyage fait par M. Dixon, on vit apparaître cette frontière nouvelle avec la légende : *Provisional Boundary as shown on Sir Robert Schomburgk's map, 1875*. La grande carte de 1875 n'indiquait rien de pareil, et l'auteur d'un article publié peu après dans le *Scottish geographical magazine* ne savait pas encore d'où ce nouveau tracé pouvait être tiré.

C'est qu'en réalité une deuxième édition de la grande carte de 1875 avait été publiée chez Standford « en 1886 ou 1887 », dit le *Catalogue des cartes*, p. 488. Et sur cette seconde édition la frontière est rétablie conformément au tracé de la carte de Schomburgk de 1841. Sur cette carte d'ailleurs, dont l'échelle fautive a été rectifiée, la légende relative à la frontière a disparu, mais la date de 1875 est restée.

Il y a donc bien, quoi qu'on dise, deux lignes de Schomburgk, l'une qui n'est que la vieille ligne traditionnelle, qui s'est adaptée successivement à la connaissance de plus en plus exacte qu'on avait du pays, c'est celle d'Arrowsmith (1832), de Robert Hermann Schomburgk (1840), de Richard Schomburgk (1846) et du *Colonial Office* sur la carte de 1875. L'autre est celle de Robert Hermann Schomburgk en 1841, mais le gouvernement anglais n'a pas prétendu en tirer avantage avant 1886 ou 1887, époque où elle fut substituée à la première sur la carte qu'on peut considérer comme officielle de la colonie¹.

1. En réalité, comme nous l'avons vu plus haut, le tracé de Schomburgk ne s'étendait pas au sud au delà du Cuyuni. C'est au *Colonial Office*, sans doute, qu'on a prolongé la ligne depuis le Cuyuni jusqu'au Roraima. La carte d'Hebert

Les cartes qui composent la troisième série de l'atlas sont presque toutes inédites. Ce sont des documents d'archives. Nous y voyons, à différentes dates, l'étendue des territoires colonisés par la compagnie hollandaise des Indes occidentales, et, d'autre part, l'emplacement des missions espagnoles. Ces cartes s'éclairent par la lecture des nombreux textes réunis dans le tome II, et le tout permet de se faire une idée assez exacte de l'histoire des établissements européens de l'Orénoque et de l'Esséquibo.

Tandis que les Espagnols occupaient Santo-Thomé, sur l'Orénoque, depuis la fin du xvi^e siècle, le premier établissement permanent des Hollandais sur l'Esséquibo ne remonte pas au delà de 1625. La compagnie avait été créée quatre ans auparavant, en 1621. Elle ne s'occupa d'abord que du commerce avec les indigènes. Jusqu'en 1657, elle ne posséda qu'un poste fortifié établi dans la petite île de Kykoveral, point important situé presque à la jonction de l'Esséquibo, du Cuyuni et du Mazaruni. C'est autour de ce point, à partir de 1657, que des colons vinrent s'établir, ainsi que sur les rives du Pomeran, dont l'embouchure est voisine de celle de l'Esséquibo. Au xvii^e siècle les planteurs abandonnèrent les environs de Kykoveral pour se rapprocher de la mer, et le chef-lieu de la colonie fut reporté plus au nord, dans une autre île (fort Zelandia). La colonisation proprement dite ne dépassa pour ainsi dire pas à l'ouest le Pomeran, encore les établissements du Pomeran, ruinés deux fois par les Anglais et par les Français, furent-ils peu prospères; ils ne reprirent d'importance qu'à la fin du xviii^e siècle. Mais la mise en valeur du pays préoccupait beaucoup moins la compagnie que le commerce avec les Caraïbes, ou même avec les Espagnols de l'Orénoque. C'était sa principale source de revenu. Elle s'était attribué le monopole du commerce de certains bois de teinture et exportait encore des huiles et des baumes médicinaux. Des agents appointés, les *uitloopers*, nous dirions les coureurs des bois, allaient stimuler le zèle des indigènes et leur proposer des échanges, ils amenaient les produits recueillis dans les postes dont les chefs, qui commandaient une petite garnison, étaient les *uitleggers*. Jusqu'où pénétraient ces *uitloopers*, c'est ce qu'il est impossible de savoir; ils allaient certainement jusque dans la Savane du haut Cuyuni, puisqu'à plusieurs reprises ils en ramenèrent des chevaux et du bétail. Du reste ils n'étaient pas seuls à parcourir la forêt, ils se trouvaient en concurrence avec des enfants perdus appartenant à toutes sortes de nationalités et qui commerçaient pour leur compte. Mais nous pouvons indiquer à peu près l'emplacement des forts. Il n'y en eut jamais que trois ou quatre à l'ouest de l'Esséquibo : un sur l'Esséquibo lui-même, situé d'abord au delà du 5° de latitude nord (1736-1765), puis reporté plus au sud; un ou deux sur le Pomeran, puis sur la Moruca, un peu plus

porte déjà ce tracé, qui est conforme, pour la partie sud, aux revendications de lord Aberdeen.

à l'ouest; enfin, sur le Cuyuni, il y eut bien en 1703 une tentative faite très loin, à six semaines par eau de fort Kykoveral, pour établir un poste, mais elle ne paraît pas avoir été renouvelée et les postes établis sur cette rivière au XVIII^e siècle, à partir de 1754, furent beaucoup plus rapprochés de l'Essequibo. Y eut-il un poste hollandais sur le Barima, près de l'embouchure de l'Orénoque? Schomburgk l'a prétendu, s'appuyant sur le témoignage de Humboldt, mais l'examen minutieux des archives de la compagnie permet à M. Burr d'affirmer qu'il n'y eut jamais là de poste, on a dû confondre le Barima avec le Parema (c'est ainsi que certaines pièces orthographient le Pomeran). Toutefois, à plusieurs reprises, les gouverneurs demandèrent à la compagnie d'occuper le Barima. Celle-ci autorisa même, en 1744, la construction d'un poste sur la rivière, mais l'autorisation resta sans effet. On comprend cependant que l'embouchure du Barima ait pu finir par être prise comme limite sur un certain nombre de cartes.

Relativement à l'emplacement des missions espagnoles dirigées par les capucins, nous sommes assez bien renseignés par une série de cartes. Ces missions ne sont pas antérieures à 1724. Elles se développeront surtout dans la Savane, à l'est de l'Essequibo, où les capucins étaient plus à l'abri des attaques des Caraïbes et où ils pouvaient élever du bétail. Mais ils pénétrèrent aussi dans la forêt, s'établirent sur le Cuyuni, même sur le Mazaruni et le Siparuni. L'histoire de ces dernières missions, qui furent éphémères, nous est très mal connue. Les Hollandais ne furent peut-être pas étrangers à leur disparition, les Caraïbes détruisirent celles du Curumo et du Cuyuni; le véritable domaine des missionnaires demeura la Savane.

La commission n'avait pas à trancher le différend entre le Vénézuela et l'Angleterre, elle a fait une enquête et réuni des documents. Nous n'avons pas, nous non plus, à conclure; qu'il nous suffise d'avoir montré l'intérêt que présentent ces trois volumes et indiqué le parti qu'on en peut tirer pour l'histoire de la colonisation des Guyanes¹.

L. GALLOIS.

S. Bannister HARDING. *The contest over the ratification of the federal Constitution in the State of Massachusetts*². New-York, Longmans, 1896. In-8°, 194 pages.

Ce travail, sorti du Séminaire d'histoire d'Amérique de Harvard, est une étude détaillée d'histoire intérieure d'un État, faite par un ex-

1. M. G. Pariset a publié récemment un *Historique sommaire du conflit anglo-Vénézuélien en Guyane, des origines au traité d'arbitrage, 1493-1897*, avec une carte en couleur (Paris, Nancy, Berger-Levrault, 1898) qui donne un bon exposé de la question.

2. N° 2 de la série des *Harvard historical Studies*, publiées avec le revenu de la fondation Warren Torrey.

men critique des sources, conforme à toutes les exigences de la méthode scientifique.

L'auteur raconte la ratification de la Constitution fédérale de 1787 par la Convention de l'État du Massachusetts, épisode capital de la période décisive de formation de l'Union; car de la décision du Massachusetts dépendait celle des autres grands États qui attendaient son exemple pour accepter ou rejeter la Constitution. Or, l'opposition anti-fédéraliste avait incontestablement la majorité dans le peuple du Massachusetts.

M. Harding commence (chap. i) par expliquer les conditions de la vie politique en Massachusetts; il les résume en deux traits : confiance de la masse des électeurs en son expérience politique, antagonisme entre la masse démocratique des colons des campagnes et l'aristocratie de la ville (avocats, clergymen, grands propriétaires). Le parti antifédéraliste apparaît comme un parti démocratique campagnard, hostile à tout pouvoir central par crainte d'accroître la puissance des gens de la ville et les dépenses du gouvernement; il ressemble aux partis démocratiques paysans de Danemark, de Suède ou de Norvège. Un recueil d'épisodes caractéristiques des années 1776 à 1788 (le plus considérable est la révolte de Shays) démontre et illustre cette situation.

Les objections des adversaires de la Constitution fédérale sont exposées dans des brochures, des articles de journaux et des lettres dont l'analyse remplit presque tout le chap. ii, *Arguments contre la Constitution* (le principal document, *Lettres d'un républicain fédéraliste*, est publié dans l'Appendice). — Le chap. iii, *Convocation de la Convention*, raconte les élections; mais les documents, très incomplets sur ces faits locaux, ne font connaître qu'un très petit nombre de cas. Sur 318 towns, 46 avaient refusé d'envoyer des délégués (c'étaient surtout celles du Maine, les plus éloignées et les plus absorbées par la colonisation); la plupart avaient envoyé leurs délégués sans leur donner d'instructions, mais la majorité appartenait à l'opposition antifédéraliste.

Les chap. iv, *Opposition dans la Convention*, et v, *Ratification*, contiennent le récit des délibérations de la Convention. Composée de 364 délégués, l'assemblée présentait ce caractère anormal que la minorité fédéraliste était dirigée par les chefs du parti, tandis que la majorité antifédéraliste et démocratique n'avait à sa tête que des hommes obscurs; ses véritables chefs, étant de Boston, comme tous les hommes marquants de l'État, n'avaient pu être élus dans les circonscriptions urbaines, toutes fédéralistes. La tactique des chefs fédéralistes consista à éviter sur la question de ratification un vote qui eût donné la victoire à leurs adversaires; ils s'attachèrent d'abord à persuader la majorité opposante en expliquant la Constitution et répondant à toutes les objections. L'opposition s'inquiétait surtout des pouvoirs accordés au gouvernement fédéral et de l'absence d'une déclaration des droits dans la Constitution; elle conservait une défiance contre un acte soutenu par l'aristocratie de Boston. Pour la rassurer, les fédéralistes imaginèrent

un compromis : ratifier la Constitution en y joignant des amendements qu'on proposerait au Congrès sans les lui imposer. Pour éviter les soupçons, ils décidèrent le favori du parti populaire, le gouverneur Hancock, à présenter le projet en payant cette complaisance d'une promesse de soutien aux prochaines élections. Ainsi fut obtenue une majorité, faible d'ailleurs (187 contre 168) pour la ratification, grâce au refus de 46 *towns*, presque toutes de l'opposition, d'envoyer des délégués. La majorité était formée par Boston et la côte, les cinq comtés de l'intérieur avaient donné 128 non contre 60 oui. Aucun indice ne fait penser que ce résultat ait été obtenu par corruption.

Le dernier chapitre, *Réception de la ratification*, montre comment presque aussitôt après le vote l'opposition s'apaisa dans le pays et à la Chambre de l'État, grâce à la prudence des fédéralistes, et quelle influence eut la décision du Massachusetts sur l'acceptation de la Constitution par les autres États.

Cet excellent travail montre le progrès énorme accompli par la science historique américaine depuis que les historiens, cessant de s'enfermer dans l'étude du gouvernement fédéral, se sont mis à étudier l'histoire des différents États, qui est la véritable histoire des États-Unis.

Ch. SEIGNOBOS.

D. Fr. HOUSTON. **A critical study of nullification in South Carolina**¹. New-York, Longmans, 1896. In-8°, viii-169 pages.

C'est encore un de ces excellents travaux d'histoire critique comme il s'en publie tant aux États-Unis depuis que les Américains se sont émancipés de la conception traditionnelle de l'histoire solennelle et patriotique.

La *nullification* de 1828 a toujours été regardée comme une date importante dans l'histoire fédérale des États-Unis. Par cet acte fameux, l'État de Caroline du Sud déclarait nul le tarif douanier voté par le congrès fédéral, plaçant ainsi la souveraineté locale de l'État au-dessus de la souveraineté centrale de l'Union, et posant le fondement de la doctrine du droit à la sécession qui devait, trente ans plus tard, conduire à la grande guerre civile sous la direction de ce même État de Caroline du Sud. Aussi toutes les histoires de l'Union avaient-elles fait une large place à l'épisode de la *nullification*. Mais, comme elles l'étudiaient du point de vue central, elles n'avaient pu en découvrir les causes locales, et l'interprétation courante attribuait la *nullification* à l'initiative de Calhoun, l'orateur le plus célèbre de la Caroline du Sud.

M. Houston, appliquant pour la première fois à cette question une méthode vraiment historique, a transporté l'étude dans l'État de Caroline, et, par un examen critique des documents, a reconstitué l'origine

1. N° 3 de la série *Harvard historical studies*, publiée avec le revenu du fonds Torrey.

véritable du mouvement sécessioniste incarné à tort dans Calhoun. Sa démonstration, vraiment probante, établit les résultats suivants :

La Caroline du Sud avait envoyé au Congrès, jusqu'en 1823, des représentants fédéralistes, qui avaient voté des tarifs protecteurs; Calhoun lui-même s'était prononcé pour le pouvoir central, le système protestant, la théorie de la « construction large¹ », et contre la traite des nègres (discours de 1814 et 1816). La législature de l'Etat votait encore, en 1824, une résolution fédéraliste.

L'opinion, en Caroline du Sud, changea entre 1820 et 1828, sous l'action du mécontentement produit par la défaite électorale de Jackson en 1824 et le tarif protecteur de 1828, le « bill d'abominations » voté pour satisfaire les industriels des États du Nord. L'opposition fut représentée d'abord au Congrès, au nom des intérêts des producteurs de coton, par Mitchell, Hamilton, Hayne dès 1824. Calhoun n'intervint qu'en 1828.

La Caroline du Sud était déjà atteinte par une décadence économique (diminution de richesse et de population); les habitants l'attribuèrent au tarif protecteur, dont ils s'exagéraient l'action; en réalité, le prix du coton baissait par l'accroissement de production due à la mise en culture de terrains nouveaux dans les nouveaux États du Sud.

L'opposition aux mesures prises par le gouvernement fédéral amena les mécontents à discuter la théorie de la souveraineté dont on s'était peu occupé jusque-là en Caroline du Sud. La théorie de l'usurpation commise par le pouvoir fédéral fut formulée, en 1827, dans une série d'articles, de R. J. Turnbull, « la Crise », où apparaît la doctrine du droit à la sécession.

Calhoun, loin d'avoir dirigé le mouvement, n'a fait que le suivre. Il est resté partisan de la protection et de la « construction large » jusqu'au moment où il a été obligé, pour rester en harmonie avec ses commettants, de se convertir au libre échange et à la « construction stricte » en 1828; il n'a fait, dans sa célèbre « Exposition », que reproduire la théorie exposée dans « la Crise. »

Le parti antifédéraliste comptait être soutenu par Jackson qui venait d'être élu président et qui était l'idole des gens de Caroline du Sud; mais le procédé de *nullification* adopté par la législature de l'Etat, suivant l'avis de Calhoun, irrita Jackson qui prit ouvertement parti contre le mouvement, d'abord par le toast à l'« Union fédérale », puis par la lettre au meeting d'Union, tenu à Charleston le 4 juillet 1831.

La Convention de Caroline du Sud, où les antifédéralistes eurent une énorme majorité, vota la nullification du tarif et essaya de la faire passer dans la pratique en ordonnant à tous les agents publics de prêter serment d'obéir à l'ordonnance de nullification. Mais ce ne fut qu'une

1. Rappelons pour les lecteurs français qu'on appelle aux États-Unis « construction large » celle qui étend les pouvoirs de l'autorité fédérale par une interprétation large du texte de la Constitution, et « construction stricte » celle qui limite les pouvoirs par une interprétation stricte du texte.

manifestation; quand Jackson et le gouvernement fédéral se furent montrés prêts à vaincre la résistance par la force, quand il fut avéré qu'aucun des autres États du Sud ne soutiendrait la Caroline, un meeting des opposants suspendit l'ordonnance. Les partisans de la souveraineté de l'État cherchèrent à déguiser leur défaite en affectant de croire que leur attitude avait décidé le Congrès à adopter le tarif de douanes de 1833 qui diminuait les droits.

Le conflit aboutit ainsi à une victoire de l'Union, puisque le gouverneur fédéral força l'État opposant à se soumettre. Mais le peuple de Caroline du Sud y prit conscience de l'antagonisme entre les intérêts du Sud et ceux du Nord, il se détacha moralement de l'Union et commença à s'habituer à l'idée de la sécession qui fut réalisée en 1860.

Cette étude est présentée avec une clarté et une vigueur d'esprit peu communes.

Ch. SEIGNOBOS.

W. R. SHEPHERD. **History of proprietary government in Pennsylvania.** Columbia Univ. New-York, 1896. In-8°, 604 pages.

H. A. CUSHING. **History of the transition from provincial to commonwealth government in Massachusetts.** Columbia Univ. New-York, 1896. In-8°, 284 pages.

Ces deux ouvrages forment les tomes VI et VII des *Studies in history, economics and public law*, publiées par la Faculté des sciences politiques de l'Université Columbia de New-York. Ils font partie de cette grande entreprise qui occupe la nouvelle génération des historiens américains : il s'agit de reconstituer l'histoire intérieure politique de chacun des États de l'Union. Il est à peine besoin de dire que, pour l'étude de l'évolution du peuple américain, cette histoire est aussi nécessaire au moins que l'histoire du gouvernement fédéral.

M. Shepherd étudie l'administration de la Pensylvanie dans la période coloniale (1681-1776) à deux points de vue : 1^o le régime des terres, 2^o l'organisation du gouvernement intérieur de la colonie. L'histoire du régime des terres (p. 13-170) se compose d'une série analytique d'études sur les différentes questions terriennes : concessions des terres, procédure du bureau des domaines (Land office), droits réservés au propriétaire de la colonie, expropriation de 1779, relations avec les Indiens, conflits de frontières avec les États voisins ; chaque question est étudiée séparément dans un ordre historique. — La même méthode analytique est suivie dans la deuxième partie, *Government*; l'auteur, après avoir exposé la conception du fondateur de la colonie, W. Penn, décrit successivement la famille du fondateur restée propriétaire, les règlements généraux, le conseil de gouvernement, le serment, les cours de justice, le régime du budget, l'impôt, les pouvoirs du gouverneur, les relations

avec l'Angleterre. Il fait ressortir le caractère contradictoire de ce régime (en théorie, le gouvernement d'un seigneur féodal en fait une démocratie) et montre comment la colonie s'est affranchie de l'influence des propriétaires jusqu'au moment où la Révolution a remplacé le dernier Penn par un comité de salut public.

Aucune conclusion ne se dégage nettement de cet ouvrage. C'est une sorte de travail préparatoire; mais, comme il contient un grand nombre de faits, clairement exposés, dont beaucoup sont tirés de documents inédits (surtout les papiers de la famille Penn) et qu'il est accompagné d'une bibliographie des brochures (devenues très rares) de cette période, il sera une contribution utile à l'histoire de la Pensylvanie.

L'étude de M. Cushing sur le passage du Massachusetts du régime colonial à la constitution républicaine est une monographie sur un sujet beaucoup plus restreint (les années 1773-1780), mais traitée avec une méthode et une critique pleinement historiques. L'auteur a lu, dit-il, presque tous les documents imprimés en Massachusetts sur cette période et dépouillé les collections de manuscrits (il donne une liste des collections manuscrites et des journaux). Il a relevé et classé historiquement tous les faits qu'il a pu recueillir sur l'histoire des différentes constitutions du Massachusetts dans la période révolutionnaire, l'ancien gouvernement provincial, les comités révolutionnaires, les congrès provinciaux, la constitution de 1778, la constitution de 1780.

On voit nettement dans l'histoire de cet État du Massachusetts, — ce que les Américains savent bien aujourd'hui, mais ce que la plupart des Français ignorent encore, — que l'établissement de la république des États-Unis a été le résultat d'une crise révolutionnaire dans la société américaine presque aussi profonde que la crise de la Révolution en France. « Dans aucun pays une période aussi courte n'a été marquée par la promulgation d'un si grand nombre de constitutions. » La Révolution commence par une grève des jurés qui refusent de siéger dans les tribunaux loyalistes et par l'élection des différents comités de conventions qui créent des comités d'action. — Elle s'organise sous la direction des trois congrès provinciaux formés de délégués des *towns* qui, en 1774-1775, mettent sur pied la milice, créent le « Comité de sûreté » et émettent des billets. — Elle est définitivement proclamée par l'élection de la « Cour générale » qui concentre tous les pouvoirs. Pour remplacer l'ancienne charte de la colonie « reprise » provisoirement, une convention élabore une constitution (1778), que le peuple rejette; une nouvelle convention prépare la « Constitution de la République de Massachusetts » acceptée en 1780. Les discussions de ces deux projets dans les assemblées de *towns* montrent combien l'éducation politique des citoyens était déjà avancée.

Ch. SEIGNOBOS.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

1. — Revue des Études historiques. 1899, avril-mai. — Maurice DUMOULIN. Du regroupement des Sociétés savantes en vue de travaux communs. — A. AUZOUX. Souvenirs de M. de la Rouvraye, enseigne de vaisseau, 1805-1806. — Edgard ALLIX. La philosophie politique et sociale de Mably ; fin.

2. — Revue des Questions historiques. Janvier 1899. — P. AL-LARD. L'épiscopat de saint Basile. — Le R. P. PARGOIRE. Les débuts du monachisme à Constantinople (de 330 à 450). Critique minutieuse et solide du livre de l'abbé Marin sur les *Moines de Constantinople*, qui a attribué à tort à Constantin la fondation de quatre monastères, à saint Hilaire celle de six, etc. M. Marin a constamment confondu de simples églises avec des monastères. C'est à Théodore seulement que commence le monachisme byzantin. Le couvent de Dalmate est le premier de tous, puis viennent ceux de Rufinianes et des Alcimètes). — PAQUIER. L'Université de Paris et l'humanisme au début du xvi^e siècle. Jérôme Aléandre (il évite d'aller à Pise et de prendre part à la condamnation de Cajetan; analyse de son œuvre comme humaniste, professeur et éditeur; ses relations avec Budé, Lefèvre d'Étaples, Guillaume Cop et les humanistes allemands, surtout Hummelberg; son influence survécut à son départ de Paris). — VICOMTE DE BOISLECOMTE. Le maréchal de Belle-Isle pendant la guerre de succession d'Autriche (d'après les lettres écrites au comte de Labasèque, ministre à la cour de Trèves (Belle-Isle travaillait à s'assurer l'appui de l'électeur de Trèves; il tient Labasèque au courant de toutes ses opérations, lettres de 1741 et 1742; les seules vraiment intéressantes sont celles qui se rapportent au siège et à la retraite de Prague). — SALLET. Philon le Juif (analyse très bienveillante du livre de M. Herriot). — D. PLAINE. Nouvelles remarques sur les homélies de saint Éloi (soutient qu'elles sont du vni^e siècle. L'abbé Vacandard maintient avec énergie sa thèse d'après laquelle ce sont des apocryphes du ix^e siècle au plus tôt). — Courriers allemands et anglais. — Chronique. = Comptes-rendus : Meyer. Charles II, roi de Navarre (ce livre est une aberration historique). — Hamy. François I^r et Henri VIII à Boulogne-sur-Mer, 1532 (François I^r promit, pour l'oublier bientôt, son aide à Henri VIII dans l'affaire du divorce). — Mémoires du chevalier Blondin d'Ablancourt, adjudant-major des Cent-Suisses, 1751-1830 (mémorial de famille d'un intérêt restreint). — Laforgue. Histoire du maréchal de Mac-Mahon, 3 vol. in-4° (ouvrage très documenté). — Tableau de la province d'Anjou, 1762-1766, publié

par l'abbé Uzureau. — *De la Barre de Nanteuil. L'Orient et l'Europe depuis le XVII^e siècle jusqu'aujourd'hui* (utile).

3. — La Révolution française. 1899, 14 février. — Edme CHAMPION. Le marquis d'Argenson (introduction du volume intitulé : *la France au milieu du XVIII^e siècle d'après le Journal du marquis d'Argenson*). — A. Lévy-SCHNEIDER. Le socialisme et la Révolution française d'après A. Lichtenberger. — A. AULARD. Évolution des idées politiques entre le 10 août et le 22 sept. 1792 (formation du parti républicain); fin le 14 mars. — J. FLAMMERMONT. J.-L. Favier, sa vie et ses écrits (biographie du célèbre publiciste diplomate du XVIII^e s.; fin le 14 avril). — 14 mars. Joseph VINGTRINIER. Une sédition militaire à Rome en l'an VI (la sédition éclata parmi les troupes envoyées pour punir le meurtre de Duphot; elles étaient irritées de ne pas recevoir de solde, alors que le général Masséna et les agents civils du Directoire pillaiient et volaient; fin le 14 avril (les chefs du mouvement, traduits en Conseil de guerre, sont acquittés). — A. BRETTÉ. Le plan de Paris, dit *Plan des Artistes*. — 14 avril. J. GUILLAUME. La déesse de la Liberté à la fête du 20 brumaire an II (la cérémonie de Notre-Dame ne fut pas l'essai d'un rite républicain, une fête de la Raison; ce fut tout uniment la 30^e ou 40^e représentation, dans le cadre d'une cathédrale gothique désaffectée, d'une pièce lyrique, *l'Offrande à la liberté*, que le département eut l'idée de transporter à l'ex-église métropolitaine pour en faire le principal ornement de sa fête). — Cl. PERROUD. Recherches sur le salon de M^{me} Roland en 1791. — A. BRETTÉ. L'opinion d'un soldat de la 1^{re} République sur l'élection présidentielle de 1848 (A.-A. Brette, qui salut avec enthousiasme l'élection du prince Louis Bonaparte).

4. — Bibliothèque de l'École des chartes. 1898, nov.-déc. — H. OMONT. Glossarium Andegavense (glossaire gréco-latín publié d'après un ms. du X^e s. appartenant à la bibliothèque d'Angers). — A. d'HERBOMEZ. Notes et documents pour servir à l'histoire des rois fils de Philippe le Bel; fin. — Abel LEFRANC. Marguerite de Navarre et le Platonisme de la Renaissance; fin (montre qu'à côté de l'idéal chrétien, la reine de Navarre s'inspira profondément des doctrines platoniciennes; à cet égard, elle doit être considérée comme un des précurseurs de la Pléiade). — H. WALLON. Notice sur la vie et les travaux de M. Eugène de Rozière. — Bibliographie : Chanoine J. Chevalier. Mémoires pour servir à l'histoire des comtés de Valentinois et de Diois (bon). — Chronique et Mélanges. Épitaphe versifiée de Jean de Bueil. — Le baptême du dauphin Charles-Orland, fils du roi Charles VIII (pièce du 13 octobre 1492). — Pièce soustraite au trésor des chartes des ducs de Bretagne (traité d'alliance d'Isabeau de Bavière avec Jean VI de Montfort, 17 février 1404).

5. — Bulletin de Correspondance hellénique. 1898, novembre. — Émile BOURGUET. Inscriptions de Delphes. Comptes des Naopes sous les archontes Damoxénos, Archon, Cléon. — H. BULLE et Th. WIE-

GAND. Topographie des ex-voto de Delphes. — Paul PERDRIZET. Un tombeau du type « macédonien » au n.-o. du Pangée. — Émile CAHEN. Inscriptions de Locride et d'Étolie. — Georges COUSIN. Voyage en Carie; 1^{er} article (publie 50 inscriptions dont plusieurs fort longues). — Paul PERDRIZET. Fragment delphique de l'édit de Dioclétien. — Th. HOMOLLE. Le *Corpus inscriptionum graecarum christianarum* (expose le programme de ce *Corpus* que l'École française d'Athènes se propose de publier).

6. — Revue archéologique. 1899, janvier-février. — E. POTIER. Nouvelles acquisitions du Louvre, 1897. Département de la céramique antique. — J. DE MORGAN. Fouilles à Suse, 1897-1899. — E. BLOCHET. Les inscriptions turques de l'Orkhon; fin. — V. BÉRARD. Topologie (de la méthode à suivre dans l'étude de cette science, qui s'attache surtout à l'étude du passé en partant des phénomènes contemporains. Prend pour exemple une route qui a dû être suivie aux temps homériques par les marchands se rendant de Laconie en Élide). — A. MARTIN. Exploration de la butte de Kernev en Languidic, Morbihan. — G. KATCHERETZ. Notes d'archéologie russe. 3^e article : les ruines de Merv. — J. KEIFFER. Précis des découvertes archéologiques faites dans le grand-duché de Luxembourg, de 1847 à 1897; suite.

7. — Revue celtique. 1899, janvier. — Antoine THOMAS. De quelques noms de lieux français d'origine gauloise (Amboise et Ambazac, Arlempde et Arlende, Autoire et le Toy, Auzances, Chadreugnat, Doullens, Néoux, Nesson).

8. — Revue de l'histoire des religions. 1899, janvier-février. — L. LEGER. Études de mythologie slave; suite. — G. RAYNAUD. Le dieu aztec de la guerre; fin. — A. BARTH. Bulletin des régions de l'Inde : Védisme et ancien Brahmanisme. — Comptes-rendus : Aug. Mommsen. Feste der Stadt Athen im Alterthum, geordnet nach attischen Kalender (excellent). — G. Kurth. Sainte Clotilde (biographie fantaisiste par un homme en qui une forte imagination se trouve associée à une solide et parfois ingénieuse érudition).

9. — Annales de géographie. 1899, 15 janvier. — D. PASQUET. Le développement de Londres; second article (organisation municipale depuis le XII^e siècle). — L. RAVENEAU. La Chine économique, 1895-1897. — 15 mars. CAMÉNA D'ALMÉIDA. La colonisation russe dans les gouvernements d'Oufa et d'Orenbourg. — P. MILLE. Colonies juives et allemandes en Palestine. — Le P. HAVRET. Les travaux géographiques des Jésuites en Chine. — H. SCHIRMER. Histoire de la découverte et de la formation des États du Soudan occidental, d'après M. P. Const. Meyer.

10. — Bulletin de littérature ecclésiastique publié par l'Institut catholique de Toulouse. 1899, n° 1. — Mgr MATHIEU. L'abbé Rohrbacher. — N° 2. J. LAGRANGE. L'esprit traditionnel et l'esprit critique à propos des origines de la Vulgate. — Léonce COUTURE. De l'his-

toire de la théologie; leçon d'ouverture. — N° 3. Pierre BATIFFOL. Une découverte liturgique (signale le récent ouvrage de G. Wobbermin, *Altchristliche liturgische Stücke aus der Kirche Ägyptens*; ces morceaux ont été découverts au mont Athos).

11. — Revue de l'Orient chrétien. 3^e année, 1898, n° 3. — L. CLUGNET. Les offices et les dignités ecclésiastiques dans l'Église grecque; suite au n° 4. — Baron d'AVRIL. Les Grecs melkites. — Dr ERMONI. L'ordinal copte; suite au n° 4. — J.-B. CHABOT. Vie du moine Barban Youssef Bousnaya; suite au n° 4. — N° 4. Abbé F. NAU. Les Plérophories de Jean, évêque de Mayouma; suite. — L. PETIT. Règlements généraux de l'Église orthodoxe en Turquie. — M.-A. KÜGENER. Une homélie de Sévère d'Antioche, attribuée à Grégoire de Nysse et à Hésychius de Jérusalem (traduction française).

12. — Revue des Études juives. 1898, octobre-décembre. — Julien WEILL. Nicolas Antoine (biographie de ce théologien né à Briey en 1602 de parents catholiques, converti au calvinisme par le pasteur de Metz, Ferry; ses études sur l'Ancien Testament l'amènerent à la libre pensée et il fut brûlé à Genève le 20 avril 1632 pour crime de judaïsme). — Ad. BUCHLER. La fête des Cabanes, d'après Plutarque et Tacite. — Th. REINACH. Nouveaux documents relatifs aux Juifs d'Égypte (d'après des papyrus grecs de provenance égyptienne). — D. KAUFMANN. Manoello et le (*sic*) Dante (F.-X. Kraus avait déclaré que Dante ne fut pas l'ami du poète juif Emmanuel ben Salomon; des documents certains prouvent le contraire). — Israel LEVI. Le livre-journal de maître Ugo Teralh, notaire et drapier à Forcalquier, 1330-1332. — M. KAYSERLING. Notes sur l'histoire de l'Inquisition et des Juâisants d'Espagne (de la part prise par les marranes à l'insurrection des Comuneros, 1519-1521).

13. — Bulletin critique. 1899, n° 6. — Albert Dufourcq. Mémoires du général baron Desvernois (mémoires fort intéressants, et bien édités, sur les guerres d'Italie et d'Égypte). — Haseloff. Codex purpureus Rossanensis. Die Miniaturen der griechischen Evangelien-Handschrift in Rossano (les peintures de ce ms. sont du v^e s. ou peut-être même du vi^e). — Dr P. Guillon. La mort de Louis XIII; étude d'histoire médicale (le roi est mort de tuberculose pulmonaire et intestinale). — N° 7. L. Schneller. L'apôtre Paul et le monde ancien; trad. par J. Gindraux (l'auteur a refait tous les voyages de saint Paul et les raconte; il est protestant et tient à ce qu'on le sache, mais ses opinions sont celles de l'exégèse traditionnelle). — Th. Ludwig. Die deutschen Reichsstände im Elsass und der Ausbruch der Revolutionskriege (quelques recherches utiles sur les princes possessionnés en Alsace, mais de grosses erreurs provenant de préventions extra-scientifiques). — N° 8. Al. Gayet. L'exploration des ruines d'Antinoë et la découverte d'un temple de Ramsès II enclos dans l'enceinte de la ville d'Hadrien (très intéressant). — Variétés : les lettres d'anoblissement (par An. de Barthélémy :

l'anoblissement a son origine première dans l'affranchissement; les lettres d'anoblissement commencèrent à être octroyées entre 1275 et 1290). — N° 9. *H. Dehérain*. Le Soudan égyptien sous Méhémet-Ali (très intéressant). — *A. Roussel*. Un évêque assermenté : Le Coz, évêque d'Ille-et-Vilaine (dépouillement consciencieux, mais par trop terre à terre, de la correspondance de ce prélat). — *A. Joly*. S. Ignace de Loyola (excellent). — *Lecanuet*. Montalembert; t. II : la liberté d'enseignement, 1835-1850 (remarquable).

14. — Journal des Savants. 1899, février. — Michel BRÉAL. Volney orientaliste et historien. — Alfred MOREL-FATIO. Catalogue de la collection du palais de Liria (ce catalogue est un inventaire du musée paléographique constitué par M^{me} la duchesse de Berwick et d'Albe dans un appartement du palais de Liria à Madrid. Histoire de cette belle collection). — Mars. G. PERROT. Mantinée et l'Arcadie orientale (étude sur la thèse de G. Fougeres). — L. DELISLE. Le formulaire de Clairmarais (analyse d'un ms. du xv^e s. conservé à la bibliothèque publique de Saint-Omer. Telle des lettres qui y est transcrise pourrait émaner de Pierre Bersuire. Détails sur Fernand de Cordoue et sur Clémangis. Publie en appendice une lettre de l'Université au Conseil royal d'Angleterre touchant les démêlés des ducs de Gloucester et de Bourgogne, 1424).

15. — Polybiblion. 1899, février. — R. F. Valbuena. Egipto y Asia resuscitados, 2^e partie (effort méritoire pour renouveler en Espagne les études exégétiques et pour les mettre au courant de l'érudition contemporaine). — Kirsch. Die Rückkehr der Paepste Urban V und Gregor XI von Avignon nach Rom (publication d'un intérêt très varié). — P. Montarlot. Un essai de commune autonome et un procès de lésination : Issy-l'Évêque, 1789-1794 (très curieux). — Mars. Erwin Preuschens. Palladius und Rufinus (étude approfondie sur deux des sources les plus importantes pour l'histoire primitive du monachisme : l'*Historia monachorum in Aegypto* et l'*Historia Lausiacae*). — Mgr Richard. Les saints de l'Église de Nantes (ouvrage d'édification). — U. Ferreira. Historia apologetica de los papas (estimable compilation). — Thomas de Closmadeuc. Quiberon, 1795 (recueil considérable de documents). — P. Savio. Gli antichi vescovi d'Italia dalle origini al 1300 (additions aux notices consacrées par Ughelli aux évêques du Piémont). — H. Al. White. Robert E. Lee and the southern Confederacy, 1807-1870 (intéressant). — J. N. Moreau. Mes souvenirs, 1^{re} partie, 1717-1774 (intéressant, surtout pour l'histoire parlementaire à la fin du règne de Louis XV). — A. de Charmasse. Jean-Louis Gouttes, évêque constitutionnel du département de Saône-et-Loire, et le culte catholique à Autun pendant la Révolution (bonne étude sur un personnage peu intéressant).

16. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1899, n° 6. — R. von Scala. Die Staatsverträge des Alterthums, t. I (recueil de tous les traités, dont l'antiquité n'est pas douteuse, depuis les temps

les plus reculés jusqu'au milieu du IV^e siècle avant J.-C.). — *Haug et Sixt. Die römischen Inschriften und Bildwerke Württembergs* (bon). — *Macdonald. Tituli Hunteriani* (reproduit en 17 planches et énumère toutes les pierres inscrites du musée Hunter à Glasgow). — *Traube. Poetae aevi carolini* (fin de cette très importante publication). — *Dieulafoy. Le Château-Gaillard et l'architecture militaire au XI^e siècle* (il est impossible d'admettre la thèse de l'auteur que la forteresse des Andelys ait été construite sur le modèle des forteresses assyriennes). — *Rähricht. Geschichte der Kreuzzüge im Umriss* (excellent résumé). — *Sabbadini. Storia documentata della r. Università di Catania* (bon). — *Erasmi. Stultitia laus, éd. B. Kan* (excellente édition critique de l'Éloge de la Folie). — *Alf. Lazzari. Ugolino e Michele Verino* (bonnes biographies d'humanistes). — N° 7. *Drerup. Ueber die bei den attischen Rednern eingelegten Urkunden* (discussion solide et serrée; l'auteur conclut le plus souvent à l'authenticité des documents insérés par les avocats d'Athènes dans leurs plaidoyers). — *Diekamp. Hippolytus von Theben* (texte et étude critique d'une chronique universelle composée en Égypte, dans la première moitié du VIII^e siècle, par un certain Hippolyte, originaire de Thèbes en Béotie. Cette chronique est surtout intéressante pour les légendes qu'elle raconte sur les premiers temps du christianisme). — *A. Lichtenberger. Le socialisme et la Révolution française* (Espinat discute longuement la thèse de l'auteur que la Révolution française ne s'est inspirée, ni dans ses principes ni dans ses actes, de doctrines qui méritent le nom de socialistes. Il y eut, au contraire, dans le cours du XVIII^e s., chez les philosophes, une opinion favorable à une réorganisation sociale; elle se manifesta dès le début de la Révolution). — N° 8. *Stanley-A. Cook. A glossary of the aramaic inscriptions (conscienctieux)*. — *W. Schurz. Die Militärreorganisation Hadrians* (dissertations intéressantes, mais fragiles, parce que les textes sont insuffisants). — *N. Rodolico. Dal Comune alla Signoria; saggio sul governo di Taddeo Pepoli in Bologna* (excellent). — N° 9. *Jul. Klaczko. Rome et la Renaissance : Jules II* (excellent). — *E. Brandenburg. Moritz von Sachsen. I* (ce tome I s'arrête en 1547; travail très consciencieux, mais le portrait de l'ambitieux duc de Saxe n'est pas assez fouillé, replacé assez exactement dans la réalité). — N° 10. *G. Wolf. Deutsche Geschichte im Zeitalter der Gegenreformation* (première livraison d'une histoire qui promet d'être bien documentée; mais l'auteur se place à un point de vue strictement confessionnel et se fait des illusions sur la nouveauté de certaines idées directrices sur lesquelles il attire bruyamment l'attention). — *S. Lee. A life of William Shakespeare* (excellent). — *Fr. Masson. Joséphine de Beauharnais* (bon, nouveau en partie). — *L. Tuetey. Un général de l'armée d'Italie : Sécurier, 1742-1819* (excellente biographie). — N° 11. *H. von Arnim. Leben und Werke von Dio von Prusa* (bonne édit.; les écrits de Dion Chrystostome, étudiés avec pénétration, nous présentent en raccourci l'histoire des idées du temps). — *Henry A. Sanders. Die Quellencontamination im 21*

und 22 Buche des Livius (mal composé, mais ingénieux, avec des parties originales). — *Ballu et Cagnat*. Timgad, une cité africaine sous l'empire romain, livr. 4 et 5 (excellent). — № 12. *Perrot et Chipiez*. Histoire de l'art dans l'antiquité, t. VII (remarquable). — *H. Derenbourg*. Oumâra du Yémen, sa vie et son œuvre ; t. I (curieuse biographie d'un poète de pure race arabe que Saladin fit crucifier au Caire, le 6 avril 1174, pour avoir été de connivence avec les Français). — *E. Meyer*. Deutsche und französische Verfassungsgeschichte vom 9 bis zum 14 Jahrh. (beaucoup d'efforts perdus pour édifier une construction qui ne tient pas sur sa base). — *Wintzer*. Denis Papin's Erlebnisse in Marburg, 1688-1695 (bon). — № 14. *Louis Dézsi*. Szenczi Molnar Albert naploja (excellente édition du journal tenu par Albert Molnar, de Szencz, qui fut une des grandes figures du protestantisme hongrois. Il y a aussi des lettres et des papiers intéressants pour l'histoire de l'humanisme). — *M. de Belleval*. Les fils de Henri II (livre aimable et sans prétention).

17. — Annales de la Faculté des lettres de Bordeaux et des Universités du Midi. 4^e série (avec cette nouvelle série, les *Annales* paraîtront désormais en trois sections, publiées chacune à part avec un titre particulier : 1^o la *Revue des études anciennes*, 2^o la *Revue des lettres françaises et étrangères*. 3^o Chacune de ces revues contient un *Bulletin hispanique*, qui paraîtra aussi à part, augmenté d'une partie distincte pour le moyen âge. Les fascicules seront trimestriels).

18. — Revue des études anciennes. T. I, 1899, janvier-mars. — *M. HOLLEAUX*. Curae epigraphicae (corrections à des inscriptions grecques). — *P. PERDRIZET*. Le dieu thrace Zbelthiourdos. — *C. JULIAN*. Notes gallo-romaines. 1^{er} article : sainte Victoire (à propos d'un autel dédié « Deae Victoriae », qui a été trouvé à Volx, Basses-Alpes. Cette divinité a peut-être remplacé l'*Andarta* celtique. Quant au mont Sainte-Victoire, près d'Aix en Provence, il n'a rien à voir avec la *Victoria* de Volx ; son nom est d'origine ligure et correspond à un type connu, *Ventur* ou *Venturius*). — *P. SERRANO-GOMEZ*. La plaine de la Consolation et la ville ibérique d'Ello (rapport sur les fouilles qui ont été opérées à cet endroit. L'auteur pense que l'ancienne ville d'Ello, à deux kil. au sud-ouest de Montéalegre, a pu être une des trois colonies ionniennes qui furent fondées à l'ouest du Sucro, peut-être Himeroskopio, qu'Artémidore appelle la ville des Celibères).

19. — Revue des lettres françaises et étrangères. 1899, janv.-mars. — *E. BOUVY*. Dante en France (à propos du livre d'*Oelsner*, *Dante in Frankreich*, 1898).

20. — Annales des sciences politiques. 1899, mars. — *J. CHAILLEY-BERT*. Les protectorats de l'Inde britannique ; 1^{er} art. : le développement et l'avènement de l'idée de protectorat. — *Emile Bourgeois*.

Nos droits à Terre-Neuve (le traité d'Utrecht donne à l'Angleterre les pleins droits de souveraineté sur l'île de Terre-Neuve, avec des réserves pour la pêche française. C'est le traité de Versailles qui, par son art. 5, règle le différend ouvert entre les pêcheries françaises et anglaises. La question du *French shore* n'était pas posée en 1713; elle fut réglée en 1783 par un monopole en faveur de la France). — Paul MATTER. Les mémoires de Bismarck. — Paul LAVAGNE. Les relations commerciales entre la France et l'Italie, 1881-1899.

21. — Le Correspondant. 10 fevr. 1899. — A. DES MICHELS. Notes d'un diplomate. Le Vatican en 1871. Victor-Emmanuel et Pie IX (quelques détails nouveaux sur les projets d'abandon de Rome par Pie IX. M. des Michels croit qu'il y avait une reine d'Italie en 1871. Cela rend méfiant sur l'exactitude de ses souvenirs). — P. DE LA GORCE. La Prusse avant Sadowa (fin de cet excellent exposé). — P. DE NOLHAC. Versailles (aperçu du bel ouvrage sur le château de Versailles que M. de Nolhac achève en ce moment). — LANZAC DE LABORIE. La légende de Joséphine (d'après Masson). — VIALATTE. La fédération australienne. — LEFÈBURE. La question de Terre-Neuve (très impartial exposé; a bien vu que nos droits sur Terre-Neuve datent de 1783 et non de 1713, et que la difficulté de la question de Terre-Neuve est née de la formation d'une nationalité terre-neuvienne qui a ses intérêts, ses institutions et ses prétentions propres). — 25 fevr. THIRRIA. Napoléon III carbonaro (quelques détails nouveaux sur la part prise par Louis-Napoléon aux complots formés à Rome même contre le gouvernement pontifical. Son frère ainé est mort de maladie pendant l'insurrection des Romagnes). — 10 mars. Abbé SICARD. Les évêques et les prêtres français pendant l'émigration (c'est l'Angleterre protestante qui fut la plus hospitalière; elle entretenait plus de 10,000 prêtres émigrés). — P. MORANE. Le grand-duché de Finlande. — LANZAC DE LABORIE. Le marquis de Blosseville.

22. — Études publiées par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1899, 20 fevr. — L. MÉCHINEAU. Le texte hébreu de l'Ecclesiastique et la critique sacrée. — 5 mars. Id. Un avertissement de Rome à quelques critiques et exégètes catholiques (le pape avertit ces téméraires « ne plus aequo tribuatur sententiis quibusdam novis, quas metuere satius est, non quia novae sunt sed quia plerumque fallunt specie quadam et simulatione veri. » Par exemple, les opinions professées par le R. P. Lagrange sur les sources du Pentateuque sont de celles « qu'il vaut mieux redouter »). — 20 mars. H. CHÉROR. Figures de soldats. Au service de l'Indépendance et de la Révolution : La Fayette, 1757-1834. — 5 avril. H. PRÉLOT. Bismarck et la transformation de l'Allemagne; 1^{er} art. : les préliminaires. — J. BRUCKER. M^{me} de Maintenon. Le premier éditeur de ses lettres; lettres inédites concernant le P. Le Tellier (signale une copie, qui existe à Londres, du recueil des lettres de

Mme de Maintenon, qui fut jadis communiqué à Lavallée par M. de Monmerqué; elle vient de Lamoignon. Les lettres relatives au P. Le Tellier donnent du célèbre jésuite une idée toute différente du portrait qu'en a tracé Saint-Simon).

23. — Revue de Paris. 1899, 1^{er} mars. — Marquis de la Maze-Lière. Vues sur l'histoire du Japon (intéressant résumé). — Alfred Muteau. Le général Pierre Quantin, 1793-1800 (ce général avait fait la guerre d'Amérique; il était rentré en France en 1789, animé d'idées républicaines et même radicales, mais il se confina dans le métier des armes. Pendant les ans II-IV, il ne quitta guère la Bretagne et ses lettres fournissent quelques détails sur les luttes contre la chouannerie; à partir de l'an VIII, il n'est plus question de lui). — 15 mars. Christian Schefer. Les débuts de Bernadotte prince de Suède (montre par quels moyens Bernadotte réussit, au bout de peu de temps, à se rendre tout à fait populaire à la cour et parmi le peuple de Suède). — 1^{er} avril. G. Brandès. Le droit des faibles : le Slesvig danois. — Fr. Funck-Brentano. Le drame des poisons; 1^{er} art. (la sorcellerie et les sorciers au XVI^e s.; premières investigations de La Reynie et de la Chambre ardente en 1679-1680). — L. Bernardini. Le droit des faibles : la Finlande.

24. — Revue des Deux-Mondes. 1899, 15 février. — G. Rothan. Napoléon III et l'Italie; 2^{me} art. : Autour de l'alliance (intrigues de l'empereur avec Cavour, à l'insu de ses ministres, pendant l'hiver de 1858-1859; le compliment du Jour de l'An 1859, qui avertissait l'Autriche de la guerre prochaine; aspect impolitique du mariage du prince Napoléon); 3^{me} art. le 15 mars : l'Attitude de l'Europe (l'opinion, en France comme dans l'Europe, se prononce contre la guerre; l'Angleterre surtout est très hostile; mais la Russie pousse à la guerre par haine contre l'Autriche). — 1^{er} mars. Comte d'Haussounville. La duchesse de Bourgogne à la cour; 1^{er} art. : Après le mariage; suite le 1^{er} avril : les Années heureuses. — Émile Faquet. Sur l'éloquence politique. — Étienne Lamy. La France du Levant; 4^{me} art. : les Causes du déclin. — G. Valbert. La Correspondance de Frédéric le Grand avec le maréchal de Grumbkow. — 15 mars. Les descentes en Angleterre (plaidoyer en faveur d'une augmentation considérable de la marine française). — Gaston Boissier. A propos d'un théâtre antique (description du théâtre romain, à l'occasion de celui d'Orange; dispositions du théâtre d'après les pièces de Plaute). — 1^{er} avril. A. Gasquet. Le culte et les mystères de Mithra. — Victor Giraud. Chateaubriand et les *Mémoires d'outre-tombe*.

25. — Revue bourguignonne de l'enseignement supérieur. T. IX, n° 1. — P. Gaffarel. Expédition de Masséna contre le Portugal.

26. — Académie des sciences morales et politiques. Séances

et travaux. Comptes-rendus. 1899, mars. — Louis PASSY. La mission de Martignac et l'ambassade de Talaru pendant la guerre d'Espagne, 1823. — P. DE BOUTAREL. L'arrestation du grand Condé. — Avril. C. HUIT. Les origines grecques du stoïcisme. — H. SÉE. Les origines des droits domaniaux et de l'exploitation seigneuriale (la plupart des droits seigneuriaux sont nés de la constitution économique du domaine; ils ne dérivent pas, comme a essayé de le démontrer J. Flach, d'anciens impôts publics qui ont été par la suite appropriés; cette appropriation ne s'est produite qu'en ce qui concerne les tonlieux. Les banalités, le droit de gîte, le service militaire même ne sont, en réalité, que des droits domaniaux).

27. — Société des Antiquaires de France. 1899, séances, 8 fevr. — M. HAUVENTTE étudie deux inscriptions récemment découvertes l'une à Delphes, l'autre à Athènes, et toutes deux relatives à un athlète fameux, Phaylos de Crotone. — 1^{er} mars. Le baron DE BAYE entretient la Société de dolmens qu'il a découverts au nord du Caucase, dans le gouvernement de la mer Noire et dans la province du Kouban. Ces dolmens ont un de leurs supports percé d'une ouverture ronde comme plusieurs monuments mégalithiques de France, de Portugal, de Syrie et même des Indes. — 8 mars. M. MARTHA entretient la Société de l'inscription étrusque trouvée à Carthage par le Père Delattre et sur laquelle on a cru pouvoir lire le nom Melkarth. L'examen de la photographie l'a conduit à contester cette lecture: au lieu du nom Melkarth, l'inscription contient le nom de Carthage (Khardazie). — M. Michon, au nom de M. Cagnat, lit une note du docteur CARTON sur les mines de Ksar-Djema-el-Djir, en Tunisie. — M. LAFAYE présente des moules romains en terre cuite qui ont servi à couler, au commencement du IV^e s. de notre ère, des monnaies portant des effigies des empereurs du III^e s. Ces moules ont été acquis par lui à Bordeaux. — 22 mars. M. Michon signale, dans une statue récemment trouvée à Antioche, une réplique de la statue dite de Julien l'Apostat, dont les deux seuls exemplaires connus étaient ceux du Louvre et du musée de Cluny, et indique l'importance de cette nouvelle découverte pour l'identification du personnage représenté. — M. BABELON rappelle qu'il y a quelques mois il a présenté à la Société un grand camée représentant probablement Julien en costume impérial trouvé l'année dernière dans les ruines d'Antioche. Il y a entre la découverte de la statue dont a parlé M. Michon et celle de ce camée un rapprochement, une coïncidence au moins curieuse. Le costume de philosophe, donné à l'empereur dans les statues qu'on lui attribue au lieu du costume impérial ordinaire, peut être considéré comme une flatterie à l'adresse de Julien, qui tenait par-dessus tout à être considéré comme empereur philosophe.

28. — Société de l'histoire du protestantisme français. Bulletin historique et littéraire, 1899, 15 février. — Ch. BORGEAUD. Théo-

dore de Bèze et l'Académie de Genève. — F. TEISSIER. Montpellier au XVI^e siècle, d'après les registres d'état civil huguenot. — P. FONBRUNEBERBINAU. Autour du traité de Ryswick. Louis XIV et les illusions des Protestants, 1697. — ENSCHÉDÉ et WEISS. Réfugiés huguenots à Offenbach, près Francfort-sur-le-Main, et verriers français à Koenigstein, 1698-1699. — ENSCHÉDÉ. La Marche de Camisards (d'après l'édition de 1723). — N. WEISS. La religion d'Ambroise Paré à propos de recherches récentes (il ne peut y avoir de doute : Paré était et resta protestant). — 15 mars-15 avril. Commémoration de l'enregistrement de l'édit de Nantes par le Parlement de Paris, 25 février 1599. — A. LODS. L'édit de Nantes devant le Parlement de Paris, 1599. — N. WEISS. Lieux d'assemblées huguenotes à Paris avant l'édit de Nantes, 1524-1598. — A. BERNUS et N. W. Rapport de police sur les lieux d'assemblées huguenotes en l'Université de Paris au XVI^e siècle.

29. — Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne. Année 1897, vol. LI (t. I de la 4^e série). — Alph. ROSEROT. Chartes inédites des IX^e et X^e siècles appartenant aux archives de la Haute-Marne (il y en a trois fausses ou suspectes ; plusieurs portent des souscriptions en notes tironniennes qui ont été déchiffrées par H. Omont ; l'identification des noms de lieux a été revue par A. Longnon. En tout 21 chartes authentiques de 851 à 873). — Eug. DROT. Notice biographique sur Francis Molard, archiviste de l'Yonne (avec une bibliographie très détaillée de ses œuvres).

30. — Société archéologique de Tarn-et-Garonne. Bulletin archéologique et historique. T. XXVI, 1898, 3^e trim. — Abbé Fr. GALABERT. Le *Liber miraculorum sancte Fidis* et notre diocèse. — 4^e trimestre. BOUSSON. État militaire de la France en 1752, d'après un ms. inédit (compilation faite par Moret de Jagot, aide-major du régiment de Lorraine). — Abbé Fr. GALABERT. Saint Antonin, 1424-1452. — In. Le Rouergue Quercynois (de quelques localités du Rouergue qui avaient primitivement appartenu au Quercy). — Dr I. ALIBERT. Les monuments primitifs de la forêt de la Grésigne (retranchements fortifiés). — Abbé TAILLEFER. Une vieille inscription à l'église Saint-Barthélémy de Lauserte, 1591, et les armoiries de la ville.

31. — Annales du Midi. 1899, avril. — C. DOUAIS. Un registre de la monnaie de Toulouse. Pièces inédites, 1465-1483. — G. DOUBLET. Visites pastorales de Godeau dans le diocèse de Vence. — A. THOMAS. Cahel ou les avatars d'un lépreux dans Girart de Roussillon. — L. DE SANTI. Relations du comte de Toulouse Raymond VII avec la ville de Marseille (publie une charte de 1236 qui doit prendre place dans le Catalogue des actes de Raymond VII établi par M. Aug. Molinier). — Comptes-rendus critiques : *Zingarelli. La personalità storia di Folchetto di Marsiglia nella commedia di Dante* (intéressant). — Fr. ABADIE. Histoire de la commune de Dax (important article de P. Dognon).

32. — Revue archéologique, historique et scientifique du Berry. 4^e année, 1898, n^os 7-12. — Ed. RABATÉ. La commune de Saint-Pierre-de-Jards; suite (étude d'économie rurale). — SIGURET. Démantèlement des châteaux dans le département de l'Indre en 1790. — Alph. JOUET. Les Conventionnels en mission dans l'Indre (met en œuvre beaucoup de documents inédits). — A. DESPLANQUES. Essai sur les vicissitudes des institutions monastiques dans le bas Berry (lecture faite en 1863 dans une réunion savante à Paris; parle des ravages commis par les Huguenots et des tentatives de réforme monastique faites au XVI^e s.). — L. GALLICHER. Quelques renseignements sur l'état et les productions des forges de Berry; janvier 1841. — 1899, n^os 1-2. E. HUBERT. Recueil historique des chartes intéressant le département de l'Indre, VI^e-XI^e siècles; 1^{er} article (commence par deux chartes mérovingiennes apocryphes).

33. — Revue de l'Agenais. 1899, n^o 1. — Ph. LAUZUN. Le château de Gavaudun. — F. DE MAZET. Étude sur les statuts, actes des consuls et délibérations de jurade de la Commune et juridiction de Villeneuve-d'Agenais, de juin 1260 à octobre 1785; suite. — Journal agenais des Malebaysse; suite (1766-1771). — G. THOLIN. Notes sur la féodalité en Agenais au milieu du XIII^e siècle; suite. — Ad. BLANCHET. Ordre pour la surprise de Dax par le sieur Chemeraud, sénéchal d'Agenais, 1591.

34. — Revue de Champagne et de Brie. 1898, mai-juin. — P. CHAUDET. Notice sur la seigneurie de la Rothière. — A. PÉTEL. Les seigneurs de Ville-sur-Arce. Additions et corrections. — A. ROSEROT. Répertoire historique de la Haute-Marne. Deuxième partie : Catalogue des actes; suite. — Juillet-août. P. PELLOT. Les droits seigneuriaux et les anciens seigneurs de Villers-sous-Châtillon et de Tincourt. Les Guyot de Chenizot. — C. DE G. Les portraits de famille des Jacobé de Pringy de Goncourt et de leurs diverses branches. — Septembre-octobre. Abbé CHAUDET. Actes religieux de Juvanzé (dresse d'après ces actes, qui commencent en 1673, la liste des curés, des seigneurs, des procureurs fiscaux, de quelques abbés et prieurs de Beaulieu près Trannes, jusqu'à la Révolution). — E. FUGEZ. Le pont de la Pielle à Troyes; étude sur l'ancien chapitre de la cathédrale. — Novembre-décembre. Olivier DE POMPERY. Notice historique sur la maison de Pompery de Lozeray (depuis le XVI^e s.). — E. CHOULLIER. Mons et le Montois, Seine-et-Marne.

35. — Revue de Gascogne. 1899, mars. — J. GARDÈRE. Histoire religieuse de Condom pendant la Révolution; suite. — P. DE CASTERAN. Lettres de Froidour; suite : de Saint-Bertrand à Bagnères. — Avril. Adrien LAVERGNE. Les piles gallo-romaines de la Gascogne. — J. DECAP. L'abbaye de Bonnefont au comté de Comminges en 1667. — Louis BERTRAND. Le prétendu jansénisme de M. de Matignon, évêque de Condom.

36. — Revue des Pyrénées. 1898, 6^e livr. — F. PASQUIER. La panique à Villemur au commencement d'août 1789. — ADHER. Lettres inédites de A.-P. Sermet, évêque constitutionnel de la Haute-Garonne de 1795 à 1799; fin. = 1899, 1^{re} livr. E. CONNAC. La Révolution à Toulouse et dans le département de la Haute-Garonne. 1^{er} article : Des origines de la Révolution à la fin de l'Assemblée nationale.

37. — Analecta Bollandiana. T. XVII, fasc. 3. — A. LEGRIS. Les vies interpolées des saints de Fontenelle (ces dix vies renferment l'histoire du monastère de Fontenelle pendant la deuxième moitié du VII^e s.; étude critique sur leur valeur). — G. MORIN. Saint Walfroy et saint Wulphy. Note sur l'identité possible des deux personnages (les traditions relatives aux deux saints n'offrent aucune particularité historiquement certaine qui rende impossible leur identité). — Hagiographica Carmelitana ex codice Vaticano latino 3813. — La légende de saint Anastase de Terni (complément à la publication du bollandiste J.-B. du Sollier dans les *AA. SS. Aug.*, III, 458-460). = Comptes-rendus : *E. Preuschen*. Palladius und Rusinus. Ein Beitrag zur Quellenkunde des ältesten Mönchtums (beaucoup de science et de clarté). — R. DAVIDSOHN. Forschungen zur älteren Geschichte von Florenz (indications intéressantes pour l'hagiographie). — J. P. RICHTER. Quellen der byzantinischen Kunstgeschichte (cette publication laisse beaucoup à désirer, mais est néanmoins supérieure à celle d'Unger). — O. EBEL. Hierarchia catholica medii aevi (véritable refonte de la *Series* de Gams, depuis la fin du XII^e siècle jusqu'au premier tiers du XV^e). — C. FOUARD. Les origines de l'Église. Saint Paul, ses dernières années (généralement puisé à des sources sûres). — E. BRUSTON. Ignace d'Antioche, ses épîtres, sa vie, sa théologie (talent d'exposition, déductions ingénieuses, mais aussi conclusions étranges). — A. LAVERTUJON. La chronique de Sulpice Sévère (texte critique, traduction et commentaire; curieux et original). — J. FERRANT. Esquisse historique sur le culte et les reliques de saint Bertulphe de Renty en l'église d'Harlebeke (c'est l'essai le plus complet qui existe jusqu'à ce jour sur le culte de saint Bertulphe). — U. CHEVALIER. Actes anciens et documents concernant le bienheureux Urbain V, pape, sa famille, sa personne, son pontificat et son culte (recueil très utile formé par feu le chanoine Albanès). — L. MICHEL. Vie du bienheureux Pierre Canisius (justice et loyauté). — O. BRAUNSBERGER. Beati Petri Canisii S. J. epistulae et acta (t. II, richesse et sûreté d'informations; rigueur scientifique). = Fasc. 4. A. HIRSCHMANN. Calendaria Eystettensis. — A. OLIVIERI. De inventione crucis libellus. — L. DUCHESNE. A propos du martyrologe hiéronymien (répond aux critiques formulées par Krusch contre l'édition du martyrologe hiéronymien publiée par de Rossi et Duchesne). = Comptes-rendus : *Cuthbert-Butler*. The Lau-siac History of Palladius (remarquable étude sur les sources de l'histoire monastique). — C.-F. BELLET. Les origines des églises de France et les

fastes épiscopaux (se laisse parfois guider dans son travail par des préoccupations étrangères à la science). — *H. Denifle*. La désolation des églises, monastères, hôpitaux en France vers le milieu du xv^e siècle (t. I, ce livre est le fruit d'un travail énorme; beaucoup d'esprit critique). — *H. Müller*. Les origines de la Compagnie de Jésus. Ignace et Lainez (c'est un simple pamphlet).

38. — Annales du Cercle archéologique d'Enghien. T. V, 1898. — *C. Dujardin*. Dates mémorables de l'histoire de Braine-le-Comte (curieuses éphémérides). — *Croquet et Dujardin*. Glossaire toponymique de la ville de Braine-le-Comte (excellent). — *J.-Th. de Raadt*. Pierre d'Enghien, seigneur de Kestergat, son jeton d'or et sa famille (bonne notice sur un personnage du xvi^e siècle). — *Delvin et Guignies*. Notice historique sur la commune de Bievène (très bon travail). — *J. Dewert*. Le château d'Enghien et ses terres en 1794 (présente de l'intérêt pour l'histoire économique).

39. — Annales du Cercle archéologique du pays de Waes. 1898, 1^{re} livr. — *Willemsen*. Documents pour servir à l'histoire de saint Nicolas sous la domination française. La guerre des paysans (entre dans trop de détails sans importance, mais complète et rectifie les ouvrages de Orts, Thys, etc.).

40. — Annales de l'Institut archéologique du Luxembourg. T. XXXIII, 1898. — *Ch. Laurent*. L'hôtel de Busleyden à Malines. — *De Leuze*. Les comtes de la Roche au x^e et au xi^e siècle (réponse malheureuse aux critiques soulevées par un précédent travail). — *F. Hubin*. Notes pour servir à l'histoire de l'église de Saint-Hubert (intéressant). — *J. Vannerus*. La généalogie de la famille de La Fontaine d'Harnoncourt (importante famille austro-luxembourgeoise; l'article met l'histoire de cette famille en rapport avec l'histoire du pays). — *Roland*. La seigneurie de Sclassin (complément d'une bonne notice). — *Goffinet*. Documents sur Houffalize (tirés des archives depuis le xiii^e siècle). — *F. Kellen*. Die Kämpf eum Arlon 1793 und 1794 (sans valeur historique). — *J. Vannerus*. Le livre de la justice de Bastogne de 1481 à 1499 (2^e partie, beaucoup de documents importants pour l'histoire économique).

41. — Annales de la Société d'émulation pour l'étude de l'histoire et des antiquités de la Flandre. 6^e s., t. I, livr. 1-3. — *Ferrant*. Esquisse historique sur le culte et les reliques de saint Bertulphe de Renty en l'église d'Harlebeke (très documenté). — *Rembry*. Saint Ignace de Loyola à Bruges (intéressante page d'histoire locale). — *E. Vlietink*. La ville d'Ostende fut-elle remise en gage à la reine d'Angleterre par les Provinces-Unies? (l'auteur résout négativement cette question controversée).

42. — Annales de la Société d'archéologie de Bruxelles. 1898,

1^{re} livr. — F. DONNET. Documents pour servir à l'histoire des ateliers de tapisserie de Bruxelles, Audenarde, Anvers, etc., jusqu'à la fin du xv^e siècle (intéressant pour l'histoire économique). — J.-Th. DE RAADT. La bataille de Bäsweiler du 22 août 1371 (liste des combattants au service du duc Wenceslas, suivie de quelques documents inédits pour servir à l'histoire de cette journée). — G. CUMONT. Manufactures établies à Ter- vueren par le prince Charles de Lorraine et industries créées ou soutenues en Belgique par le gouvernement autrichien (le prince fit de louables efforts pour relever l'industrie belge et créa une imprimerie de toiles de coton, une fabrique de papier peint, une de faïence et porcelaine, une imprimerie, un atelier de reliure artistique, etc.). = 2^e livr. CLERBAUX. La bourgeoisie et les bourgeois dans l'ancien Bruxelles au point de vue historique et juridique (suite, mode d'acquisition de la bourgeoisie, taxes à payer, justification de légitimité et d'orthodoxie, admission exceptionnelle de Juifs, obligations et droits, armoiries bourgeoises). — G. CUMONT. Renseignements relatifs à la collection numismatique du prince Charles de Lorraine (en montre l'importance). = 3^e-4^e livr. J. VANNERUS. La galerie d'un amateur bruxellois du xvii^e siècle (inventaire des riches collections du chanoine Gobelinus † 1681). — G. CUMONT. Fouilles faites dans l'ancienne abbaye de Stavelot pendant l'année 1896 (description de sarcophages et de mosaïques). — In. Déresse financière du gouvernement autrichien au moment de sa retraite devant l'invasion française en Belgique (1794-1795) (détails curieux sur l'émigration de religieux avec les objets précieux des abbayes afin d'éviter la confiscation, et sur les projets de monnayage en Allemagne pour parer à l'épuisement du trésor). — G. BIGWOOD. Matricules et cadastres (aperçu de l'organisation du cadastre en Flandre, Brabant, Limbourg et Luxembourg avant la domination française. Les anciens dénominations fournissent de précieux renseignements à la géographie historique et à l'histoire économique). — J. VON MALDERGHEM. Du pourpre en heraldique (établit contre l'opinion du P. Menestrier que le pourpre était connu en heraldique dès le xiv^e siècle). = 1899, 1^{re} livr. E. STOCQUART. Les Flamands en Écosse au moyen âge et l'origine des comtes de Douglas (conclusions peu solidement établies). — P. CHIBERT. Un échange de prisonniers après la bataille de Gembloux, 1578 (détails sur la lutte entre don Juan d'Autriche et les états). — J. DEPOIN. Le duc Charles de Frioul et les trois comtes Matfied (étude sur le ix^e siècle). — J. VANNERUS. Cinq lettres inédites de Juste Lipse (elles sont de la dernière année de sa vie; assez peu intéressantes).

43. — **Archives liégeoises.** N° 11. = Comptes-rendus : L.-P. DARRAS. Histoire de la ville de Châtellet (longues et laborieuses recherches dans les archives; critique judicieuse; la composition laisse à désirer). — Bibliotheca hagiographica latina antiquae et mediae aetatis; ediderunt socii bollandiani (répertoire très utile). — T. GOBERT. Les rues de Liège (beaucoup d'érudition). = N° 12. E. PONCELET. Le livre des fiefs

de l'église de Liège sous Adolphe de la Marck (beaucoup de renseignements précieux).

44. — Annales de la fédération archéologique et historique de la Belgique. T. XII. — Ch. GILLÈS DE PÉLICHY. Cimetière à inhumation et à incinération d'Emelghem (description d'objets précieux découverts à la suite de fouilles). — J. FREDERICKS. La situation des peuples qui habitaient la Belgique à l'arrivée de César correspond beaucoup plus exactement qu'on ne le suppose généralement aujourd'hui aux divisions ecclésiastiques de notre pays au moyen âge (thèse ingénieuse). — E. LAMEERE. L'origine du Conseil des finances des anciens Pays-Bas (il date de Philippe le Bon, mais il n'est établi d'une manière stable qu'en 1497). — G. DE HAUTECLIQUE. Emprunts faits par les villes de Flandre de 1550 à 1665 (expose les raisons qui motivent chaque emprunt). — E. DELIGNIÈRE. Recherches et étude de quelques peintures de Roger van der Weyden en France (étude sur des tableaux de ce peintre qui sont conservés à Abbeville). — E. DE MARNEFFE. Règles à suivre dans l'étude des noms de lieux (renseignements utiles).

45. — Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Gand. 1898, n° 6. — V. DE MUYNCK. Les limites de la ville de Gand et de la ville de Saint-Pierre. — N° 7. H. VAN DUYSE. Une imprimerie calviniste à Gand en 1566 (à cette époque des livres de propagande calviniste sont secrètement imprimés chez Manilius). — VAN WERVEKE. Le grand canon de Gand ; son histoire, son nom, son origine (il s'agit du canon gigantesque connu sous le nom de *Marguerite l'enragée* (*Dulle Griete*), qui se trouve au marché du vendredi; il date probablement de 1382). — H. VAN DUYSE. La Joyeuse Entrée de Charles-Quint à Bologne (description d'une curieuse représentation typographique du temps). — Rapports sur les travaux des commissions chargées de l'examen des fresques de la Leugemeete (ces rapports concilient à l'authenticité de ces peintures; c'est la suite de la fameuse discussion sur le *goedendag*, qui dure depuis plusieurs années).

46. — Archives belges. — Revue critique d'historiographie nationale, 1899, n° 1. = Comptes-rendus : E. de Sagher. Notice sur les archives communales d'Ypres et documents pour servir à l'histoire de Flandre du XIII^e au XVI^e siècle (bon inventaire). — A. Gaillard. Le Conseil de Brabant (beaucoup de faits nouveaux tirés des documents des archives). — J. Opdebrink. Poperinghe en omstreken tijdens de godsdienstberoertens der XVI^e eeuw in den geuzentijd (bon travail sur l'histoire du protestantisme dans cette localité flamande). — G. des Marez. Étude sur la propriété foncière dans les villes du moyen âge et spécialement en Flandre (très remarquable; donne un excellent exemple des secours que la topographie peut fournir à l'histoire des institutions). — G. de Boer. Die Friedensunterhandlungen zwischen Spanien und den Niederlanden in den Jahren 1632 und 1633 (histoire des négociations

qui eurent lieu entre les Pays-Bas du Nord et les Pays-Bas du Sud pour mettre fin à la guerre qui durait depuis 1621; très complet; met en lumière le rôle joué dans ces négociations par Henri de Bergh et par Gerbier). — *L. Opdebeeck*. La guerre des paysans (manque d'ordre et de clarté). — *O. Robyns*. De Brigands van 1798 (plutôt roman historique qu'œuvre d'historien). — *F. van Caeneghem*. La guerre des paysans, 1798-1799 (pas de souci de l'ordre chronologique ni géographique). — *J. Muyldermans*. Sans culot en Brigand of Beul en Slachtoffer (étude sérieuse des sources; l'historien se transforme parfois en polémiste). — *Th. de Lantsheere*. Le dossier d'un brigand (détails intéressants sur les troubles de 1798). — № 2. Comptes-rendus : *H. Pirenne*. Geschichte Belgiens (livre puissant, original et hautement suggestif; expose avec beaucoup de talent l'influence des causes économiques sur le développement de la société et sur les formes de ses institutions). — *F. Funck-Brentano*. Chronique artésienne (1295-1304), nouvelle édition et chronique tournaise (1296-1314), publiée pour la première fois (a bien corrigé l'édition de Smet). — *C. Duvivier*. Actes et documents anciens intéressant la Belgique (beaucoup de pièces intéressantes pour l'histoire des Pays-Bas, extraites des cartulaires du nord de la France). — *De Pauw*. Jehan Froissart's Cronyke van Vlaenderen getranslateert utten franssoye in duytsscher tale by Geryt van der Loo (traduction néerlandaise de Froissart achevée vers 1430. Ce travail n'a aucune valeur historique). — *J. de Chestret de Haneffe*. Histoire de la maison de la Marck, y compris les Clèves de la seconde race (très complet). — *F. Rach/ahl*. Margaretha von Parma, Statthalterin der Niederlande (1559-1567) (le portrait de l'héroïne ne se détache pas assez sur le fond des événements; le jugement est trop sévère et ressemble à du parti pris). — *A. Thijs*. La persécution religieuse en Belgique sous le Directoire exécutif (détails intéressants, mais exposés d'une manière très défectueuse). — *E. Poffé*. Antwerpen in de xviii^e eeuw na den inval der Franschen (beaucoup de renseignements nouveaux; indications de sources quelquefois insuffisantes). — *A. Sluys*. L'enseignement en Belgique sous le régime français (détails sur la législation, les méthodes, le personnel enseignant; l'auteur n'indique pas ses sources). — *L. Allaeyns*. Het Westland in den franschen tijd (histoire du pays de Furnes et d'Ypres à la fin du xvii^e siècle. Connaissances générales insuffisantes). — *A. Roersch*. Correspondance inédite de Loaeus, abbé d'Eversham (documents curieux sur la situation politique et religieuse des Pays-Bas durant les dernières années du xvi^e siècle). — *R. de Beaucourt de Noortvelde*. Geschiedenis en beschrijving der gemeente Westende-ter-zee (sans aucune valeur). — *V. Barbier*. Le couvent des dominicains de Namur de 1649 à 1797 (consciencieuse monographie).

47. — Bulletin de l'Académie royale d'archéologie de Belgique. 1898, № 1. — Comptes-rendus : *A. Wauters*. Table chronologique des chartes et diplômes imprimés (nombreuses et patientes recherches). — *J.-Th. de Raadt*. La paix du sang relative au meurtre

de Philippe van der Elst (intéressant pour l'histoire locale d'Anvers au xv^e siècle). — N° 2. Comptes-rendus : *L. Gilliodts Van Severen*. Brito prototypographe liégeois (Bruges peut revendiquer l'honneur de l'invention de l'imprimerie). — *H. Hymans*. Une phase de l'histoire de l'art en Chine (au xviii^e siècle, d'après les relations des missionnaires). — *Muller et Diegerick*. Documents concernant le duc d'Anjou et les Pays-Bas (détails sur l'échauffourée du 17 janvier 1583 à Anvers).

48. — Bulletin de l'Institut archéologique liégeois. 1899, 4^e livr. — A. BODY. Lettres du chevalier Dudley Carleton, ambassadeur anglais dans les Provinces-Unies (renseignements adressés en 1616 au gouvernement de Londres sur les Anglais catholiques en villégia-ture à Spa). — L. HALKIN. Correspondance de dom Edmond Martène avec le baron G. de Crassier (102 lettres inédites et très intéressantes, écrites de 1718 à 1736). — J.-E. DEMARTEAU. Liège et les principautés épiscopales de l'Allemagne occidentale (comparaison des institutions liégeoises avec celles des principautés ecclésiastiques d'Hildesheim, Münster, Osnabrück et Paderborn. Détails sur le culte de saint Lambert dans ces diocèses).

49. — Bulletin de l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique. 3^e série, t. XXXVI, n° 11. — E. GOBLET d'ALVIELLA. Un curieux problème de transmission symbolique. Les roues liturgiques de l'ancienne Égypte (d'après les monu-ments antiques). — Comptes-rendus : *A. Gaillard*. Le Conseil de Brabant. Histoire, organisation, procédure (important au point de vue juridique et historique). — *Les Bollandistes*. Bibliotheca hagiographica latina antiquae et mediae aetatis (cette publication contiendra le relevé, par ordre alphabétique des noms des saints, de tous les écrits relatifs à leur vie, rédigés en latin avant le xvi^e siècle, avec l'indication de tous les ouvrages et recueils où on les trouve imprimés).

50. — Bulletin de la Commission royale d'histoire. 1898, 5^e livr. — U. BERLIERE. Le *Catalogus abbatum Floreffiensium* de Pierre de Herenthal (l'auteur de la notice a découvert ce document du xiv^e s. aux archives du grand-séminaire de Nancy. Ce Catalogus permet de contrôler les assertions des auteurs qui ont écrit sur ce monastère à partir de la fin du xv^e s.). — L. VAN DER KINERRE. Histoire de la forma-tion territoriale des principautés belges au moyen âge (étude : I, les événements qui ont tracé, dans les Pays-Bas, la limite entre la France et l'Allemagne; II, le marquisat de Flandre; III, le duché de Basse-Lotharingie avec ses nombreuses subdivisions). — G. DESMAREZ. Un document inédit relatif à Jacques van Artevelde (curieux épisode du siège de Tournai en 1340). — L. VAN DER KINERRE. L'abbé Womar de Saint-Pierre de Gand (précise, en se basant sur une charte récemment mise au jour par C. Duvinier, la date de l'avènement de Womar, suc-cesseur de Gérard de Brogne; il la fixe au 7 octobre 953). — P. DE-MEULDRE. Frère Jean Angel. Épisode des conflits entre le clergé sécu-

lier et le clergé régulier de Tournai, 1482-1483 (dossier contenant des pièces fort intéressantes pour l'histoire religieuse des Pays-Bas au XV^e s.). — E. LALOIRE. Le métier des drapiers à Nivelles (règlement inédit de 1411).

51. — Het Belfort. 1898, n° 1. — Compte-rendu : *M. Bekaert*. Une confrérie flamande à Florence du XV^e au XVIII^e s. (intéressant). = N° 3. A. ROEGIERS. Les corporations chez les Romains (d'après l'ouvrage de J.-P. Waltzing). — Biographie de P. Willems (professeur de philologie à l'Université de Louvain, 1839-1898). = N° 4. Compte-rendu : *E. Gailliard*. La Keure d'Hazebroek de 1336; 3^e partie (important au point de vue juridique et historique). = N° 5. Comptes-rendus : *A. Thys*. Le clergé d'Anvers en 1798-99 (écrit d'après les documents originaux). — *Waltman van Spilbeek*. Les paysans d'Herenthals (épisode de la guerre de 1798; ouvrage de vulgarisation). = N° 5. J. KIEKENS. Le cardinal Wolsey (d'après les travaux les plus récents. Jugement sévère). = N° 7. J. MUYLDERMANS. Anvers sous la république française (d'après l'ouvrage de Poffé. L'occupation française valut à Anvers la réouverture de l'Escaut; l'auteur insiste surtout sur les vexations que les troupes firent subir aux habitants). = Compte-rendu : *A. Thys*. Un drame judiciaire à Anvers en 1813 (le maire d'Anvers, Weerbrouck, accusé de concussion, fut acquitté par la cour d'assises, mais l'empereur cassa larrêt et renvoya le maire devant la cour de Douai; Weerbrouck mourut en prison et fut solennellement réhabilité en 1816). = N° 9. A. DUPONT. H. Taine (reconnait le talent de l'écrivain, mais dénonce ses doctrines comme dangereuses). = Comptes-rendus : *J.-F. Kieckens*. Recherches sur maître Pierre van der Heyden, dit Pierre de Thimo de Gierle (importante biographie de ce juriste éminent du XV^e s.). — *P. de Witte*. Histoire du Vooruit (révèle les dessous de la fameuse société coopérative gantoise et constitue un document de haute valeur pour l'histoire économique contemporaine).

52. — Dietsche Stemmen. 1899, n° 1. — GOETSCHALCK. Histoire de Grobbendonck; 1^{re} partie (hist. de ce village brabançon à l'époque romaine).

53. — Kunst. 1898, livr. 4-5. — E. DUBOIS. Adrien Willaert (intéressante biographie du grand musicien brugeois). — E. SCHELSTRAETE. Wenduyne autrefois et aujourd'hui (bon travail d'histoire locale). — C. DEZUTTERE. Bruges berceau de l'art typographique (d'après l'ouvrage de Gilliodts Van Severen sur Brito). — C. VANDEPOELE. Les tombeaux de Charles le Téméraire et de Marie de Bourgogne à Notre-Dame de Bruges (détails sur les vicissitudes que subirent ces monuments pendant la Révolution française). = 1899, n° 1. A. VANDEVELDE. La résurrection d'une industrie. La poterie (détails inédits sur l'histoire de la corporation des potiers à Bruges).

54. — Le Muséon et la Revue des religions. 1898, nos 4-5. — E. LEFÉBURE. Les huttes de Cham. — H. DE CHARANCEY. L'historien

Sahagun et les migrations mexicaines. — SIGNE-RINK. Traité sur le fétiche groenlandais-esquimau Tu-pi-Lok (curieux détails sur l'histoire des traditions). — J. M. L'*Epistula Eucherii* et le martyre de la légion thébéenne (discute le jugement de Krusch sur cette question controversée). — Comptes-rendus : *L. de la Vallée-Poussin*. Le bouddhisme. Études et matériaux (étude remarquable; l'auteur démontre que le bouddhisme n'est pas si différent du brahmanisme qu'on l'a dit souvent; l'un et l'autre ne sont que des faces diverses de l'hindouisme). — *G. Pinza*. La conservation delle teste umane e le idee ed i costumi coi quali si connette (importante étude d'ethnographie et de psychologie comparée; passe en revue les diverses superstitions relatives à la conservation des crânes humains). — *Moret*. L'Égypte primitive (grand intérêt). — *Regeste*. La secte des Esséniens (cette secte juive séparatiste remonte à la persécution d'Antiochus). — *De Groot*. The religious system of China (le t. I étudie les usages qui ont quelque connexion avec la mort). — *Gueluy et Lamy*. Le monument chrétien de Si-Ngan-Fou (cette inscription, rédigée le 8 avril 781 en chinois et en syriaque, est un monument de première valeur pour l'étude des origines du christianisme en Chine et l'histoire religieuse de l'Extrême-Orient). — *E. Hardy*. Indische Religionsgeschichte (excellent ouvrage de vulgarisation).

55. — Le Musée belge. 1898, n° 4. — E. FAIRON. La « ratio castrensis » ou l'intendance du palais impérial (bonne étude épigraphique). — J.-P. WALTZING. Les collèges funéraires chez les Romains (recherches sur les associations qui se formaient à l'époque de l'Empire parmi les gens d'humbles conditions, nés libres, affranchis ou esclaves, pour procurer à leurs membres un enterrement décent, au moyen d'une caisse alimentée par des cotisations mensuelles). — Comptes-rendus : *P. Viollet*. Histoire des institutions politiques et administratives de la France; t. II (érudition étendue et consciente; examen trop détaillé de certaines questions). — A. Thys. La persécution religieuse en Belgique sous le Directoire (ouvrage très documenté). — E.-R. DANELL. Geschichte der deutschen Hanse in der zweite Hälfte des 14 Jahrhunderts (important; n'est pas au courant des ouvrages publiés récemment hors d'Allemagne). — *Pavolini*. Buddismo (bon livre de vulgarisation).

56. — Publications de la Société historique et archéologique du duché de Limbourg. 1898, 1^{re} livr. — J.-L. MEULLENERS. Les seigneurs de la Rochette et l'avouerie de Fléron pendant le XVII^e s. (histoire d'un procès plaidé successivement à Bruxelles et à la Haye au sujet de ces domaines litigieux; le travail manque parfois de clarté, mais présente de l'intérêt).

57. — Revue belge de numismatique. 1899, 1^{re} livr. — F. ALVIN. Note sur un denier de Henri de Verdun, évêque de Liège (1075-1092). — B. DE JONGHE. Deux monnaies d'or de Jean II, seigneur de Wese-mael et de Rummen. — DE LIMBURG-STIRUM. Monnaies du comte de Limburg-Stirum, prince-évêque de Spire, 1770-1796. — C. PICQUÉ.

Adolphe Occo III, le médecin numismate d'Augsbourg, et sa médaille au squelette vésalien, 1552. — A. DE WITTE. Les deneux et leurs ajusteurs aux Pays-Bas méridionaux. — F. VERMEYLEN. Trouvaille de monnaies des XVI^e et XVII^e s. à Louvain.

58. — Revue historique de l'ancien pays de Looz. 1898, n° 3.
 — J. KEMPENEERS. Les accises sur les vins dans la bonne ville de Herck au XV^e s. (intéressante étude d'histoire économique). — N° 4. C. Bamps et E. GERAETS. Épisodes de la guerre des paysans dans le Limbourg (détails inédits sur les résistances opposées par les paysans belges à la conscription introduite par les Français en 1798). — Compte-rendu : *Cuvelier et Huysmans*. Étude toponymique sur Bilsen (œuvre de sérieuse valeur). — N° 5. Compte-rendu : *Mougel*. Dyonisius der Karthäuser (1402-1471), sein Leben, seine Werke (important). — N° 6. HUIJBRECHTS. Antiquités romaines à Tongres (rend compte de précieuses trouvailles faites récemment). — Compte-rendu : *Reusens*. Éléments de paléographie (très méthodique). — N° 8. E. GERAETS. Un vigneron hasseltois du XIV^e s. (établit d'après des documents d'archives que la vigne était cultivée aux environs de Hasselt en 1343). — N° 9. C. Bamps et E. GERAETS. Une héroïne de la guerre des paysans (il s'agit de la baronne de Heusch, qui prit une part active au soulèvement de 1798). — N° 11. P. DANIELS. Jean Frederickx de Lummen (étude biographique sur ce théologien limbourgeois du XVI^e s.).

59. — Revue de l'instruction publique en Belgique. 1898, 5^e livr. — F. CUMONT. Notices épigraphiques (inscriptions relevées par l'auteur en Macédoine). — Comptes-rendus : *A. Hock*. Études sur quelques campagnes de Jules César dans la Gaule Belge (beaucoup de fantaisie). — *L. Navez*. Courtrai ou la bataille des éperons d'or, 11 juillet 1302 (n'admet pas la possibilité du mouvement tournant dont parle Guiart). — *W. Levison*. Zur Geschichte des Frankenkönigs Chlodovich (revision totale de l'histoire du baptême de Clovis; beaucoup d'érudition et d'ingéniosité, mais aussi de témerité). — *E. De Sagher*. Notice sur les archives communales d'Ypres (excellent). — 6^e livr. A. RENARD. La géographie dans l'enseignement supérieur en Belgique (préconise la réforme de cet enseignement. 1^{re} partie : description de l'institut géographique de l'Université de Vienne). — Comptes-rendus : *A. Chuquet*. La jeunesse de Napoléon; I et II (sûreté et richesse d'information, critique rigoureuse, ouvrage définitif). — *G.-F. Schämann*. Griechische Altertümer, éd. *Lipsius* (très bien tenu au courant). — *Ch. Mæller*. Histoire du moyen âge depuis la chute de l'empire romain jusqu'à la fin de l'époque franque (rendra les meilleurs services comme sommaire du cours oral). — *A. Dumont*. Cours d'histoire moderne (manuel clair, précis, au courant de la science; quelques légères inadvertances). — *Müller et Diegerick*. Documents concernant les relations entre le duc d'Anjou et les Pays-Bas; t. IV (documents édités avec soin et savamment commentés). — *Holm*. Geschichte Siziliens im

Alterthum; t. III (consacré surtout à la domination romaine). — *W. Larfeld*. Handbuch der griechischen Epigraphik (très important). — *A. Souchon*. Les théories économiques dans la Grèce ancienne (clair, mais l'auteur a ignoré ou négligé certains travaux importants). — *W. Cunningham*. An essay on western civilization in its economic aspects (depuis l'Égypte ancienne jusqu'à l'empire byzantin; ouvrage intéressant, mais peu original). — *J. Hansen*. Inquisition und Hexenverfolgung im Mittelalter (l'auteur aboutit à des résultats très intéressants; dès le xm^e s., les inquisiteurs dominicains sont portés à considérer les sorcières comme des hérétiques). — *E. Bonnaffe*. Études sur la vie privée de la Renaissance (tableau intéressant des mœurs intimes du xv^e s.). — *R. Koser*. Correspondance inédite de Frédéric le Grand avec le maréchal de Grumbkow et le président de Maupertuis (bonne édition). — *A. Gaillard*. Le Conseil de Brabant. Histoire, organisation, procédure (rendra des services; peut-être l'auteur fournit-il trop de détails sans importance). — *F. Rachfael*. Margaretha von Parma, Stathalterin der Niederlande, 1559-1567 (excellent travail. Marguerite a été traitée trop favorablement par la postérité). — *C.-J. Bertrand*. Catalogue de la bibliothèque publique de la ville d'Ath (laisse beaucoup à désirer au point de vue de la transcription des titres et du classement des ouvrages).

60. — Revue de l'abbaye bénédictine de Maredsous. 1898, n° 10. — *D. Besse*. Dom Fonteneau, bénédictin de la congrégation de Saint-Maur, 1705-1778 (étude très intéressante sur les dissensions intestines qui se produisirent au xvii^e s. dans l'ordre bénédictin en France et sur le rôle qu'y joua dom Fonteneau, religieux honorable et savant, mais emporté, qui prépara une importante histoire du Poitou, en collaboration avec dom Boudet). — *D.-R. Proost*. Les récentes publications de l'observatoire bénédictin de Kremsmünster (cet article contient aussi des notes sur l'histoire de ce célèbre monastère de la Haute-Autriche). — *P. Le* IX^e centenaire de l'institution de la commémoration des défunts, 998-1898 (notes historiques sur l'origine de cette solennité toute monastique et bénédictine). — Comptes-rendus : *Hartmann Grisar*. Geschichte Roms und der Päpste im Mittelalter (c'est la contre-partie de Gregorovius; on ne pourrait encore émettre d'appréciation raisonnée; il faut attendre que l'ouvrage soit plus avancé). — *D.-U. Berlière*. Deux écrivains de l'abbaye de Florennes au xv^e s. (analyse du manuscrit 20929-30 de la bibl. roy. de Bruxelles erronément attribué à Gilles Carlier de Cambrai. B. l'attribue à Godefroid de Godinne, appelé de l'abbaye de Florennes pour aider l'abbé d'Hasnon, Laurent d'Ivoire, à établir une discipline plus exacte dans son monastère. Histoire de la réforme de l'abbaye d'Hasnon. Le *De statu religiosis* de dom Mathias). — Comptes-rendus : *L. Traube*. Text-Geschichte der Regula s. Benedicti (beaucoup de jugement et d'érudition). — *A. Regeffe*. La secte des Esséniens. Essai critique sur son organisation, sa doctrine, son origine (soutient que l'essénisme est d'origine juive).

— *G. Zurcher*. Monks and their decline (peu de valeur). — *J. Linneborn*. Der Zustand der Westfälischen Benediktiner Klöster in den letzten 50 Jahren vor ihrem Anschlusse an die Bursfelder Kongregation (montre combien a été funeste l'usage de ne recevoir dans les monastères westphaliens, à partir de la fin du XIV^e siècle, que des fils de familles nobles ou riches). — *E. Bernheim*. Die Gesta Caroli Magni der Regensbürger Schottenlegende (étude sur les rapports entre la *Vita* et les soi-disant *Annales Einhardi*; combat les allégations de F. Kurze). — N° 12. Comptes-rendus : *E. Briand*. Histoire de sainte Radegonde, reine de France, et des sanctuaires et pèlerinages en son honneur (excellent travail de vulgarisation). — *P. Jardet*. Saint Odilon, abbé de Cluny, sa vie, son temps, ses œuvres (bon). — *A. Cartellier*. Abt Suger von saint Denis, 1081-1151 (érudition sûre et précise, objectivité remarquable). — *U. Chevalier*. Actes anciens et documents concernant le bienheureux Urbain V pape, sa famille, son pontificat, etc. (recueil de pièces importantes fourni par le chanoine Albanès). — *G. Kalemkar*. Eine Skizze der literarisch-typographischen Thätigkeit der Mechitaristen-Congregation in Wien (catalogue des productions de l'imprimerie annexée au monastère des bénédictins arméniens, précédé de l'histoire de cette imprimerie). — *G. Boultmont*. L'abbaye d'Aulne (2^e partie, étude archéologique bien conduite). — *R. Röhricht*. Geschichte der Kreuzzüge in Umriss (d'une scrupuleuse objectivité). — *P. Allard*. Études d'histoire et d'archéologie (érudition solide). — *A. Guépin*. Un apôtre de l'union des églises au XVII^e s. Saint Josaphat et l'église gréco-slave en Pologne et en Russie (important).

61. — Ons Volksleven. 1898, livr. 1-3. — *J. Cornelissen*. Moyens pour chasser les rats et les souris (curieuse étude de folklore). — *P.-N. Panken*. Chansons, rimes et jeux d'enfants du Brabant septentrional. — *A. Harou*. Les mauvaises langues. — *E. Geudens*. Topographie des rues d'Anvers et des environs (importante étude d'histoire locale, avec publication de documents tirés des archives). — *A. Harou*. Météorologie populaire. La pluie. — Livr. 4-6. *J.-B. V.* Le diable dans les proverbes et les dictions populaires. — *A. Harou*. Procès contre les animaux. — *F. Zand*. Traditions historiques concernant le village de Hulshout. — *J.-F. Vinckx*. Usages et coutumes populaires du pays flamand. — Livr. 7-9. *A. Harou*. Les voleurs dans les croyances populaires. Moyens pour découvrir les voleurs. — *F. Zand*. La sorcellerie au XVI^e siècle.

62. — Hermes. Bd. XXXIV, Heft 4, 1899. — *J. Kromayer*. Recherches de détail sur l'histoire du second triumvirat; suite (la bataille d'Actium et la trahison de Cléopâtre, 54 p. L'étude des localités et ce que nous savons de la manière dont alors on faisait la guerre prouvent à chaque pas l'exactitude du récit de Dion Cassius. Les raisons par lesquelles Plutarque explique la conduite d'Antoine doivent être rejetées. Kromayer étudie de près la guerre de blocus, les prépara-

tifs de la bataille et la bataille elle-même. Obligé de combattre, Antoine combattit en retraite, comme Napoléon en Égypte; pour sauver le tout, il abandonna un poste isolé. Sa tentative de suicide date, non du lendemain d'Actium, mais de la défection de Pinarius Scarpus. C'est seulement après la prise d'Alexandrie que le sort de la guerre fut fixé en faveur d'Octave). — L. MITTEIS. Les papyrus d'Oxyrhynchos. — Th. MOMMSEN. Les intérêts usuraires exigés par M. Brutus (traite des intérêts que Brutus exigea de la ville de Salamine en Chypre, en 58 av. J.-C. Mommsen blâme Cicéron, « qui avait moins à cœur d'être juste que de le paraître »). — Id. Les affranchis dans les fonctions publiques à Rome (l'exclusion des affranchis des services du palais impérial sous Théodose en 426 s'explique par l'extension de la « militia, » qui n'était accessible qu'aux libres). — Ludwig SCHMIDT. La guerre contre les Marcomans sous Marc-Aurèle (quelques remarques sur la colonne de Marc-Aurèle à Rome). — Th. REINACH. C. Cornelius Lentulus, L. F., proconsul (correction apportée par l'auteur à l'édition allemande de son *Mithridate*).

63. — **Neue Jahrbücher für das klassische Alterthum, Geschichte und deutsche Litteratur.** Jahrg. II, 1899, Heft 1. — Ed. LAMMERT. Le développement historique de la tactique grecque (c'est un fâcheux esprit d'exclusion qui écarta la cavalerie de l'armée après l'époque homérique. D'ailleurs, la cavalerie achéenne avait déjà, au temps d'Homère, dépassé la limite de ce qu'elle pouvait donner. Ce qui caractérise le sentiment national des Grecs dans tous les temps, c'est le dédain pour les guerriers légèrement armés combattant avec des armes de trait; aux temps historiques, ils n'apprécient que la tactique des hoplites. Le type de la tactique grecque fut fourni par les Spartiates jusqu'à ce que les Thébains eussent imaginé de nouvelles formations d'après des principes nouveaux. La Béotie, état essentiellement agricole, était arriérée au point de vue économique et d'autant plus capable de produire au point de vue militaire. Tactique nouvelle de la cavalerie; tactique améliorée des hoplites. Les idées tactiques d'Épaminondas aboutirent à la doctrine de l'économie des forces; Alexandre le Grand ne fit que la réaliser dans la pratique). — Otto ROSSBACH. Portraits grecs et romains (déterminations iconographiques d'après des monnaies et des pierres taillées. Portraits de Ptolémées, de Séleucides et du meurtrier de César, C. Cassius). — E. MOEK. Le peuple allemand (de quelques idées générales à propos du livre d'E.-H. Meyer). = Heft 2. Thaddée ZIELINSKI. La légende d'Oreste et l'idée de la justification. — Ernest KORNEMANN. Influence de l'Égypte sur l'empire romain (sous Auguste et ses successeurs, cette influence se fit sentir : 1^o sur l'organisation du principat et le règlement de certaines questions dynastiques dans la nouvelle monarchie de Rome; 2^o sur l'organisation des territoires non municipaux et sur la dépossession de la ville de Rome; 3^o sur la formation d'une bureaucratie impériale; 4^o sur la réorganisation des finances et des impôts. « L'ancienne Égypte, bien que soumise

au joug des conquérants mille ans déjà avant le Christ, a, même sur ce terrain, exercé une indélébile influence qui s'est fait sentir jusqu'à la fin du monde ancien »).

64. — Philologus. Bd. LVIII, 1899, Heft 1. — Alfred GUDEMAN. Sur la Germanie de Tacite (défend l'origine latine du mot « Germani. » Commente plusieurs passages controversés). — Ludwig GURLITT. Attius pigmentarius (Ciceron, *Ad Famil.*, XV, 17, 3. Attius pigmentarius est la dénomination satirique du jeune Octave). — H. POMTOW. Inscriptions de Delphes (publie, en addition à ses *Fasti delphici*, 17 inscriptions du mur oriental. Liste des 28 inscriptions de ce mur). — Albert DAMMANN. Le début de la guerre du Péloponèse (au point de vue historique et d'après Thucydide, le début de cette guerre est marqué, non par la chute de Platées, mais par la première invasion des Péloponéziens en Attique).

65. — Zeitschrift für deutsches Alterthum and deutsche Literatur. Bd. XLIII, 1899, Heft 1. — Joseph SCHATZ. De la langue dans laquelle sont écrits les noms du plus ancien livre de fraternisation de Salzbourg (s'appuie sur les travaux préparatoires de S. Herzberg-Frenkel pour la nouvelle édition qui doit paraître dans les *Monumenta Germaniae*). — Wilhelm BRUCKNER. Les sources de l'*Origo gentis Langobardorum* (cherche à retrouver les traces d'un poème allemand en allitération). — Félix NIEDNER. Le mythe du second jugement de Mersebourg (addition aux recherches de l'auteur sur la mort de Baldr et sur les Dioscures dans le Beowulf, parues aux tomes XLI et XLII de la *Zeitschrift*).

66. — Zeitschrift für Rechtsgeschichte. Bd. XXXII, 1898. Romanistische Abtheilung. — Hugo KRUEGER. *L'humanitas et la pietas* d'après les sources du droit romain (cherche à montrer que les passages du Digeste où les mots *humanitas* et *pietas* sont employés dans le même sens qu'*aequitas* dans Justinien ont été ajoutés par des compilateurs). — C.-Ed. ZACHARIAE VON LINGENTHAL. Additions aux catalogues de Lambecius-Kollar et de Nessel sur les mss. du droit byzantin qui sont conservés à la bibliothèque de Vienne. — Alfred PERNICE. Parerga; suite (hypothèses économiques de principes du droit romain; le point de vue du droit privé dans la doctrine des juristes romains). — Hermann ISAY. Un ms. nouvellement découvert du Klagspiel (à la bibliothèque de Trèves, 1481). — Paul KRUEGER. Sur les Basiliques (à propos de l'édition de Ferrini, Leipzig, 1899). — Ludwig MITTEIS. Trapezitika (le commerce et la banque dans l'antiquité d'après les papyrus de Berlin et ceux de l'archiduc Rainer). — H. ERMAN. Conceptio formularum, actio in factum et ipso jure factum. — Germanistische Abtheilung. Alfred von HALBAN. Pour servir à l'histoire du droit allemand dans les territoires de Tschernigow et de Poltava. — Th. KNAPP. Le servage en Allemagne depuis la fin du moyen âge (montre la profonde différence qui distingue

le servage dans l'Allemagne occidentale et orientale; dans l'ouest, il est un produit du moyen âge et dans l'est de l'époque moderne). — Heinrich BRUNNER. Nobles et simples hommes libres dans le droit carolingien (combat la théorie de la propriété foncière exposée par Ph. Heck dans son ouvrage sur les institutions judiciaires de la Frise en 1894; on ne saurait identifier les nobles avec les simples hommes libres). — Id. La part des morts en droit germanique.

67. — Historisch-politische Blätter für das katholische Deutschland. 1898, fasc. 9. — La couronne lombarde, dite couronne de fer; fin dans le fasc. 10. — Fasc. 10. Denys le Chartreux. — L'histoire de l'Église en Silésie au xv^e s. — 1899, fasc. 2. ENDRES. Un prince ecclésiastique du xvm^e s. (J.-B. Kraus, dernier prince-abbes de Saint-Emmeran à Ratisbonne, qui succéda en 1742 à Anselme Godin); suite dans le fasc. 3. — Fasc. 4. Le comte de Montalembert et la liberté de l'enseignement (d'après le vol. du P. Lecanuet); fin au fasc. 5. — J. SCHNITZER. Savonarole et l'Italie d'aujourd'hui (il serait nécessaire de revenir à la religion de Savonarole, qui a voulu sanctifier la liberté et la patrie par la loi morale). — Lacunes dans les Mémoires de Bismarck. — Fasc. 5. RATZINGER. L'histoire des administrations publiques en Autriche (compte-rendu élogieux de l'ouvrage du Dr Ignace Beidtel). — Fasc. 7. Histoire des sections religieuses dans l'Amérique du Nord (montre les mauvais côtés de l'extrême diffusion de ces sectes, contre Bryce, qui n'en voit que les beaux). — J. SCHNITZER. Pour servir à l'histoire du traité de Westphalie (revient sur la situation juridique faite à l'Alsace par le traité).

68. — K. Akademie der Wissenschaften. Sitzungsberichte der philosophisch-philologischen und historischen Classe. Munich, 1898, Bd. II, Heft 2. — Félix STIEVE. Pour servir à l'histoire de Wallenstein (publication posthume de 78 p. Raconte la vie de Wallenstein pendant les années 1609-1625; corrige souvent les opinions exprimées par Ranke, Hallwich, Gindely et d'autres historiens).

69. — Baltische Studien. Bd. II, 1898. — Hans PRUTZ. La conquête de Stralsund par le grand électeur (complète son ouvrage *Aus den letzten Jahren des Grossen Kurfürsten*, Berlin, 1897. Prutz suit les rapports rédigés par François de Pas de Feuquière, comte de Rébenac, qui succéda au marquis de Vitry comme plénipotentiaire militaire et agent diplomatique de Louis XIV auprès des généraux suédois comte de Wrangel et comte Königsmark, puis ambassadeur de France à Berlin de 1680 à 1688. Ces rapports sont conservés au dépôt des Affaires étrangères à Paris. Les succès des armées brandebourgeoises ont été exagérés; le sort de Stralsund était décidé avant que le grand électeur n'eût sérieusement attaqué. Sur l'idée de Frédéric-Guillaume de conclure une alliance avec la France, ils ne nous apprennent rien de nouveau. « Le resplendissant idéal dont on a entouré le grand électeur, son armée

et sa politique, est chimérique en plus d'un point essentiel ; il doit céder la place à une réalité moins éclatante, mais plus vraie »). — F.-A. SÜBERT. Rügen, Wittow, Arkona, Zudar et Peerd (étymologie de ces noms de lieu). — A. STUBENRAUCH. Recherches sur les îles d'Usedom et de Wollin (la découverte accidentelle d'objets préhistoriques montre que la ville mythique de Vineta ne peut avoir existé que sur l'emplacement de la ville actuelle de Wollin).

70. — Jahrbücher des Vereins für Meklemburgische Geschichte und Alterthumskunde. Jahrg. LXII, 1897. — C. MÖELLER. Histoire des postes en Mecklembourg-Schwerin (depuis les origines jusqu'en 1867 ; important pour l'histoire du commerce. 359 p.). — Jahrg. LXIII, 1898. Robert BELTZ. Objets de l'âge de pierre trouvés en Mecklembourg. — Richard WAGNER. L'alliance de Charlemagne avec les Obotrites (on ne peut la dater sûrement ; elle est probablement de 780. Le prince des Obotrites a reconnu formellement la suprématie franque ; l'alliance fut dissoute après la mort de Charlemagne). — H. SCHNELL. Les ordonnances ecclésiastiques en Mecklembourg.

71. — Mittheilungen des Vereins für Geschichte und Landeskunde von Osnabrück. Jahrg. XXIII, 1898. — BAER. Liste complète des ouvrages composés sur la politique et les sciences par J.-K. Bertram Stuve, bourgmestre d'Osnabrück et ministre de Hanovre (important pour l'histoire politique de l'Allemagne dans la première partie de ce siècle). — W. WÖECKERING. La situation confessionnelle dans l'évêché d'Osnabrück au 1^{er} janvier 1621 (cette date est importante, parce que l'année 1624 a été considérée par le traité de Westphalie comme l'« annus normalis » pour ce qui concerne les biens d'Église et la pratique du culte).

72. — Oberbayerisches Archiv für vaterländische Geschichte. Bd. L, Ergänzungsheft. — Pirmin LINDNER. Familia S. Quirini in Tegernsee ; les abbés et les moines de l'abbaye bénédictine de Tegernsee depuis les plus anciens temps jusqu'à leur disparition (1861) ; les œuvres littéraires qu'ils ont produites ; 2^e partie (mémoire de 318 p., avec des lettres inédites).

73. — Preussische Jahrbücher. Bd. XCV, 1899, Heft 2. — Max LENZ. Bismarck (discours commémoratif prononcé à l'Université de Berlin ; montre Bismarck en perpétuel antagonisme avec les tendances de la démocratie allemande et du libéralisme depuis 1848). — Albrecht WIRTH. D'un peu partout (parle des publications récentes sur la politique coloniale en Afrique et en particulier du livre d'E.-P. Evans : *Beiträge zur amerikanischen Literatur- und Culturgeschichte*, Stuttgart, 1898). — A. WOLFSTIEG. Cécile de Courtot (étude critique sur les mémoires de la baronne de Courtot publiés par Moritz de Kaisenberg à Leipzig en 1898. Le livre est un roman et rien de plus ; c'est une

compilation pure et pleine de contradictions. Les mémoires et les lettres sont également faux). — B. LANDSBERG. Histoire de l'ambre et de son extraction.

74. — Verhandlungen des historischen Vereins von Oberpfalz und Regensburg. Bd. L, 1898. — J.-B. GOETZ. Histoire de la paroisse et des bénéfices de Dietfurt de 1540 à la sécularisation de 1802 (121 p.). — VON BIBRA. Contributions à l'histoire des landgraves de Leuchtenberg (122 p.). — Hugo, comte de WALDERDORFF. Les constructions romaines du Koenigsberg près de Ratisbonne.

75. — Westdeutsche Zeitschrift für Geschichte und Kunst. Jahrg. XVII, 1898, Heft 4. — Paul RICHTER. Les écrivains de l'abbaye bénédictine de Maria-Laach. — Contributions à l'histoire monastique et littéraire du pays rhénan ; suite (l'humanisme à Maria-Laach et dans les monastères rhénans en général. Traité surtout des œuvres composées par le moine et abbé Joh. Butzbach Pontanus vers la fin du XVI^e s. Montre la réaction réciproque dans l'esprit monastique de l'humanisme et de la scolastique).

76. — Zeitschrift des Aachener Geschichts-Vereins. Bd. XX, 1890. — Hermann VELTEN. Procès de gens d'Aix-la-Chapelle devant le tribunal de la chambre impériale ; suite (943 numéros). — F.-X. BOSBACH. Le plus ancien nécrologue de Burtscheid (conservé à la bibliothèque royale de Berlin ; les plus anciennes mentions sont antérieures à 1307. Texte et index, 85 p.). — Ed. ADENAZ. Découvertes archéologiques faites à Aix jusqu'en 1898 (objets antiques et du moyen âge. Avec une carte, 50 p.). — E. TEICHMANN. Nouvelles contributions à la légende de Fastrade (résume l'état de la question et en particulier l'étude de G. Paris dans le *Journal des Savants*, 1896. Le récit fourni par le diplôme contient une légende populaire d'Aix qui a été assez répandue et qui était destinée à remplacer les données historiques qui faisaient défaut). — J. BUCHKREMER. L'atrium de la chapelle du palais carolingien d'Aix (explications architectoniques). — W. BRUENING. Le bourgmestre Dauven en 1777 (publie une lettre intéressante pour l'histoire des luttes politiques dans la ville).

77. — Zeitschrift für Geschichte und Alterthumskunde von Westphalen. Bd. LVI, 1898, Abth. 1, Münster. — J. LINNEBORN. La situation des monastères bénédictins en Westphalie pendant les cinquante années qui ont précédé leur annexion à la congrégation de Bursfeld (tentative de réforme bénédictine au XV^e s.). — Ludwig SCHMITZ. La nomination de Henri de Schwarzbourg à l'évêché de Münster en 1466 (d'après de nombreux documents d'archives). — Abth. 2, Paderborn. SPANCKEN. Le monastère cistercien de femmes à Holthausen, près de Bueren (jusqu'à sa dissolution en 1811). — Fd. X. SCHRADER. Confirmations par le pape d'évêques de Paderborn, 1463-1786 (d'après les *Acta consistorialia* conservés aux archives de la S. Congregatio consis-

torialis à Rome et dans d'autres bibliothèques). — Wilhelm RICHTER. Ferdinand de Fürstenberg et ses œuvres (biographie de ce prince-évêque, qui publia les *Monumenta Paderbornensia*, 1669, et qui eut aussi une part importante aux *Annales Paderbornenses* de Schaten). — Franz TENCKHOFF. Les rapports de l'évêque de Paderborn, Badurad (815-862), avec Louis le Pieux et ses fils. — KUHLMANN. Le pape Léon III dans le pays de Paderborn en 799.

78. — Bulletin international de l'Académie des sciences de Cracovie. Comptes-rendus des séances. 1898, décembre. — Abbé Fijałek. Études sur l'histoire de l'Université de Cracovie et principalement de la Faculté de théologie au xv^e s. (ouvrage très bien documenté). — J. Czubek. Jean Chrysostome Pasek de Goslawice, d'après des documents inédits, 1667-1701 (critique minutieuse des Mémoires de cet écrivain, si intéressants pour l'histoire des mœurs à la fin du xv^e s. Ils furent écrits de 1691 à 1695. La comparaison avec les documents d'archives tendent plutôt à en diminuer l'autorité). — 1899, janvier. Olechnowicz. *Crania polonica*.

79. — The Athenaeum. 1898, 4 février. — Sir William Butler. The life of sir George Pomeroy-Colley, 1835-1881, including services in Kaffraria, in China, in Ashanti, in India and in Natal (bons récits de campagne, surtout en Chine et dans l'Afrique méridionale. Colley fut tué d'une balle à la tête dans la défaite que les Boers infligèrent aux Anglais à Majuba en 1881. A retenir son appréciation sur l'incendie du palais d'Été qu'il estime avoir été nécessaire et avoir produit sur les Chinois une salutaire impression). — Al. Krausse. China in decay; a handbook to the Far Eastern question (bon). — H. C. Thompson. Rhodesia and its government (ouvrage bien renseigné). — L'origine du nom de Chaucer (W. Skeat : c'est chauffe-cire). — Une petite Fronde (H. Hall : histoire de la conspiration de Rohan et de La Tréaumont, ou La Truaumont, en 1674. L'auteur a utilisé des relations envoyées par les Anglais que le gouvernement anglais entretenait à Paris). — Les pierres noires du « Comitium » (Lanciani : pavage en pierres noires trouvé entre le Forum et le Comitium ; c'est un exemple unique, dont la signification n'est point facile à donner. Le peuple a déclaré que c'était tout simplement le tombeau de Romulus). — Découvertes récentes au Forum romanum (par Borsari). — 11 février. Ch. Stuart Parker. Sir Robert Peel, vol. II et III (important; l'auteur a extrait toute la substance des papiers de sir Robert; on n'a encore rien écrit de plus utile pour l'histoire parlementaire de l'Angleterre de 1827 à 1850). — Sir Robert Cadell. Sir John Cope and the Rebellion of 1745 (ouvrage qui fourmille d'erreurs). — Mary Kingsley. West African studies (descriptions très savantes du pays; critique passionnée et juste du système pratiqué par le gouvernement anglais

dans ses possessions ouest-africaines). — *Colyer-Fergusson*. The marriage registers of Saint Dunstan's, Stepney. — *Löwenberg et Brierley*. The registers of the parish church of Bury, 1590-1616. — *J. M. Cowper*. Canterbury marriage licences, 1677-1700. — Memoirs, diary and correspondance of Charles Boothby (blessé à Talavera, Boothby fut recueilli par les Français sur le champ de bataille ; il fallut lui couper la jambe. Prisonnier en Espagne, puis en France, il fut partout traité avec une grande courtoisie. Ses mémoires sont intéressants pour l'histoire des guerres de la Péninsule). — Le statut de Westminster en 1285 (Kastner montre que la traduction de ce statut faite au XVI^e siècle fourmille d'erreurs). — 18 février. *Hore*. Eighteen centuries of the Orthodox greek church (insuffisant). — *H. C. Lodge*. The story of the Revolution (œuvre de parti, résolument hostile aux Anglais). — La Palæographical Society (Round propose d'utiles corrections à la date assignée dans les publications de la Société à trois chartes du XII^e siècle, et même au texte de ces chartes). — 25 février. *Sir Henry Keppel*. A sailor's life under four sovereigns (intéressants mémoires d'un nonagénaire, actuellement amiral de la flotte britannique). — 4 mars. *Margaret M. Verney*. Memoirs of the Verney family, 1660-1696 (ce dernier volume, d'un intérêt moins dramatique que les précédents, est peut-être plus curieux pour l'histoire sociale). — *Pollard, Heath, Liddell et Mac Cormick*. The works of Geoffrey Chaucer (excellente édition où les textes sont souvent heureusement améliorés). — 11 mars. *Sir Mountstuart E. Grant Duff*. Notes from a diary kept chiefly in Southern India, 1881-1886 (quelques anecdotes intéressantes ; l'auteur a été gouverneur de Madras). — *S. Dill*. Roman society in the last century of the Western Empire (beaucoup d'érudition et de talent). — De l'ordre donné à Culloden de ne pas faire de quartier (W. Roberts : cet ordre n'existe pas ; on connaît trois exemplaires des ordres donnés aux divers généraux jacobites la veille de la bataille, tous écrits de la main de George Murray. Les mots « no quarter » ne s'y trouvent pas). — 18 mars. *Mrs. H. Fraser*. A diplomatist's wife in Japan (recueil de charmantes lettres écrites par la femme du représentant de l'Angleterre au Japon pendant les années 1889-1892). — *Kenyon*. The palæography of greek papyri (excellent). — 25 mars. *Oman*. Elementary history of Greece (manuel clair, agréable, assez bien informé). — 1^{er} avril. *Trevelyan*. England in the age of Wycliffe (beaucoup de travail, de l'intelligence, mais l'œuvre n'a pas été assez mûrie et les recherches sont incomplètes. La partie relative au soulèvement des Travailleurs en 1381 est la meilleure du livre). — *J. Sturges*. A boy in the peninsular war : the services, adventures and experiences of Robert Blakeney (entré au régiment à quinze ans, Blakeney arrive en Portugal en 1808 ; il trace un tableau très animé des mœurs soldatesques ; l'indiscipline et l'ivrognerie déshonoraient l'armée anglaise). — Les résidences de Thomas Paine à Paris (pendant la Révolution ; art. de Moncure D. Conway).

80. — The archaeological Journal. Nouvelle série, t. I (1894). — J. W. LEAG. Le sacre des rois d'Angleterre (traite surtout des pièces de vêtement que portaient les souverains). — J. H. ROUND. De l'introduction des armoiries en Angleterre (des armes de la famille de Clare au XII^e siècle). — T. J. WILLSON. La tombe de saint Hugues à Lincoln. — St John HOPE. Inventaire des joyaux et de la vaisselle possédés par le collège de All souls', Oxford, en 1448. — Alfr. HIGGINS. Sculpteurs florentins en Angleterre dans la première moitié du XVI^e siècle; les tombes du cardinal Wolsey et du roi Henri VIII. — FLETCHER. Les archives municipales de Shrewsbury. — St John HOPE. Les armoiries de l'université et des collèges de Cambridge, ainsi que des cinq professeurs du roi. — G. E. FOX. Silchester (avec le plan des fouilles exécutées dans cette ancienne ville romaine). — T. II, 1895. Ch. COX. L'industrie minière et la métallurgie romaines en Angleterre et en Galles. — St John HOPE. Armoiries des villes anglaises. — ATKINSON. De la signification des noms de lieu anglais. — T. III, 1896. B. LEWIS. Antiquités romaines de Carinthie. — Henry SHARPE. Rutupiae (notes archéologiques sur cette ancienne ville romaine, aujourd'hui Richborough). — BRADBROOK. L'ethnographie du comté de Kent. — St John HOPE. Inventaires des biens de trois prieurs de Christchurch, à Cantorbéry (XIV^e siècle). — G. E. FOX. Forteresses élevées par les Romains sur les côtes du Kent (avec des plans de Regulbium, de Rutupiae et de Portus Lemanis). — T. IV, 1897. St John HOPK. Notes sur l'abbaye bénédictine de Saint-Pierre de Gloucester (avec plusieurs plans). — FOX. Urionium (compte-rendu détaillé des découvertes archéologiques faites sur l'emplacement de cette ancienne ville romaine, aujourd'hui Wroxeter. Avec un grand nombre de plans et de dessins). — James HILTON. La pierre du couronnement à l'abbaye de Westminster (c'est l'ancienne pierre sur laquelle les rois d'Écosse étaient couronnés à Scone. Légendes propagées par les historiens écossais à ce sujet. Les géologues déclarent que cette pierre vient, non pas de l'Orient, mais de l'Écosse même, dans la région d'Argyll). — Vicomte Arthur DILLON. Inventaire des biens meubles ayant appartenu à Thomas, duc de Gloucester, et qui furent saisis dans son château de Pleshy, c. Essex, en 1397 (cet inventaire est en français; il contient la mention d'un assez grand nombre de manuscrits). — HAVERFIELD. Une villa romaine à Friford.

81. — The Journal of British archaeological Association. Nouvelle série, t. I, 1895. — W. DE GRAY BIRCH. Notes sur l'importance de préserver les archives et les antiquités littéraires du pays de Galles. — J. S. EARWAKER. Actes anciens relatifs au manoir de Manchester, actuellement conservés dans les archives de cette ville (ils ne remontent pas plus haut que le XIV^e siècle). — A. WYON. Sceaux des évêques de Winchester. — Sparrow SIMPSON. Note sur la tête de Simon de Sudbury, archevêque de Cantorbéry, relique conservée dans l'église de Saint-Grégoire à Sudbury, Suffolk. — W. DE GRAY BIRCH. Notes

historiques sur l'abbaye de Whalley (abbaye cistercienne fondée en 1178). — J. CAVE-BROWNE. Otham; son église et son manoir. — Miss EDITH BRADLEY. L'abbaye de Glastonbury. — R. E. HOOPPEL. Manchester à l'époque romaine; routes qui y conduisaient et qui en partaient. — L. BROCK. Fouilles d'une villa romaine dans le Wadfield, près de Sudeley Castle, comté de Gloucester. — H. C. MARSH. La voie romaine de Blackstone Edge. — C. MAKINSON. Les archives anciennes du bourg de Salford (depuis le xvi^e siècle). — T. II, 1896. C. R. B. BARRETT. Le château de Caister et sir John Fastolfe. — C. H. COMPTON. Notes sur l'abbaye de Croxden. — H. Syer CUMING. Sur le *dolium* et le *doliolum*. — W. J. LACH-SZYRMA. Saint Chad et la conversion de l'Angleterre centrale. — T. BLASHILL. Anciennes méthodes de labour. — T. W. TONKS. Sceaux et masses en usage dans les bourgs. — W. DE GRAY BIRCH. De quelques contributions relatives à l'histoire de l'abbaye bénédictine de Burton-on-Trent (publie le catalogue des livres possédés par l'abbaye au xii^e siècle et donne l'analyse d'un assez grand nombre de chartes concernant cette abbaye du xii^e au xiii^e siècle). — W. MONEY. La guilde ou compagnonnage des drapiers de Newbury. — A. C. FRYER. Emblèmes romains trouvés à Trèves.

82. — The Contemporary Review. 1899, février. — MAETERLINCK. Le 18 Brumaire (réflexions sur la notion du Destin et de la Justice; en quoi Napoléon a été l'instrument du Destin et la victime de la Justice qu'il outragea. Chapitres inédits de *la Sagesse et la Destinée*). — Mars. T. Gibson BOWLES. La notion perdue de la guerre (des méthodes à suivre pour diminuer les horreurs de la guerre). — Prince Baldassare ODESCALCHI. Les Garibaldiens et le Vatican (il n'y a plus aucune raison de combattre la Papauté, puisqu'elle a perdu son pouvoir civil).

83. — The Nineteenth Century. 1899, mars. — Vicomte DE PONCINS. Le mythe de Ménélik (Ménélik est certainement un habile homme, mais c'est un aventurier; la victoire d'Adoua n'a eu qu'un résultat: celui d'inspirer aux Abyssins le mépris de tous les blancs, sans distinction. Ils s'imaginent qu'ils n'ont plus rien à apprendre d'eux. Cette opinion qu'ils ont d'eux-mêmes leur interdit à l'avenir tout progrès). — Le sac de Yang-tchéou en 1644; récit chinois traduit par le prof. Robert K. Douglas. — Avril. Lord BRASSEY. La fédération australienne. H. W. HOARE. La Bible anglaise, de Henri VIII à Jacques I^{er}.

84. — Archivio della Società romana di storia patria. Vol. XXI, 1898, fasc. 1-2. — Fr. PAGNOTTI. Niccolò de Calvi et sa Vie d'Innocent IV, avec une brève introduction sur l'historiographie pontificale aux xiii^e et xiv^e s. (œuvre posthume d'un jeune érudit qui s'était proposé d'écrire la biographie du pape Innocent IV d'après les sources imprimées et manuscrites. Il ne put terminer que celle d'un de ses biographes, Niccolò de Calvi, qui fut évêque d'Assise en 1247 et mou-

rut en 1273. Publie en appendice : 1^e le catalogue de 43 documents relatifs à Niccolò et 2^e sa *Vita Innocentii IV*). — V. FEDERICI. L'ancien évangéliaire des archives de S. Maria in Via lata. — M. ROSI. Quelques documents relatifs à la libération des principaux prisonniers turcs faits à la bataille de Lépante. — F. HERMANIN. Le diptyque de Rambona (diptyque en ivoire de la fin du IX^e siècle). — M. ROSI. Un remède contre la peste offert à Clément VII. — Bibliographie : *Simonsfeld. Historisch-diplomatische Forschungen zur Geschichte des Mittelalters* (deux articles remarquables sur un fragment de l'œuvre d'Obon de Ravenne, qui contient le texte du traité de paix de Venise en 1177, et sur la bulle d'indulgence qu'Alexandre III accorda dans le même temps aux pèlerins qui visiteraient l'église de Saint-Marc). — Fascicules 3-4. F. POMETTI. Études sur le pontificat de Clément XI, 1700-1721 (met en œuvre beaucoup de documents, dont beaucoup sont inédits. A noter ceux qui se rapportent à la guerre de la Succession espagnole. Ce mémoire de 178 pages vaut un volume). — P. FEDELE. Chartes du monastère des saints Côme et Damien « in Mica aurea ». Première partie, X^e et XI^e siècles (publie 19 chartes, précédées d'une longue introduction). — A. LUMBROSO. L'escalade du Quirinal, 6 juillet 1809 (publie un récit de l'arrestation du pape par le général Radet et trois dessins du temps représentant divers épisodes de ce coup de force, avec la liste de ceux qui aidèrent Radet à forcer l'entrée du palais pontifical). — M. ROSI. L'ambassade du pape Jean I^{er} à Constantinople, d'après les principaux historiens.

85. — Archivio storico italiano. 1898, disp. 4. — R. DAVIDSOHN. Une religieuse du XII^e siècle (a retrouvé et publie un important fragment d'une enquête faite dans un procès de patronage du monastère de Rosano ; ce monastère était dirigé par Sofia, abbesse de Pratovecchio, fille, sœur et tante des comtes Guidi Guerra, puissants dans la Toscane romagnole. Ces documents intéressent l'histoire florentine vers la fin du XVI^e siècle). — Giuseppe RONDINI. Hommes et choses de la Renaissance nationale en Italie, d'après la correspondance de J.-P. VIEUSSEUX. — Guido BONOLIS. Contribution à l'histoire des assurances à Florence (publie la plus ancienne loi connue sur cette matière ; elle est du 9 mai 1393, antérieure par conséquent à celle du 17 mars 1394 (n. st.), qui passa tout entière dans le statut de 1523). — L.-G. PÉLISSIER. Quelques documents inconnus sur Caterina Sforza, 1498-1500. — Ag. ZANELLI. Un présumé trésor du comte Carmagnola (dénoncé un siècle après sa mort ; c'était 200,000 écus. On fouilla sans rien trouver). — G.-O. CORRAZZINI. La mort d'Hugou de Bassville, d'après un récit contemporain. — Bibliographie : *Fr. Rühl. Chronologie des Mittelalters und der Neuzeit* (remarquable). — A. DOREN. Entwicklung und Organisation der Florentiner Zünfte im 13 und 14 Jahrh. (important et neuf). — Ouvrages divers sur l'histoire de Cuneo. — *Alfonso Professione. Siena e le compagnie di ventura nella seconda metà del secolo XIV* (très intéressant).

— *G. Bossi*. La Pasquinata « quod non fecerunt barbari fecerunt Barberini » (contestable). — Le gallerie nazionali italiane; notizie et documenti anno III (collection admirable). — *Marmottan*. Élisa Bonaparte (très attachante biographie qui s'arrête actuellement à 1804). — *Mondaini*. La questione dei negri in America (ouvrage très bien documenté).

86. — Archivio storico lombardo. 1898, 31 déc. — Fr. NOVATI. Seize lettres inédites de M. G. Vida, évêque d'Albe, publiées et annotées, avec un excursus concernant la famille, les prébendes, les testaments de Vida et un appendice de documents (Vida est l'auteur d'une *Christiade*, qu'il composa à la demande de Léon X. Ses seize lettres sont de 1538 à 1542; plusieurs sont adressées à Joachim Du Bellay. Elles sont toutes en latin). — Z. VOLTA. La faculté de théologie dans les premiers temps de l'Université de Pavie (à la fin du XIV^e siècle). — Baldassare BERNASCONI et P. MOIRAGHI. Les anciens murs de Côme. — Luca BERTRAMI. De l'époque où a été construite la basilique ambrosienne (il y a de bonnes raisons pour dire qu'elle est plutôt du IX^e s. que du XII^e). — Bulletin bibliographique : juin à déc. 1898.

87. — Archivio storico per le provincie napoletane. Anno XXIII, fasc. 4. — F. CERASOLI. Grégoire XI et Jeanne I^e de Naples ; suite. — B. CROCE. Polichinelle et le personnage du Napolitain dans la comédie ; fin. — M. D'AYALA. Les francs-maçons de Naples au XVIII^e s. ; fin (le procès de Pallante fut une manœuvre dirigée par les francs-maçons. Tannucci, « qui ne connaissait ni les temps ni les hommes au milieu desquels il vivait », fut très maladroit et sa maladresse fut cause de l'imbroglio judiciaire où le procès jeta le gouvernement).

88. — Archivio storico siciliano. Anno XXIII, 1898, fasc. 1-2. — C.-A. GARUFI. Monnaies et médailles dans l'histoire du droit sicilien, des Arabes aux rois aragonais, 1^{re} partie (article richement documenté de 171 pages, avec une abondante bibliographie, une table des monnaies et des documents inédits). — I. CARINI. Anecdotes siciliennes ; fin (liste des livres chinois donnés à la Vaticane par le P. Couplet en 1685 ; notes historiques relatives à la vie et aux œuvres de Tommaso Campailla, patricien de Modica, écrits par l'abbé D. Schiavo de Palerme en 1762, etc.). — SALOMONE MARINO. Mélanges sur l'histoire de la Sicile du XIV^e au XIX^e siècle ; suite (le vice-roi d'Ossuna, etc.). — Bibliographie. U. FALCANDO. La Historia o Liber de regno Sicilie e la Epistola ad Petrum Panormitanum ecclesie thesaurarium, edit. G.-B. Siragusa (bonne édition). — G. ARCOLEO. Palerme e la coltura in Sicilia (conférence intéressante). — *Lagumina*. Le Giudaiche di Palermo e di Messina, descritte da Obadia di Bertinoro (les lettres d'Obadia di Bertinoro, savant rabbin qui vint en Sicile en 1484, sont de la plus haute importance pour l'histoire du judaïsme en Sicile). — *Galatti*. La rivo- luzione e l'assedio di Messina, 1674-1678 (2^e édition très augmentée, mais encore trop hâtive). — L. PALOMES. Dei frati minori e delle

loro denominazioni (nouv. édit., revue et très augmentée). — *V. Gramignani*. Memorie storico-biografiche di Pietro Gramignani, 1815-1896 (intéressant).

89. — Rivista storica italiana. 1898, nov.-déc. Vol. III, fasc. 6.
 — *E. Cicotti*. La storia et l'indirizzo scientifico del secolo xix (bon article de revue). — *E. Musatti*. La storia politica di Venezia (exposé clair et simple; l'auteur est mieux à son aise dans l'histoire moderne que dans celle du moyen âge). — *Cappelletti*. Storia della città e stato di Piombino (bon). — *Armellini*. Lezioni di archeologia cristiana (excellent). — Ambrosiana (excellent recueil de mémoires réunis pour célébrer le quinzième centenaire de la mort de saint Ambroise). — *A. Dina*. Il comune Beneventano nel Mille, e l'origine del comune medioevale in genere (excellente brochure). — *Holtzmann*. Wilhelm von Nogaret (biographie très instructive et étudite). — *L. Bertano*. Guglielmo IV et Bonifacio I, marchesi di Monferrato (discussion de dates; quelques critiques sur les sources de la troisième croisade). — *D. Marzi*. Notizie storiche intorno ai documenti ed agli archivi più antichi della Repubblica fiorentina, secolo xii-xiv (intéressant). — *G. Clementi*. Un Savonarola del secolo xiv : il beato Venturino da Bergamo (intéressant essai sur les écrits de ce dominicain, qui vécut de 1304 à 1346, mais qui ne fut pas brûlé comme hérétique, puisqu'il a été béatifié). — *A.-D. Pierragues*. Giornali del principe d'Orange nelle guerre d'Italia, 1526-1530 (excellente édition). — *Mac Swiney de Massanaglass*. Le Portugal et le Saint-Siège : I, les épées d'honneur envoyées par les papes aux rois de Portugal au xv^e siècle (peu important et pas nouveau). — Travaux récents sur l'époque du « Risorgimento. »

90. — Indicateur d'histoire suisse. Nouv. série, 29^e année, 1898, n° 1. — *G. MEYER DE KNONAU*. Discours prononcé à l'ouverture de la réunion annuelle de la Société générale d'histoire suisse, à Trogen, le 7 septembre 1897. — *O. RINGHOLZ*. La plus ancienne liste des reliques et des inventaires de l'église d'Einsiedeln. — *R. HOPPELER*. Les chevaliers de Galdeney (Valais). — *H. TUERLER*. Deux documents sur la confrérie des joueurs de fifres à Berne en 1507. — Liste des publications parues en 1897 relatives à l'histoire suisse (3 art.). — N° 2. *J. HAENE*. Liste des habitants de la ville de Saint-Gall ayant pris part à la bataille de Frastenz, 1499. — *Fr. de JECKLIN*. Relations contemporaines des batailles de Frastenz et de Dornach. — *A. BERNOLLI*. Lettres de la Diète à Jules II (14 sept. 1510), d'Octave Sforza à Zurich (1512), de Léon X (1513) et d'Henri VIII (1516) à la Diète. — *Ad. FLURI*. Le bernois Gut-schenkel (1510-1528). — *L.-E. ISELIN*. Noms de lieux et chartes du Valais. — N° 3. *A. BUCCHI*. Documents relatifs aux négociations des cantons avec Galéas-Marie Sforza et à l'expédition dans le Sundgau (1466-1468). — *J. HAENE*. Un chant populaire contre la Suisse (1548).

— H. TUERLER. Conrad Tuerst. — Th. DE LIEBENAU. Rapport zuricois du 11 janvier 1477 sur la bataille de Nancy. — R. STECK. La cocarde tricolore helvétique de 1798. — N° 4. J. HAENE. La source principale de Joachim de Watt pour son récit des guerres de Bourgogne. — G. TOBLER. Le chef des Schwyzois à la bataille de Morat. — A. BERNOLLI. Le traité de Dijon du 13 septembre 1513. — Ant. KUECHLER. Baillis et landammann d'Unterwald. — A. BERNOLLI. Documents inédits sur la diète de Lucerne du 24 mars 1528.

91. — *Jahrbuch für schweizerische Geschichte*. Bd. XXIII, 1898. — Walt.-L. KELLER. L'historien Louis Vulliemin. — Alb. BURKHARDT-FINSLER. Le passage des Alliés par Bâle. — HOW. EUGSTER. L'entrée d'Appenzell dans la Confédération. — K. DAENDLICKER. Les plébiscites zuricois de 1521 à 1798. — J. JEGERLEHNER. Les relations politiques de Venise avec les ligues grises, spécialement au XVIII^e s.

92. — *Videnskabernes Selskabs Skrifter*. 6^e série, section des lettres, vol. IV, n°s 4-5. — Julius LANGE. Étude sur la représentation de la figure humaine dans la première grande période de l'art grec. — J.-L. USSING. La Clidouchos de Phidias.

93. — *Oversigt over Videnskabernes Selskabs Forhandlinger*. 1897. — H.-F. ROERDAM. Résidents français près la cour de Danemark au XVI^e s. = 1898. L. WIMMER. L'origine du mot « vederlag » dans le Vederlagsret. — Kr. ERSLEV. Formation de la noblesse danoise.

94. — *Historisk Tidsskrift*. 7^e série, vol. I. — Aage FRIS. Frédéric VI et la seconde élection d'un successeur au trône de Suède en 1810. — Nina BANG. L'exportation de bœufs au XVI^e s. — Emil MADSSEN. La cavalerie des années danoises au XVI^e s. — Kr. ERSLEV. Henri de ÅEmeltorp (études sur les sources vraies et fausses du règne de Christophe I^{er}). — THISET. La noblesse danoise des XVI^e et XVII^e siècles (il est inexact de dire, comme on l'a prétendu, que la noblesse ait subi à cette époque une déchéance; polémique contre M. G. Bang et réponse de celui-ci dans le numéro suivant). — Kr. ERSLEV. Une erreur sur le calendrier du moyen âge (en Danemark, l'année n'a jamais commencé, comme on l'a dit dans certains livres, au jour de saint Tiburtius). — MACKEPRANG. Bibliographie historique, 1896-97. — Comptes-rendus : Mollesen. Les papes d'Avignon dans leurs rapports avec le Danemark (bon). — Nouvelles concernant le mouvement historique en Danemark et à l'étranger.

CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

France. — M. BEAUTEMPS-BEAUPRÉ est mort le 15 février dernier, à l'âge de soixante-quinze ans. Nous avons plusieurs fois mentionné son remarquable ouvrage sur les *Coutumes et institutions de l'Anjou et du Maine antérieures au XVI^e siècle* (4 vol., 1877-1883). On lui doit encore l'édition des *Coustumes du pays de Vermandois et ceux d'environ* (1858) et du *Livre des droiz et des commandemens de justice* (1865).

— M. Berthold ZELLER est mort le 4 avril dernier, à l'âge de cinquante-un ans. On lui doit plusieurs ouvrages bien documentés sur Henri IV, Marie de Médicis et les premières années du règne de Louis XIII; il y avait surtout mis en œuvre les renseignements fournis par les ambassadeurs vénitiens. On lui doit aussi la collection de ces petits volumes de *l'Histoire de France racontée par les contemporains* qui ont eu un succès de bon aloi et qui ont été imités hors de France.

— Le Congrès des Sociétés savantes s'est tenu cette année à Toulouse, les 4-8 avril derniers. Nous empruntons au *Journal officiel* l'indication et l'analyse des lectures susceptibles d'intéresser les historiens : 1^o *Section d'histoire et de philologie* : GUESNON. La confrérie de Saint-Dominique des barbiers-chirurgiens, instituée au couvent et sous le patronage des Frères prêcheurs d'Arras, en avril 1247. — Baron DE RIVIÈRES. Des noms de baptême usités dans les registres des deux paroisses du diocèse d'Albi, archidiaconé de Gaillac : Saint-Blaise de la Bastide-Montfort et Saint-Pierre de Senouillac, de 1606 à 1726. — Abbé DUFFAUT. Des prénoms usités à Montgiscard en 1245 et de 1588 à 1792. — VIGNAUX. A quelle époque la langue populaire s'est-elle substituée au latin dans la rédaction des actes administratifs dans la région toulousaine? (le latin resta la langue officielle jusqu'au XVI^e siècle et ne fut remplacé que par le français. Dans les registres de parlement, le français fut substitué au latin dès 1444). — R. ASTIER. *L'abacus de Gerbert* et l'origine du système de la numérotation décimale. — A. BLANC. Le rappel du duc d'Anjou et l'ordonnance du 15 avril 1380. — Abbé ESPARBÈS. Du commencement de l'année à Toulouse (les systèmes suivis à Toulouse de 1400 à 1525 furent les suivants. L'année commençait : 1^o le 25 décembre, comme on le voit dans plusieurs registres du chapitre de Saint-Étienne ; 2^o le 25 mars. C'était l'usage suivi à la maison commune ; 3^o le jour de Pâques. C'était l'usage suivi au parlement depuis son institution. C'était aussi l'usage observé par la chancellerie royale. Pas d'exemples chez les notaires ; 4^o le premier

jour d'avril. Le registre 118 du fonds de Saint-Étienne (aux archives départementales) nous présente la particularité suivante : au folio 92 nous trouvons un acte du 31 mars 1405. L'acte suivant porte la date du 1^{er} avril 1406. Nous trouvons d'autres exemples aussi concluants, non seulement dans ce même registre, mais chez des notaires, comme Louis Du Boys, Clavelli, Mandinelli, etc. De 1400 à 1450, on peut citer quinze notaires qui commencent l'année le 1^{er} avril ; de 1450 à 1500, nous en trouvons douze ; de 1500 à 1520, il n'y en a plus que quatre ; en 1555, un seul. Quant à l'usage du 25 mars, nous l'avons trouvé de 1500 à 1565 chez plus de trente notaires, tandis que nous n'en trouvons que six de 1400 à 1500. D'après cela, on pourrait dire que la date du 1^{er} avril pour le changement d'année a été en faveur au xv^e s. et celle du 25 mars au xvi^e. — Abbé DUBOIS. Texte des coutumes de Galapian (concédées le 13 février 1288, elles ne sont connues que par une copie en français du 24 août 1487. Galapian appartint d'abord aux Rovinhan, puis aux Xaintrailles). — GALABERT. Les coutumes de Galembrun, 14 mai 1290 (concédées par les barons de Launac à un simple village). — Abbé TAILLEFER. Complément des coutumes de Sauveterre, novembre 1289. — VIGÉ. Texte des coutumes inédites de Belvès, Dordogne. — CUISSARD. Le contrat de mariage de Jacques Bongars avec Odette Spifame (ce mariage ne fut jamais célébré, la jeune fille étant morte presque subitement en février 1597, peu de jours après son arrivée à Strasbourg, où elle venait de rejoindre son fiancé, retenu en Allemagne pour le service du roi). — ADHER. Les agents nationaux du district de Toulouse, 1793. — BALSEINTE. Des levées de troupes exécutées en 1793-1795 dans le district de Grenade, Haute-Garonne. — GALLAND. L'agent national près du district de Laval. — MORLOT. Séjour des Acadiens dans la généralité de Caen, 1758-1789. — Abbé RICAUD. Monestier du Puy-de-Dôme en mission dans le département des Hautes-Pyrénées, an II. — GROS. Les mémoires inédits du conventionnel Jean-Pierre Picqué. — Louis VERGNE. Une héroïne languedocienne : Françoise de Césely (succéda à son mari dans le gouvernement de Leucate en 1589). — RUMEAU. L'assistance publique pendant la Révolution à Grenade, Haute-Garonne. — Léon CREISSELS. Les vieilles archives notariales (fait l'histoire du dépôt d'archives notariales de Toulouse, qui a été créé en 1707). — Abbé FERRAN. Les archives municipales de Pamiers et leurs différents inventaires. — BAGUENAULT DE PUCHESSE. La révolte et la mort du maréchal de Bellegarde, en décembre 1579. — BOURDEAU. Les archives de l'ancienne généralité de Montauban. — Abbé REQUIN. Le testament du cardinal Pierre de Foix. — LABANDE. Un inventaire des livres de l'Université d'Avignon. — MARION. La taille tarifée et ses applications au milieu du xvii^e siècle. — DECAP. Nomenclature des chartes de coutumes communales du département de la Haute-Garonne (154 numéros). — MACARY. La Bourse commune des marchands de Toulouse (créeée en juillet 1549 ; le premier règlement est de 1641). — Abbé

AURIOL. Deux pages de l'histoire du monastère des Clarisses du Salin, à Toulouse (réforme de ce couvent sous le cardinal de la Valette ; résistance victorieuse opposée à Louis XIV quand celui-ci voulut leur enlever le droit d'élire leurs abbesses). — É. GARNAUT. Lettres inédites du comte d'Estaing. — Abbé MOREL. La liturgie romaine-française dans les diocèses de Beauvais, Noyon et Senlis, du XIII^e s. au XVII^e. — RUMEAU. Le commerce des religieux de Grandselve. — VUACHEUX. Les origines de l'imprimerie au Havre. — Abbé MORÈRE. La charte de fondation de la ville de Revel, en Lauragais, 1342. — POUPÉ. L'administration communale de Cuers, Var, sous l'ancien régime. — POUX. Notes et documents sur les mines de charbon de Boussagues, aux XIII^e et XIV^e s. — Ed. PRIVAT. Le château de Lourdes pendant la guerre de Cent ans, 1360-1407 (les Français ne purent le prendre de vive force ; la garnison le livra pour 25,000 écus d'or). — PASQUIER. Résistance à la domination anglaise dans le Quercy à la fin de la guerre de Cent ans (d'après un document de la chancellerie de Louis XI). — ROUGANTE. Note sur la sénéchaussée de Mende, 1583-1596. — VEUCLIN. Deux abbesses pour une abbaye (double élection à l'abbaye des religieuses cisterciennes de l'Estrée en Normandie, 1733). — A. VIDAL. Additions et corrections à l'histoire du Languedoc, 1359-1360. — 2^e Section de géographie historique et descriptive : FAUVEL. Étude sur les documents de l'ancien cadastre connus sous le nom de compoids polyptiques ou papiers de l'estime. — DRAPEYRON. Le rapport et la discussion sur la grande carte de la France par Cassini, à la Chambre des députés, 26 février 1818. — FOURNIER. Document relatif à l'histoire de la Martinique au XVIII^e s. (mémoire dressé en 1765 par le chevalier de Saint-Mauris sur l'état politique et économique de cette colonie). — FROIDEVAUX. Une enquête sur les terres des bords du Kourou en décembre 1764. — Abbé MARSAN. Un projet de communication entre l'Atlantique et le Pacifique par le lac de Niagara présenté à Florida Blanca par le comte de Ségur, commandant du château de Péronne, 1785-1786. — G. SAINT-YVES. Quelques documents sur les Antilles et la Guyane au XVII^e s. et une histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec. — Ch. DIEFFART. La carte manuscrite de C. Masse, 1707-1724. — QUARRÉ-REYBOURBON. Les plans de la ville de Lille et les cartes de la châtellenie. — MALAVIALLE. L'ethnographie de Madagascar d'après les documents portugais du XVI^e et du XVII^e s. (ces documents font remonter l'apparition des Hovas à Madagascar aux premières années du XVII^e s.). — J. FOURIE. L'expédition de M. de la Haye à Madagascar et dans la mer des Indes, 1670-1673. — VEUCLIN. Le second et dernier voyage en Russie de Nicolas-Gabriel Clerc, 1769-1775. — BLADÉ. Les duchés-pairies de Gascogne (surtout ceux d'Albret et de Lavedan). — H. CABANNES. Les chemins de transhumance dans le Conserans. — Abbé BONNO. Histoire de la forêt de Jouy-le-Châtel, arr. de Provins. — CHAUVIGNÉ. La forêt de Chenevoise, Indre-et-Loire (complètement disparue aujourd'hui). — SAINT-YVES.

Les campagnes du vice-amiral Jean d'Estrées dans la mer des Antilles, 1676-1678. — MALAVALLE. Documents inédits concernant les relations de Riquet et d'Andréossy (ces documents montrent qu'Andréossy a été seulement l'employé, et non l'inspirateur, de Riquet dans les travaux du canal du Midi). — Abbé MARSAN. Projet de route transpyrénée par le port de Lopez pour relier Paris et Madrid. — NICOLAÏ. Recherches sur les noms d'origine ibéro-aquitaine (en particulier sur le nom de *Burdigala*). — DURAN-LAPÉE. Biographie du voyageur français comte d'Escayrac de Lautore, 1826-1868. — Baron DESAZARS DE MONTGAILLARD. Étude sur la direction des voies romaines qui partaient de Toulouse et se dirigeaient vers Narbonne. — 3^e Section d'archéologie : abbé CAUDURBAN. Les sépultures pré-romaines du département de l'Ariège. — CHAUVET. Fouilles dans les sépultures pré-romaines de la Charente. — Abbé DOUAIS. Les inventaires du trésor de Saint-Sernin de Toulouse, du XIII^e au XVIII^e s. — JOULIN. Les fouilles de Martres-Tolosane. — BARRIÈRE-FLAVY. L'industrie des peuples barbares de la Gaule, du V^e au VII^e s. — R. TRIGER. Testament de Louis I^r d'Amboise, 30 août 1481 (d'après l'original scellé). — Émile BONNET. Les jetons émis par les États généraux de Languedoc. — JOULIN. Note sur les 12,500 monnaies et médailles trouvées à Martres-Tolosane.

— La Société des études historiques a mis au concours pour 1901 (prix Raymond) une histoire des classes rurales au XVIII^e s. ou seulement de la condition de ces classes en 1789 dans une région déterminée de la France (généralité, province, pays), ou de l'un des pays qui y ont été rattachés à une époque quelconque de son histoire. On étudiera surtout : 1^o les charges du sol et des paysans (droits seigneuriaux et domaniaux, dimes, impôts royaux); 2^o la répartition du sol entre ceux qui le possèdent à un titre quelconque, les acquisitions du sol par les cultivateurs au XVIII^e s. Documents à consulter : registres des vingtièmes, terriers (y a-t-il augmentation des droits domaniaux au XVIII^e s.?) et tous documents des archives départementales et communales; mémoires des intendants, rapports et papiers des assemblées provinciales, cahiers des bailliages et des paroisses en 1789.

— M. JULIAN a publié dans la *Revue des études anciennes* de Bordeaux, sous le titre *Notes gallo-romaines*, une exquise petite dissertation sur l'autel de la déesse Victoire de Volx (Basses-Alpes) et sur le Mont-Sainte-Victoire, près Aix en Provence. Il y démontre que la déesse Victoire de Volx n'est autre que la déesse celte Andarta, que Dion Cassius (LXII, 7) dit être identique à la Victoire, et que le nom de Mont-Sainte-Victoire n'a rien à voir avec la victoire de Marius sur les Teutons, mais est une corruption du nom Santo Venturi. Chemin faisant, M. Julian rappelle que tous les prétendus souvenirs archéologiques et philologiques de la victoire de Marius sont des légendes nées de l'ignorance ou de la supercherie. M. Mistral a donné son adhésion aux conclusions de notre savant collaborateur.

— Le tome II du *Recueil de documents relatifs à la convocation des États généraux de 1789*, publié par M. BRETE, contient pour la première fois des listes critiques des députés ayant siégé aux États généraux et à l'Assemblée nationale, des députés élus à titre de suppléants, adjoints, provisoires, surnuméraires, etc., et n'ayant pas siégé, enfin la liste sommaire, par bailliages ou juridictions assimilées, de tous les députés élus à un titre quelconque, suivie d'un tableau récapitulatif de tous les ressorts ayant formé une unité électorale. Le tome II de la *Correspondance de Carnot*, publié par M. Ét. CHARAVAY, contient les lettres d'août à octobre 1793. Cette importante publication contient en réalité toute la correspondance militaire du Comité du Salut public. — Ces deux volumes font partie de la Collection de documents inédits relatifs à la Révolution publiés par le ministère de l'Instruction publique.

— Le t. II du recueil du Dr ROBINET sur le *Mouvement religieux à Paris pendant la Révolution* (Collection du conseil municipal; Cerf, Noblet, May) est consacré aux préliminaires de la déchristianisation, de septembre 1791 à septembre 1793, et comprend les chapitres suivants : le mariage des prêtres; répression des troubles religieux; caractère antithéologique de la lutte; exaspération de la lutte; utilisation des richesses mobilières des biens nationaux; les solennités nationales. Il est fâcheux que les documents recueillis par le Dr Robinet soient noyés dans une sorte de pamphlet révolutionnaire où toutes les violences, les destructions des tombes de Saint-Denis, les noyades de Carrier, les massacres de Septembre, les provocations au crime de Marat sont excusés, sinon approuvés, au nom de l'*ordre nouveau*. A ce point de vue, le travail du Dr Robinet fait tache dans une collection qui, jusqu'ici, avait gardé un caractère strictement historique. — Une nouvelle série s'ouvre dans cette collection : *les Volontaires nationaux pendant la Révolution*, par Ch.-L. CHASSIN et L. HENNET. Le t. I donne l'historique militaire et les états de service des huit premiers bataillons de Paris levés en 1791 et en 1792 (773 p. in-8°).

— *Paris*, dont la maison Hachette vient de donner une seconde édition (1899), est un utile recueil d'adresses et de renseignements pratiques. On y trouve l'indication des corps savants et de la plupart des établissements d'enseignement supérieur de la capitale. Pourquoi faut-il que l'*École pratique des hautes études* ne s'y trouve pas mentionnée ? Elle existe cependant depuis trente ans, elle compte trente-cinq professeurs et a déjà publié plus de 120 volumes. — Il y a eu aussi un tirage à part de l'article *Paris*, qui occupe une si digne place dans le t. V du *Dictionnaire de la France* de P. JOANNE.

— Au moment où l'Angleterre a parfaitement réussi à « mettre dans sa poche le gouvernement khédivial et à paralyser l'influence indigène », le livre de sir Alfred MILNER, *l'Angleterre en Égypte*, traduit par

F. Mazuc (Plon et Nourrit, 4 vol. in-8^e), acquiert un grand mérite d'actualité. Écrit par un Anglais fort instruit et très mêlé aux choses égyptiennes, il a obtenu au delà de la Manche un gros succès. M. MAZUC vient d'en donner une traduction française. Pour rendre la pensée de l'écrivain britannique, il était d'autant plus qualifié qu'il a lui-même exercé fort longtemps les fonctions d'inspecteur des finances de l'Égypte. Aussi nous ne doutons pas que l'ouvrage de sir Milner ne soit bien accueilli en France et qu'après être devenu pour nos voisins un véritable *bréviaire de la question égyptienne* il ne soit mis fréquemment et largement à profit non seulement par tous ceux qui étudient l'histoire diplomatique et coloniale de ce siècle, mais aussi et surtout par nos hommes d'Etat qui font de la politique active. Sans doute, le livre tout entier n'est qu'un long, qu'un vif plaidoyer *pro domo sua*; mais, lors même que nous devrions nous mettre en garde contre certains jugements de l'auteur, nous sommes assurés d'avoir beaucoup à apprendre et à admirer dans ses récits. N'est-elle pas, d'ailleurs, étonnante l'habileté déployée par la Grande-Bretagne depuis seize ans! Avec une patience, une ténacité admirables, elle a écarté petit à petit les obstacles qu'elle rencontrait; elle a pour ainsi dire conquis une à une les fonctions importantes : le Français la gênait, elle lui a fait sans trêve, sans merci une guerre implacable; l'indigène même lui portait ombrage, elle l'a évincé. Et ainsi, de jour en jour, la terre des Pharaons devient une possession anglaise. Dès le premier pas on y trouve la trace, la marque du nouveau maître qu'elle ne s'est pas donné, qu'elle déteste, mais qu'elle subit en silence. Dans *l'Angleterre en Égypte*, sir Alfred Milner, aujourd'hui gouverneur du Cap, a fait une théorie, un dogme, un droit de l'absorption britannique en Égypte. Le rôle qu'il a joué donne à son histoire une importance particulière. C'est actuellement la monographie la plus complète que nous ayons sur ce sujet et elle constitue pour nous un document des plus précieux.

René DE VALFORI.

— Le t. XXIX des *Archives historiques du département de la Gironde* (1895) contient de très nombreux documents relatifs aux guerres de religion tirés des archives municipales d'Agen et publiés par M. G. THOLIN. Ils vont de juillet 1558 à décembre 1595. Ce recueil ne compte pas moins de 225 numéros. A la suite se trouvent les comptes des conseils de Montréal-du-Gers, 1^{re} partie, 1411-1413, publiés par feu l'abbé A. BREUILS; le testament et le codicille du pape Clément V, 1314, publié par le Dr BERCHON; plusieurs montres d'hommes d'armes du xv^e et du xvi^e s.; une liste des chambres de parlement de Bordeaux en 1533, etc. — Le t. XXX a été composé pour plaisir au grand public plus qu'aux érudits; c'est un recueil d'*Autographes de personnages ayant marqué dans l'histoire de Bordeaux et de la Guyenne*, ouvrage publié sous les auspices de la ville de Bordeaux (1895). Cependant, on y trouve quelques documents anciens (chartes de Guillaume IX, d'Aliénor

d'Aquitaine, de Raymond Mondey, maire de Bordeaux, etc.) et les statuts des « maistres estaigners et pintiers » (xv^e s.) et des « maistres couturiers » (xvi^e s.). A ce volume est joint un recueil de fac-simile où l'on trouvera reproduites les chartes énumérées plus haut. — Le t. XXXI (1896) contient une liste générale et alphabétique des membres du parlement de Bordeaux depuis la fondation de cette cour souveraine, en 1462, jusqu'à sa suppression en 1790, publiée d'après des documents inédits par M. DAST LE VACHER DE BOISVILLE (1462-1790); la deuxième partie des comptes des consuls de Montréal-du-Gers, 1425-1439; des documents sur la réforme en Béarn, publiés par l'abbé V. DUBARAT (18 février-5 mai 1570); une charte de Philippe le Bel au sénéchal de Gascogne pendant l'occupation française (1298); les statuts municipaux de Caudecoste, vicomté de Bruilhois, publiés par M. E. MAUFRAS (xive-xvie s.); l'inventaire général des costumes, pièces de théâtre, décors, ballets, etc., du grand théâtre de Bordeaux, an III, publié par Francisque HABASQUE; un état de dégradation de l'église métropolitaine de Saint-André de Bordeaux, an V, publié par Gustave LABAT. — Le t. XXXII (1897) contient la suite des comptes des consuls de Montréal-du-Gers, 3^e partie, 1439-1450; des documents relatifs à la ville de Bourg, publiés par Leo DROUVY (xvi^e s.); des documents sur la tour de Cordouan, 1601-1797, par Gustave LABAT; l'édit de création du duché d'Albret, déc. 1555, par Émile PIGANEAU, etc.

— M. le chanoine Ch. Bellet, dans son ouvrage *les Origines des églises de France et les fastes épiscopaux* (1898), s'était évertué à battre en brèche les nouveaux arguments allégués par M. l'abbé Duchesne contre la vieille théorie de l'apostolicité. M. R. MAERE, dans un article du *Muséon belge* (*les Récentes controverses sur l'apostolicité des églises de France*), vient de résumer la discussion et se prononce hautement contre M. Bellet; celui-ci et ses partisans seraient bien inspirés en renonçant à défendre une cause que tout esprit impartial jugera désespérée.

— On a souvent répété que Charlemagne avait rétabli en Gaule les anciennes églises métropolitaines, dont l'autorité s'était affaiblie durant la période mérovingienne. M. l'abbé JÉRÔME, professeur au séminaire de Nancy, s'attache à démontrer que cette restauration eut bien lieu sous le règne de ce prince, mais sans que celui-ci y ait personnellement travaillé. En 811, elle est terminée, et l'ancienne Gaule compte de nouveau vingt-deux métropoles, toutes nommées au testament de l'empereur, moins une, celle de Narbonne (*la Question métropolitaine dans l'Église franque au temps de Charlemagne*. Paris, Lamulle, 1897, in-8°).

— Dans un article de l'*Université catholique*, M. l'abbé UL. CHEVALIER, tout en rendant justice aux grands mérites de la *Hierarchia catholica* du P. Eubel, récemment parue, adresse à cet ouvrage quelques critiques sérieuses et, semble-t-il, fondées; l'auteur, fait bizarre, ne

paraît pas avoir connu la publication du feu abbé Albanès, dont il fut, pourtant, le collaborateur et l'ami, et il a ignoré également quelques ouvrages essentiels tout récents sur les évêchés du sud-est de la Gaule. Le travail du P. Eubel n'en reste pas moins, pour la période de 1250 à 1431, le catalogue le plus complet et le plus exact actuellement existant de l'épiscopat catholique.

— M. le chanoine Ul. CHEVALIER a communiqué au Congrès scientifique international des catholiques, tenu à Fribourg, en Suisse, une note sur la renaissance des études liturgiques ; il était tout désigné à cet égard, ayant contribué plus que personne à ce mouvement de rénovation. Les lecteurs français trouveront dans ce mémoire des détails abondants sur les nombreuses publications liturgiques parues en Angleterre durant ces dernières années.

— M. l'abbé CAZURAN nous envoie une étude sur les *Ordonnances synodales de Dax* (Auch, Cocharaux, 1898, in-8°) et annonce la prochaine apparition du texte complet d'après un imprimé rarissime du début du xvi^e s. Ces ordonnances datent de 1283 ; il en est peu de plus anciennes pour la France.

— M. DIEULAFOY, membre de l'Institut, a vraiment le goût des paradoxes originaux ; tout récemment il faisait venir l'architecture religieuse du moyen âge de l'architecture persane ; aujourd'hui il applique le même système à l'architecture militaire. Dans une étude sur le *Château Gaillard* (*Mémoires de l'Académie des inscriptions*, XXXVI, 1), il s'attache à démontrer que l'architecte de cette forteresse a voulu imiter les châteaux persans ; il retrouve la trace des mêmes influences dans le château des Comtes, à Gaud ; en un mot, il refuse toute originalité aux architectes militaires européens du xii^e s. La théorie paraîtra de tous points inadmissible à quiconque, sans se borner à l'examen d'un ou deux monuments, étudiera dans les nombreux débris subsistants les progrès de l'art militaire du ix^e au xiii^e s.

— On conserve à la Bibliothèque nationale un *Journal de famille des Dupré, bourgeois de Tournus et de Mâcon*, dont MM. LEX et BOUGENOT viennent de publier le texte dans les *Annales de l'Académie de Mâcon* (III, 2) ; ce journal s'étend de 1425 à 1520 ; on y trouve notées la naissance et la mort des nombreux membres de cette prolifique famille et quelques indications curieuses sur les luttes entre Louis XI et la maison de Bourgogne. Le tout est assez intéressant et méritait de voir le jour.

— M. l'abbé Paul DEMEULDRE, dans un intéressant mémoire, étudie les doctrines d'un franciscain, *Frère Jean Angeli* (Bruxelles, Hayez, 1898, in-8°) ; ce frère, du couvent de Tournai, avait, en 1482, émis quelques propositions jugées téméraires par les curés de la ville, qui voyaient dans les mendians des concurrents gênants et actifs. L'aff-

faire fut portée devant l'Université et le Parlement de Paris et se termina par une rétractation publique au nom des Franciscains de Tournai. Une des propositions condamnées, touchant le culte des saints, était réellement hérétique et annonce la réforme approchante.

— Jacques de Révigny (*de Ravanis*) fut le plus célèbre professeur de l'école d'Orléans au xii^e s.; mais tous ceux qui ont parlé de lui jusqu'ici connaissaient mal les lectures sur le Digeste qui ont fait la réputation de ce jurisconsulte. M. Pierre de Tourtoulon a pris la peine de lire l'ouvrage, conservé dans deux manuscrits de la Bibliothèque nationale (*les Œuvres de J. de R. Paris, Marescq, 1899, in-8°*), et cet examen l'a conduit à rendre à l'auteur la place qui lui revient dans l'histoire des études juridiques en France. En appendice, il publie un curieux travail du même sur l'autorité de la coutume.

— M. H. Lechat vient de publier dans les *Mémoires de l'Académie de Montpellier* les projets de décoration de la place du Peyrou; les États de Languedoc avaient passé en 1780 des contrats avec les sculpteurs Clodion, Pajou, Moitte et Julien pour l'exécution de divers groupes et statues en marbre; la Révolution empêcha ces beaux projets d'être exécutés. Faut-il le regretter? Les sujets choisis étaient discutables et peu en rapport avec le talent particulier des artistes choisis.

— La grande enquête ordonnée en 1697 par Louis XIV dans toutes les généralités du royaume fut plusieurs fois renouvelée au cours du xvii^e s. En 1762, le contrôleur général demanda à l'intendant de Tours, Lescalopier, un mémoire sur son département; l'intendant envoya un long travail descriptif et statistique jusqu'ici inédit, et dont l'abbé Uzureau vient de publier, dans les *Mémoires de la Société d'agriculture d'Angers*, la partie relative à l'Anjou. Comme tout document administratif, celui-ci, au milieu de beaucoup de verbiage, contient nombre d'indications utiles. — Le même auteur a imprimé dans le même recueil un mémoire sur la situation du collège de Beaupréau en 1763 et 1764; ce mémoire fut dressé pour répondre à un questionnaire envoyé dans les provinces touchant les établissements d'enseignement secondaire.

— Sous ce titre : *les Archives départementales, communales et hospitalières de la Haute-Vienne de 1790 à 1890* (Limoges, Ducourtieux, 1898, in-8°), M. A. Leroux raconte comment se sont formés ces différents dépôts, indique ce qui a été fait par ses prédécesseurs, les nombreuses améliorations introduites par lui dans le service et ce qui reste à faire pour atteindre à la perfection.

— M. H. Omont vient de terminer son *Inventaire sommaire des manuscrits grecs de la Bibliothèque nationale* (Paris, Leroux, 1898, in-8°); le dernier volume renferme une table alphabétique étendue, une introduction donnant, après quelques pages sur l'histoire de ce fonds, le plus riche de l'Europe, une table des provenances de tous les volumes, des

listes des copistes et des manuscrits datés et enfin une table de concordance. M. Omont aura eu l'honneur de cataloguer définitivement tous les manuscrits de langue grecque existant dans les dépôts publics de France, tant à Paris qu'en province.

— Le *Catalogue de la collection Dupuy* à la Bibliothèque nationale a été dressé par M. Léon DOREZ. Il vient d'être publié en deux forts volumes pleins de faits surtout pour l'histoire moderne. La préface et les tables seront publiées ultérieurement (E. Leroux, 495 et 688 p. Prix : 7 fr. 50 le vol.).

— Signalons aussi l'important *État sommaire des archives de la marine antérieures à la Révolution* que vient de faire paraître la librairie Baudoin. L'auteur est M. Didier NEUVILLE, qui a rempli pendant de longues années les fonctions d'archiviste de la marine avec un zèle très éclairé. Nul n'était mieux qualifié pour nous donner cet excellent travail qui rendra aux historiens les plus grands services (lx-694 p.).

— MM. René LE BOURDELLÉS et Léon VIGNOLS nous communiquent, dans un tirage à part du *Bulletin de la Société des études historiques de la Bretagne*, les actes originaux concernant la liquidation de la prise d'un vaisseau marchand de Londres, le *Joseph-Thomas*, capturé par l'escadre de Duguay-Trouin, en vue du cap Lizard, le 2 mars 1709. Ce travail (*Une Prise de Duguay-Trouin, procédure de liquidation*. Rennes. Simon, 1898, 20 p. in-8°) nous fournit quelques renseignements intéressants sur la valeur des navires et des cargaisons à cette époque, ainsi que sur la façon dont l'argent, produit par la vente aux enchères des prises, était réparti entre les armateurs, les capitaines et les matelots.

— L'ambitieux novateur et le frondeur incorrigible qu'était le marquis d'Argenson rêvait sans doute pour ses *Mémoires*, sinon pour son *Journal*, des lecteurs posthumes, et on sait qu'ils n'ont pas manqué à cet observateur un peu maussade, mais si sage, du siècle de Louis XV. Cependant, il ne s'attendait certainement pas à ce qu'il se trouvât un savant pour colliger un jour dans ses notes quotidiennes un choix de pages historiques, légèrement expurgées pour qu'il pût pénétrer dans les établissements d'enseignement « où il a précisément beaucoup de choses à apprendre. » Ce sont ces extraits que M. Armand BRETEY vient de mettre au jour sous le titre : *La France au milieu du XVIII^e siècle d'après le journal du marquis d'Argenson, 1747-1757* (Paris, A. Colin, 1899, xxv-411 p. in-18), avec une introduction de M. Edme Champion. « Œuvre de vulgarisation et non de savoir, » comme le dit modestement l'éditeur, ce livre sera certainement utile, sinon à nos collégiens, qui le trouveront peut-être un peu trop sérieux, du moins à ceux qui ne sont pas assez riches pour acquérir les neuf volumes de l'édition de M. Rathery ou trop pressés pour les parcourir à loisir. Mais les plus savants eux-mêmes consulteront avec fruit la

notice si complète et si piquante dans laquelle M. Brette donne, à la fin du volume, la bibliographie complète des ouvrages manuscrits et imprimés du marquis et apprécie la valeur critique des deux éditions, malheureusement incomplètes toutes deux, données par MM. René d'Argenson et Rathery avant le moment où l'incendie de la bibliothèque du Louvre, en 1871, détruisit les autographes eux-mêmes.

— M. l'abbé FRAIKIN, chapelain à Rome, a publié dans les *Annales de Saint-Louis des Français*, puis en tirage à part (impr. Cuggiani, 1898, 17 p. in-8°), quelques *Lettres inédites relatives à l'armée de Condé pendant la Révolution*, tirées de la collection d'autographes de feu J.-B. Gergères à Bordeaux. Ces six pièces, précédées d'une notice explicative, se rapportent aux années 1789-1805 ; ce sont pour la plupart des lettres de politesse ou de condoléances, émanant de princes du sang ou de souverains étrangers, qui ne fourniront aucun renseignement nouveau aux historiens des guerres de la Révolution.

— Le bourg d'Issy-l'Évêque, au bailliage d'Autun, s'est-il réellement, un beau jour, « érigé en État indépendant », grâce à l'initiative hardie de son curé, Jean-François Carion ? Cela peut sembler plus que douze, même à qui lira le volumineux réquisitoire dirigé contre le malencontreux abbé par M. Paul MONTARLOT : *Un essai de commune autonome et un procès de lèse-nation. Issy-l'Évêque, 1789-1794* (Autun, Dejussieu, 1898, 270 p. in-8°). Évidemment peu favorable aux principes de la Révolution, M. Montarlot n'a pas suffisamment résisté peut-être au plaisir d'exagérer un peu les choses et de faire d'un brave ecclésiastique rural, désireux de diminuer la misère trop réelle de ses paroissiens et mal orienté sur la séparation des pouvoirs, une espèce de Lycurgue présomptueux, démangé de la rage de « légitérer ». On n'en lira pas moins avec intérêt ce curieux épisode de la Révolution dans un coin de province, déjà signalé d'ailleurs par Taine, car l'auteur a très largement et très honnêtement versé aux débats tous les documents de nature diverse qui se rapportent à la personne centrale, — je ne dis pas au héros, — de son récit, et à son œuvre législative, le fameux règlement d'administration qu'il promulgué le 6 octobre 1789 et qu'il maintint en vigueur quand une majorité écrasante l'eut élu maire d'Issy. Dénoncé par ses adversaires à l'Assemblée nationale, traduit devant le Châtelet comme coupable du crime de lèse-nation, d'août 1790 à mars 1791 il fut prisonnier à Paris, sans être jugé, jusqu'à ce que les démarches de ses fidèles administrés et les Sociétés des amis de la Constitution, tant d'Autun que de la capitale, amenassent la Constituante à lui rendre la liberté. Il eut le bonheur de voir s'intéresser à son sort Victor de Broglie, Barnave, Lameth, Robespierre, Mirabeau et jusqu'au futur roi Louis-Philippe lui-même ; ces sympathies pesent d'un certain poids dans la balance quand il s'agit de décider entre le curé-maire d'Issy et les hobereaux ou bour-

geois grincheux qui l'avaient en horreur puisqu'il n'admettait plus leurs priviléges et voulait élargir les rues de son village, et qui le dénonçaient longtemps avant que la marche des événements eût fait de lui successivement un prêtre jureur, marié, apostat, ce qui ne l'empêcha pas de mourir, quarante ans plus tard, réconcilié avec l'Eglise. C'était un pauvre esprit, soit; mais ce n'était pas un « terroriste. » Heureuse la France si elle n'eût pas connu de pires tyrans à cette époque de son histoire!

— Nous avons reçu le 1^{er} numéro d'une *Revue de Versailles et de Seine-et-Oise* (février 1899). Ce numéro contient : un autographe de Louis XIV sur la manière de montrer les jardins de Versailles, publié par J. GUIBERT; le Parterre d'eau sous Louis XIV, par André PÉRATÉ; les Mémoires inédits de Manseau, intendant de la maison royale de Saint-Cyr, publiés par Achille TAPHANEL; la biographie de Laurent le Cointre, député de Seine-et-Oise à la Législative et à la Convention (1^{re} partie); les Consignes de Marie-Antoinette au Petit-Trianon, par Pierre de NOLHAC. Cette revue est publiée sous les auspices de la Société des sciences morales de Seine-et-Oise (Versailles, Bernard; Paris, Champion). Nous lui souhaitons bon succès!

LIVRES NOUVEAUX. — **HISTOIRE LOCALE.** — *A. Guillermet.* Une page d'histoire locale : la terre de Nantua, du X^e au XIX^e siècle. Nantua, impr. Arène, 112 p. — *G. Clément-Simon.* La rupture du traité de Brétigny et ses conséquences en Limousin. De l'appel des seigneurs gascons à la trêve de Bruges, 1368-1377. Champion, 125 p. — *A. Giraud.* Abrégé des actes des assemblées délibérantes de Montluçon; liv. I-IV, 1751-1799. Montluçon, impr. Vergeat, 267 p. — *Dom Léon Guillotreau.* L'Anjou et ses établissements monastiques. Angers, Germain et Grassin, 84 p. (Revue de l'Anjou.) — *J.-B. Serres.* Histoire de la Révolution en Auvergne. Tome IX : la Terreur. Mauriac, Kosmann, 242 p. in-16. — *R. de Lespinasse.* Question de droit féodal entre le roi et Champion de Cicé, évêque d'Auxerre, à propos de la vente des forges de M. de la Chausade, à Cosne et à Guérigny. Nevers, impr. Vallière, 31 p. — *J. Prajoux.* Études historiques sur le Forez. Saint-Étienne, Chevalier; Lyon, Brun, vi-70 p. — *J. Beyssac.* Notes pour servir à l'histoire de l'Eglise de Lyon : Georges de Challant, chanoine de l'Eglise et comte de Lyon, chanoine et archidiacre de N.-D. d'Aoste, prieur de Saint-Ours. Lyon, impr. Mougin-Rusand, 43 p. (Revue du Lyonnais.) — *A. Claudin.* Les origines de l'imprimerie à Paris ; la première presse de la Sorbonne. Claudin, 60 p. (Bulletin du Bibliophile.) — *Abbé V.-M. Foiz.* Anciens hôpitaux du diocèse de Dax, d'après le testament d'Arnaud-Raymond, vicomte de Dax. Aire-sur-Adour, impr. Labrouche, 48 p. — *Abbé A. Ledru.* Histoire de la maison de Broc. Mamers, Fleury et Dangin, 2 vol., vii-759 p. — *Un curieux.* Notes et documents inédits sur la noble maison de la Chassaigne de Séreys, en Auvergne et en Velay. Le Puy, impr. Prades-Freydier, 255 p. — *Ch. Sellier.* Monographie historique et archéologique d'une région de Paris : le quartier Barbette. Fontemoing, xi-227 p. (Société des études historiques, fasc. 2.) — *M. Romieu.* Histoire de Selles en Berry et de ses seigneurs. Romorantin, Standachar, 525 p.

HISTOIRE GÉNÉRALE. — *Béthomme.* Histoire de l'infanterie en France, t. IV.

Charles-Lavauzelle, 701 p. Prix : 7 fr. 50. — *E. Bujac*. Précis de quelques campagnes contemporaines. Tome III : Égypte et Soudan. Ibid., 500 p. et cartes. Prix : 7 fr. 50. — Mémoires du lieutenant-colonel Aubin Dutheillet de Lamothe, 1791-1852. Lemoigne, 302 p. Prix : 6 fr. — *J.-S. Doinel*. Note sur le roi Hildérik III. Carcassonne, Abbadie, 25 p. — *Abbé Fr. de Moor*. Essai sur les anciennes dynasties historiques de Chaldée et d'Égypte jusqu'au XII^e s. avant notre ère. Arras, Sueur-Charreuy, 91 p. — *F. des Robert*. Charles IV et Mazarin, 1643-1661. Nancy, Sidot ; Paris, Champion, XVI-795 p. — *Ch. Robert*. Expédition des émigrés à Quiberon, 1795 ; le comte d'Artois à l'île d'Yeu. Lamouille et Poisson, XXVIII-372 p. — *Eusebe Bombal*. Mémoires du marquis de Saint-Chamans, 1730-1793. Tulle, impr. Crauffon, 108 p. — *Abbé Joseph-H.-M. Clément*. Itinéraire d'un prêtre bourbonnais « déporté » pendant la Révolution française ; journal de voyage de M. l'abbé Boussac, 13 septembre 1792-juillet 1805. Moulin, Grégoire, 48 p. — *Ricciotti Garibaldi*. Souvenirs de la campagne de France, 1870-1871, trad. par *Ph. Casimir*. Nice, bureaux de la « Semaine niçoise », 184 p.

Belgique. — M. Pierre GENARD, ancien archiviste de la ville d'Anvers, membre de la Commission royale d'histoire, né à Anvers en 1830, est décédé dans la même ville le 2 mars 1899. Il avait publié un grand nombre de dissertations historiques dans des revues telles que le *Messager des sciences historiques*, le *Bulletin des Commissions royales d'art et d'archéologie*, les *Annales de l'Académie d'archéologie de Belgique*, les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, etc. Il avait fondé le *Bulletin des archives d'Anvers*, dont le t. XX est en cours de publication. Son principal livre est *Anvers à travers les âges* (Bruxelles, 1888-1892, 2 vol. in-4°).

— M. H. PIRENNE, professeur à l'Université de Gand, vient d'achever le premier volume d'une *Histoire de Belgique*, et, chose assez curieuse, la traduction allemande a paru avant le texte (*Geschichte Belgiens. Deutsche Uebersetzung*, von Fritz ARNHEIM. Band I. Bis zum Anfang des XIV Jahrhunderts. Gotha, Perthes, 1899, in-8°, 496 p. Collection intitulée : *Geschichte der europäischen Staaten, herausgegeben von Heeren, Uekert, Giesebricht und Lamprecht*). Ce premier volume est divisé en trois livres. Le livre I expose l'histoire des Pays-Bas jusqu'au XII^e s., c'est-à-dire la période romaine, la période franque, l'établissement du duché de Lotharingie et du comté de Flandre, l'empire, la féodalité et l'Église pendant les XI^e et XII^e siècles, la vie sociale et intellectuelle. Le livre II est consacré aux XII^e et XIII^e siècles. L'auteur y étudie le développement des villes, la politique des princes, la querelle des d'Avranches et des Dampierre, les modifications qui se produisent dans la vie sociale et politique sous l'influence du commerce, l'état de la littérature, de l'art, de la vie religieuse. Le livre III montre la vie communale en Flandre et nous initie aux intrigues de la politique française pendant les premières années du XIV^e siècle, aux rapports des métiers avec les comtes, à leurs luttes contre les patriciens et le roi de France. Le récit se poursuit jusqu'à la bataille de Courtrai et la paix définitive de 1319. Nous reparlerons avec plus de détail de cet

ouvrage, qui fera naître sans doute de vives controverses, et qui porte la marque d'une puissante originalité.

— En faisant des recherches dans les dépôts d'archives du nord de la France, M. Ch. DUVIVIER a trouvé un grand nombre d'actes inédits concernant l'histoire de la Belgique; il en a noté 147, antérieurs au XIII^e siècle, fournissant, les uns des détails topographiques, d'autres des particularités sur les événements, les personnages ou les institutions. On y trouve notamment une liste des évêques de Noyon et de Tournai, prise dans le cartulaire du chapitre cathédral de Noyon, qui diffère quelque peu de celle qui figure dans les *Monumenta Germaniae* (XIII, 383). M. Duvivier a publié ces documents dans la collection des *Bulletins de la Commission royale d'histoire* (suppléments) sous le titre de *Actes et documents anciens intéressant la Belgique* (Bruxelles, Hayez, in-8°, 460 p.).

— La maison de la Marck est une des plus illustres de l'armorial des Pays-Bas. Le baron de CHESTRET DE HANEFÉE, bien connu par ses études de numismatique et d'histoire liégeoise (voy. *Rev. hist.*, LXV, 397), a entrepris d'en retracer l'histoire depuis les origines jusqu'à nos jours, en comprenant dans ses recherches les branches secondaires et même bâtarde (*Histoire de la Marck, y compris les Clèves de la seconde race*. Liège, Cormaux, in-4°, 375 p.). Il ne s'est pas borné à faire œuvre de généalogiste; certaines de ses biographies sont de véritables chapitres d'histoire politique dans lesquels il rectifie beaucoup d'erreurs commises par ses devanciers et qui dénotent un travail énorme. Nous citerons spécialement les notices sur Adolphe de Clèves, Philippe de Clèves, sire de Ravenstein, Éverard III, Guillaume I^{er} et Érard de la Marck, et aussi Guillaume II de la Marck-Lumay, le célèbre chef des Gueux de mer au XVI^e siècle. Il y a là beaucoup de choses très neuves, qui présentent autant d'intérêt pour l'histoire de la France et de l'Allemagne que pour celle des Pays-Bas.

— M. Alf. HANSAY, un des élèves distingués de M. Pirenne, vient de publier dans le Recueil des travaux de la Faculté de philosophie et lettres de l'Université de Gand une *Étude sur la formation et l'organisation économique du domaine de l'abbaye de Saint-Trond depuis les origines jusqu'à la fin du XIII^e siècle* (Gand, Engelcke, 138 p.). Après une introduction critique sur les sources, l'auteur expose la formation du domaine et constate le développement continu des propriétés du monastère jusqu'à la fin du XI^e siècle; vient ensuite une période de stagnation qui ne prend fin que grâce à l'administration intelligente et vigoureuse de Guillaume de Ryckel (1249-1272). Ce chapitre contient des détails inédits sur les difficultés qui résultèrent pour Saint-Trond de la querelle des investitures. L'organisation du domaine fait l'objet du chapitre II; on y voit la nature des revenus de l'abbaye, leur importance, leur mode de perception et de distribution. Au chapitre III vient l'analyse des causes qui amènent la disparition de l'ancienne

organisation économique et l'histoire très intéressante de l'abbé Guillaume de Ryckel, qui parvint à restaurer le domaine abbatial. Une étude sur l'avouerie et un appendice sur les monnaies et mesures terminent cette excellente dissertation, faite avec une judicieuse critique d'après les documents originaux.

— Le colonel Francisco Verdugo, chargé pendant les années 1581 à 1594 de gouverner les provinces du nord des Pays-Bas restées fidèles à l'Espagne après l'Union d'Utrecht, écrivit, sous le titre de *Commentario de la guerra de Frisia*, une relation des événements auxquels il fut mêlé pendant cette période de quatorze ans. Son travail, consacré surtout à réfuter les accusations dont il se croyait l'objet à la cour de Bruxelles, fut utilisé par plusieurs écrivains, notamment par Alonso Vasquez dans sa *Biographie de Farnèse*, par Coloma dans ses *Guerres aux Pays-Bas*, par Strada dans le *de Bello belgico*, et, dès 1605, il fut traduit en italien. Néanmoins, le texte espagnol devint bientôt extrêmement rare, et l'œuvre originale de Verdugo était restée inconnue de presque tous les historiens modernes qui ont écrit sur le xvi^e siècle. M. H. LONCHAY, professeur à l'Université libre de Bruxelles, dont nous avons signalé plusieurs fois ici même les travaux pleins d'érudition (XXXI, 177; XLVIII, 154; LXVII, 172), a jugé utile de soustraire à l'oubli l'œuvre d'un des officiers les plus capables de l'armée espagnole. Cette œuvre présente un intérêt considérable en ce qu'elle nous fait pénétrer plus avant dans l'histoire des dernières années de Philippe II. Elle contribuera à dissiper cette idée fausse et trop généralement répandue en Belgique que l'Union d'Utrecht détermina une séparation définitive entre les provinces des Pays-Bas. Or, les catholiques étaient très nombreux dans la plupart des provinces du Nord, l'Espagne y comptait beaucoup de partisans, et ses troupes n'en furent définitivement délogées que quinze ans après la conclusion de l'*Union*. On trouve dans l'écrit de Verdugo des indications précieuses sur la situation vraie des affaires. D'autre part, l'auteur sait nous émouvoir : cet homme de guerre, sans merci, qui fait pendre et noyer sans forme de procès les déserteurs et les mutins, trouve des paroles de regret pour ses ennemis tombés au champ d'honneur, et condamne sévèrement les excès de la soldatesque ainsi que les cruautés inutiles. Enfin, comme le fait remarquer l'éditeur, il nous présente une des peintures les plus vraies et les plus pittoresques des armées du xvi^e siècle, et Cervantes n'a que la beauté du style en plus quand il nous dépeint par la bouche du *Captif* la misère du soldat espagnol.

M. Lonchay a joint au *Commentario* un assez grand nombre de lettres de Verdugo qu'il a découvertes aux archives générales du royaume dans les liasses de l'*Audience*. Elles sont pour la plupart écrites à Mansfeldt, beau-père du colonel, qui occupait *ad interim* les fonctions de gouverneur général. Verdugo s'y montre plus expansif que dans sa correspondance officielle et nous fournit beaucoup de détails curieux sur certains événements dont le *Commentaire* ne fait pas mention, par

exemple sa mission dans le duché de Clèves en 1592, à l'avènement du duc Jean Guillaume; il s'y exprime aussi sans détours sur les misères qu'il endure. Ce document historique est précédé d'une savante préface, de sommaires détaillés et accompagné de notes où l'éditeur compare les dires de Verdugo avec les renseignements puisés aux sources hollandaises. Une excellente table onomastique rend les recherches fort aisées.

— Le gouvernement belge a établi vers la fin de l'année 1897 un dépôt des archives de l'État à Anvers (rue du Jardin, 15). Le dépôt doit comprendre tous les papiers des corps ecclésiastiques et couvents supprimés de la province d'Anvers, les actes judiciaires de tous les villages et des villes de la même province, et les documents de la cour féodale de Malines. La première catégorie est particulièrement importante; elle comprend les archives de l'évêché, des séminaires d'Anvers et de Malines, de six chapitres, de soixante-cinq abbayes et couvents, d'un grand nombre de cures, églises paroissiales, béguinages et administrations hospitalières, de la commanderie de l'ordre Teutonique de Pitzenbourg à Malines. Le conservateur du nouveau dépôt est M. Edw. GAILLIARD, membre de l'Académie royale flamande.

— M. J. VON MALDERGHEM, archiviste-adjoint de la ville de Bruxelles, a été appelé à recueillir la succession de M. Alph. Wauters (voy. *Rev. hist.*, LXVII, 458). Il a été remplacé lui-même par M. G. des Marez, docteur en droit et en philosophie, auteur d'une importante *Étude sur la propriété foncière dans les villes du moyen âge et spécialement en Flandre* (Gand, Engelcke, 1878, 393 p. Cf. *Rev. hist.*, LXVIII, 437).

Pays-Bas. — Le 29 janvier est mort à Leyde M. R. FRUIN, à l'âge de soixante-quinze ans. M. Fruin a occupé la chaire d'histoire néerlandaise à l'Université de Leyde de 1860 à 1894, époque où la loi, qui met à la retraite les professeurs à l'âge de soixante-dix ans, l'obligea de se retirer. Néanmoins, jusqu'à sa mort, le défunt a été le chef unanimement reconnu de tous les historiens néerlandais. Lorsqu'il vint à Leyde en 1842 pour faire ses études, M. Fruin avait l'intention d'étudier l'histoire de l'Égypte, et sa thèse (1847) traitait *De Manethone Sebennya librorumque ab eo scriptorum reliquiis*. Mais à la longue ces études ne purent satisfaire un esprit qui a eu toujours le besoin d'un savoir clair et précis. De plus, les événements de 1848 détournèrent son intérêt de l'antiquité, et alors il résolut de se consacrer à l'étude de l'histoire nationale. Résolution heureuse. C'était une terre en friche depuis longtemps, et, quoique M. Groen van Prinsterer et M. Bakhuizen van den Brink eussent entamé le défrichement, l'homme qui entreprendrait résolument le travail si nécessaire, en y consacrant ses forces sans partage, se faisait encore attendre. Bientôt M. Fruin montrait que cet homme ce serait lui. Son coup d'essai, *Tien jaren van den tachtigjarigen oorlog* (Dix ans de la guerre de quatre-vingts ans, 1857), était un coup de maître, qui le désignait pour la chaire d'histoire

néerlandaise, créée en 1860 à l'Université de Leyde. Dès lors, comme professeur et comme écrivain, il a exercé une influence profonde et très salutaire sur les études historiques aux Pays-Bas, qui lui sont redevables d'une vie nouvelle. Ses publications nombreuses s'étendent sur toutes les époques de l'histoire politique et sociale des Pays-Bas et se distinguent par une érudition rare, une critique sage, une objectivité parfaite, un style clair et vigoureux. Ces mêmes qualités rendaient ses cours universitaires extrêmement instructifs et intéressants, tandis qu'il donnait à ses élèves l'exemple d'un dévouement entier et d'une activité infatigable. La mort de M. Fruin est regrettée par tous ceux qui admiraient et vénéraient en lui le plus grand historien néerlandais, et spécialement par ses élèves et amis, qui ont perdu l'homme bien aimé, de cœur fin et noble.

— M. BYVANCK a publié la première partie d'une étude sur M. Fruin, un peu surchargée, mais très intéressante, dans la revue *de Gids* (mars).

— La direction *Bijdragen voor de Vaderlandsche Geschiedenis*, laquelle a été en mains de M. Fruin depuis 1868, a passé à MM. MULLER et BLOK.

— Dans le tome III, 4^e série, des publications de l'Académie royale, se trouve une étude sur les desseins de l'empereur Vespasien à l'égard de Jérusalem et du temple pendant le siège. L'auteur, M. VALETON, critique le récit de Josèphe et nie que Titus ait fait son possible pour sauver de destruction la ville et le temple.

— La dernière livraison du tome X des *Bijdr. voor de Vad. Gesch.* contient une discussion savante entre M. DE FREMERY et M. FRUIN sur le style des chartes émanées du comte Guillaume II de Hollande. Dans le même périodique, M. PIJNACKER-HORDIJK prouve d'une manière décisive que l'évêque élu d'Utrecht, Gosewijn, n'appartient pas, comme on l'a cru longtemps sur l'autorité de Beka, à la famille des seigneurs d'Amstel, mais à celle des Randerodes, de Cologne.

— Un nouveau fascicule de la publication importante des comptes de la ville de Deventer publiés par M. DE HULLU embrasse les années 1377 et 1378.

— A l'occasion du couronnement de la reine, on a composé un très beau catalogue des manuscrits et livres qui ont appartenu à la bibliothèque des princes d'Orange et se trouvent à présent à la bibliothèque royale à la Haye, ainsi que des médailles, frappées en l'honneur de ces princes, que possède le cabinet royal des médailles à la Haye, par M. BYVANCK et M. DOMPIERRE DE CHAUFÉPIÉ.

— Une étude de feu M. Fruin, dans les *Bijdr. voor de Vad. Gesch.* (t. X, 3^e série), traite du procès d'Angelus Merula, une des victimes de l'inquisition aux Pays-Bas. Un autre petit article du même auteur ajoute quelques traits nouveaux à l'image du célèbre Marnix de Sainte-Aldegonde (*Gids*, janvier).

— Le titre de la dernière publication de la Société d'histoire à

Utrecht promet un peu plus qu'elle ne donne. Le *Diarium Everardi Bronchorstii, sive adversaria omnium quae gesta sunt in Academia Leydensi, 1591-1627*, par M. VAN SLEE, sera une déception pour ceux qui y chercheront des éclaircissements sur les grands conflits religieux et politiques de cette époque. Mais celui qui s'intéresse à la vie d'un professeur, aux coutumes, études, examens de ce temps, y trouvera à glaner des choses assez curieuses.

— Quel est l'auteur des *Mémoires de Hollande* (1678) ? M. Blok chez nous, et M. A. Waddington en France, en cherchant la réponse à cette question, ont attribué ce roman historique à M. Du Buysson. Dans le Bulletin de la Société de littérature et d'histoire néerlandaise à Leyde (1898), feu M. FAUIN prouve que la conclusion des deux érudits est fausse.

— M. BYVANCK a terminé ses articles sur le roi Guillaume III pendant les dernières années de son règne, 1698-1702 (*Gids*, oct.-déc. 1898).

— Une étude très intéressante de M. COLENBRANDER dans le *Gids* (mars), intitulée : *Frankryk en de Oost-Indische Compagnie*, expose les efforts et les négociations poursuivies par la France pendant les années 1784-1787 pour acquérir la surveillance militaire sur les possessions de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales, par laquelle la France pensait s'assurer d'une forte position dans sa lutte coloniale contre l'Angleterre.

— M. Koolemans BEYNEN a exposé quels étaient les desseins du gouvernement anglais en envoyant une expédition militaire aux Pays-Bas en 1799. Le but était la restauration de la maison d'Orange.

— Dans les publications de l'Institut royal de philologie, etc., des Indes néerlandaises (t. L), je signale un article de M. VAN DER KEMP sur l'occupation des districts de l'île de Sumatra, nommés De Lampongs, par Raffles en 1818; de plus, une première étude de M. ROUFFAER, laquelle sera suivie d'une série d'autres, sur la période de 1400-1600 de l'histoire de l'île de Java, période qui a vu le triomphe de l'Islamisme.

— Le gouvernement néerlandais a publié les rapports de MM. Busken HUET et VAN VEEN sur leurs recherches dans les archives de Paris. Les recherches de M. Busken Huet s'étendent sur des documents du temps de Guillaume le Taciturne et de Leycester; M. van Veen s'est occupé des documents relatifs au duc Charles de Gueldres et à la famille d'Egmond.

Alsace. — Un savant allemand, M. H. Bloch, a tout récemment accusé l'historien alsacien Grandidier d'avoir fabriqué dix-sept diplômes anciens. M. A. GASSER, dans une étude intitulée : *Grandidier est-il faussaire?* (Paris, Picard, in-8°), s'est attaché à détruire cette allégation calomnieuse. De la lecture de ce mémoire, il paraît ressortir que l'éрудit allemand a pris pour des marques de falsification des erreurs

de lecture, des négligences, parfois même des fautes d'impression. Plusieurs des diplômes attaqués par lui ont au surplus été acceptés pour authentiques par les éditeurs des *Monumenta*.

Allemagne. — M. Louis BAMBERGER, né à Mayence le 22 juillet 1823, est mort à Berlin le 14 mars 1899. Avocat stagiaire à Mayence en 1848-1849, il prit part comme journaliste, avec une fougue juvénile, mais aussi avec une pénétrante intelligence des besoins du peuple allemand, à la lutte en faveur de l'établissement d'institutions unitaires représentatives, et, en 1849, il s'associa à l'insurrection du Palatinat, sans illusions d'ailleurs. Après des séjours en Suisse, en Hollande et en Angleterre, il résida à Paris de 1852 à 1870, et, tout en travaillant dans la banque de son oncle M. Bischoffsheim, il acquit dans les questions économiques et financières une compétence qui fit de lui un des députés les plus influents, d'abord du Parlement douanier en 1867, puis du Reichstag après 1871. — A son activité politique, il joignit une activité littéraire où il fit preuve d'un talent d'essayiste égal à celui de Karl Hillebrand. Si les quatre volumes de *Charakteristiken* et de *Politische Schriften*, publiés de 1894 à 1897, méritent surtout d'attirer l'attention des économistes, ils sont aussi précieux pour l'histoire, par le récit des événements de 1848 et 1849 contenus au t. I des *Écrits politiques*, et surtout par les admirables portraits politiques qu'ils contiennent, en particulier ceux de Napoléon III et de Bismarck. A l'étude sur Bismarck écrite en 1867, M. Bamberger a ajouté récemment dans la *Nation* un appendice qui la complète d'une manière très piquante, car entre 1867 et 1897, dates où Bamberger a jugé Bismarck avec l'impartialité clairvoyante d'un adversaire équitable, il avait été pendant dix ans un des plus éloquents soutiens de la politique bismarckienne. — Ceux qui ont eu le privilège de connaître Louis Bamberger garderont un ineffaçable souvenir de ce représentant si remarquable du parti libéral allemand, parti aujourd'hui presque disparu, mais qui a eu le mérite d'unir à une préoccupation constante des intérêts nationaux le souci de la civilisation européenne. Bamberger était un incomparable causeur; à des connaissances presque universelles, en histoire, politique, littérature, sciences juridiques et économiques, à une finesse de psychologue et de moraliste qui faisait de lui un juge pénétrant de l'histoire et de la société contemporaines, se joignait un charme d'une nuance particulière, fait de sensibilité, d'esprit et de bonté.

G. M.

— Dans la *Nation* (16^e année, n° 26), Paul NATHAN donne des détails sur les papiers laissés par Louis Bamberger. Les plus importants sont des mémoires qui vont jusqu'à l'époque où Bamberger quitta Paris pour retourner en Allemagne (1866) et des Journaux pour l'époque de 1867 à 1897. Les mémoires sont presque prêts pour l'impression; les journaux sont, « dans les plus intéressantes parties, d'une nature si confidentielle, qu'une publication intégrale est impossible avant longtemps. »

— Le prof. Heymann STEINTHAL, né le 16 mai 1623, vient de mourir à Berlin. Élève distingué de Humboldt pour la linguistique et de Herbart pour la philosophie, il a beaucoup fait pour l'histoire des langues, des mythologies et des religions. De 1859 à 1890, il a dirigé avec M. Lazarus le *Zeitschrift für Völkerpsychologie*. — L'orientaliste WUES-TENFELD est mort le 10 février à Göttingue.

— Notre collaborateur, M. Alexandre CARTELLIERI, a présenté pour son doctorat (Habilitation) une thèse sur Philippe II Auguste, roi de France (Heidelberg); M. Ludwig SCHMITZ sur la statistique de la population dans l'évêché de Münster au moyen âge (Münster); M. MOLLWO sur la politique de Napoléon I^{er} et ses plus récents critiques (Göttingue); M. Paul KRETSCHMAR sur les écoles de droit dans l'empire romain (Leipzig).

— A signaler dans les *Beilage de l'Allgemeine Zeitung* (1899) les articles suivants : n° 39, l'Orthodoxie et la philosophie au XVIII^e s., par F. THUDICHUM; n°s 55-56, Pour servir à l'histoire des voies de communication, par Ferdinand LÖWE (fait ressortir l'importance de l'Ecole des ponts et chaussées fondée à Paris en 1747 sous la direction de Perronet; montre les progrès accomplis en ce siècle, surtout en Bavière); n°s 61-63, les Écoles primaires au moyen âge, par F. SANDER (défend l'opinion exprimée par Th. Gerold dans le *Diction. de pédagogie et d'instruction primaire*, 1887, que « l'école populaire ou primaire est une création du protestantisme » contre les partisans de Janssen qui parlent avec ostentation des écoles populaires au moyen âge); n° 64, le Premier Consul dans la poésie lyrique de son temps, par Paul HOLZHAUSEN.

— MM. SCHNORR von CAROLSFELD, bibliothécaire en chef de l'Université de Munich, et le docteur Antoine CHROUST, privat-docent à la même Université, mettent en souscription, sous le titre de *Monumenta palæographica*, un nouveau recueil de fac-similés d'écritures du moyen âge. On souscrit à la librairie Bruckmann, à Munich, et le prix de la livraison de 20 planches est de 10 marks; il paraîtra une livraison tous les deux mois. Chaque planche est accompagnée d'une notice sur le manuscrit reproduit et d'une transcription du fac-similé.

— Le Dr Th. KUKELHAUS vient de donner dans le dernier numéro de l'*Historische Vierteljahrsschrift* une intéressante étude sur des papiers inédits de Fancan, qui fut un des confidents et des collaborateurs de Richelieu. M. Léon Geley avait déjà, en 1884, attiré l'attention sur ce personnage peu connu, dont parle aussi M. Gustave Fagniez dans son beau livre sur le Père Joseph et Richelieu. M. K. a trouvé à la Bibliothèque nationale (f. fr. 6651) des documents vraiment intéressants dont il nous donne la substance. Fancan eut une activité politique considérable et travailla énergiquement à empêcher « que l'empire ne fût continué dans la maison d'Autriche, qui en prenait de trop grands avantages sur ses voisins. » Il se montra partisan déclaré de la paix

avec les protestants plutôt qu'avec les Espagnols. Très hostile aux Jésuites, il se préoccupa tout particulièrement de rechercher les « moyens légitimes pour contenir le Saint-Siège et empêcher qu'il n'accrût son autorité en France au préjudice de celle du roi. »

G. BLONDEL.

Royaume-Uni. — A noter parmi les récentes publications de la Clarendon Press (Oxford) les ouvrages suivants : 1^o *The palæography of greek papyri*, par M. Frederic G. KENYON (20 fac-similés et une table des alphabets. Prix : 10 sh. 6 d.); 2^o *Ecclesiae occidentalis monumenta juris antiquissima*, par Cuthbert Hamilton TURNER; la première partie du fasc. 1 contient les *Canones apostolorum* et les *Nicaenorum patrum subscriptiones*. On y trouve les canons des apôtres traduits par Denys le Petit et les listes des signatures des évêques qui ont siégé au concile de Nicée; 3^o *The Records of Merton priory, in the county of Surrey*, par M. A. HEALES (xx-369 et cxxxvi p. in-4^o; prix : 21 sh.); 4^o *Letters archaeological and historical relating to the isle of Wight*, recueil de mémoires par feu le Rév. E. Boucher JAMES, qui ont été réunis et mis en œuvre par sa veuve (2 vol. in-8^o, xxiv-1398 p.; prix : 1 l. 4 sh.).

— Le t. XXIV des publications de la Pipe roll Society (1898) contient les *Feet of fines in the P. R. O. of the ninth year of king Richard I.* Les *Pedes finium* sont, comme on sait, des actes d'accords pour la transmission de la propriété foncière à la suite d'un procès fictif qui s'est engagé devant la cour du roi (cf. *Rev. hist.*, LXIV, 134). Les documents ici publiés se rapportent à l'année 1197-1198, sauf un qui se rapporte à l'année 1196 et qui aurait dû être imprimé au t. XX des publications de la Société.

— Le nouvel ouvrage de M. George Macaulay TREVELyan, *England in the age of Wycliffe* (Longmans, xiv-380 p. Prix : 15 sh.), contient les neuf chapitres suivants : 1^o la guerre et le gouvernement, 1368-1376; 2^o la politique, 1376-1377; 3^o la société et la politique, 1377-1381; 4^o et 5^o la religion; 6^o la révolte des paysans en 1381; 7 histoire générale, 1381-1385; 8^o les premières années de l'histoire des Lollards, 1382-1399; 9^o les dernières années de cette histoire, 1400-1520. Trois cartes permettent de suivre, comme dans l'ouvrage de MM. Réville et Petit-Dutailly, le soulèvement dans la région de Londres et son expansion dans les comtés de l'Angleterre.

— L'expulsion des Juifs d'Angleterre en 1290 a fourni à M. B. L. ABRAHAMS le sujet d'une excellente dissertation où il étudie la situation légale et sociale des Juifs depuis la conquête; après avoir été les banquiers des rois angevins, ils étaient devenus pour eux une source régulière de revenus qui commença de se tarir au XIII^e s., après l'attitude prise contre les Juifs par Innocent III et les ordres mendians. Cependant qu'on les persécutait pour crime d'usure et d'altération des monnaies, la loi ou les mœurs leur interdisaient le commerce, l'industrie et l'agriculture. Puis les Lombards et les Caorsins les supplantèrent dans

le commerce de l'argent. Surveillés avec un soin haineux dans les villes, persécutés par la noblesse, ils furent expulsés par un roi pieux et modéré qui céda aux prières des siens et aux nécessités politiques. Leur départ ne supprima d'ailleurs aucun des maux dont on les avait tenus pour responsables. Ils avaient été simplement victimes du fanatisme (*The Expulsion of the Jews from England in 1290*. Oxford, Blackwell; Londres, Simpkin, Marshall et Cie, 1895, 83 p.; prix : 3 sh. 6 d.).

— Nous sommes en retard pour annoncer les publications de *The Huguenot Society of London*, société qui a été fondée en 1885. Voici l'indication des volumes déjà publiés. T. I : *The Walloons and their church at Norwich ; their history and registers, 1565-1832*, publié par William J. Ch. Moëns (liste des baptêmes et mariages, des ministres, anciens et diaires, etc.). — T. II : *les Actes des colloques des églises françaises et des synodes des églises étrangères réfugiées en Angleterre, 1581-1654*, par Adrian Charles CHAMIER (1890). — T. III : *Transcript of the Registers of the protestant church at Guisnes, 1668-1685*, par William MINET et William Chapman WALLER (1891). — T. IV : *Registre des baptêmes, mariages et morts et jeusnes de l'Église wallonne et des îles de Jersey, Guernesey, Serq, Origny, etc., établie à Southampton par patente du roy Édouard sixième et de la reine Élisabeth*, par Humphry Marett GODEFRAY (1890). — T. V : *The Registers of the Wallon or Strangers' church in Canterbury*, par Robert HOVENDEN ; 1^{re} partie (1891) : baptêmes, 1581-1684 ; 2^e partie (1894) : baptêmes, suite, 1684-1837, et mariages, 1583-1678 ; 3^e partie (1898) : mariages, suite, 1645-1747 ; morts, 1581-1715 ; *Register of the Malthouse church* : baptêmes, 1709-1823. Appendices, mélanges et index des noms de personnes et de lieux (en tout, un vol. de 886 p.). — T. VI : *Despatches of Michele Suriano and Marc Antonio Barbaro, venetian ambassadors at the court of France, 1560-1563*, publié par le très honorable sir Henry LAYARD, président de la Société (1891). — T. VII : *Registers of the french conformed churches of Saint Patrick and Saint Mary, Dublin*, par J. J. Digges LA TOUCHE (1893 ; ce vol. contient neuf registres des baptêmes, mariages et enterrements célébrés en l'église française de Dublin de 1669 à 1830). — T. VIII : *Letters of denization, and Acts of naturalization for Aliens in England, 1509-1603*, par William PAGE (1893). En appendice, une carte du district de Guines vers 1680 pour être jointe aux *Guisnes registers* du t. III. — T. IX : *The registers of the French church, Threadneedle Street, London*, par William J. Ch. Moëns ; t. I : Mariages, 1600-1636 ; baptêmes, 1600-1639 (1896).

— Dans son intéressant volume *Alien immigrants to England*, M. W. CUNNINGHAM a montré ce que l'Angleterre doit aux immigrants étrangers depuis la conquête normande jusqu'à la révocation de l'Édit de Nantes et au ravage du Palatinat par les troupes de Louis XIV. Économiste, l'auteur n'a retenu que les faits intéressant l'histoire économique : la banque, le commerce et l'industrie. A ce point de vue, M. Cunningham aurait aussi bien pu passer sous silence les émigrés

français de la Révolution, qui n'apportèrent en Angleterre aucune force économique. Chose curieuse, ces étrangers ont été d'ordinaire aussi efficacement protégés par le roi et la loi qu'ils étaient craints ou méprisés par la nation. Fait plus intéressant encore : ce sont ces immigrants, en particulier ceux des Pays-Bas, Wallons et Hollandais, qui ont le plus fait pour hâter l'essor de l'industrie anglaise. La nature paraissait avoir si bien disposé le pays à l'agriculture et au pâturage qu'il fallut des siècles pour créer l'Angleterre industrielle. Il est vrai que, depuis un siècle et demi, elle a singulièrement regagné le temps perdu et dépassé ses initiateurs (Swan Sonnenschein, Social England series, xxii-286 p., avec 1 fac-similé et 3 cartes).

Ch. B.

— M. P. Hume Brown a donné dans la collection « Cambridge historical series » le t. I d'une *History of Scotland* qui a été traitée avec une érudition judicieuse, impartiale et bien informée. Nous y reviendrons (Cambridge, at the University press, 1899, xviii-408 p., avec 7 cartes).

— A côté de la série d'« English history from contemporaneous writers », qui compte déjà dix volumes (nous les avons annoncés en leur temps), la librairie D. Nutt a ouvert une série de « Scottish history from contemporary writers ». Le premier volume est intitulé : *The days of James IV*, publié par G. Gregory SMITH, et le second *Mary queen of Scots*, par R. S. RAIT. Ces petits volumes, joliment imprimés, ne seront pas inutiles, même aux spécialistes, qui apprécieront en particulier la réimpression des fameuses « lettres de la Cassette » attribuées à Marie Stuart.

États-Unis. — Nous sommes fort en retard avec les publications de l'Université de John Hopkins. Voici la liste de celles que nous avons reçues depuis le mois d'août 1895. Série XIII, 8. HUNT. La genèse de la première constitution californienne, 1846-1849. — 9. WETZEL. Franklin comme économiste. — 10. SILVER. Le gouvernement provisoire de Maryland, 1774-1777. — 11-12. HENDREN. Gouvernement et religion des Indiens de la Virginie. — Série XIV, 1. CHAMBERS. Histoire constitutionnelle des Hawaii. — 2. THOMAS. Le gouvernement municipal de Baltimore. — 3. RILEY. Origines coloniales des sénats de la nouvelle Angleterre. — 4-5. BASSETT. L'esclavage et la servitude dans la Caroline du Nord. — 8. JONES. Histoire des impôts dans le Connecticut, 1636-1776. — 9-10. COOLEY. L'esclavage en New-Jersey. — 11-12. SPARKS. Les causes de la révolution du Maryland en 1689. — Série XV, 1-2. ARNOLD. Histoire de l'industrie du tabac en Virginie de 1860 à 1894. — 3-5. SPEARS. Les railways urbains de Philadelphie. — 6. NEILL. Daniel Raymond. Un chapitre de l'histoire des théories économiques aux États-Unis. — 7-8. REISENSTEIN. Histoire économique du chemin de fer Baltimore-Ohio, 1829-1853. — 9. RUTTER. Commerce de Baltimore avec l'Amérique du Sud. — 10-11. CHAPMAN. Les coups d'État aux États-Unis. — 12. SHERWOOD. Tendances de l'économie politique en Amérique.

= Série XVI, 1-4. CALLAHAN. La neutralité des lacs américains et les relations anglo-américaines. — 6. BASSETT. Les meneurs anti-esclavagistes dans la Caroline du Nord (Helper, Hedrick, Goodloe, Caruthers, Lane). — 7-9. STEINER. La vie et l'administration de sir Robert Eden. — 10-11. SIKES. La transformation de la Caroline du Nord de colonie en république.

— L'Université Brown, de Providence, nous a envoyé les publications suivantes : KIMBALL. Le commerce de Providence avec les Indes orientales de 1787 à 1807. — HAZELTINE. Appels des cours coloniales au roi en son conseil, spécialement par rapport à Rhode Island. — BURNETT. Le gouvernement des territoires fédéraux en Europe.

Italie. — A l'occasion du quinzième centenaire de la mort de saint Ambroise, les Milanais ont publié un très beau volume de mélanges orné d'illustrations archéologiques et intitulé *Ambrosiana* (Milan, Cogliati, 1897). Le cardinal Ferrari, archevêque de Milan, a écrit la préface, et M. le duc de Broglie le premier article, « Caractère particulier de l'épiscopat de saint Ambroise. » Puis viennent les contributions érudites : M. CIPOLLA, « La juridiction métropolitaine du siège de Milan dans la dixième région, *Venetia et Histria*, » étudie les vicissitudes de la juridiction de Milan et d'Aquilée au IV^e s. et au début du V^e et dégage la série de ces vicissitudes en des conclusions neuves et bien motivées. — M. MARUCCHI, « Le sépulcre gentilice de saint Ambroise dans les catacombes romaines, » rappelle que la catacombe de sainte Sotère, au cimetière de Calliste, a fourni quelques noms d'*Aurelii*, un *Aurelius Satirus*, une *Marcellina*, des *Uranii*, tous noms de la famille de saint Ambroise signalés par de Rossi. — Le bollandiste VAN ORTROY, « Les vies grecques de saint Ambroise et leurs sources ; » les deux récensions grecques ne représentent qu'un remaniement du récit de Théodoret, lequel est de peu d'autorité. — M. SCHENKL publie un spécimen de l'édition qu'il prépare du *De excessu fratris* de saint Ambroise pour le *Corpus* de Vienne. — M. FERRINI commente, au point de vue de l'histoire du droit, une épître de saint Ambroise. — M. SAVIO édite et commente une légende grecque sur saints Nazaire et Celse, document de peu de valeur. — M. MERCATI étudie les *titulationes* des œuvres dogmatiques de saint Ambroise (intéressant appendice concernant une correspondance milanaise inédite du XII^e s.). — Dom MOCQUEREAU. Notes sur l'influence de l'accent et du cursus toniques latins dans le chant ambrosien. — M. BELTRAMI, « La primitive basilique ambrosienne et sa reconstruction au X^e s. » (très belle étude archéologique). — M. MAGISTRETTI, « Les vêtements ecclésiastiques à Milan » (étudiés surtout dans les miniatures). — M. AMBROSOLI, « *L'Ambrosino d'oro* » (recherche sur l'effigie de saint Ambroise dans la numismatique milanaise). — M. CALLIGARIS voit un souvenir des luttes de saint Ambroise contre les Ariens dans le fléau que l'iconographie et la légende lui mettent aux mains. — M. RALLI pense retrouver un por-

trait authentique de saint Ambroise dans un personnage de la mosaïque absidale de San Vittore in ciel d'oro, sanctuaire attenant à la basilique Saint-Ambroise. — Au total, très beau *Festschrift*, dont plusieurs mémoires survivront à la fête.

P. B.

Fondation Villari. — Un comité international dont font partie, pour la France, MM. L. Delisle, L. Duchesne, P. Meyer, G. Monod, E. Müntz, G. Paris, L. Pélissier, E. Rodocanachi, P. Sabatier, A. Sorel, s'est constitué à Florence sous la direction de M. del Vecchio pour célébrer la quarantième année de professorat de l'éminent historien P. VILLARI, à qui son *Savonarole* et son *Machiavel* ont assuré une réputation universelle. Le comité a ouvert une souscription qui a pour but la création de bourses d'études d'histoire auxquelles sera attaché le nom de Villari. Nous serons heureux de recevoir les souscriptions de ceux de nos lecteurs qui voudront donner un témoignage de sympathie à l'Italie dans la personne d'un de ses savants et de ses écrivains les plus éminents, qui a toujours témoigné à notre pays une inaltérable sympathie.

G. MONOD.

— La Société pour l'histoire de la province d'Alexandrie organise un congrès d'histoire napoléonienne afin de célébrer en 1900 le centenaire de la bataille de Marengo. Le congrès a pour président et vice-président honoraires M. G. LARROUMET, membre de l'Institut de France, et le maire d'Alexandrie, pour président et vice-président effectifs, le baron Albert LUMBROSO et le chanoine GASPAROLO. Toutes les publications relatives à ce congrès devront être adressées à M. Lumbruso, qui est, à coup sûr, le savant le mieux qualifié pour en diriger les travaux.

— Le t. IV de la troisième série des *Miscellanea di storia italiana*, publiés par la R. Deputazione sovra gli studi di storia patria per le antiche provincie e la Lombardia, contient un glossaire ligure du moyen âge par M. Girolamo Rossi; le *Livre des cens de l'évêché d'Aoste*, publié par M. J.-A. Duc, évêque d'Aoste (ce texte de 1305, publié avec d'excellentes notes, donne un relevé précis du temporel de l'évêché); un mémoire de M. DEMARIA sur la guerre de Castro et l'expédition des Présides; un mémoire de M. MAIOCCHI sur *François Barbara pendant la régence de Catherine Visconti* (avec de nombreux documents inédits sur ce chef des guelfes milanais chassé par l'émeute du 25 juin 1403 et qui éprouva successivement les persécutions et la faveur de Catherine et de Jean-Marie Visconti); l'*Inventaire du trousseau de Blanche-Marie de Challant*, publié par M. VACCADONE; enfin un important mémoire de M. L.-G. PÉLISSIER sur l'*Alliance milano-allemande à la fin du XV^e s.* (l'ambassade de Hérasme Brasca à la cour de Maximilien, d'avril à décembre 1498).

Espagne. — M. le docteur MILET Y SANS, ayant trouvé à la Bibliothèque nationale quelques documents intéressant l'abbaye de Camprodón, au diocèse de Gerone, les publie sous le titre de *Relaciones entre*

los monasterios de Camprodón y Moissac (Barcelone, 1898, in-8°). L'abbaye catalane, fondée au x^e s., fut cent ans plus tard soumise à l'abbaye de Moissac, en Languedoc, laquelle venait d'être affiliée à l'ordre de Cluny. Ce mémoire se trouve donc être une intéressante contribution à l'histoire de la réforme clunisienne au sud des Pyrénées, réforme dont on ne saurait exagérer l'importance.

Danemark. — Le grand maréchal de la cour, C.-L. LØEVENSKIOLD, est mort le 22 juillet dernier; il a publié divers ouvrages concernant l'histoire de l'armée en Danemark.

— Le 18 juin dernier est mort à l'âge de cinquante-trois ans le professeur R.-F.-S. MEJBORG, connu surtout par ses beaux ouvrages sur l'histoire de l'habitation humaine en Danemark; ils sont richement illustrés et contiennent beaucoup de renseignements sur la vie privée.

Suisse. — La Société générale d'histoire suisse vient de terminer la publication de la seconde partie des *Inventare schweizerischer Archive* (Berne, K.-J. Wyss, 1899, in-8° de 188 p.) qui a paru, comme la première, en supplément à *l'Indicateur d'histoire suisse*. Cette seconde partie contient les inventaires des archives de l'abbaye de Saint-Gall, par M. J. HAENE; de Rorschach, par M. le professeur P. BUETLER; des archives d'État à Zurich, par M. le professeur P. SCHWEIZER; et des archives de la ville de Zurich, par M. Th. USTERI.

— MM. J. ESCHEN et P. SCHWEIZER continuent leur remarquable publication de l'*Urkundenbuch der Stadt und Landschaft Zürich*. Le tome IV qui vient d'être terminé comprend les années 1265 à 1276 (Zurich, Faesi et Beer, 1896-1898, in-4° de 400 p.). Ce volume contient, comme les précédents, une table de noms de lieux et de personnes, et, de plus, une carte du territoire zuricois destinée à faciliter la consultation des trois premiers volumes.

— M. H. TUERLER, directeur des archives d'Etat à Berne, vient de publier (broch. in-4° de 23 p., s. l. n. d.) les comptes du renfort envoyé par le comte de Savoie, Amédée III, aux Bernois assiégeant Berthoud en 1383. Il a accompagné ce document, trouvé aux archives de Turin, d'importants commentaires.

— Une intéressante étude sur la Suisse en 1798 et en 1799 est celle de M. Wilhelm OECHSLI, intitulée : *Vor hundert Jahren* (Zurich, Schulthess, 1899, in-8° de 188 p., avec une carte).

— Le *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève* (t. II, livr. 2), qui vient de paraître, contient (p. 97 et suiv.) une charmante allocution de M. Fréd. GARDY sur un ancien collaborateur de la *Revue*, le regretté professeur Pierre Vaucher, et une bibliographie très complète des travaux de cet érudit par M. Édouard FAVRE.

— A la mort de Caroloman, en 771, Vultchaire, abbé de Saint-Maurice en Valais et évêque de Sion, se rendit, à la tête de plusieurs grands,

au près de Charlemagne pour le proclamer roi de tout le royaume des Francs. M. le chanoine Pierre BOURBAN a consacré une étude à Vultchaire dont, au cours des fouilles qu'il dirige à Saint-Maurice, il a retrouvé l'inscription funéraire (Fribourg en Suisse, 1898, in-8° de 21 p.).

— Nous avons déjà annoncé le premier volume de M. E. BLOESCH intitulé : *Geschichte der schweizerisch-reformierten Kirchen*; le t. II et dernier vient de paraître (Berne, Schmidt et Francke, 1899, in-8° de 399 p., avec une table alphabétique générale); il comprend l'histoire des années 1600 à 1870.

— L'ouvrage de M. E. DOUMERGUE sur Calvin était attendu avec impatience; le t. I vient de paraître : *Jean Calvin, les hommes et les choses de son temps*; il a pour sous-titre : *la Jeunesse de Calvin* (Lausanne, Bridel, 1899, in-8°, avec reproduction de 157 estampes anciennes, autographes, etc., et de 113 dessins originaux par M. Armand Delille). Nous nous bornons aujourd'hui à signaler ce beau monument élevé à la mémoire du réformateur.

— On annonce la publication par M. Édouard Rorr d'un important ouvrage qui sera intitulé : *Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses, de leurs alliés et confédérés* (Berne, Collin, sous les auspices du gouvernement fédéral suisse). La première série (6 vol. gr. in-8° de 35 feuillets en moyenne) comprendra l'histoire des négociations auxquelles furent mêlés les représentants du gouvernement français en Helvétie. Le premier volume de cette série est sous presse et embrasse la période de 1430 à 1560. Il paraîtra incessamment. La deuxième série (2 vol.) est un dictionnaire biographique dans lequel on trouvera, par ordre alphabétique, les noms ainsi que des notes relatives à la carrière de tous les agents du gouvernement français en Suisse : ambassadeurs, ministres, résidents, chargés d'affaires, secrétaires, attachés, etc. Le dernier volume, enfin, sera consacré aux fastes de l'ambassade de France en Suisse, au genre de vie de ses titulaires et de leur personnel au cours des siècles, dans leurs résidences successives de Soleure, Bâle, Lucerne et Berne.

LIVRES NOUVEAUX. — *Ern. Diener. Das Haus Landenberg im Mittelalter.* Zurich, Schulthess, 1899, in-8° de 163 p. — *Adolf Bichsel. Graf Eberhard II von Kyburg (1299-1357).* Berne, Koerber, 1899, in-8° de v et 120 p., avec 2 pl. — *W. Hadorn. Die Beziehungen zwischen Bern und Savoien bis zum Jahre 1384.* Berne, impr. Staempfli, 1898, in-8° de 143 p. — *W. Glaetli. Geschichte der Unruhen auf der Landschaft Zürich in den Jahren 1645 und 1646.* Zurich, 1898, in-8° de 150 p. — *Arnold Borel. Le conflit entre les Neuchâtelois et Frédéric le Grand sur la question de la ferme des impôts du pays de Neuchâtel, 1766-1768.* Neu-châtel, Attinger, 1898, in-8° de VIII et 159 p. — *H. Flach. Dr. Albrecht Rengger. Ein Beitrag zur Geschichte der helvetischen Revolution und der Helvetia.* Aarau, Sauerlaender, 1898, in-8° de IX et 228 p. — *Joh. Dierauer. Aus der Sonderbundszeit, IV.* Saint-Gall, impr. Zollikofer, in-8° de 21 p.

Roumanie. — Nous avons reçu de M. Alex.-V. GIDEI un volume intitulé : *Studiu asupra Cronicarilor moldoveni din sec. XVII din punct de vedere al limbel, metodei si cugetarei*, avec une préface par M. Urechia (Bucarest, At. Niteanu, xv-352 p. Prix : 5 fr.), et de M. Nicolas Iorga un fascicule de *Documente nove relative la Petru Schiopul si Michaiu Vitezul* (extrait des Mémoires de l'Académie roumaine, 2^e série, t. XX, 68 p., avec des fac-similés).

— Notre collaborateur M. A.-D. XÉNOPOL, professeur à l'Université d'Iassy, vient de faire paraître, chez E. Leroux, un volume sur les *Principes fondamentaux de l'histoire*. Ce volume contient un exposé très documenté des diverses opinions qui ont cours sur l'histoire. Cet exposé sert à l'historien comme base pour exposer ses idées, qui diffèrent fondamentalement de tout ce qui a été écrit jusqu'à présent sur la théorie de l'histoire. La pensée maîtresse de l'auteur c'est la distinction établie pour la première fois d'une façon rationnelle entre le fait consistant et le fait successif.

Serbie. — On trouvera d'utiles indications concernant l'histoire de la Serbie dans le catalogue des publications relatives à la langue, à la poésie, à l'ethnographie et à la géographie de ce royaume parues de 1888 à 1898, qu'ont dressé MM. Eugène DÉPREZ et Michel GAVRILOVITCH (*L'Histoire de la littérature serbe*; extrait du compte-rendu des travaux communiqués au Congrès bibliographique international tenu à Paris en avril 1898).

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.

